



HAL
open science

Mutations du politique et nouvelles formes de légitimités : Ethnographie des enjeux contemporains du conflit électoral de San Sebastian Tutla (Mexique).

Marjolaine Bédiat

► **To cite this version:**

Marjolaine Bédiat. Mutations du politique et nouvelles formes de légitimités : Ethnographie des enjeux contemporains du conflit électoral de San Sebastian Tutla (Mexique).. Sociologie. Université Lumière - Lyon II, 2022. Français. NNT : 2022LYO20052 . tel-04297580

HAL Id: tel-04297580

<https://theses.hal.science/tel-04297580>

Submitted on 21 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N° d'ordre NNT : 2022LYO20052

THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 483

Sciences sociales

Discipline : Socio-Anthropologie

Soutenue publiquement le 1er décembre 2022 par :

Marjolaine BÉDIAT

Mutations du politique et nouvelles formes de légitimités.

*Ethnographie des enjeux contemporains du conflit électoral de
San Sebastian Tutla (Mexique).*

Devant le jury composé de :

Olivier LESERVOISIER, Professeur des Universités, Université Paris Descartes, Président

Catherine NEVEU, Directrice de recherche, CNRS, Rapporteur

Élisabeth CUNIN, Directrice de recherche, Institut de recherche pour le développement, Rapporteur

Thiphaine DURIEZ, Maîtresse de conférences, Université Lumière Lyon 2, Examinatrice

David RECONDO, Chargé de recherche, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Examineur

David GARIBAY, Professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2, Directeur de thèse

Martin SOARES, Maître de conférences, Université Lumière Lyon 2, Co-Directeur de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

Université Lumière Lyon II
Ecole doctorale 483 Sciences sociales
Laboratoire d'Anthropologie Des Enjeux Contemporains (LADEC)

THESE DE DOCTORAT EN ANTHROPOLOGIE

Mutations du politique et nouvelles formes de légitimités
Ethnographie des enjeux contemporains du conflit électoral
de San Sebastián Tutla (Mexique)

Présentée et soutenue par

Marjolaine BEDIAT

Le 1^{er} décembre 2022

Sous la direction de

M. David GARIBAY

M. Martin SOARES

Composition du jury :

Mme. Elisabeth CUNIN, Directrice de recherche à l'IRD

Mme. Tiphaine DURIEZ, Maîtresse de conférences en anthropologie à l'Université Lyon 2

M. David GARIBAY, Professeur de science politique à l'Université Lyon 2

M. Olivier LESERVOISIER, Professeur en anthropologie, Université Paris-Cité

Mme. Catherine NEVEU, Directrice de recherche au CNRS

M. David RECONDO, Chargé de recherche au CERI – SciencesPo

M. Martin SOARES, Maître de conférences en anthropologie à l'Université Lyon 2

*A ma mère, ma meilleure amie parce qu'elle en sait beaucoup trop,
qui m'a offert l'idée que la science était le plus beau des chemins à suivre.*

Remerciements

Remerciements

Mes remerciements s'adressent premièrement à mes deux directeurs de recherches. Je tiens à souligner le travail d'écoute, de patience, de relecture et les conseils toujours bienveillants de David Garibay. Sa disponibilité et la qualité de son soutien ont été piliers dans mes démarches et ont rendu possible ce travail. Je remercie Martin Soares pour nos échanges, ses critiques, pour son suivi et son enthousiasme durant toutes ces années, de ma première année de licence jusqu'à l'aboutissement de cette recherche. Je remercie, Mesdames Elisabeth Cunin Tiphaine Duriez et Catherine Neveu, ainsi que Messieurs, Olivier Leservoier et David Recondo, pour avoir accepté de composer le jury de mon travail de recherche doctoral.

Sans les membres du palais municipal de San Sebastián Tutla, sans les habitants du bourg chef-lieu et ceux d'El Rosario, ce travail n'aurait pas été possible. Je remercie leur capacité d'ouverture d'esprit et leur volonté de soutenir mon investigation à travers ce long processus de confiance réciproque. Je tiens à remercier particulièrement Mikaëla, décédée depuis, qui a été un soutien sans faille, une interlocutrice privilégiée, une amie, et qui a rendu nombreux de mes séjours si agréables. Merci également à Gicela, toujours présente, bienveillante, patiente et de si bons conseils, à l'*abuela* et ses colères, ses envolées lyriques, ses souvenirs surtout qui ont été une ethnographie à eux seuls et qui ont embellis mes soirées.

Je tiens à souligner l'importance cruciale de ma famille, ma mère Sylvie, pour son incroyable soutien, ses relectures, sa capacité à croire en moi et en mes recherches, son enthousiasme sans limite m'ont permis de réaliser mes rêves. Mes frères et sœur, Romaric, Roman et Zoé, leurs conseils et surtout leur admiration ont été si précieux dans mon parcours, ils sont à eux quatre une grande partie de la force qui rend possible une thèse. Une pensée forte à mon père, François - décédé lors de mon parcours doctoral - qui a été l'instigateur de mes premiers pas au Mexique et qui, en m'insufflant le goût du voyage, a fait de ma vie une quête d'ailleurs.

Minélia, Nikita et Taïga mes trois filles, avec leur patience lors de mes journées d'écriture, avec leur tendresse et leurs regards pour me donner du courage, ont su éveiller en moi la motivation du dépassement de soi. Enfin je remercie Tom, mon partenaire de vie et bien souvent d'écriture qui aura su me tirer vers le haut, me permettre de ne pas abandonner et qui aura par son audace et son talent rendu les heures de rédaction toujours plus exaltantes.

Table des matières

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	7
Avant-propos	12
INTRODUCTION GENERALE.....	16
Sujet de recherche	16
Lieu de la recherche	19
Premières interrogations.....	26
Cadre théorique	30
Méthodologie	38
PREMIERE PARTIE :	52
« Pour voter à San Sebastián Tutla, il faut être originario et indígena » !	52
Chapitre 1 : Le champ électoral	55
A - Les bases du discours : Comunalidad et néo-zapatisme	59
Néo-zapatisme et dynamiques globales	
Ambivalences relationnelles	
"Eso que llaman comunalidad"	
B - Le « vote indigène », revendications électorales dualistes.....	72
Echos de l'EZLN	
De l'effacement à la reconnaissance légale	
La réforme sur "le terrain"	
C - Le vote municipal, espaces de négociation	82
Retour au "local"	
Mobiliser ses réseaux	
Observer les circulations	
Accéder au pouvoir	
Des réformes locales aux mutations globales	
Chapitre 2 : L'identification par opposition	93
A - « Us et coutumes »	96
Un principe dynamique et varié	
Disparités locales	
B- <i>Originarios</i> et <i>Avecindados</i>	106
Les racines du conflit	
Localisme exacerbé et tensions économiques	

C - La fabrique de la communauté, une violence légitime ?.....	119
Production de la violence identitaire	
Contestations discrètes	
Chapitre 3 : Le recours aux grands récits	126
A - L'Ambivalence des discours	127
Communication politique, actes de persuasion	
Un quotidien loin des considérations indigénistes	
"Jour d'élection" : le recours aux indigénistes	
Sélections historiques	
B - Le poids de l'Histoire	150
Etre "indigène" à Huehuetla : quelques éléments de comparaison	
"Indigène mais pas indien !"	
DEUXIEME PARTIE :	159
« Nous sommes une nouvelle ère de la démocratie, des indigènes dans un monde globalisé »	
.....	159
Chapitre 1 : Discours et argumentations juridiques	163
A - Les « peuples autochtones ».....	163
S'identifier grâce à une catégorie internationale	
Création de nouveaux espaces	
B - Nouvelle norme du droit électoral.....	170
Histoire de droits	
Droits et territoires	
C - Le « cas mexicain », dispositifs de développement et judiciarisation des conflits ..	173
Processus de démocratisation	
Le "réveil indianiste" au cœur d'une crise nationale	
CHAPITRE 2 : Le conflit au coeur de la décentralisation.....	178
A - Désengagement de l'État et décentralisation	178
L'État en questions	
Gérer les budgets locaux : nouvelles compétences et cristallisation des conflits	
Décentralisation	
B - Le conflit politique comme expression de dysfonctionnements socio-économiques	
.....	185
Nouvelles élections et climat de répression	
Refondation du système politique à Oaxaca	
Violences économiques	
C - Adaptations contemporaines : entre tradition et modernité ?.....	191
Démocratisation et contestations	

Les "us et coutumes", comme principe démocratique ?	
Hybridité des pratiques politiques locales	
Démocratie communautaire et démocratie occidentale	
Chapitre 3 : Vers une alternative politique globale ?	200
A - Citoyennetés plurielles	200
Mutations de la citoyenneté au prisme de la globalisation	
Etre "citoyen indigène" à San Sebastián Tutla	
Ethnographie de la journée internationale des droits de la femme	
B - Orientations contemporaines de la résistance	215
Résister, mais à quoi ?	
Droit et souveraineté : naissance du collectif	
C - L'action collective : discours de la « survivance » à San Sebastián Tutla	220
Périphéries multiples	
Captation de San Sebastián Tutla par la capitale d'État	
Action collective	
En quête de préservation	
TROISIEME PARTIE	235
“Notre combat : préserver notre territoire, notre autonomie, nos traditions »	235
Chapitre 1 : Souverainetés et communautés : enjeux complexes et multiples.....	236
A - Définir les enjeux autour des notions de souveraineté et communauté	237
Communauté et communautarisme	
L'individu dans la communauté : limites contemporaines	
Souverainisme et nationalisme	
B - Controverse territoriale	245
Le territoire comme construit	
Territoire municipale ou territoire communautaire	
Oaxaca et la législation municipale	
C - La communauté : base de l'organisation.....	254
Organisation villageoise	
De la cohésion en pandémie	
Histoires de consensus	
Chapitre 2 : Transformations politiques et sociales	262
A – Conscience globale et identités locales	262
Pertinence du concept de mouvements sociaux	
De l'importance des acteurs sociaux	
B - Du territoire à l'autodétermination : l'ancrage territorial des mouvements autochtones	268
L'autonomie comme objectif principal	

Autour de la notion d'autonomie	
C - Décolonisation et autonomie, nouveaux paradigmes	274
Enracinement de la question coloniale	
Persistance des mécanismes de racialisation malgré les politiques officielles	
D - Espaces interculturels, espaces d'innovations	277
L'interculturalité	
Initiatives locales	
Conclusion	283
Bibliographie.....	297
Glossaire.....	309
Tableau des illustrations.....	314
Annexes	317

Avant-propos

Avant-propos

Je suis allée pour la première fois au Mexique en 1997-1998 dans le cadre d'un voyage d'un an en itinérance avec ma famille. De nouvelles odeurs, des saveurs inédites d'épices, de maïs et d'avocats, des individus qui parlent une autre langue... Cette première expérience de l'altérité me marqua profondément, si bien que lorsque je choisis de partir en échange universitaire en 2012-2013, je décidai de repartir sur les traces d'une partie de mon enfance. Durant cette année d'échange « Monde bilatéral », j'approfondis mon apprentissage de l'espagnol, et me familiarisai davantage aux mœurs mexicaines. J'en profitai également pour renforcer mon ancrage en anthropologie du politique, puisque la quasi-intégralité des cours auxquels j'assistai traitait de ces sujets. Enfin, cette année préliminaire fut l'occasion de tisser des liens amicaux avec des Mexicains et de traverser de nombreux États du Mexique, à l'exception de l'extrême nord du pays. C'est lors d'un séjour à Oaxaca que j'eus l'occasion d'assister pour la première fois à une manifestation indigène sur la place centrale de la ville, épiphénomène qui allait conditionner tout mon intérêt pour les mouvements de luttes autochtones au Mexique.

Après cette année préliminaire passée au Mexique lors de ma troisième année de licence, l'engagement politique des divers acteurs rencontrés me laissait de nombreux questionnements. Comment expliquer ce double discours de désengagements de la sphère politique et la nécessité systématique d'évoquer le politique dans tous nos débats ? Les Mexicains avaient-ils plus à cœur l'engagement politique ? La démocratie revêtait-elle un enjeu qui les questionnait davantage qu'en France, où ces questions ne semblent plus intéresser personne ? Dès mon retour dans l'Hexagone, j'ai saisi le politique comme un élément problématique de nos interactions quotidiennes et, loin de constater que le politique était « mort » dans nos discours, j'ai cependant ressenti une volonté d'engagement moins forte que celle perçue au Mexique. Effectivement la démocratie ne semblait pas être au cœur des débats de mes interlocuteurs comme cela avait si souvent été le cas lors de mes voyages. J'ai donc choisi de réaliser ma recherche de Master 1 sur le vécu du politique en France et précisément à travers l'analyse d'une campagne électorale. J'ai donc suivi le parcours et la campagne des membres d'une liste « sans étiquette » cependant soutenue par le Parti socialiste du Rhône lors des élections municipales de 2014. En parallèle, j'ai effectué un travail de stagiaire dans les locaux du Parti socialiste pour comprendre la logique des acteurs politiques à travers cette investiture. Le travail de terrain réalisé m'a permis d'être confrontée aux habitants d'une périphérie urbaine (Écully, commune de la métropole de Lyon

en région Auvergne Rhône-Alpes) et de saisir leurs discours et réactions face à des acteurs politiques. Forte de cette expérience j'ai souhaité pour ma seconde année de Master confronter ces analyses à un travail de recherche au Mexique.

Ainsi, bien que l'enquête de terrain effective sur les luttes autochtones n'ait commencé qu'en 2014, à l'occasion de la réalisation de mon mémoire de Master 2, je disposais d'un certain bagage sur les pratiques et représentations locales, sur l'apprentissage de l'espagnol, ainsi que sur les enjeux des mouvements politiques à l'œuvre sur le territoire mexicain. De 2014 à 2018, l'immersion ethnographique s'est déroulée sur un total de dix mois. Par ailleurs, durant mon premier séjour de recherche doctorale, je fus financée et hébergée par le CEMCA (Centro de Estudios Mexicanos y Centro Americanos), au sein de l'Ambassade de France au Mexique.

J'ai choisi l'État de Oaxaca après de longues recherches sur le fonctionnement politique et démocratique du pays. J'ai alors découvert le travail de David Recondo, chercheur au Centre de recherches international de Science Po. Ses recherches effectuées dans l'État de Oaxaca au Mexique m'ont passionnée et j'ai donc choisi d'adopter une posture ethnographique pour questionner les mêmes problématiques que lui, à savoir les enjeux de l'interculturalité et de la démocratie au Mexique dans l'État de Oaxaca, seul État à avoir légalisé le principe « coutumier » au niveau municipal. L'ouvrage sur lequel je me suis basée pour débiter cette thèse (Recondo, 2009), interroge un grand nombre de cas dans l'État dont celui de San Sebastián Tutla sur lequel j'ai choisi d'orienter mes recherches, intéressée par les questions de périphéries urbaines que j'avais déjà questionnées lors de mon précédent mémoire. Je souhaitais approfondir les ethnographies afin de saisir les enjeux pour les acteurs locaux à travers une véritable description de terrain. Je suis partie une première fois avant même de débiter ma seconde année de master, afin de réaliser une année d'étude en corrélation directe avec une expérience et une idée précise de la recherche que je souhaitais effectuer.

Je suis arrivée le 28 août 2014 à San Sebastián Tutla, sur la place centrale, le « Zócalo », j'allais vite le comprendre, haut lieu de socialisation. Tous me voyaient mais personne n'osait me regarder et j'ai vite ressenti ce terrible trouble de l'apprenti chercheur qui ne sait vers qui s'orienter. Par une sorte de déduction logique dont je paierai les conséquences bien plus tard, je me suis dirigée vers le palais municipal, caractérisant pour moi le lieu de l'exercice du pouvoir. J'ai donc emmené la lettre rédigée par mon directeur, justifiant ma présence et me suis présentée à la secrétaire municipale, une femme dynamique et souriante quoi que clairement surprise. Après avoir précisé ma venue il est vite apparu qu'elle ne saisissait pas tout l'enjeu de

ma présence, la lettre a fait le reste. Son enthousiasme s'est alors révélé très troublant. Gicela est rapidement devenue mon principal soutien, ma carte maitresse pour entrer au sein des cercles de la « communauté ». Je n'ai évidemment pas perçu à cet instant les enjeux qu'il existait à créer une relation trop exclusive avec un des acteurs principaux de mes futures recherches. Elle m'a alors dépeint l'avènement d'une démocratie directe, participative, fondée sur le respect de la communauté, des ancêtres et des traditions. Dans les premiers échanges que nous avons pu avoir il n'était jamais question de conflit ou de clan mais d'une sorte d'harmonie frôlant l'irrationnel. Elle allait jusqu'à comparer ce qui se passait dans l'État de Oaxaca à la Révolution française et s'enthousiasmait pour le parcours de Robespierre. Je suis restée perplexe mais ravie de constater qu'un membre de la politique locale était prêt à m'aider dans ma quête. Elle m'a donc rapidement présenté les membres du palais municipal avec lesquels j'ai pu avoir de nombreux entretiens et comprendre les positions, les statuts et le fonctionnement de cette « structure ».

J'ai également pu longuement m'entretenir avec les membres de l'*Alcaldía* (bureau du juge local), présents dans le même bâtiment que les acteurs politiques. Le reste de mes journées s'est déroulé avec la volonté de me « fondre dans le paysage » sentant malgré tous les discours bienveillants du départ, que ma présence dans ce village n'allait pas de soi, pour un grand nombre d'habitants. Une soirée pluvieuse chez une amie rencontrée sur place qui m'hébergeait a été l'occasion d'en prendre la mesure. Alors que nous étions attablées dans son garage servant de restaurant, sa fille sur mes genoux, prodiguant quelques rudiments de français, une femme est entrée déjà apparemment ivre, vociférant sur mon amie, Mikaëla. Elle trouvait absolument incongru de laisser son enfant dans les bras d'une inconnue, de surcroît blanche, sachant tous les enlèvements d'enfants pour cacher de la drogue, que les « gens de ma race » effectuaient. Un autre jour, dans ce même lieu, son frère est entré avec sa femme. Au bout de quelques instants il s'est levé et a signifié à mon amie qu'il me trouvait très jolie. Sa femme le prenant alors très mal, a également justifié cet émoi par ma couleur de peau et mes attitudes « de blanche ». Sa colère à mon encontre était telle qu'il m'est apparu évident qu'un long travail de présence et de patience serait nécessaire.

Introduction

INTRODUCTION GENERALE

Sujet de recherche

En 1989, l'OIT (Organisation internationale du travail) signa l'Accord 169 sur les « Peuples indigènes et tribaux dans des pays indépendants ». Le 28 février 1992, l'État mexicain ratifia ce document et modifia l'article 4 de la Constitution fédérale : « La Nation mexicaine a une composition pluriculturelle fondée sur ses peuples indigènes. La loi assurera la promotion de leurs langues, cultures, usages, coutumes, ressources et formes spécifiques d'organisation sociale, et garantira à leurs membres l'accès effectif à la juridiction de l'État. » Dans une même dynamique, l'État de Oaxaca se distingue en outre par une spécificité locale de l'organisation de la vie politique municipale : les communautés indigènes emploient des procédés coutumiers pour désigner leurs autorités dans quatre-cent-dix-huit des cinq-cent-soixante-dix municipalités de l'État. Dans ces localités, les candidats ne peuvent pas, en principe, se présenter sous la bannière d'un parti politique : ce sont les assemblées communautaires qui élisent les futures autorités. Ces procédés coutumiers, longtemps pratiqués sans être reconnus par la loi, ont été avalisés par la réforme électorale de 1995 votée par le Congrès local. Depuis, la constitution de l'État de Oaxaca, qui officialise ces pratiques coutumières, est souvent considérée comme une avant-garde nationale et continentale en matière de droits indigènes. Malgré tout, cette avancée légale fait l'objet d'interprétations polarisées : tandis que certains observateurs voient dans les us et coutumes une incarnation idéal-typique de la démocratie émancipée des partis politiques (Díaz Polanco, 1997), d'autres identifient une réalité coutumière sexiste et autoritaire (Bartra, 1999). Reproduction déguisée d'un modèle autoritaire ou traduction politique heureuse du multiculturalisme, quelle que soit l'analyse que l'on retienne de ces modalités coutumières, il s'avère que ce « double régime » politique municipal traduit la coexistence, sur un même territoire, de deux conceptions distinctes de la citoyenneté, de la participation et de la représentation (Recondo, 2009). La reconnaissance de ces modalités coutumières n'a cependant pas été synonyme de résolution de la conflictualité politique post-électorale dans cette région, comme l'espérait pourtant le gouverneur en légalisant les procédures coutumières. Chaque élection municipale entraîne ainsi son lot de contestations, d'occupations et de violences, exacerbé par la consolidation depuis les années 1970 d'une opposition électorale à cette échelle. On saisit donc l'importance des mutations traversées par le système politique au niveau municipal, induit en

grande partie par l'émergence du multipartisme et des réformes politiques au Mexique. Ces changements légaux révèlent avant tout une période de redéfinition des rapports de force locaux et des formes de relations de pouvoir. L'État de Oaxaca est le seul à avoir légiféré sur la question des « us et coutumes » mais d'autres États débattent de ces problématiques et de cette option.

Le Mexique est une République fédérale, divisée en États ou entités fédérées, celles-ci se divisant à leur tour en municipalités. Dans cette étude, nous nous concentrons donc sur l'État de Oaxaca, l'entité de la République avec la plus importante diversité culturelle - seize groupes ethniques selon un critère ethnolinguistique. Dans cet État en effet, 33,8% de la population de trois ans et plus déclare parler une langue indigène¹, ce qui place Oaxaca comme la première entité fédérée du pays au regard de cet indicateur (viennent ensuite le Yucatán et le Chiapas) (INEGI, 2010). Cette dimension indienne *oaxaqueña* influe notamment sur les registres et débats de la vie politique locale, donnant aux discours une tonalité « indigénistes » plus importante que dans les autres États du pays. Elle connote également les revendications et les répertoires de l'action collective au sein de l'État, *via* la mise en exergue de l'« indigénité » des mobilisations, la revendication d'une reconnaissance par le pouvoir de spécificités indiennes des pratiques politiques locales et des rapports au territoire. Néanmoins, cette spécificité indienne est, paradoxalement, à la fois mise en avant par les pouvoirs locaux comme une source de richesse culturelle – exacerbée et mise en scène chaque année lors de la *Guelaguetza*² – et de « retard » socio-économique (Métais, 2014).

Situé au Sud-est du Mexique, l'État de Oaxaca est peuplé de trois millions neuf cent mille habitants, sur une population de cent-douze millions d'habitants pour l'ensemble de la République (INEGI, 2015). C'est en superficie l'un des cinq plus grands États de la République. Très accidenté, il est traversé par deux chaînes montagneuses, au nord et au sud, qui couvrent près de deux tiers du territoire. D'un point de vue administratif, l'État de Oaxaca comprend 570 communes – dont la plupart comptent moins de cinq mille habitants – sur les deux-mille-quatre-cents-quarante-cinq que comprend le pays, et près de trois-mille communautés au statut juridique différencié en fonction du nombre d'habitants. Ce sont donc en tout sept-cent-trente-et-un *agencias municipales*, mille-cinq-cent-vingt-cinq *agencias de policía* et sept-cent-quarante-huit *núcleos rurales*³ rattachés aux cinq-cent-soixante-dix chefs-lieux municipaux, ce qui en

¹ Ce taux est de 1,5% au District fédéral, de 6,6% à l'échelle du pays (INEGI 2010).

² La *Guelaguetza* est une fête traditionnelle des communautés de Oaxaca. Elle symbolise l'union des traditions. C'est un évènement culturel important dans cet État.

³ Agences municipales, agences de police et noyaux ruraux.

fait l'État le plus morcelé de la République.

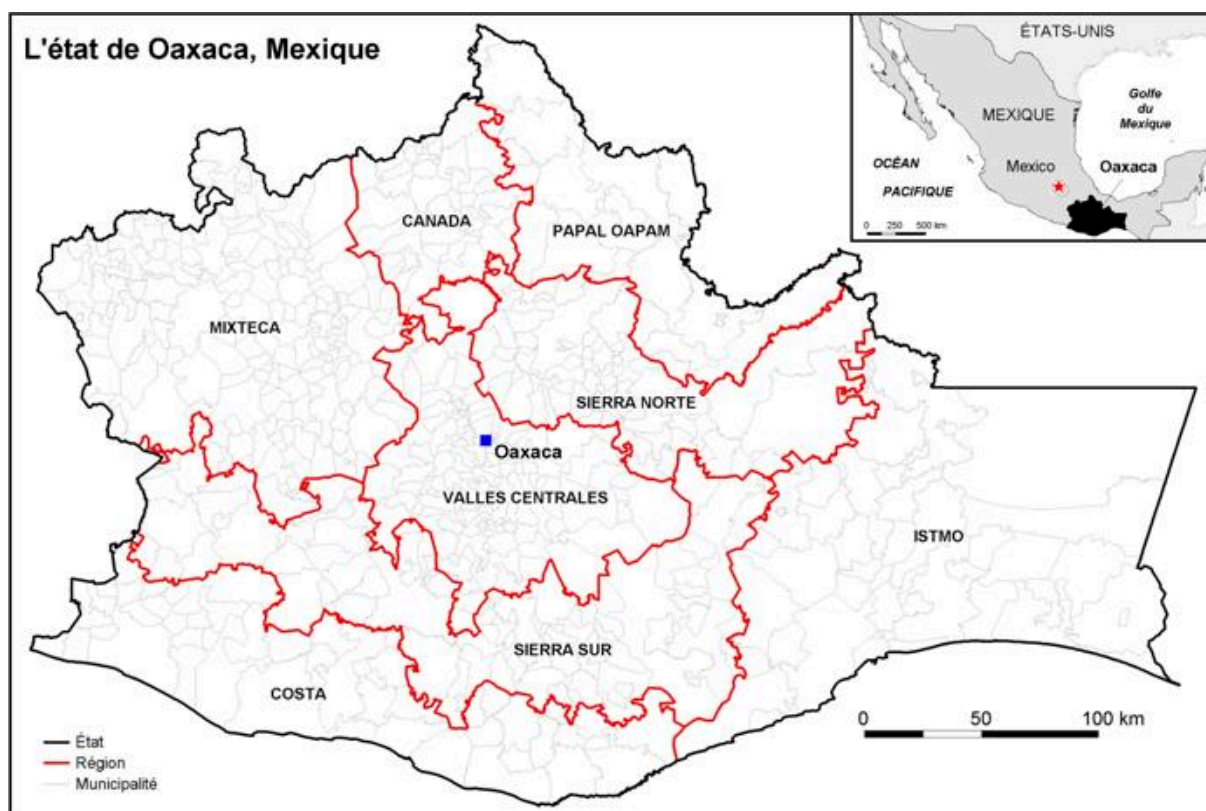


Figure 1 : l'État de Oaxaca au Mexique

(Source : INEGI⁴ 2010)

L'État de Oaxaca est aussi l'un des États les plus pauvres du Mexique avec les États voisins du Guerrero et du Chiapas. Quel que soit le critère d'évaluation de la pauvreté considéré par le Conseil national d'évaluation du développement social⁵ (CONEVAL) pour l'année 2005, Oaxaca est systématiquement classé dans le groupe des États fédérés les plus marqués par la pauvreté.

⁴ INEGI : Institut national de statistique et géographie [Instituto Nacional de Estadística y Geografía]

⁵ Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social.



Figure 2 : carte des différentes régions de l'État de Oaxaca

(Source : https://destioaxaca.com/Geographie_Ethnies_Oaxaca.html)

Lieu de la recherche

La commune au sein de laquelle j'ai choisi d'effectuer mes premières analyses, San Sebastián Tutla, se situe dans la région des Vallées centrales de l'État de Oaxaca, à la périphérie de la capitale. Arrivée au cœur de la capitale de Oaxaca, ville de plus de deux cent cinquante mille d'habitants, je suis surprise par une ambiance différente des autres villes, un parfum artistique émane de chaque ruelle du centre, des couleurs étourdissantes et un tourisme très développé. Pour y arriver, il suffit de prendre un « camión » pendant une vingtaine de minutes et d'emprunter le périphérique souvent saturé d'un trafic ralenti par les nombreuses manifestations des enseignants. Le « village » est en contrebas de la route principale, on aperçoit d'abord un moulin avec un regroupement de femmes qui patientent pour moudre leurs récoltes de maïs. L'ambiance est aux confidences, quelques marchands de fruits et légumes se dissimulent à l'ombre de bâches bleues sur les trottoirs en terre. Le calme est soudain, presque brutal après le

tumulte de la capitale située seulement à 5km. Il règne une sérénité constante et l'hospitalité est immédiate, comme s'il était évident pour tous de me saluer et d'accepter ma présence parmi eux. Les rues sont larges et colorées, le ciel semble ici immense tant les constructions sont basses et lumineuses, on devient instantanément amoureux de ce petit centre paisible. L'arrivée sur le Zócalo porte cette même évidence, un grand cyprès représente le cœur du village, « el arbol del Tule » qui donne son nom à San Sebastián Tutla. La vie sociale tourne autour de cet arbre majestueux à quelques mètres du palais municipal. Les bancs sont quotidiennement investis par des familles venues divertir leurs enfants ou par des personnes âgées jouissant du temps en observant la course des badauds et des représentants politiques. Sur la droite, presque indétrônable, une scène montée pour les diverses activités du village, débats politiques, danses folkloriques, annonces officielles, groupes de musiques... Pas de restaurants aux affiches flamboyantes, peu de boutiques annoncées mais finalement après quelques jours sur place on comprend qu'il existe un grand nombre de lieux informels où se restaurer, laver son linge, boire une bière fraîche. Le village est entouré de collines superbes mais arides et tout ici semble fonctionner au ralenti, replié sur soi, dans une interconnaissance parfaite. Cependant, le territoire officiel de cette commune est bien plus étendu qu'il n'y paraît et pour appréhender le quartier d'El Rosario, situé à la périphérie, il faut emprunter un nouveau « camión » et rouler quelques dizaines de minutes pour apercevoir un tout autre paysage urbain. Des immeubles de plusieurs étages, une colline envahie d'habitations à loyers modérés et une population beaucoup plus méfiante, de premier abord. Nous sommes pourtant toujours dans la même commune aux limites qui semblent floues et incohérentes.



Figure 3 : moulin de San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)

Sur ce moulin à maïs municipal de San Sebastián Tutla, il est écrit « Mort au gouvernement priiste et à ses partis associés : PRD, Alianza, PT, etc. ». Ce graffiti démontre la véhémence de certains individus vis-à-vis des partis politiques traditionnels. Plusieurs autres tags portant des messages analogues sont visibles dans le reste de la municipalité, ainsi qu'à la capitale d'État, Oaxaca.



Figure 4 :ruelle de San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)



Figure 5 : ruelle de San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)

San Sebastián Tutla connaît de graves tensions politico-sociales depuis les années 1990, avec des conflits notamment induits par la coexistence sur un même territoire municipal d'une population « allogène » et d'une population se revendiquant comme étant « indigène ». Les autorités locales se servent alors de la nouvelle législation électorale afin de contrôler les opposants et de maintenir leur pouvoir. On observe une véritable lutte pour le maintien des « coutumes » dans un contexte de changements sociaux et culturels accélérés, l'essentiel de la population étant notamment en périphérie urbaine. Le recensement réalisé par l'Institut National de la Statistique, de Géographie et d'Informatique (INEGI) révèle que la municipalité de San Sebastián Tutla comptait en 2010, une population totale de seize-mille-deux-cent-quarante-et-un habitants. La localité de plus grande importance se situe à « El Rosario », quartier à loyers modérés, récemment créé avec près de douze-mille habitants, soit 80% de la population totale de San Sebastián Tutla. Les habitants du quartier d'El Rosario - créé sur le territoire en 1985 - se mobilisent depuis 1997 pour réclamer leur droit de participer au gouvernement local. Pourtant, au nom de la coutume, toute négociation est refusée par les membres de la communauté se revendiquant une origine indienne zapotèque partagée. Ceux-ci soutiennent en premier lieu la nécessité d'être né sur le territoire et d'avoir des ancêtres de cette même communauté afin d'assurer la transmission des us et coutumes qui ne s'apprennent pas. Ils prétendent également que les habitants du quartier del Rosario refusent de participer au système de charges et n'ont pas de ce fait le droit de cité. Ils argumentent que « faire partie d'une communauté c'est en accepter les contraintes et travailler pour l'intérêt commun »⁶.

⁶ Explication donnée par les membres du palais municipal lors d'un entretien en janvier 2016 alors que je souhaitais comprendre leur définition des règles communautaires.



Figure 6 : manifestation au palais municipal de San Sebastián Tutla (2015)

(Source : www.ViveOaxaca.org)



Figure 7 : manifestation au palais municipal de San Sebastián Tutla (2015)

(Source : www.ViveOaxaca.org)

Précisions sur le système normatif interne :

En 1995, San Sebastián Tutla a choisi comme fonctionnement politique municipal, le système normatif interne, comme il était envisageable de le faire grâce à la modification de la constitution de l'État. Jusqu'à cette date, la municipalité était pourtant déjà pourvue d'un système de charges et d'élections propres à leurs « us et coutumes ». Néanmoins, ces fonctionnements étaient parallèles à des élections partisans comme dans tout le reste du pays et n'avaient pas de reconnaissance légale. Les deux systèmes, présentés dans les documents officiels de l'Institut électoral de l'État de Oaxaca, comme étant d'un côté : le système normatif interne des peuples et communautés indigènes et de l'autre : le système des démocraties occidentales, ont donc cohabité jusqu'en 1995. Malgré la qualification de fonctionnement démocratique, le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), a toujours été détenteur du pouvoir local, comme dans le reste du pays, jusqu'à la remise en cause de son hégémonie et la montée en puissance du multipartisme. En 1995, le système normatif interne devient donc le seul fonctionnement maintenu dans la municipalité de San Sebastián Tutla, bien que les détenteurs des principaux pouvoirs perdurent à la tête de cette localité. Le pouvoir des acteurs locaux est donc passé d'un pouvoir purement symbolique à un pouvoir effectif, politique et surtout économique. Avec les normes de la décentralisation, leurs compétences en matière de redistribution et de gestion des fonds locaux vont être accrues, mettant à mal le quartier d'El Rosario, dont les habitants ne sont pas des citoyens légitimes aux yeux des membres de la « *cabecera* ». La totale autonomie déferée en matière de gestion locale aux nouveaux élus dans le cadre du système normatif interne, ne laisse que peu de recours aux habitants d'El Rosario pour défendre leurs droits.

En légalisant des pratiques qui avaient déjà cours au sein de nombreuses communes, la réforme semblait être le simple écho de réalités sociales et politiques. Néanmoins, dans les faits, elle créa une « frontière normative et institutionnelle » en confrontant deux voies électorales distinctes (Recondo, 2009). D'anciens litiges ont ainsi fait surface et se cristallisent autour de la question des règles du jeu électoral. « Selon la phase du processus de désignation des autorités municipales (avant, pendant ou après l'acte électoral), l'enjeu est : (1) le choix du régime (coutumier ou partisan) ; (2) la définition de la procédure (lorsque l'option coutumière est privilégiée) ; (3) l'acceptation du résultat et, partant, la reconnaissance de la légitimité des autorités

élues » (Recondo, 2009 : 239). La réforme a créé un vif débat au sein de la communauté scientifique et politique de l'État mexicain, entre les détracteurs et les partisans de ce qui est présenté comme l'autonomie des populations indiennes. De nombreux acteurs locaux aux intérêts et stratégies différentes (organisations indiennes, partis d'opposition, autorités municipales et factions locales) perçoivent cette légalisation comme leur étant favorable. Cette coutume devient cependant un véritable champ de conflits locaux reflétant une recomposition des rapports de force, ainsi que la production d'un nouvel ordre politique (*Ibid*).

Premières interrogations

Je débutais donc ma thèse avec un regard focalisé sur le vécu des acteurs locaux par rapport aux mutations politiques globales. Je ne saisisais que très peu dans mes premières investigations la question de la violence ou du conflit comme axes majeurs. J'envisageais en effet d'effectuer un travail de recherche avec comme dynamique principale la question de la multiculturalité et des catégorisations d'identification. Portée par les travaux de Paula Lopez Caballero, je souhaitais comprendre les processus permettant qu'une cérémonie, un système politique ou tout autre objet soit perçu comme étant indien. Bien que cette étude envisage les discours de populations revendiquant une origine commune ancestrale, elle s'inscrit résolument dans l'appréhension de l'autochtonie comme référent contemporain et présent, intégré au cœur de relations de pouvoir. Les catégories identitaires ne sont donc pas à appréhender comme des concepts analytiques ou des réalités figées mais comme des « espaces sociaux vivants où se cristallisent des rapports sociaux. L'accent est ainsi mis sur l'existence sociale de ces catégories, les pratiques quotidiennes permettant leur reproduction sociale, et la manière dont elles sont vécues, expérimentées, utilisées, légitimées par les individus, autant ceux qu'elle désigne que ceux qui ont le pouvoir de désigner » (Lopez Caballero, 2012).

Également au cœur de mes premiers questionnements, les enjeux de participation que soulevaient la légalisation de ce nouveau principe ancré pourtant au sein d'une démocratie conventionnelle. En me présentant au palais municipal de San Sebastián Tutla, je souhaitais comprendre les enjeux de mutations constitutionnelles émanant a priori de l'État mexicain. Un seul mot d'ordre semblait guider les discours des acteurs que je rencontrais, « la participation ». La participation et la volonté de « court-circuiter » les partis politiques « traditionnels » pour enfin

donner une voix aux « citoyens marginalisés ». Cette notion a rapidement fait écho à un travail effectué en première année de Master au sein de la fédération socialiste du Rhône. Sur ces deux terrains qui semblent tant éloignés géographiquement et culturellement, une même valorisation dans le discours politique du « débat citoyen » et de la « participation locale ». Loïc Blondiaux analyse justement ce qui prend les traits d'un « inéluctable renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique ». Il détermine ainsi que « le détour par l'écoute des citoyens se donne comme une figure obligée de l'action publique et comme un nouvel art de gouverner, comme si désormais il n'était plus possible de prendre de décision sans avoir consulté le public au préalable » (Blondiaux, 2008 : 6). L'intérêt de sa démarche dans mes analyses correspondait à sa volonté de questionner ce phénomène sans vision manichéenne, en cherchant à travers la confrontation d'exemples différents, les transformations en cours.

« En mettant au jour les processus relativement complexes qui sont à l'œuvre dans la redécouverte et la promotion de cet idéal participatif, nous souhaitons comprendre les motivations des uns et des autres, les sens souvent contradictoires que recouvre l'invocation de cette thématique, jusqu'à faire l'hypothèse que la force de cette notion tient précisément à son indétermination, à sa capacité à s'inscrire dans les stratégies et les registres de légitimation les plus disparates » (*Ibid*, 10).

Dans le cas analysé, la volonté soulignée par les acteurs politiques est l'intégration des populations dites « indigènes » aux dispositifs de participation citoyenne, avec la mise en place d'une institutionnalisation de la participation citoyenne des communautés (Montambeault, 2015). Tous les discours entendus lors de mes premiers pas sur le terrain faisaient écho à la « bonne gouvernance » ou au développement, « au-dessus » des partis politiques traditionnels. Par la participation citoyenne au niveau local, ils entendent favoriser l'accès à la démocratie pour tous. La question n'était cependant pas de déterminer l'authenticité de la démocratie sur le terrain mais bien de comprendre comment les sociétés s'approprient le principe démocratique et, en cela, le restructurent. En ce sens, ma posture diffère de certains auteurs spécialisés sur la question de la participation⁷, puisque je privilégie la compréhension de l'émergence du phéno-

⁷ Voir à ce sujet : Loïc BLONDIAUX, *Le nouvel esprit de la démocratie*, op. cit. Ainsi que Marie-Hélène BACQUE et Yves SINTOMER (dir.), *La démocratie participative : histoire et généalogie*, Paris, Éd. la Découverte, Recherches, 2011 et Marie-Hélène BACQUE et Yves SINTOMER (dir.), *La démocratie participative inachevée: genèse, adaptations et diffusions*, Gap, Y. Michel [u.a.], Société civile, 2010.

mène dans les discours politiques. Mon intérêt n'est alors pas de dresser un tableau des dispositifs formels ou de déterminer ce qui relève d'une véritable participation. Il ne s'agit pas non plus de définir de façon ferme des modèles d'actions mais au contraire, de comprendre en observant, ce que donnent sur le terrain les dispositifs politiques participatifs, la façon dont les individus s'en saisissent, s'en défendent, l'induisent.

En développant ces thématiques, la question de la place et du rôle de l'État est devenue centrale. Je m'interrogeais sur l'ambivalence saisie dans les discours des habitants de San Sebastián Tutla, entre une volonté clairement nommée de faire partie des enjeux politiques étatiques, les stratégies multiples pour obtenir des avantages et la critique d'un appareil considéré comme surplombant, dépassé et corrompu. Cette réification de l'État reproduit à travers de multiples pratiques, perceptions et attentes quotidiennes a été brillamment étudiée par l'anthropologue Monique Nuijten, développant la dimension pratique et décentrée de l'État à partir de l'observation d'une communauté rurale au Mexique (Nuijten, 2003). Son observation, centrée sur la description ethnographique, des relations entre les paysans (ejidatarios) et les bureaucrates étatiques permet une véritable interrogation sur « l'idée de l'État ». Le lien entre sa démarche et son objet ont fait de la lecture de cet ouvrage un élément fondamental pour moi, tant il fait écho à ma propre démarche. Dans une même dynamique que celle proposée par l'anthropologue, je souhaitais comprendre les mécanismes ayant conduit à l'appréhension de l'État par les populations locales en tant qu'entité rationnelle et monolithique. Son travail situé dans l'État de Jalisco révèle trois niveaux d'analyse, 1) le rôle joué par les médiateurs politiques ; 2) le fonctionnement de la bureaucratie étatique dans la résolution des conflits locaux ; 3) l'ensemble des pratiques de représentations et interprétations par lesquelles s'élabore l'idée de l'État. Ma propre recherche développant davantage cet ultime niveau d'analyse, l'intérêt a été de saisir à travers cette lecture, l'importance des contradictions et incohérences au sein des discours et actions des acteurs impliqués dans le conflit agraire de cette région. Monique Nuijten développe une approche rompant avec les théories opposant l'État et la société et propose au contraire de comprendre l'imaginaire construit autour de l'idée de l'État, permettant ainsi son existence. Son travail permet de saisir la fragmentation de la bureaucratie, les confrontations, les négociations, les résistances et les contradictions permanentes des citoyens face à l'État mexicain pourtant connu pour son centralisme.

A travers de multiples exemples sur la gestion locale de normes nationales, l'auteure tente de comprendre où se trouve la force de l'État. La réponse est aussi floue que la réalité

puisqu'elle souligne que chaque phénomène peut être sa force ou sa faiblesse, la bureaucratie mexicaine et ses multiples programmes de développement étant conçus par l'anthropologue comme une « machine génératrice de fantasmes et d'attentes ». Son analyse consiste donc à identifier certains de ces « mécanismes générateurs d'espoirs ». Les individus réorganisent donc les relations locales afin d'obtenir ce qu'ils désirent à travers des pratiques extra institutionnelles. Ses résultats nous permettent de comprendre les contradictions persistantes dans l'interaction des citoyens avec le « pouvoir ». En offrant un panorama des incohérences dans les narrations locales, Nuijten nous permet de saisir la relation complexe et contradictoire que possèdent les paysans avec l'État mexicain. Un État perçu comme un allié précieux dans leurs luttes contre les propriétaires fonciers et qui a permis l'accès à divers services (eau, électricité, école, etc.) mais qui sous d'autres aspects a également été un ennemi face auquel il a fallu s'opposer. Contrairement au travail de Nuijten, ma recherche s'inscrit dans un contexte de retrait de l'État, matérialisé par l'institutionnalisation des us et coutumes. Cette réforme s'inscrit plus largement dans une dynamique de réduction du rôle de l'État central (mise en relief par les réformes néolibérales). Pour autant, la volonté de cette thèse est précisément de ne pas opposer la société et l'État en supposant sa potentielle disparition. Pour ce faire, l'enquête ethnographique permet « de saisir le politique à partir de son enracinement dans l'expérience ordinaire, dans le flux de la vie de tous les jours des personnes et des collectifs » (Berger, Cefaï, Gayet-Viaud, 2011 : 9). Comme valorisé dans l'ouvrage, trois angles d'analyses complémentaires sont privilégiés, celui des constructions de catégories dans les pratiques et expériences ordinaires, celui ensuite des enjeux politiques et enfin celui des conditions de l'action ou engagement politique.

Lors de mes différents entretiens avec les acteurs politiques du palais municipal, j'entendais une contradiction qui me paraissait insaisissable, comment ces individus opposés aux partis politiques et à la normalisation de leur fonctionnement interne pouvaient également briguer des postes ou travailler directement pour le gouvernement central ? Au fur et à mesure de mes entretiens, en recoupant les informations, alors que mes interlocuteurs n'avaient jamais évoqué leurs emplois respectifs parallèles à leurs charges municipales, j'ai pris conscience qu'ils travaillaient tous pour le gouvernement de Oaxaca et le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel, parti hégémonique au Mexique). Ainsi, la fille de la secrétaire municipale a évoqué le poste de sa mère au gouvernement, alors même que celle-ci critique de façon véhémente le système partisan. Une habitante m'a également conseillé d'interroger deux ou trois membres

du palais municipal concernant des potentiels contacts avec le gouverneur de l'État de Oaxaca, car ils étaient justement en poste au gouvernement. A chacune de mes interactions avec les membres du palais municipal ou des habitants, l'appartenance au PRI était présentée comme une sorte d'évidence tacite dont il ne fallait cependant pas débattre, le propos étant justement de se défendre face au système partisan. Aucun ne m'a donc clairement précisé son affiliation à un parti et moins encore, ne m'a parlé de son poste au gouvernement. Ces appartenances resteront des rumeurs, des informations croisées. La démarche d'investigation choisie et les tabous internes n'ont ainsi pas permis d'effectuer des parcours de vie de mes interlocuteurs.

Je m'interrogeais en premier lieu sur la nécessité pour eux de taire cette affiliation. La perspective de départ centrée sur l'appartenance et l'affirmation identitaire de mes interlocuteurs se modifiait donc pour interroger un aspect beaucoup plus stratégique dans leurs aspirations politiques. Le conflit électoral qui opposait les habitants de la « *cabecera* » à ceux « d'El Rosario » devenait moins manichéen et interrogeait dorénavant les multiples positions des acteurs et les stratégies à mobiliser pour des groupes ou des acteurs variés. Cette nouvelle dynamique donnée à mon travail permettait de rompre avec une vision qui donnait à cette « communauté », le visage d'un tout cohérent, d'une unité avec des combats propres. J'appréhendais alors l'espace étudié comme un espace d'innovation, avec différents groupes en rivalité. Un espace surtout dans lequel le conflit électoral envisagé comme central n'était qu'une expression d'un conflit social, sociétal et socio-économique, un conflit qui, s'étant politisé, est finalement devenu électoral.

Cadre théorique

Cette recherche est donc centrée sur l'analyse d'un conflit électoral, au caractère éminemment localisé et l'ethnographie proposée privilégie, le plus souvent, le point de vue vernaculaire. Il est évident que des critiques pourront être portées à la dimension circonscrite de ce travail à l'heure de la globalisation. Le danger serait dès lors de supposer une homogénéité du « groupe » analysé et de le réduire à un tout cohérent.⁸ La volonté ici affirmée est de développer

⁸ Voir à ce sujet les travaux de Robert Redfield et son concept de « closed corporate community », dans son ouvrage *Folk Culture of Yucatán*, 1941.

une approche « micro » ou « locale » pour appréhender le plus justement possible les relations interpersonnelles et quotidiennes présentes en ne minimisant pas, bien au contraire, la nécessaire prise en compte des imbrications et croisements d'échelles entre les réalités locales, régionales, nationales et globales (Melenotte, 2014). En ce sens, Marc Abélès souligne la nécessité du regard anthropologique sur les questionnements portés par la globalisation :

L'un des aspects les plus remarquables de notre modernité, en effet, c'est la manière dont chacun se meut en permanence d'un référentiel à l'autre, du local au global. Et c'est sans doute la raison pour laquelle l'anthropologie de la globalisation trouve toute sa pertinence, dans la mesure où elle appréhende de l'intérieur cette dialectique à partir de terrains localisés où les préoccupations du proche et du quotidien s'articulent avec la perception d'une appartenance planétaire (Abélès, 2009 : 12).

La dimension traditionnaliste de la légalisation de 1995 ne doit pas être appréhendée comme la réponse à une demande passéiste de la part des acteurs locaux. Les différentes interactions menées ont permis d'envisager leur volonté de s'engager au sein de dynamiques contemporaines. Les premiers discours entendus laissaient penser que leurs ambitions étaient le maintien absolu de leurs traditions et qu'ils étaient opposés à toute forme de « modernité ». En effet, les habitants de la « *cabecera* » de San Sebastián Tutla, revendiquent les bienfaits de leurs coutumes, héritages ancestraux et affirment les dangers du système partisan et de la démocratie contemporaine telle qu'elle était appliquée. Cependant, après de plus amples échanges, il émane de leurs pratiques et discours des contradictions apparentes entre cet ancrage traditionnel et leur volonté de réformes sociétales ou encore entre leurs rituels politico-culturels et les relations qu'ils entretenaient via les réseaux sociaux avec d'autres communautés dans le pays. Leur connaissance parfaite des problématiques démocratiques, nationales et internationales, ainsi que leurs ambitions d'ascension politique me laissaient également perplexe. C'était finalement à moi, de dépasser cette vision dichotomique entre tradition et modernité, afin de cerner les réels enjeux d'une anthropologie dans un monde contemporain :

Ce n'est qu'aujourd'hui, à la lumière (à vrai dire un peu aveuglante) d'une situation généralisée de circulation culturelle, que nous pouvons prendre une certaine conscience de ce qu'a signifié pour un certain nombre de peuples l'irruption de l'extérieur. Ce n'est qu'aujourd'hui, de même, qu'apparaissent les conditions d'une anthropologie contemporaine (au

sens où le dialogue entre l'observateur et l'observé s'inscrit dans un univers où ils se reconnaissent l'un et l'autre – même s'ils y occupent des positions différentes et inégales). La contemporanéité ne se décrète pas : c'est la transformation du monde qui l'impose (Augé, 2010 : 76).

La peinture avait permis à Charles Baudelaire au XIX^{ème} siècle de définir la notion de modernité comme consistant non pas à magnifier son époque ou à tomber dans le mythe moderniste et progressiste mais à rendre immuable et poétique le quotidien et le présent avec les conceptions de transitoire et de fugitif⁹. La question de la modernité confrontée à la notion de tradition a hanté mes recherches. Je m'étonnais de l'intérêt que suscitait cette idée dans une dynamique de revendications traditionalistes et coutumières. Cependant comme le souligne Baudelaire, la modernité ne doit pas être confondue avec l'étymologie du terme moderne, qui renvoie au temps présent, à une époque récente, par opposition radicale au passé. La modernité me semble donc davantage devoir être envisagée comme une attitude et non pas être représentative d'une époque ne s'opposant donc pas forcément avec de prétendues revendications traditionalistes. Les nombreux discours auxquels j'ai été confrontée et qui seront rapportés plus en détail au cours de la thèse, bien que soulignant la volonté de restauration de l'âge d'or de leur communauté, revendiquent malgré tout des idées « révolutionnaires » face à un monde usé par les pratiques partisans et clientélistes.

Cette récupération de « traditions » anciennes pour répondre à des problématiques contemporaines semble faire écho aux « traditions inventées » décrites par Eric Hobsbawm :

« En bref, ce sont des réponses à de nouvelles situations qui prennent la forme d'une référence à d'anciennes situations, ou qui construisent leur propre passé par une répétition qui est presque de rigueur. C'est le contraste entre le changement permanent, l'innovation du monde moderne et la tentative de structurer au moins certaines parties de la vie sociale comme immuables et invariables, qui rend « l'invention de la tradition » si intéressante pour les historiens des deux derniers siècles » (Hobsbawm E., Ranger T., (dir.) 2012 : 28).

On observe alors sur le terrain l'utilisation d'anciens matériaux, avec des références vestimentaires, culinaires ou encore le système de charges pour construire des traditions inventées

⁹ Le concept de modernité est développé par Baudelaire : « la modernité, c'est le transitoire, le fugitif, le contingent, la moitié de l'art, dont l'autre moitié est l'éternel et l'immuable ». Baudelaire C., *Le Peintre de la Vie Moderne*, www.litteratura.com, p. 11.

avec des stratégies et des buts différents. Il s'agit bien d'une volonté de « retour aux racines » avec la réappropriation de signes qui leur semblent perdus, faisant notamment référence à l'autochtonie. Il a donc été fondamental de repenser les critères d'analyses et d'envisager les acteurs mus par des dynamiques globales contemporaines, afin de comprendre les enjeux de leurs actions comme étant nécessaires à la connaissance du politique. Les différentes interactions que j'ai donc pu avoir avec les acteurs politiques ou les citoyens ont alors été appréhendées non pas comme des sources d'informations mais comme une participation à la compréhension des mutations contemporaines de la politique locale dans un monde global. Cette ambition affichée d'anthropologie du contemporain, ne passe pas à mon sens sans le développement d'approches dynamiques des processus en cours. Certains thèmes centraux sont donc abordés avec cet aspect majeur. En ce sens, il ne sera pas question d'invoquer le « territoire » ou « l'identité » mais de privilégier la « territorialité », « l'identification » ou « l'altérité », envisagés comme des processus. Cette évidence paradoxalement fondamentale permet une fois encore de ne pas fixer le regard sur des situations figées dans une époque et un lieu circonscrit comme l'approche très localisée pourrait le laisser croire. Ainsi, bien que les acteurs locaux prétendent lutter pour la défense « d'une identité et d'un territoire », ce sont les mécanismes d'identification et de territorialité à l'œuvre permettant de comprendre des processus sociaux et politiques plus amples qui sont ici appréhendés (Hoffmann, Rodríguez, 2007).

Cette appréhension des constructions de catégories a été brillamment abordée par Paula Lopez Caballero qui analyse l'apparition d'une nouvelle catégorie d'identification se révélant très usitée au Mexique, celle de « Pueblo Originario » (Lopez Caballero, 2012). Cette catégorisation récente, résultat des influences diverses entre acteurs locaux, permet la différenciation à San Sebastián Tutla entre des populations installées sur le territoire depuis plusieurs générations et des nouveaux arrivés. Elle est cependant aujourd'hui devenue une catégorie de représentation politique et s'institutionnalise dans le vocabulaire utilisé par l'administration de la ville de Mexico où ces populations sont pourtant démographiquement très minoritaires. Cette nouvelle catégorie reconnue au niveau de l'État est en opposition avec le modèle indigéniste précédent et favorise le discours sur la composition multiculturelle de l'État mexicain. L'analyse de cette émergence permet de saisir la variabilité historique de l'identité et l'importance du dialogue avec les modèles nationaux et transnationaux. L'approche diachronique est notamment essentielle lorsque l'on veut se départir de la tradition anthropologique concevant l'autochtonie comme l'expression d'un passé précolombien et guettant dans les pratiques contemporaines,

des traces de ces communautés indiennes perçues comme figées dans des espaces clos et stables dans le temps. Dans cette perspective, l'intérêt n'est donc pas de chercher une origine véritable ou non mais de saisir l'autochtonie comme un construit, une élaboration sociale et historique, résultant d'interactions sociales et de mutations (Urban, Sherzer, 1991).

Derrière les objectifs affichés au Mexique de « renforcement de l'unité dans la diversité » (Recondo, 2009 : 14) se jouent en réalité des enjeux de pouvoir. A partir des années 1920, les communautés rurales et indigènes sont intégrées dans ce qui se met alors en place, l'État parti, qui est aussi un État métis. Grâce à cette intégration, les « communautés » indiennes deviennent une des bases du système politique lui permettant de consolider son hégémonie. Dans l'État de Oaxaca, au sein duquel la population indigène est majoritaire, l'intégration est réalisée par infiltration des institutions communautaires héritées de l'époque coloniale. Grâce à la réforme agraire, le Parti-État qui prend forme pendant le mandat de Lazaro Cardenas (1934-1940), constitue des liens privilégiés et exclusifs avec les communautés rurales. Dans cet État, la domination est établie en faisant des « communautés indigènes » le rouage central du régime à travers un vaste compromis clientéliste. Cependant, ce compromis va petit à petit être remis en cause dès les années 1980.

En effet, à partir de 1980, le régime priiste va connaître une crise généralisée. Les partis d'opposition progressent et un mouvement indien, renforcé par le soulèvement zapatiste de 1994 menacent le monopole du pouvoir priiste. A travers la légalisation du système normatif interne, le principal parti du Mexique perçoit sans doute, la possibilité de maintenir sous une nouvelle forme et de nouvelles légitimités, l'ancien pacte clientéliste. On perçoit à travers cette négociation une forme d'accélération du changement produit par le PRI, alors conscient des modifications que va traverser le système politique mexicain et qui pourrait lui être défavorable :

« La situation politique de l'Oaxaca, dans les années 1990, nous semble correspondre à ce que Guy Hermet a qualifié de « modernisation conservatrice » : les élites au pouvoir, conscientes des transformations sociales profondes qui affectent leurs sociétés, cherchent à en maîtriser les effets sur le système politique en prenant elles-mêmes l'initiative du changement » (Recondo, 2009 : 15).

Le parti priiste tente à travers cette légalisation une adaptation lui permettant la préservation de ses privilèges. Cependant, il est essentiel de nuancer une conception purement stratégique de la politique du parti hégémonique au Mexique sur cette décision et la légalisation du principe « d'us et coutumes ». Toutefois ma démarche ne consiste pas à analyser le caractère purement stratégique ou pas de la politique du parti hégémonique au Mexique sur cette décision et sur la légalisation du principe « d'us et coutumes », mais plutôt de s'intéresser aux usages et aux représentations qu'il suscite.

Le travail critique des politiques de développement effectué par Raphaëlle Parizet entre 2009 et 2012 au Mexique est dans ce sens une incroyable entrée pour penser l'application des dispositifs participatifs et les nouvelles stratégies de légitimation de l'État (Parizet, 2015). Son analyse aboutit à une véritable critique de l'institutionnalisation des questions autochtones, conçue comme un ensemble de dispositifs permettant l'acceptabilité des interventions bureaucratiques et la fabrication d'un compromis mais ne prenant pas en compte les spécificités locales. Au contraire de ce qui est présenté dans les textes officiels et par les promoteurs du « développement », l'auteure souligne que les dispositifs participatifs sont un outil d'intégration, permettant cependant de contourner la problématique du pluralisme de la société. La question du développement et des politiques d'intégration sont alors appréhendées comme des « constructions » politiques. Ainsi, Raphaëlle Parizet critique l'appréhension des « populations autochtones » pensées sous l'angle de deux catégories ; la pauvreté et l'identité. A travers ces systèmes de catégorisation mis en place par les États au niveau local, les populations ont alors été normalisées dans des catégories figées qui ne permettent aucune appréhension dynamique ou variée des réalités locales. A l'instar de Parizet, l'intérêt majeur pour ma propre démarche réside dans la volonté d'interroger les pratiques du pouvoir depuis la position des acteurs subordonnés, notamment pour envisager le réel vécu de ces nouvelles politiques tout en considérant les constructions de catégories réalisées par les acteurs nationaux et transnationaux.

En revanche, il a été fondamental dans ce travail de recherche de faire appel aux travaux de Marc Abélès pour ne pas me concentrer exclusivement sur l'appareil institutionnel en tant que finalité du politique ou de l'État (Abélès, 1992). J'ai privilégié comme le suggère l'auteur, une approche des institutions qui s'intéresse à ce qui se produit et ce que produit l'institution, plus qu'à ses finalités. En somme, l'enjeu est de développer une approche des institutions qui prenne en compte le rôle fondamental des acteurs et de ne pas supposer leur rationalité. Ce

retour critique m'a permis de rompre avec l'idée d'une anthropologie des institutions formelles tout en gardant la volonté de questionner les constructions des administrations étatiques. N'envisageant donc pas ces entités comme une structure homogène, l'anthropologie de l'État que j'esquisse à travers cette thèse considère au contraire son inscription au sein de pratiques, de discours, de représentations, d'attentes et de contradictions quotidiennes des acteurs de la société. Ce sont les manifestations de l'État, ce qui le fait et ce dont il est fait, qui sont au centre de cette recherche : il représente au sens propre une « abstraction » (Linhardt, 2012). La difficulté principale réside sans doute dans cette volonté d'éclaircissement de ce qui fait, reproduit et inscrit l'État et l'attention portée à la multiplicité de ses manifestations. Philip Abrams, sociologue politique anglais développe des analyses dans lesquelles l'État est perçu comme un objet d'étude empiriquement accessible. Il souligne l'aspect mystificateur des procédés analytiques considérant l'État comme une structure autonome dissociée de la société. Ces procédés contribueraient selon l'auteur à la reproduction d'une image d'autonomie de l'État qui ne serait qu'un mythe mais n'expliquerait en rien sa nature. L'ambition du sociologue est donc de se dégager des analyses portant sur l'État en tant « qu'objet » et valorisant « l'idée de l'État » (Abrams, 1988).

Ces dernières approches théoriques nous permettent de concevoir une analyse de l'État et de ses nouvelles formes de légitimité en dehors d'un examen exclusif de ses institutions définies a priori comme étatiques. L'intérêt de ma démarche est de ne pas omettre l'importance que possèdent ces discours, ces représentations ou ces attentes engendrant l'« effet structurant » de l'État. L'ouvrage *States of Imagination*, (Bloom, Stepputat, 2001) offre cette dimension en observant l'État à travers une multitude d'emplacements ethnographiques qui ne sont pas a priori étatiques permettant ainsi d'échapper à la seule analyse de ses espaces institutionnels. En focalisant leurs observations sur les pratiques quotidiennes d'institutionnalisation ou encore sur des registres discursifs variés, « les rumeurs ou la dimension spectaculaire de l'État », les auteurs restituent une partie de ce qui lui donne sens, « les différentes histoires qui l'entoure, les logiques internes, les pratiques, les contradictions, etc. ». Dans la dynamique de ces auteurs ne focalisant pas leurs observations sur les « lieux formels » de l'État, Das et Poole s'intéressent aux pratiques, lieux et langages considérés comme à la marge de l'État nation (Poole, Das, 2004). Encore une fois, la volonté est ici de démontrer le caractère diachronique de l'État. L'originalité de leur démarche est de considérer l'absence de frontière absolue entre droit et politique (légalité et illégalité, public et privé) et d'envisager ces processus non définis de manière formelle comme étant constitutifs de l'État.

Cette posture se trouve également présente au sein de l'ethnographie politique de Jeffrey Rubin qui propose de « décentrer le régime » (Rubin, 1997). L'auteur souhaite rompre avec des approches se limitant aux seules analyses nationales et propose l'observation de processus de construction et d'ancrage du pouvoir « étatique » à partir d'une localité. Cette perspective renverse les « a priori » et permet de comprendre que les démarches développées par les populations sont avant tout destinées aux acteurs politiques locaux et régionaux, réduisant ainsi l'hégémonie de l'État national. Son observation se déploie au sein de lieux inhabituels mais nous offre une vision de l'action politique loin des sphères étatiques, dans les cours de maisons, les marchés ou les festivités. Cet aspect de sa recherche est central dans mes propres démarches, puisque l'ethnographie menée entend précisément interroger l'action politique grâce aux interactions sociales quotidiennes et aux dialogues ordinaires. Cette appréhension de la localité comme lieu d'observation de l'action politique permet une nouvelle articulation du local et du national et envisage la sphère nationale comme étant située au sein des frontières de la localité. Jeffrey Rubin nous offre également une perspective régionale pour comprendre la formation de l'État, examinant ainsi la coexistence du niveau politique national avec les intérêts des acteurs au niveau local et régional. Cette négociation permanente entre les différents niveaux de relations de pouvoir permet de remettre en débat l'homogénéité et l'hégémonie de l'État mexicain au niveau national.

Dans l'État de Oaxaca, Jaime Bailón explique que la formation de l'État s'est appuyée sur des systèmes de domination régionaux soutenus par l'institution municipale, laquelle était articulée au pouvoir territorial. La municipalité est alors envisagée par l'auteur comme étant le « premier appareil de domination du système oaxaquien » (Bailón, 1999 :243). Partant de cette analyse, la municipalité a donc été centrale dans mes recherches, privilégiant comme approche la dynamique des processus électoraux et la compétition partisane dont elle est la finalité. Étant une voie de légitimation du pouvoir et de l'accès à la représentation politique, aborder la thèse depuis l'angle électoral semble justifié. L'arène électorale constitue une scène privilégiée pour observer la conflictualité, la compétition, les divers sens et formes de faire politique. Une multitude de groupes luttant de manière discontinue et inégale pour des intérêts collectifs et ou personnels se confrontent dès lors au sein de cette arène. Au-delà de cette dynamique, l'originalité de ma démarche a principalement consisté à entrer sur le terrain par des objets très institutionnels (la municipalité, les élections) tout en ayant un regard et des questionnements qui privilégient tout ce qui est évoqué précédemment (les relations ordinaires, le non formel, etc.).

Ces différentes démarches permettent de dépasser les cadres normatifs des recherches effectuées sur l'État et sont un nouvel éclairage à ma propre démarche envisageant la compréhension de la relation entre l'État et la société. Cette recherche doctorale s'attache aux manières de faire, de dire, de construire et d'appréhender le politique. La compréhension du social vécu passe nécessairement par l'observation prolongée des pratiques quotidiennes et des représentations des acteurs locaux. Les différentes analyses proposées mettent en lumière la nécessité d'un terrain exhaustif, afin d'interroger les processus de construction et non pas les espaces clos. Tout l'intérêt en termes d'appréhension anthropologique dans ce cas précis, réside dans cette capacité à interroger les mobilités, à vivre le quotidien, le social vécu des individus en se déplaçant dans des contextes différents revêtant des usages différents.

J'ai dès lors décidé d'ethnographier le conflit électoral de San Sebastián Tutla à travers son inscription au sein de processus stratégiques de légitimation historiquement construits à l'aune d'une crise socio-économique. En dépassant les cadres normatifs des analyses effectuées sur l'État, je développerai la capillarité entre celui-ci et la société. Ainsi, envisager les stratégies mobilisées par les différents acteurs en compétition dans ce cadre soulignera la redéfinition des rapports de force et des pouvoirs locaux ainsi que les mutations des régimes de souveraineté.

L'axe problématique central des questions de souveraineté sera appréhendé à travers la volonté méthodologique de ne pas succomber aux approches dualistes ou essentialistes sur le type de démocratie revendiquée par les acteurs. Ce qui sera alors observé et approfondi au cours de cette thèse sera avant tout les formes, les discontinuités, et les ruptures au cœur des fonctionnements des procédures coutumières. Ainsi, penser le contemporain, nécessite comme le souligne Lomnitz (2016), d'aborder à la fois les formes sociales nouvelles et émergentes ainsi que les formes résiduelles et passéistes en se soumettant à l'impératif bifocal d'analyser les mutations, les oppositions, les tensions, les stratégies et actions en train d'advenir tout comme les ancrages, les discours attachés au passé, les quotidiennetés ritualisées et les références aux mythes historiques.

Méthodologie

« La perception qu'a l'individu de lui-même, de ce qui l'entoure, de ce à quoi il appartient, de ce qu'il a le droit et le pouvoir de faire ou de ne pas faire, construit le moule

émotif dans lequel se coule sa conception du politique et colore le revêtement de ses manifestations » (Martin, 2003).

Une des volontés de cette étude est de comprendre la façon dont les êtres humains, acteurs de la politique locale, pensent et ressentent l'exercice du pouvoir auquel ils prennent part. Le temps que réclame l'enquête de terrain a permis d'appréhender la conceptualisation du politique comme processus pluriel et dynamique, dont on ne peut capter qu'une infime partie. L'étude des mécanismes de l'invention politique passe par la perception des attitudes et des jeux d'émotions, révélateurs de refus, de contestations insidieuses, d'idéaux, de volonté, d'abandon, de passivité ou d'action. Toutes ces révélations implicites ont été d'une grande richesse dans l'appréhension des mutations vécues par les acteurs qui façonnent la politique au quotidien.

L'approche privilégiée dans un premier temps a été celle de l'étude de l'infra-politique, conceptualisée par James C. Scott, comme étant « une grande variété de formes discrètes de résistance qui n'osent pas dire leur nom » (Scott, 2009 : 33). L'intérêt de cette posture est de ne pas se limiter à l'étude de comportements ouverts ou de conflit social lorsque l'on souhaite appréhender les véritables enjeux et rapports de pouvoir notamment au sein d'un conflit électoral. Il s'agit donc de percevoir l'implicite à travers les non-dits, les comportements, ce que l'auteur appelle le « texte caché », celui qui ne se donne pas à voir d'emblée mais qui exprime des stratégies de résistance, des critiques insidieuses. Afin de « percevoir l'implicite », j'ai choisi d'effectuer une longue observation des réactions adoptées à la suite de discours émis par la présidence, par les acteurs politiques locaux et régionaux ou lors des débats publics et des discussions informelles. En définitive, l'enjeu était d'observer les attitudes corporelles mises en perspective dans différents contextes d'interactions, les comportements émotionnels face aux déceptions, aux espoirs que les acteurs locaux ont rencontrés, mais également une mise en abyme de leurs postures face à différents interlocuteurs afin de souligner les modifications, les tensions ou les incompréhensions. En revanche, en décalage avec la posture de l'auteur précédemment cité, il a également été question d'observer et d'analyser les formes d'adhésion ou de soutien au groupe qui exerce le pouvoir local.

Cette étude de terrain a donc principalement débuté avec les rencontres des membres du palais municipal de San Sebastián Tutla, interrogeant les relations qu'entretiennent les acteurs au sein de cette structure politique. Mais plutôt que de choisir un lieu précis, il paraît intéressant

de travailler avec des personnes et de comprendre leur fabrique du pouvoir, leurs représentations politiques. J'ai donc privilégié une immersion qui ne se contente pas d'interroger les membres appartenant à la structure du pouvoir, mais bien plus encore, à tous les membres de la « communauté » comme ils se présentent, afin de saisir l'application du pouvoir, les résistances, les expressions, tout ce qui permet de saisir le vécu du politique. Le terrain se révèle dès lors comme un lieu ambivalent au sein duquel il est fondamental de croiser les trajectoires d'analyse, pour ne pas se contenter d'étudier le comportement d'un tel dans une situation donnée, mais au contraire de nuancer les propos, en croisant les trajectoires individuelles et collectives. Mon intérêt s'est rapidement porté sur les non-dits - ou de manière détournée - afin de ne pas se limiter à la seule analyse du discours mais plus encore à ce qui lui échappe.

C'est dans cette dynamique que j'avais choisi dans un premier temps d'effectuer mes recherches au sein de trois communautés différentes portant toutes des revendications d'autonomie locale et de pratiques coutumières avec des enjeux pourtant très différents. La première commune choisie, Huehuetla, au cœur de l'État de Puebla représentait une formidable entrée sur le terrain des mutations autour des enjeux d'interculturalité. En effet, cette commune était un laboratoire des reconversions des luttes indigénistes en trajectoires davantage interculturelles. La seconde étude portait sur un comparatisme entre les communes de Santa Cruz Papalutla et San Sebastián Tutla dans l'État de Oaxaca. Les deux communes ont choisi les procédures coutumières mais leurs réalités géographiques et sociales très différentes offraient un panorama très intéressant de la complexe réalité de pratiques revendiquées comme homogènes. Malgré des éléments probants et un premier article réalisé sur ces éléments de comparaison, il s'est avéré que cette ambition était trop audacieuse pour un premier travail de thèse. Le temps que réclame le travail ethnographique ne m'a pas permis de poursuivre dans ce sens, bien que ces appuis aient été fondateurs dans mes analyses et que certains éléments seront rapportés au cours de mon travail.

Comme je l'ai mentionné dans l'avant-propos, l'enquête de terrain s'est déroulée pendant plus de dix mois, sur une période de quatre années. Cette temporalité éclatée m'a obligée à devoir m'adapter à différents acteurs, à deux changements de gouvernement local avec toutes les personnes que cela induit. J'ai donc dû nécessairement à diverses reprises reprendre le travail effectué avec les précédents acteurs et les interactions n'ont pas toujours permis l'accès aux mêmes informations, à la même fluidité voire aux mêmes événements.

La première difficulté réside sans doute en ma volonté de percevoir l'implicite, puisque

si j'ai choisi d'évoquer assez librement mon intérêt pour leur système politique, pour les conflits qui les divisent, pour l'influence de la capitale de l'État, j'ai rapidement saisi que de nombreuses positions restaient en sourdine et que tous les enjeux des mutations vécues au sein de cette commune ne m'étaient pas révélés. L'analyse de Denis-Constant Martin m'a paru dans ce sens tout à fait pertinente pour appréhender cette enquête de terrain : « Elle utilisera de préférence des techniques non directives favorisant l'émission d'un discours non bridé par des questions mais cheminant autant que faire se peut au fil des associations qu'enchaînent librement le ou les enquêtés » (Martin, 2002 : 43).

J'ai également choisi d'interroger ma propre position au sein de la « communauté » et ce que mes interlocuteurs projetaient sur ma présence. Une approche réflexive s'est en effet rapidement révélée essentielle au vu de mes diverses interactions, puisque je percevais dans chacun des discours des enjeux qui me dépassaient. En ce sens, une posture critique pour comprendre l'impact de ma propre attitude a été fondamentale. J'ai choisi d'interroger scientifiquement la place et le rôle du chercheur à travers le prisme proposé notamment par Althabe et Hernandez :

« Quelle est la place du chercheur dans l'événement ? Ce personnage venu de l'extérieur se retrouve, en tant que tel, investi comme acteur dans la situation, dans le jeu social et symbolique qui s'y édifie. C'est en tant que personnage extérieur qu'il est repositionné dans le dedans. Dans cette optique, le chercheur tend à se placer dans une position d'observateur, c'est à dire à se considérer en dehors de la pièce où interviennent ses interlocuteurs. Dans le même temps, les gens le construisent comme acteur de l'événement. Ces deux logiques produisent des tensions, marquant une contradiction indépassable. Il faut rester dans cette tension, la contradiction non résolue est la voie de l'élaboration du sens » (Althabe, Hernandez, 2004).

Cette approche m'a notamment permis d'accepter l'ambivalence de ma présence et les doutes indépassables tout en affirmant ce « je » sur le terrain comme acteur du travail de recherche. Le courant de l'anthropologie dites post-structural ou post-moderne a favorisé l'utilisation du « je » dans les écrits pour montrer l'influence indélébile de la subjectivité dans le regard scientifique. Aussi, comme le remarque Jean-Pierre Olivier de Sardan :

" Les stratégies, les intérêts, les préjugés, les affects du chercheur ne sont pas sans influence sur ce qui l'intéresse, sur ce qu'il étudie, sur ce qu'il sélectionne, sur ce

qu'il produit, aussi systématiques soient ses procédures d'observation, aussi formalisé soit son langage, aussi complexes soient ses instruments" (Olivier de Sardan, 2000 : 425).

L'exercice narratif semble dès lors un incontournable pour, non pas effacer toutes traces de subjectivités, mais mieux souligner la présence du chercheur afin de rajouter une composante à la lecture ethnographique. Aussi, il m'est apparu essentiel de rédiger les parties ethnographiques de cette thèse sans omettre les conséquences de ma présence - ainsi que celle de ma fille – dans les relations que j'entretenais avec mes interlocuteurs.

Comme le remarque savamment Remo Guidieri : « La ruse de l'ethnologue, ce faire semblant qu'il n'y a pas d'ego, « que le sujet participant à l'expérience est dissous », consiste à présenter comme « descriptions » des interprétations (...), et comme « théories » des jugements, reposant tout entiers sur la comparaison » (in Malinowski, 1985 : 13). La route hasardeuse qu'emprunte à l'aveuglette le chercheur pour atteindre son objectif scientifique, cette quête de réel et de vérité est à dépeindre, dans sa douleur et ses complexités, dans ses turbulences et ses calmes plats, puisqu'elle conditionne les résultats obtenus :

« L'atelier de l'ethnologue c'est lui-même et son rapport à une population donnée, ses naïveté et ses ruses, le cheminement tortueux de son intuition, les situations où le hasard l'a placé, le rôle qu'on lui fait jouer, parfois à son insu, dans des stratégies locales, l'amitié qui peut le lier à un personnage dont il fera son informateur principal, ses réactions d'enthousiasme, de colère ou de dégoût, toute une mosaïque complexe de sentiments, de qualités et d'occasions qui donne à notre « méthode d'enquête » sa coloration particulière » (Descola, 1993 : 480).



Figure 8 : séance photographique sur un marché de Oaxaca

(Source : photo personnelle)

Lors d'un marché à Oaxaca, une femme m'interpella en me demandant l'âge de ma fille, alors âgée d'un an. Elle ne me demanda aucunement la permission pour la prendre dans ses bras, avec une grande fierté. La femme demanda aussitôt aux personnes qui l'accompagnait de prendre des photographies. L'enthousiasme était partagé par plusieurs badauds et marchands, dont plusieurs se mirent également à participer à cette séance photo inopinée. M'amusant de cette situation étrange, je décidai à mon tour d'immortaliser ce moment. Le fait d'être blanche de peau, et accompagnée d'un enfant de bas âge suscita de nombreuses interrogations chez les personnes que je croisais dans la rue ou les transports, et me permis d'engager à maintes reprises des discussions avec des inconnus.

J'ai choisi de débiter mes investigations en interrogeant la fabrique du pouvoir au sein d'une « communauté » fonctionnant avec le principe « d'us et coutumes » (ainsi appelés au début de mes recherches, aujourd'hui définis comme systèmes normatifs internes). Ne connaissant

pas les logiques internes, j'ai rapidement saisi que mon choix d'entrer sur le terrain par le biais du palais municipal serait décisif pour la suite de mon étude. Au sein de l'équipe de l'administration, j'ai rapidement été perçue comme un porte-parole de leur mouvement, un poids supplémentaire permettant de convaincre qui de droit au moment voulu. Pour eux, mon travail serait alors la preuve du bon fonctionnement et de l'harmonie de la communauté. En revanche, ils redoutaient mon implication dans la cause du quartier à loyers modérés créé en 1985 à quelques kilomètres du centre, « El Rosario ». Toutes nos entrevues ont donc été l'occasion de me dépeindre la violence de ce quartier et l'importance pour moi de ne pas y aller. J'ai parfois même ressenti une forme de contrainte dans leurs propos, me suggérant grandement de faire appel aux forces de l'ordre pour être accompagnée dans mes déplacements au sein du quartier. Pour les habitants de la commune, ma présence a également été perçue comme vectrice de tensions ou de possibilités de médiation. Certains me lançaient des défis, des sortes de mise en garde, me témoignant tout leur mépris pour les intellectuels qui tentaient de leur imposer le système de la démocratie conventionnelle. D'autres en revanche, interprétaient ma présence comme la possibilité de porter leurs voix et leurs valeurs au niveau international afin d'être protégés.

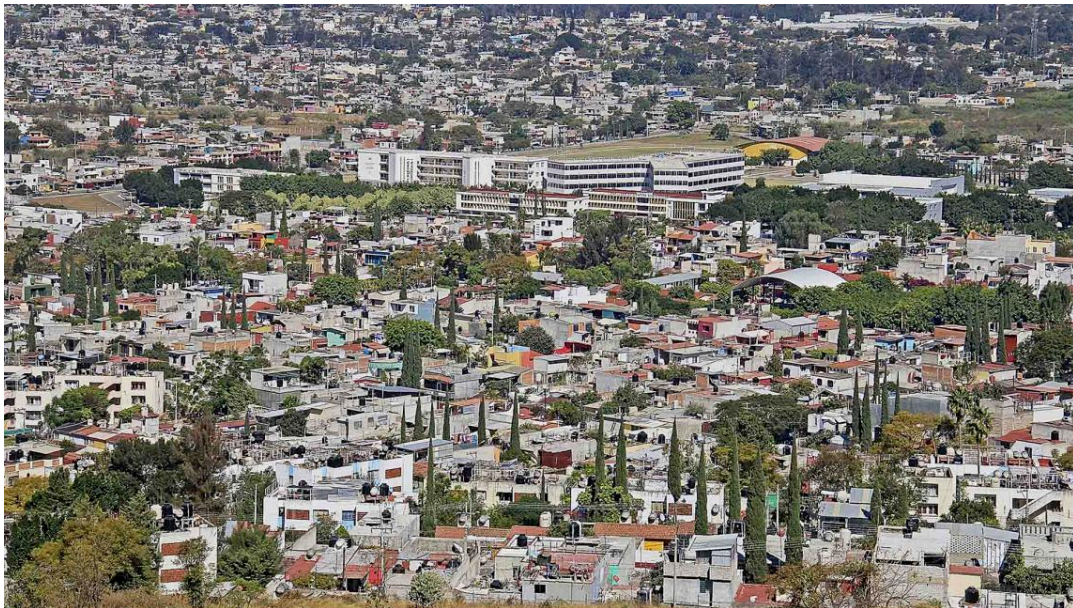


Figure 9 : vue sur le quartier d'El Rosario

Grâce au temps passé sur le terrain, il a été évident de comprendre qu'un guide préfabriqué pour les entretiens n'était pas la meilleure stratégie à adopter. Ce constat s'est révélé à l'occasion de questions posées de façon trop rigide sur un sujet précis, je me suis confrontée à des réponses évasives, des malentendus et parfois même la volonté pour les interlocuteurs de

ne pas répondre. Il a donc fallu improviser, en comprenant avec patience leurs codes et finalement percevoir qu'un grand nombre d'informations se dévoilent au détour de conversations informelles, de confidences, de rires complices et justement de silences, de gênes face à mes questions. Il est clairement établi que la collecte des données a été possible principalement grâce à la méthodologie d'observation participante. Compte tenu du terrain, j'ai pu, appliquer l'analyse de Jean-Pierre Olivier de Sardan :

« On peut décomposer analytiquement (et donc artificiellement) cette situation de base en deux types de situations distinctes : celles qui relèvent de l'observation (le chercheur est témoin) et celles qui relèvent de l'interaction (le chercheur est coacteur). Les situations ordinaires combinent selon les dosages divers l'une et l'autre composantes » (Olivier De Sardan, 1995).

L'imprégnation a donc été un facteur clé pour la bonne compréhension de la structure politique locale, du fonctionnement de la communauté, des enjeux et des stratégies pour les acteurs locaux. J'ai ainsi choisi de me laisser en partie guider par le terrain, les relations entretenues avec les individus rencontrés et l'ambiance générale. Tous les éléments du quotidien ont été déterminants dans ma compréhension du social vécu, qu'il s'agisse de simples repas partagés, de fous rires, de colère, de tensions, d'incompréhensions, de débats et même de séduction. J'ai donc choisi de vivre un quotidien parfois banal n'ayant pas de réelles références aux pratiques directement politiques, comme aller boire un café ou prendre un déjeuner et rire avec eux de ce qui les fait habituellement rire. Ces éléments auxquels je n'ai pas toujours prêté attention comme servant à l'étude anthropologique ont cependant exercé une empreinte et m'ont permis de m'imprégner de la culture locale. S'il est évident que je n'ai pas répertorié directement dans mon analyse tous ces éléments, il n'en demeure pas moins que ces instants m'ont offert une véritable lecture du quotidien et des modes de vie. Cette imprégnation du monde sensible se fait en grande partie de façon inconsciente mais permet une meilleure compréhension des pratiques sociales.

Il a également été essentiel d'avoir recours à des prises de notes qui ont été que très rarement effectuées en présence des interlocuteurs mais a posteriori. En ce sens, j'ai privilégié à de nombreuses reprises l'enregistrement audio. Bien évidemment les données recueillies et conservées dans le carnet ont été sélectionnées en fonction de la recherche de départ, de la problématique. Cependant, les éléments ne s'offrant pas de manière spontanée en réponse à un questionnaire, il a été essentiel de noter le plus d'éléments possibles, de décrire la plus grande

partie des situations, les attitudes de chacun, en laissant une grande place à la description du jeu des émotions. De plus, bien qu'il soit inévitable de porter un regard influencé par une question de recherche, la problématique a été modifiée, déplacée grâce à ce travail d'observation et de transcription. En revanche, avec l'évolution de la problématique et des questions de recherche, certaines discussions ont été orientées en fonction des thèmes importants à aborder, tout en laissant la dynamique de la discussion libre. Ce qui paraît pertinent dans ces interactions n'est pas nécessairement le contenu des conversations ou les réponses apportées à certaines de mes questions, mais bien plus encore les nouvelles interrogations qu'elles ont permis de soulever et qui ont rendu possible l'interprétation.

C'est à la fin de mon second séjour d'enquête en mars 2015, en disant au revoir à Gicela, la secrétaire du palais municipal de San Sebastián Tutla et ma principale interlocutrice, que j'ai pris la mesure de l'importance de l'implicite et du jeu des émotions. Alors que nous étions assises face au palais, après trois mois passés auprès d'elle, je me résous à l'idée d'avoir appris mille choses grâce à elle, mais rien de ses véritables émotions, impénétrables. Mais en ce dernier jour, quelques heures seulement avant mon envol, je la sens troublée, une véritable tristesse se laisse entrevoir, qui n'a évidemment rien à voir avec mon départ. Je tente alors d'en savoir davantage, mais elle débute comme toujours de façon conventionnelle et assurée. Elle prétend crouler sous le travail et être épuisée mais je perçois à travers son comportement bien différent des autres jours, qu'elle est perturbée. Elle ne croise jamais mon regard, se touche frénétiquement les mains et récite de façon bien trop formelle son discours habituel. J'ai alors la sensation que tout est à reprendre et que la confiance gagnée la veille est sans cesse à rebâtir. Je l'interroge sur les soucis au sein de la municipalité avec les habitants d'El Rosario, afin de savoir si de nouveaux événements sont survenus. J'entrevois cette fois de façon certaine que quelque chose ne va pas malgré le formalisme de son discours. Elle se mit à chuchoter et son corps se tourna légèrement vers moi. J'en profitai pour me livrer, regrettant nos trop peu d'entrevues au mois de mars mais lui précisant que, si ce travail aboutissait, je lui devrais en partie. Elle rougit et s'excusa de ce manque de disponibilité puis finit par me raconter sur un ton à peine audible, à quelques pas de l'entrée du palais municipal, la réunion de la veille avec le président.

De 8 heures à 21 heures, elle a travaillé au sein du palais avec les membres de la présidence et de l'alcaldía, sur la répartition des principaux budgets de la commune, comme l'assainissement ou les infrastructures. Gicela me dit avoir tenu tête au président qui ne souhaitait pas cette réunion, prétendant pouvoir décider de tout cela lui-même. Elle s'est alors emportée, lui rappelant les règles démocratiques au sein du palais et le besoin de partager pour réussir le

meilleur compromis, le besoin surtout de déléguer aux personnes compétentes parmi les membres de la présidence et de l'alcaldía. Étant secrétaire, elle a réussi à organiser malgré lui la réunion. Les emportements durant la réunion furent apparemment nombreux et ont eu raison de sa bonne humeur. Elle me précise avec dépit que les priorités d'investissement ne sont plus les mêmes, révélant à travers l'évocation de ces violentes tensions, les mutations en cours.

Au cœur des discours des détracteurs du président et de Gicela, la question lancinante du progrès et du développement revient en boucle. Le président orienterait tous les investissements vers les cérémonies et fêtes traditionnelles. Le budget alloué serait pharaonique et ferait grincer des dents ses collaborateurs qui rêvent de « développement ». Gicela évoque ainsi les six-cent-mille pesos (environ trente-cinq-mille euros) alloués aux seules fêtes saintes du mois de janvier, pour les cachets des musiciens pour le bal, la décoration du char ou l'achat de fleurs, alors que les membres du palais réclament cent-mille pesos pour la réalisation de travaux d'infrastructures scolaires. La tradition semble rapporter davantage que le « progrès » à ce président que Gicela accuse de posséder un égo surdimensionné et d'être dénué de lucidité. Elle m'avoue alors qu'ils se sont violemment disputés et que le président ne lui adresse plus la parole. Elle pense alors quitter « la charge » de secrétaire municipale dès la fin du mois. Elle semble véritablement blessée et après trois mois de discours sur l'harmonie parfaite du système coutumier, évoque enfin ses craintes et sa volonté de réformer bien des choses, comme l'accession à la charge de président municipal. Pour le moment, le cabinet - formé des membres du palais municipal - enquête parmi les habitants de la commune, pour savoir quels sont les hommes (et seulement les hommes) ayant effectué un maximum de charges. L'année précédente seul, Galдино Reyes, actuel président, avait effectué les neuf charges obligatoires et deux autres en avaient effectués huit. Le cabinet a donc présenté ces trois candidats à l'assemblée d'environ huit cents personnes, qui auraient alors élu le président sur la place public, par vote à mains levées. La suite de son discours me laisse perplexe. En effet, jusque dans les années 1980, le président était élu à San Sebastián Tutla uniquement par le cabinet, une fois observation des charges effectuées et de la qualité des services rendus à la communauté. Compte-tenu des prérogatives induites par la mutation constitutionnelle de 1995, les autorités locales ont adapté leurs réalités politiques et sociales afin d'offrir davantage de pouvoir à l'assemblée communautaire comme il en était question dans les textes de lois. Les critères jugés collectivement par les membres de la communauté comme pertinents ou indispensables pour assurer la charge de président n'ont pas été modifiés. Le déplacement du pouvoir est ainsi purement formel et nous pouvons lire, une fois de plus, une adaptation de la part des communautés locales au contexte

légal et aux attentes de l'État, un positionnement stratégique, dans la définition d'une commune régie sous le principe « d'us et coutumes ».

Il reste inévitable d'avoir effectué la charge de « Mayordomo » et être de fait catholique si l'on souhaite briguer le poste de président municipal. Je l'interroge sur cette règle car je sais que cette charge revient extrêmement cher et que très peu sont ceux pouvant se permettre de l'accepter. Gicela s'indigne et s'émeut, évidemment, et cela lui paraît profondément injuste mais elle prétend que je peux compter sur elle pour réformer ces vieilles règles orales et se battre également contre l'obligation d'être catholique ou celle tacite d'être un homme. Je lis dans cet emportement et dans le regard admiratif de sa fille espérant un jour devenir présidente, des « expressions de la modernité » et de profondes mutations dans la définition des pratiques politiques et sociales malgré leur volonté de garder un système coutumier. Cette même jeune fille, souvent vêtue de costumes traditionnels, participante active des jeunesses maçonniques, secrétaire du groupe « équité des genres » et m'ayant demandé une conférence sur le féminisme. Finalement, après trois mois d'un discours prônant l'ancestralité des « us et coutumes », principe immuable, m'apprend ce soir que de nombreuses personnes en paient d'autres pour effectuer les charges à leur place, mais elle m'apprend surtout ses virulentes volontés de réformes.

Nous terminons notre entrevue par une question de sa part : « aimes-tu le Che ? » Je suis relativement déstabilisée et je réponds de façon assez neutre, ne cachant pas malgré tout un certain faible pour ses idées de réformes sociales. L'enthousiasme est total et Gicela évoque alors sa passion pour le « Che » et le socialisme. Je reste sans voix, après trois mois de terrain et une multitude d'entretiens, j'apprends alors la nécessité du temps et la complexité que revêt la compréhension de l'humain. Il lui aura fallu sans doute un moment de faiblesse, un moment de confiance, trois mois de rendez-vous et l'analyse de l'expression de ses sentiments pour qu'elle me laisse entrevoir une infime partie des paradoxes, des tensions, du social et politique vécus, finalement une infime partie de ce que j'étais venue observer, les constructions, les transformations et les dynamiques locales.

En somme, ethnographier le conflit électoral de San Sebastián Tutla en posant l'hypothèse de son ancrage au sein des populations locales renvoie nécessairement à adopter une méthodologie d'immersion pour saisir le politique vécu quotidiennement par les individus. Eclairer les stratégies de légitimation mises en place par les différents acteurs permettra de comprendre les redéfinitions contemporaines des rapports de forces ainsi que les mutations du politique.

Pour ce faire, la première partie de cette thèse ne retrace pas les contours historiques des évolutions politiques du Mexique, mais interroge au contraire le processus de fabrications des récits communs. Appréhender les discours des acteurs locaux comme des appropriations de récits historiques permettra de saisir les volontés d'autonomisation de la communauté dans la municipalité étudiée à travers le prisme du champ électoral. Nous analyserons dans quelle mesure la circulation de documentations et d'informations permet la cohésion et l'articulation de plusieurs communautés autour d'une mémoire collective et de prétendues origines ancestrales. Dans les faits, le système de charge et le vote communautaire mis en place à San Sebastián Tutla ne s'inscrivaient pas, historiquement, dans des intentions de revendications identitaires. Néanmoins, les pratiques communautaires se sont désormais politisées. Comment s'articulent l'intrication des jeux de pouvoirs et des rapports de forces entre les acteurs locaux et les administrations globales ? En quoi ces échanges politiques donnent naissance à des frictions, et parfois même des conflits ? Ces tensions politiques sont développées au sein de discours indigénistes portés par les membres actifs du bourg chef-lieu de San Sebastián Tutla comme l'écho de la défense de leur l'identité zapotèque. Depuis la transition constitutionnelle mexicaine, ce type de lutte politique est désormais davantage reconnu comme légitime.

Cet élément renvoie à la principale thématique de la deuxième partie de la thèse, qui porte sur la diffusion et la gestion internationales des revendications identitaires, culturelles et politiques des groupes identifiés comme autochtones (Bellier, 2017). Comment sont utilisées ces dénominations ? Quel est le poids des Nations Unies dans l'avènement de cette nouvelle catégorisation dans les ensembles coloniaux et postcoloniaux ? Il s'agira ici d'éclairer comment ces dynamiques de légitimation ont donné lieu à l'émergence d'un mouvement et d'un espace politique transnational. Cette capacité organisationnelle mise en place par les collectifs autochtones ouvre le dialogue et pose la question de la liberté des revendications culturelles. Nous mettrons en relief comment cet apparent repli identitaire s'illustre avant tout par un désir d'auto-détermination et de participation politique à la vie quotidienne. Il sera fait mention des motivations des collectifs à se regrouper pour parer à l'atomisation des structures socio-territoriales et au sentiment d'injustices sociales et économiques dues aux réformes de décentralisation et aux conséquences multiples de la globalisation.

L'émergence de nouvelles entités politiques et de nouvelles luttes, avec pour objectif d'instaurer une régulation sociale au niveau local forment le cœur même des enjeux d'autonomie et de mutations des régimes de gouvernances. Il s'agira ainsi, dans cette troisième partie, de questionner la notion même de souveraineté, et plus précisément au niveau local, induit par l'avènement de nouveaux types d'administrations (transnationales, régionales et locales). Ce droit au particularisme, porté par des processus de "démocratisation" et de décentralisation, trouvent néanmoins des limites dans l'aboutissement du projet d'autonomie. Aussi nous porterons notre regard sur les conditions plurielles et variées de la réalisation d'espaces politiques autonomes.

Première partie

PREMIERE PARTIE :

« Pour voter à San Sebastián Tutla, il faut être originario et indigena » !

Si l'étude de cas développée dans cette première partie s'intéresse particulièrement au champ électoral comme témoignage du processus d'autonomisation des pratiques politiques de San Sebastián Tutla, elle est également l'écho d'une manière de vivre et de vivre le politique. J'ai choisi de questionner ici les enjeux électoraux comme révélateurs de mutations socio-économiques profondes et San Sebastián Tutla est un exemple type passionnant des réalités vécues des périphéries urbaines de l'État de Oaxaca. La réalité migratoire du pays, comme au sein de nombreuses autres localités de l'État et du Mexique, rend la réalité économique de la commune relativement complexe. En effet, la main d'oeuvre dans le secteur agricole est rare tout comme dans la construction et les infrastructures se délitent. Ainsi, San Sebastián Tutla est avant tout devenu un lieu de consommation mais peu productif. Il existe quelques micro-entreprises informelles de vente de viandes, œufs, légumes ou de mécanique automobile sans structures favorisant le développement économique de la communauté qui travaille dorénavant majoritairement au sein de la capitale d'État (60% de la population est employée dans la ville de Oaxaca).

Le système normatif interne est alors parfois en contradiction directe avec un mode de vie de plus en plus urbanisé qui oblige la majeure partie des habitants de la commune à travailler hors des frontières communales durant la journée. Cette réalité est alors difficile à gérer pour beaucoup des membres actifs du bourg chef-lieu. En effet, il est nécessaire de souligner que le système de charges sur lequel repose leur fonctionnement interne est relativement lourd en termes de temps et d'engagements. Les postes municipaux principaux élus pour trois ans sont ceux de président municipal, de syndic municipal, de trésorier, de conseiller à l'éducation, de conseiller à la santé et de conseiller aux travaux publics. Il faut avoir au minimum dix-huit ans, être originaire et natif du centre de la localité. Pour atteindre ces charges prestigieuses, il faut avoir réalisé tout un échelon de rôles allant de policier municipal, au comité pour l'eau potable, au comité de l'éclairage public, au commissaire de l'ejido, et enfin aux divers services religieux. L'assemblée principale se réunit au mois de novembre tous les trois ans pour effectuer la rotation des charges lors d'une assemblée publique sur la place principale où seuls les habitants du bourg chef-lieu sont présents et admis. Les membres actifs de cette communauté ont donc pour la plupart l'obligation tacite de cumuler leur emploi à Oaxaca et leur charge communautaire. Malgré le caractère coutumier et autonome de ce fonctionnement, une fois les élections réalisées, les résultats et procédures doivent être transmis à l'Institut électoral étatique. Même si chaque membre de la communauté doit participer au système de charge et être membre actif pour bénéficier du droit d'appartenir au groupe et de participer aux débats publics la réalité est souvent plus ambivalente que les textes le suggèrent. Ainsi, j'ai souvent pu apercevoir les

mêmes individus aux postes clés qui maintiennent leur pouvoir à la tête de tel ou tel comité. Certains préfèrent payer d'autres membres afin de réaliser les tâches à leur place étant débordés par la lourdeur du parcours. Si je n'ai pas pu comptabiliser le nombre exact de membres actifs de cette structure (les charges de grades inférieurs reposent sur un système rotatif chaque année), je n'ai pu observer que quelques centaines d'individus très actifs au sein du fonctionnement et ils sont principalement habitants du centre de la commune. Bien que les membres les plus actifs ne soient pas majoritaires, ils sont tellement prolifiques qu'on ne peut manquer leurs actions en faveur des us et coutumes comme nous le verrons au cours de cette partie.

En abordant les discours davantage que les faits, le souci majeur de cette première partie est de rendre compte de la façon dont les individus se sont approprié les grands récits historiques et comment ils ont réussi à travers ceux-ci à se construire une identité politique mobilisable au gré de leurs relations de pouvoir. Il a malgré tout été nécessaire et je l'analyserai à travers cette partie, de peindre le contexte politique, social et historique du conflit électoral de San Sebastián Tutla, aux prises à des dynamiques macro socio-économiques qui ne dépendent pas du seul caractère micro-local décrit. Ainsi, j'aborderai les racines des discours des membres du bourg chef-lieu de San Sebastián Tutla, sur leur sentiment communautaire pour comprendre leur ancrage et leur identification identitaire à travers la mobilisation des grands récits historiques.

Chapitre 1 : Le champ¹⁰ électoral

Au début de ma recherche, la question de l'État semblait centrale. Je tentais de capter son fonctionnement, ses enjeux, les racines de ce pouvoir présenté comme si hégémonique. Cependant, au cours de mes investigations il est apparu fondamental d'opérer une « déréification de l'État ». Sur ce point, il est incontournable de faire référence à Foucault, insistant sur la nécessité d'envisager le pouvoir en acte, de capter le « comment » du politique. Ainsi le philosophe permet à l'anthropologue de se saisir des questions autour de l'État et du pouvoir tout en leur ôtant leur aspect mystique. « Le pouvoir (...) doit être analysé comme quelque chose qui circule, ou plutôt quelque chose qui ne fonctionne qu'en chaîne. Il n'est jamais localisé ici ou là, il n'est jamais entre les mains de certains, il n'est jamais approprié comme une richesse ou un bien » (Foucault, 1997 : 26). Le « pouvoir » semblait dès lors pouvoir être questionné, ethnographié, envisagé, en ne cessant de le considérer « dans son exercice et le maillage complexe qui s'effectue à travers des techniques, des procédures, des dispositifs qui font partie de notre quotidien (...) Ainsi est-il possible de mieux comprendre le politique, non plus comme une sphère séparée, mais comme la cristallisation d'activités modelées par une culture qui code à sa manière les comportements des humains » (Abélès, 2008 : 140).

A San Sebastián Tutla, le politique, se vit, se ressent, s'entend, se défend à longueur de journée. Il suffit de flâner dans les ruelles du centre au coucher du soleil, d'aller boire un verre quand la chaleur se fait trop pesante, tout est prétexte à évoquer des questionnements politiques.

¹⁰ La notion de champ est ici privilégiée à dessein, renvoyant à la thématique centrale dans la théorie de Pierre Bourdieu. Le champ pour cet auteur représente un microcosme social relativement autonome à l'intérieur du macrocosme social. Chaque champ (politique, religieux, médical, journalistique, universitaire, juridique, footballistique, etc.) est régi par des règles qui lui sont propres et se caractérise par la poursuite d'une fin spécifique. Dans les sociétés contemporaines, telle que je l'étudie à San Sebastián Tutla, on assiste à un processus d'autonomisation des champs qui invoquent leurs propres principes et leurs propres normes contre l'intrusion de pouvoirs extérieurs. Le processus d'autonomisation n'est cependant, comme observé sur le terrain en question, jamais totalement achevé, ni irréversible. La théorie des champs débouche ainsi chez Bourdieu sur la défense de l'autonomie de la culture. Pierre Bourdieu, "le champ scientifique", *Actes de la recherche en Sciences sociales*, Numéro 2-3, 1976.

C'est précisément grâce à la présence presque systématique des enjeux de pouvoir dans les discours des habitants de la « *cabecera* » que j'ai choisi de m'en saisir comme objet d'investigation. Ce qui semble le plus interpellant dans leurs débats est la nécessité d'ancrer le pouvoir, de le garder, le préserver, le sauver, le protéger des « envahisseurs ». La localité devient dès lors non plus seulement une question territoriale mais tout un objet de défense et de référence. Bien sûr, l'anthropologie a pour tradition de saisir l'échelle micro localisée mais ce choix pourrait sans aucun doute prêter à problématiques dans une période « globalisée » comme la nôtre. Ce choix est pourtant bien dicté et justifié par le terrain. Je compte par dizaines les témoignages des habitants au détour de discussions informelles me rappelant la nécessité de préserver un tout petit nombre d'individus dans leur « village ». Pour beaucoup, le principe « d'us et coutume » ne peut être viable seulement s'ils parviennent à limiter le nombre de nouveaux habitants et surtout s'ils réussissent à maintenir leur localité hors des murs de la capitale qui semble vouloir les envahir.

Jorge, un habitant de 45 ans, père de deux jeunes garçons scolarisés dans l'école de la municipalité, vivant sur place depuis environ cinq ans, évoque toute l'importance de maintenir le pouvoir au sein de quelques mains bien connues : « *A San Sebastián Tutla, les « us et coutume » ça fonctionne parce qu'ils ne sont pas nombreux, il faut peu de gens qui aient le pouvoir et peu de gens à gouverner, ce principe est le meilleur si les principes sont fermes. Je travaille dans un autre village beaucoup plus grand et je peux vous assurer qu'on ne comprend plus rien à qui a le pouvoir quand il y a trop de monde et je ne vous explique pas les conflits* »¹¹. Son discours m'étonnera, étant donné qu'il n'a pas le droit de participer à la vie politique locale n'étant pas natif du territoire et les conflits dans cette municipalité faisant régulièrement la première page des journaux. De plus, j'appréhende dans son discours l'emploi de la dernière personne du pluriel pour désigner les habitants de San Sebastián Tutla où il habite pourtant, il s'en extrait de fait.

Si la dimension locale est ici au cœur de mes investigations, les rencontres avec les différents acteurs politiques de la municipalité m'ont obligées à ne pas me satisfaire de la « micro-localité ». En effet, il est rapidement apparu que les individus avec lesquels j'ai travaillé au sein du palais municipal étaient mus par des dynamiques plus importantes que la sphère locale.

¹¹ Rencontre datant du 9 février 2017 lors de l'attente d'une manifestation publique sur le Zocaló de San Sebastián Tutla.

Chaque acteur semble être pris dans différentes strates et tous ont un pied dans le gouvernement central de l'État de Oaxaca. Ainsi, Gicela, secrétaire du palais municipal de 2014 à 2017, interlocutrice privilégiée sur le terrain, n'aura de cesse de se mouvoir entre la municipalité comme représentante locale, le gouvernement de Oaxaca ou encore d'autres localités comme défenseuse aguerrie des « us et coutumes » et des traditions indigènes. Dans ce sens, Marc Abélès nous permet d'interroger ces stratégies multiples d'acteurs sur un mode pluridimensionnel :

« Le fait que des acteurs politiques puissent à la fois jouer un rôle local de premier plan et participer au gouvernement du pays conduit à s'interroger sur l'articulation des espaces politiques, sur la construction historique d'identités locales qui, loin d'être un donné stable et permanent, a pu faire au cours du temps l'objet de multiples recompositions. L'anthropologie des espaces politiques, qui s'attache à réinscrire le « terrain » dans un ensemble ramifié et englobant de pouvoirs et de valeurs, offre aussi le moyen de penser l'État « vu d'en bas », à partir des pratiques territorialisées des acteurs locaux, qu'il s'agisse des politiciens, des gestionnaires ou de simples citoyens. » (Abélès, 2008 : 143).

Les différents témoignages des acteurs locaux convergent toujours vers la notion d'ancrage territorial. Les rumeurs ont été en ce sens, passionnantes à mobiliser au cours de cette recherche. Chaque groupe opposé à un autre fomentant tout un stratagème de fausses rumeurs sur « les autres » et leur prétendue non-appartenance au territoire. La question d'être ou de ne pas être né au sein de la municipalité mais plus encore d'avoir des ancêtres originaires de San Sebastián Tutla, anime tous les débats. A de nombreuses reprises, j'ai moi-même été promenade de croyances en croyances notamment sur les candidats à la présidence municipale. Pourtant force est de constater que les ancrages des uns et des autres sont bien plus nuancés qu'il n'y paraît et que cette absolue nécessité de défendre une identité territoriale micro-localisée ne laisse pas de marbre une jeune chercheuse en anthropologie. J'ai donc à mon tour, choisi d'ancrer mon regard dans le local, au cœur de cette municipalité, avec la ferme intention de saisir avant tout, les circulations des acteurs politiques locaux et celles de leurs discours. Le local est affaire de légitimité et les individus rencontrés bien conscients de l'importance d'exhiber leurs attaches territoriales à la municipalité n'ont de cesse de « jouer la carte » des origines, comme ce n'est pourtant pas forcément le cas au sein d'autres localités.

Comme le soulignait Marc Abélès lors de son itinéraire dans un département français, l'intérêt dans cette localisation du terrain est de pouvoir privilégier les rencontres avec « les

acteurs », suivre leurs itinéraires et saisir l'individu confronté à la chose politique davantage que les représentations collectives (Abélès, 1989). Cette approche que j'ai également choisie de privilégier sur le terrain peut paraître paradoxale, tant le politique est affaire collective précisément au sein d'une municipalité et d'un prétendu groupe qui se définit sous le terme de « communauté indigène ». Cependant, j'ai privilégié l'observation des trajectoires et discours individuels et même lors des analyses en groupe, lors des débats publics, le regard n'aura eu de cesse de scruter les corps, la gestuelle, l'individualité, dans sa contestation, sa soumission, son acceptation, sa résignation. Le « terrain » n'a cessé de me convaincre que les discours sur l'homogénéité de la communauté, avançant d'un même pas cohérent vers une seule et même définition du fait politique local, se révélaient finalement être des stratégies plus ou moins conscientes. J'étais en réalité confrontée à une somme d'individus aux attentes et ambitions diverses et variées.



Figure 10 : palais municipal de San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)

La municipalité est devenue un angle d'approche évident au fur et à mesure de mes investigations. C'est en son sein que l'on rencontre les différents groupes sociaux et que les grands antagonismes envisagés, se manifestaient de la manière la plus immédiate. L'intérêt pour

Le regard anthropologique réside précisément dans cette forte capacité à saisir à travers l'analyse de l'environnement municipal les enjeux les plus variés entre gouvernés et gouvernants. C'est de plus, dans la sphère locale que l'on appréhende l'exercice de la citoyenneté, des relations entre bureaucratie et usagers, où l'on saisit la démocratie en acte mais surtout c'est à travers cette analyse que l'on perçoit les carences du pays telles que la marginalité, l'injustice, l'inégale distribution des richesses ou l'injustice. J'ai donc choisi d'ancrer mes observations au cœur de cette strate en n'omettant pas de croiser les échelles d'analyses. L'intérêt majeur de mes recherches a été d'appréhender les discours des acteurs locaux. Leurs perceptions du politique, de l'identité ou du conflit non pas tant à travers des faits mais bien à travers les mots, les récupérations des mythes, des réformes, les appropriations quotidiennes et leurs façons de les restituer. Cependant, je ne souhaite pas être inscrite dans un dilemme qui ne me paraît pas pertinent. Je n'oppose pas leurs visions de l'identité ethnique comme une addition de faits objectifs et objectivables à une conception instrumentaliste qui présente les identités comme attributs symboliques que chaque individu peut choisir ou inventer en fonction de nécessités purement utilitaristes. En effet, lorsque sera évoqué la notion de stratégie, elle ne sera pas entendue comme une série de décisions prises par une organisation avec des schémas préétablis de manière consciente. Le chercheur doit saisir au contraire, la stratégie contingente à partir des particularités de chaque contexte social et institutionnel dans lesquels les individus ont des objectifs changeants en fonction des opportunités et des interactions (Agudelo, Recondo, 2007).

A - Les bases du discours : Comunalidad et néo-zapatisme

Malgré le choix d'extraire la matière de l'analyse des discours des acteurs locaux de San Sebastián Tutla, il a été fondamental de saisir leurs propos dans une historicité et de comprendre les impacts de certains événements dans le débat national et international. C'est pourquoi dans cette partie, seront interrogées les négociations autour de l'autonomie « indigène » au prisme du soulèvement de l'EZLN et de la comunalidad à Oaxaca.

L'appropriation évidente de la question de l'autonomie « des peuples indigènes » par les populations locales rencontrées sur le terrain a tout de suite attiré mon attention. Chaque acteur politique avec lequel j'ai pu obtenir un entretien et chaque habitant rencontré autour de discussions informelles développait un discours entendu sur la notion de « peuple autochtone » et sur la défense de leurs origines. Leur appartenance à un tout cohérent, à une communauté zapotèque originaire de ce territoire mais plus encore à une grande communauté de « pueblos originarios »¹² a rapidement été une notion à interroger afin de la saisir dans un contexte plus large que la seule localité étudiée.

Néo-zapatisme et dynamiques globales

La reconnaissance des coutumes électorales dans l'État de Oaxaca et l'affirmation d'une appartenance à une communauté indigène émergent dans un contexte marqué par le soulèvement de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) dans l'État voisin, le Chiapas. Comme nous le verrons par la suite, bien que ces événements aient une forte répercussion dans tout le Mexique, la résonance est particulière dans l'État de Oaxaca, où la population indienne est très importante et où les mobilisations politiques au sein d'organisations indépendantes plus ou moins radicales existent déjà de longue date (Recondo, 2009).

L'EZLN et son porte-parole, le « sous-commandant Marcos » déclarèrent le 1^{er} janvier 1994, la guerre au gouvernement mexicain et son armée, en présentant douze demandes dans un communiqué, intitulé la « Première Déclaration de la Forêt Lacandone » : « *Travail, terre, logement, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice, paix, droit à l'information et à être informé* ». La date du 1^{er} janvier 1994 aurait été choisie en lien avec

¹² « Pueblos originarios », que l'on peut traduire textuellement par la notion de « peuples originaires », qu'ils définissent sur demande par l'idée de peuples premiers, sous-entendu précédents l'invasion espagnole. Voir à ce sujet Paula López Caballero, *Les Indiens et la nation au Mexique*, Paris, Karthala, 2012.

l'Accord de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada signé à la même date. Cette opportunité saisie par le groupe armé renforce l'ampleur des interrogations et de la visibilité de leur mouvement. Un des questionnements principaux n'aura de cesse de converger autour de la composition indienne du mouvement et notamment de sa figure principale, le « sous-commandant Marcos ». Des milliers « d'indiens » masqués de passe-montagnes et de foulards rouges occupèrent ainsi la ville coloniale de San Cristóbal de las Casas et six autres villes importantes de l'Est du Chiapas. Après douze jours de combat, le bilan fut de 145 morts, de centaines de blessés et fit entre 20 à 35 000 déplacés. Malgré un État aux pratiques autoritaires, la diffusion médiatique du soulèvement et du massacre fut sans précédent impactant les sphères nationales et internationales en très peu de temps, faisant ainsi écho aux trois conditions évoquées par Charaudeau (1997) : un potentiel d'actualité, un autre de socialité et un autre d'imprévisibilité.

A la fin de l'année 1994, les zapatistes prirent 38 chefs-lieux municipaux sans recourir à la violence afin de les transformer en « municipalités autonomes et rebelles » et ainsi obliger le gouvernement à prendre leur initiative au sérieux et réinstaurer le dialogue. Ce n'est finalement que le 10 mars 1995 après l'approbation par le Congrès de la « Loi pour le Dialogue, la Conciliation et la Paix digne au Chiapas » que les négociations purent reprendre avec la suspension des opérations militaires contre l'EZLN. Débutèrent dès lors, les Dialogues de San Andrés sur les Droits et la culture Indigène dans le village de San Andrés Sacamch'en de los Pobres dans la région de Los Altos (Melenotte : 2014). Ces derniers événements donnèrent lieu à divers mouvements de politisation d'organisations indiennes dans le pays qui convergèrent pour donner naissance à un mouvement national indien, incarné par l'EZLN et le CNI. Durant son travail de thèse, l'anthropologue Sabrina Melenotte analyse la formalisation de manière relativement homogène des revendications dirigées à l'État par le soutien à l'EZLN de ces organisations à caractère ethnique. Elle démontre ainsi, comment la rébellion zapatiste, de manière stratégique, est passée d'un foyer guévariste à un mouvement « néo-populiste », aux dimensions transnationales. L'anthropologue observe également la façon dont l'insurrection zapatiste, en prenant un caractère international a permis la reconnaissance publique de luttes sur l'autonomie indienne jusqu'alors invisibles :

« L'insurrection indienne et sa réception nationale et internationale fut l'élément déclencheur qui exposa les populations paysannes indiennes au cœur des priorités nationales, plaçant par la force le débat sur l'autonomie indienne dans l'agenda

des partis politiques mexicains et des groupes de solidarité internationale. Dans les termes de la sociologie des mobilisations, on pourrait désigner les premiers temps qui suivirent l'insurrection du 1^{er} janvier 1994 comme le passage d'un conflit que l'on pourrait qualifier de « contenu » ou « latent » à ce que Tilly et Tarrow (2008) nommèrent un « conflit transgressif », par le passage d'une clandestinité invisible des zapatistes à leur « visibilité masquée » mais publique » (Ibid : 226).

David Recondo, dans son ouvrage sur la démocratie mexicaine insiste quant à lui sur l'importance de la figure du « sous-commandant Marcos » dans l'impact politique du mouvement de l'EZLN. Le politiste souligne l'éloquence du personnage Marcos et sa capacité à mobiliser à travers des recours contemporains, en utilisant les médias, ou encore internet en diffusant les communiqués de l'EZLN, instantanément publiés par les journaux de la capitale (Recondo : 2009). En s'intéressant au caractère discursif novateur de leurs combats et aux revendications, certains auteurs comme Henri Favre évoqueront l'émergence de la première guérilla « post-moderne » (Favre : 1997). Ainsi, les qualités de communication du mouvement deviennent centrales. Mais n'est pas développé dans un premier temps le caractère autonomiste de leurs demandes. Cet aspect « ethnique » de leur mouvement n'est pas souligné d'après Marcos afin de ne pas les enfermer dans une guerre localisée mais bien de lui donner une dimension générale, évoquant davantage les notions de lutte pour la démocratie, la liberté ou la justice pour tous les Mexicains et pas seulement pour les Indiens. Malgré cette nuance et cette propension à vouloir généraliser leurs demandes à tous les Mexicains, le conflit va déclencher de nouvelles vagues de mobilisations et de débats sur la « question indienne ».

Les Accords de San Andrés signés le 16 février 1996 engagèrent une modification de la Constitution nationale en octroyant des droits spécifiques aux populations indiennes du Mexique, dont celui de libre-détermination. Ces accords bien que s'appuyant en grande partie sur la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail ratifiée par le Mexique en 1989, allèrent plus loin que la simple réforme de l'article 4 en considérant les indiens comme des sujets de droits collectifs et accordèrent des droits politiques pour les différents peuples, à se gouverner selon leurs systèmes normatifs et à s'associer librement.

Ambivalences relationnelles

Au cours de cette thèse, il sera souvent mentionné la notion d'acteur politique, au sens de celui qui met le politique en acte. Cependant, à travers tout ce qui a été précédemment évoqué, nous pouvons ici qualifier l'EZLN d'acteur politique au sens de Tilly et Tarrow (2008 : 130)¹³. Ce nouvel acteur politique, entré de façon fulgurante sur la scène nationale, va alors devenir un intermédiaire privilégié entre les populations indiennes au Mexique et le gouvernement fédéral, notamment au sujet du multiculturalisme et de la reconnaissance des populations indigènes. Un acteur politique au discours cependant ambivalent comme nous l'analyserons également au travers des acteurs oaxaqueniens. En effet, le mouvement s'engage dans de réelles négociations avec le gouvernement fédéral tout en valorisant une rhétorique anti-gouvernementale, faisant écho à une méfiance généralisée dans l'ensemble de la société à l'égard des institutions politiques.

Cette ambiguïté relationnelle entre l'EZLN et le gouvernement n'empêcha pas depuis 1996 toute une série de projets de réforme de la Constitution fédérale. En juillet 2000, l'arrivée au gouvernement de Vicente Fox et pour la première fois d'une véritable alternance politique, permettent au Parti d'Action Nationale (PAN) la possibilité de réamorcer les négociations. En février et mars 2001, les zapatistes vont dès lors débiter la « Marche de la couleur de la terre » ou « Marche pour la dignité », fortement médiatisée, à la suite de laquelle le mouvement arrive au Congrès de l'Union pour relancer le débat sur la reconnaissance des droits indiens dans le pays (Melenotte : 2014). L'ensemble de la classe politique mexicaine va finalement voter une Initiative de Loi indigène, approuvée par le Congrès de l'Union mais rejetée par tous les groupes indiens du pays, observant un recul par rapport à l'esprit des Accords de San Andrés de 1996. L'Initiative ici approuvée par le Congrès, réduit à l'échelle municipale le degré d'autonomie des groupes et uniquement en conformité avec la Constitution et les lois de chaque État, empêchant donc toute alliance au niveau régional. Ce qui semble le plus important à souligner dans

¹³ « C'est un ensemble repérable de personnes accomplissant une action collective – soit qu'il élève une revendication, soit qu'il en soit le destinataire – dans laquelle l'État est directement ou indirectement impliqué. Un État et ses agents – le président, les forces de l'ordre, etc. – sont donc des acteurs politiques. Mais on trouve aussi dans cette catégorie une vaste gamme d'acteurs non étatiques, qui va de l'association de quartier à l'organisation mondiale. Ce qui en fait des acteurs politiques, c'est qu'ils élèvent une revendication (qui implique l'État) ou qu'ils en sont les destinataires ; parfois l'un et l'autre à la fois. »

cette réforme afin d'envisager les mutations locales appréhendées dans cette thèse, est l'impossibilité d'un réinvestissement du politique au niveau le plus local. En effet, « le concept de « territoires » étant de fait réduit au terme de « lieux », vidant ainsi de son sens l'espace physique sur lequel l'autonomie peut être exercée (...) En outre, la définition des termes de l'autonomie indienne et les mécanismes de sa mise en œuvre sont confiés à des entités fédératives, laissant le débat à un niveau technocratique et juridique plutôt qu'aux mains des populations indiennes » (*Ibid* : 230). Dès lors, les discussions concernant les droits indigènes ont été relégués aux Congrès des États fédérés. Comme nous le constatons dans l'État étudié, Oaxaca, mais également dans les États de Chihuahua, Nayarit, Quintana Roo et San Luis Potosi, des dispositions légales ont été mises en place en matière de reconnaissance de droits spécifiques dans leur constitution. Au-delà de ces reconnaissances légales, certains gouvernements indiens autonomes surgirent notamment au Michoacán ou précisément à Oaxaca sur la base d'auto-proclamations d'autorités légitimées localement, restant malgré tout extrêmement rares.

Politisation de l'identité

Ce qui paraît pertinent de souligner à travers ce récit sur le soulèvement zapatiste de 1994 et ses conséquences légales est l'impact qu'il a eu sur l'avènement de la question de la reconnaissance de l'autonomie indigène dans le pays. La place des populations indigènes dans le politique a ainsi connu progressivement un changement de perspective. Le mythe fondateur dans la construction de la nation mexicaine des « populations indigènes » était bien central mais ne devait pas valoriser les populations existantes et les cultures devaient au contraire progressivement s'effacer dans une identité métissée¹⁴. Depuis ces mutations et ce soulèvement, les spécificités culturelles des communautés et notamment de ce qui est défini comme « les peuples autochtones » doivent au contraire faire l'objet d'une véritable reconnaissance sociale et législative. Ce passage d'une forme de critique acerbe de la question indigène à la « reconnaissance » d'une « communauté indigène » et cette ambiguïté révélée sur leur condition au sein de la société n'est pas neutre et aujourd'hui encore très perceptible sur le terrain comme à San Sebastián Tutla. Lors de mon tout premier entretien avec la secrétaire de mairie et de ses adjoints, j'ai été frappée de leur insistance à souligner que les habitants de la *cabecera* faisaient

¹⁴ Voir à ce sujet Ovalle Fernández I., 1988, *De la aldea al mundo, Instituto Nacional Indigenista, 40 años*, Mexico, INI, qui démontre la pensée indigéniste de l'époque souhaitant pousser les communautés à intégrer leur infériorité.

partie d'une communauté zapotèque avec une langue et des coutumes en partage et qu'il ne fallait pas les assimiler aux populations « indigènes » venant d'autres localités de l'État, faibles et analphabètes. Poussant le raisonnement je leur demandais ce qui les distinguaient des communautés du centre de Oaxaca. Finalement après une profonde gêne ressentie et quelques silences, Gicela m'expliqua que les groupes au centre étaient de pauvres gens récupérés et manipulés par des mouvements politiques pour valoriser leurs propos mais que « ces gens venaient des champs ». Effectivement, les membres de la communauté de San Sebastián Tutla semblaient posséder davantage que ceux provenant d'autres villages de l'État. Néanmoins, leur défense d'une identité « première » avec de fait un territoire en partage était la même. Les discours convergeaient sur l'idée d'une identité autochtone commune mais divergeaient sur la politisation de leurs combats. En effet, les acteurs avec lesquels j'ai pu m'entretenir au centre de la capitale de Oaxaca affichaient un discours contre l'État et leurs revendications identitaires se voulaient davantage l'écho d'un positionnement anti-gouvernemental. A San Sebastián Tutla cette posture politique n'a pas été soutenue et leurs visions des communautés « paysannes » étaient fort dépréciatives. Cette ambiguïté dans leurs positionnements est sans doute affaire de stratégies politiques mais doit également être saisie comme l'écho d'un processus historique qui après avoir invisibilisé les populations indigènes, leur offre une visibilité nationale et internationale.

L'insurrection néo-zapatiste, envisagée par Favre comme la « forme paroxystique d'un mouvement social » (Favre : 2002), défie le monopole de la violence légitime détenue au Mexique par un État fort et centralisé. Cette tendance a sans doute été possible, comme nous l'avons suggéré plus en amont, par la capacité de l'EZLN à créer des alliances avec de nombreuses organisations paysannes indiennes et leurs réseaux internes et locaux de solidarité. Un des aspects majeurs de ce mouvement et de sa portée internationale réside également dans sa rhétorique sur l'idéal universel démocratique incluant toutes les identités et dépassant le spectre de la figure du paysan mexicain¹⁵. Cet essor est essentiel à entendre dans une dynamique internationale de réseaux transnationaux de défense des droits de l'homme. Malgré cette propension à développer un discours qui ne catégorise pas leur lutte, le mouvement social indianiste émerge peu à peu et se dote d'une « identité ethnique politique forte et valorisante – fût-elle en partie

¹⁵ Nous reviendrons de manière plus approfondie sur cette perception et valorisation identitaire des groupes en action notamment à travers les travaux de Bayart J.-F., 1996, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard.

imaginée – qui constitue une ressource du jeu politique permettant aux acteurs mobilisés d’intégrer leur potentiel d’action et au collectif d’affirmer une position dans l’espace public national et international » (Parizet : 2015, 59)¹⁶.

Ce passage vers une « revendication indianiste localisée tout en l’inscrivant dans un idéal démocratique universel » (*Ibid.*) est un parfait écho des discours appréhendés sur le terrain à San Sebastián Tutla. La première rencontre obtenue sur les lieux à ce sujet était avec un groupe de jeunes se réunissant dans une association nommée « Adelante Jóvenes por la patria A.C » (En avant jeunes, pour la patrie). Cette association est aujourd’hui nationale et a été créée par ces jeunes de Oaxaca autour du projet politique du PRI. Les trois jeunes rencontrés lors de mon second séjour de terrain avaient seize ans, étaient tous enfants d’avocats ou membres du gouvernement et participaient activement aux concours d’art oratoire mensuellement organisés dans l’État. J’ai pu faire leur rencontre grâce à Gicela, la secrétaire municipale, sa fille Giscell, n’était autre que la présidente de la catégorie « genre et équité » de l’association, son meilleur ami Julio César étant quant à lui le président national. Leur assurance et leur éloquence étaient totalement déstabilisantes pour de si jeunes individus. Ils semblaient posséder une connaissance aigüe de la Constitution mexicaine, des droits et des devoirs des citoyens et du droit national. Chaque discussion plus ou moins formelle¹⁷ était l’occasion d’élaborer systématiquement un discours entendu, sérieux, froid et récité. Aucune once de second degré ou de doute n’émanait de leurs propos et il me fallut quelques séances avant de réellement prêter attention au sens tant j’étais glacée par la forme. En premier lieu ils mettaient en avant le caractère philanthropique de l’association, soulignant toutes les bonnes actions qu’on leur prête, de la distribution de repas aux nécessiteux au soutien aux familles après des catastrophes naturelles. Mais rapidement, ils en sont venus à leur volonté profonde, celle « d’éduquer les populations indigènes », de valoriser un discours universel et démocratique et de plaider pour le principe coutumier. J’évoquais dès lors l’ambivalence de leurs motivations entre un idéal démocratique universel, un principe coutumier qu’ils défendaient seulement au niveau local et l’éducation de communautés dont ils

¹⁶ Voir également à ce sujet les travaux de Bartra A., Otero G., 2008, « Movimientos indígenas campesinos en México : la lucha por la tierra, la autonomía y la democracia » in Moyo S., Yeros P. (dir.), *Recuperando la tierra. El resurgimiento de movimientos rurales en África, Asia y América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, p. 401-428.

¹⁷ Je leur ai demandé cinq entrevues durant mes années de terrain avec des rencontres informelles autour d’une terrasse de café ou des rencontres plus formelles que j’avais préparées sur le fonctionnement de leur association se déroulant à la maison de la culture de San Sebastián. Nous avons gardé contact par la suite et avons pu échanger par mail.

voulaient en même temps défendre les pratiques. Leurs réponses gardaient cette ambivalence rencontrée à de nombreuses reprises sur le terrain :

« Nous sommes évidemment des métis, héritiers du colonialisme et des indigènes mais nous, nous sommes cultivés et citoyens, nous voulons préserver nos coutumes et préserver une petite localité pour ne pas être englobés dans de mauvaises valeurs, nous ne voulons pas perdre nos racines mais nous aimons la politique et nous voulons exister au niveau national, nous voulons que le gouvernement compte sur nous tout comme les populations de nos villages ou les pauvres des champs »¹⁸.

A travers le discours de ces jeunes on saisit bien l'impact qu'ont eu les mouvements tels que l'EZLN ou d'autres groupes dans la diffusion d'un idéal démocratique. Cependant, on entend bien que la volonté affichée et le combat ne sont pas les mêmes. Dans ces propos aucune volonté anti-gouvernementale, et nous reviendrons sur ce sujet, leur appartenance aux communautés semble limitée à la seule localité de San Sebastián Tutla. Quand il s'agit de s'apparenter aux communautés rurales périphériques, leur discours est beaucoup plus nuancé et s'ils souhaitent les aider, la tonalité donne l'effet d'un grand sentiment de supériorité. Finalement, après plusieurs rencontres, les ambitions s'éclaircissent et une fois encore même si l'enjeu stratégique n'est pas clairement conscientisé et leur sentiment d'appartenir à une communauté est effectif, l'ambivalence des propos de ces jeunes laisse entrevoir ce qui sera perçu chez les acteurs politiques locaux. Cette articulation entre le discours particulariste et universel se retrouve toutefois dans le mouvement de l'EZLN, « aussi dès 1994, le mouvement néo-zapatiste articule le particularisme des populations indiennes, les droits spécifiques auxquels elles prétendent, l'universalité de la cause indienne et la volonté de participer à la mise en place d'un nouvel ordre social » (*Ibid.*).

L'explication du soulèvement de l'EZLN et ses impacts au niveau national et international est fondamentale à souligner pour saisir les particularités du fonctionnement de l'État de Oaxaca dans son appréhension de la reconnaissance du multiculturalisme. En effet, dans l'État de Oaxaca, comme le souligne David Recondo dans son travail sur la démocratie mexicaine, le

¹⁸ Note de terrain du 14/03/2015, entretien avec Julio César, président national de l'association.

soulèvement zapatiste a ouvert une nouvelle étape dans la lutte des « indiens ». Le politiste nous relate ainsi les propos d'Aldo González, un des membres de l'organisation UNOSJO¹⁹ :

« Le soulèvement a eu un grand impact sur les communautés de la Sierra Norte de l'Oaxaca. Avant le zapatisme, il était très difficile pour les communautés de pouvoir se réunir. En 1994, par contre, nous avons pu réaliser quatre forums régionaux auxquels ont participé des autorités municipales et des intellectuels issus des communautés, qui ont une vision plus claire de ce qui se passe au niveau national. Nous avons pu commencer à dialoguer. Avant c'était très difficile, les instances gouvernementales ne le permettaient pas. (...) Le soulèvement zapatiste a été la grande lumière qui a éclairé les peuples indigènes et leur a fait prendre conscience de tout ce qu'ils peuvent apporter à la société »²⁰.

Grâce au soulèvement zapatiste, le mouvement indien qui avait débuté son articulation au niveau fédéral à partir de 1992 va se trouver renforcé, permettant également le regroupement de multiples organisations au sein de coalitions comme le Forum des peuples indigènes de l'Oaxaca²¹. Trouvant ainsi de plus en plus de résonance et de force, les organisations vont s'opposer à toute idée de consultation et organiser des rencontres indépendantes (Recondo : 2009, 184). Le politiste démontre que lors de ces réunions, les communautés vont réitérer la demande officielle de reconnaissance des formes traditionnelles de désignation des autorités municipales. Le point central sera la question de la non-ingérence des partis politiques dans le processus électoral. La volonté ici développée éloigne donc les communautés d'une forme d'indépendance vis-à-vis du parti dominant pour basculer dans l'opposition. Cependant comme cela est souligné dans l'ouvrage de David Recondo et en écho aux discours entendus sur le terrain, les revendications ne convergent pas vers une confrontation à l'État, s'appuyant davantage sur l'affirmation d'une différence culturelle et rejetant ainsi l'action politique conventionnelle. L'EZLN aura permis cette affirmation d'une identité culturelle propre et une volonté de changement plus radicale qu'un simple aménagement des institutions. En ce sens, le changement législatif de l'État de Oaxaca peut se comprendre uniquement à travers l'analyse des événements du Chiapas. La reconnaissance en 1995 de lois électorales propres aux indiens, inédite au Mexique, par une réforme de la Constitution de l'État, puis par la modification en 1997 du

¹⁹ Unión de Organizaciones de la Sierra Juárez de Oaxaca (union d'organisations de la Sierra Juárez de l'Oaxaca).

²⁰ *Ojarasca* 46, décembre 1995-juin 1996, p. 10. Cité dans Recondo D., 2009, *La démocratie mexicaine en terres indiennes*, Paris, Karthala, p. 182.

²¹ Foro Estatal de Pueblos Indígenas de Oaxaca.

Code des institutions politiques et procédures électorales de Oaxaca (CIPPEO), ont permis aux autorités indiennes de choisir soit de voter selon leurs principes coutumiers soit d'opter pour le système de vote individuel, structuré par la présence de partis politiques. L'affirmation contestataire des mouvements communautaires suite au soulèvement zapatiste, influença ces réformes en passant d'une revendication du droit à la critique plus générale du système politique mexicain.

« *Eso que llaman comunalidad* »²²

Jaime Martínez Luna, intellectuel zapotèque, a poursuivi à travers son ouvrage, le travail précédemment débuté par l'anthropologue d'origine mixte Floriberto Díaz, définissant ainsi, ce qu'ils entendaient par « comunalidad »²³. Les acteurs de ce mouvement font référence aux événements préalablement exposés. Ils démontrent ainsi que lors du dialogue entre l'EZLN et le gouvernement fédéral aboutissant aux accords de San Andrés (1996), les personnalités ayant conduit à un consensus demandé par le commandement zapatiste, pour parvenir à la signature ne seraient autres que les conseillers de la population de Oaxaca, leur capacité à convaincre étant due à la cohérence de l'approche communautaire. A travers cet exposé de la définition de la « comunalidad », l'ambition est de saisir la particularité des luttes de cet État et le type d'affirmation identitaire revendiquée. La « comunalidad », plutôt que communauté est entendue par les intellectuels comme étant le mode de vie traditionnel des peuples originaires de l'Oaxaca.

En tentant de saisir ce que revêt la comunalidad, on est en premier lieu guidé vers l'opposition à ce que les acteurs de ce mouvement nomment « les racines de la conquête ». La volonté est au contraire d'insister sur ce qui fait d'après eux les dignités des principes communautaires.

« Nous sommes « comunalidad », l'opposé à l'individualisme, nous sommes territoire communal, non propriété privée ; nous sommes partage non pas compétition, nous sommes

²² « Ce qu'ils appellent comunalidad », Titre du livre de Jaime Martínez Luna édité en 2010 dans la collection diálogos, Pueblos originarios de Oaxaca, Conaculta, et considéré comme l'intellectuel ayant théorisé à travers cet ouvrage la question de la comunalidad.

²³ Terme vernaculaire pouvant être traduit par la notion de « communalité ».

polythéisme, non monothéisme. Nous sommes échange, non commerce ; diversité non égalité, bien qu'au nom de l'égalité on nous opprime également. Nous sommes interdépendants, non libres. Nous avons des autorités, non des monarques. Ainsi comme les forces impériales se sont basées sur le droit et la violence pour nous soumettre, sur le droit et la concorde nous nous basons pour répliquer, pour annoncer ce que nous voulons et ce que nous désirons être » (*Ibid.*).

A travers cet ouvrage Jaime Martínez Luna critique ouvertement la pensée coloniale toujours en action aujourd'hui où il inclut les anthropologues et les hommes de lettres responsables selon lui de l'interprétation de la pensée indigène. Il ne tombe pas pour autant dans un dualisme mythifiant les communautés actuelles, auxquelles il reproche également d'être le produit d'une contradiction entre l'originaire et l'imposé. L'auteur met au centre des valeurs imposées par le colonialisme, la notion de pouvoir, notamment celle de pouvoir d'un homme sur un autre en le soumettant (soumission à un dieu, à un maître, à un roi, aujourd'hui comme il le souligne au père de famille, au maître d'école, au curé, au député, au président, etc.). La *comunalidad* ou vie communautaire, ici entendue, serait au contraire la capacité à ne pas se soumettre mais à vivre en harmonie au sein d'un collectif. Cette relation serait basée sur l'assemblée, l'instance permettant le consensus, la diversité et la pluralité. D'autres institutions font références à la vie communautaire et sont bases et fondements de la *comunalidad* : le respect aux systèmes de charge, la responsabilité dans le travail communautaire et la participation aux fêtes, ceci ajouté au maintien du territoire et à la défense de l'assemblée.

D'après les défenseurs de la *comunalidad*, les communautés elles-mêmes ne seraient pas conscientes de la richesse de leur pratique, cette démarche mise en œuvre par les intellectuels serait dès lors une forme de « conscientisation de leur spécificité ethnique ». Ce qui frappe dans le discours de Jaime Martínez et que nous n'avons pas l'habitude de rencontrer sur le terrain ou même dans les écrits, est l'utilisation systématique de « peuples mésoaméricains » préférée à peuples autochtones, indiens ou indigènes. La volonté ici soulignée est de situer les pratiques et les compétences des communautés dans une position précoloniale pour insister sur leurs compétences à fonctionner sans les valeurs coloniales et au contraire à fonctionner mieux encore. Les principaux auteurs autour de la notion de *comunalidad* vont ainsi signifier l'importance du travail communautaire comme étant la principale valeur sur laquelle s'appuyer pour

défendre leur territoire²⁴. Toutes ces définitions sont proposées afin de réussir « la reconquête de leurs peuples ».

Ce qui paraît intéressant de souligner à travers l'analyse de ces discours comme ceux des acteurs locaux rencontrés à San Sebastián Tutla est la circulation permanente entre une rhétorique de l'innovation, de la réadaptation, de la reconstruction, de la modernité et celle du passé, des origines et des traditions. Ainsi, les travaux contemporains réalisés sur la question évoquent la capacité des « peuples mésoaméricains » à mettre en pratique une forme d'innovation constante de la vie communautaire. Ces pratiques seraient malgré tout possibles grâce à une grande disposition pour l'interculturalité et l'interrelation avec certaines institutions de la colonie espagnole (Lockhart : 1985). La *comunalidad* est alors présentée comme un axe de stratégies alternatives face au modèle hégémonique émanant de la rationalité économique capitaliste (Fuente Carrasco : 2012). Avec cette définition, il est évident que la construction de l'autonomie obtient un rôle fondamental dans l'ossature du mouvement « indigène ». C'est précisément cette ambition qui a retenu mon attention de chercheuse sur le terrain et à travers les lectures des intellectuels traitant de la *comunalidad*. A San Sebastián Tutla, les discours entendus de la part des membres actifs de la *cabecera* ont toujours défendu l'autonomie comme étant la principale lutte à mener, révélant pourtant une fois de plus une ambivalence entre des revendications collectives et des intérêts particuliers. Je reviendrai de manière plus approfondie sur la centralité de la notion d'autonomie. Ce qu'il faut retenir de l'appréhension de ce mouvement est qu'il est perçu par ses principaux acteurs comme un instrument politico-culturel, à développer sans cesse autour de la construction d'espaces d'autonomies. Plusieurs de ses membres ont ainsi parcouru l'État et rencontré les populations locales afin de proposer une conscientisation de leur vécu communal. Les discours sont principalement dirigés vers la sphère intellectuelle et universitaire, proposant une alternative à la conception de la modernité ou postmodernité depuis le modèle de la globalisation économique. Leur travail envisage une « transmodernité » ou une

²⁴ Voir notamment à ce sujet les propos de Floriberto Díaz : « Quand nous les êtres humains, nous entrons en relation avec la Terre, nous le faisons de deux formes : à travers le travail en tant que territoire, et à travers les rites et cérémonies communautaires, en tant que Mère. Cette relation ne s'établit pas de manière séparée dans leurs formes ; cela se situe à un seul moment dans un seul espace. Sans la Terre entendue dans son double sens de Mère et territoire, de quels droits, nous les indigènes nous pouvons profiter et parler ? D'ici vient la revendication territoriale, non la simple demande agraire avec laquelle les États-gouvernements ont voulu nous conquérir » (Díaz, 2001 : 4).

forme de modernité alternative et une interculturalité, afin principalement de repenser nos paradigmes académiques (Toledo : 2006).

Ainsi, il est intéressant de saisir les ambitions d'autonomie des acteurs locaux dans un contexte plus général émergeant depuis les années 1980 avec des regroupements d'organisations et notamment l'EZLN. Le soulèvement zapatiste de 1994 a alors permis de mettre en lumière les incohérences sociales, et la volonté d'une plus grande ouverture démocratique et de la lutte indigène.

B - Le « vote indigène », revendications électorales dualistes

Échos de l'EZLN

A travers cette partie nous analyserons les ambitions et discours des membres de la « communauté » de San Sebastián Tutla dans un contexte local, en envisageant également la posture des membres du gouvernement de l'État de Oaxaca. Comme nous l'avons précédemment observé, le soulèvement zapatiste du Chiapas a eu un impact direct sur les initiatives du gouverneur de l'État de Oaxaca. L'inquiétude du gouvernement face à une potentielle contagion du mouvement est grande et il choisit de répondre par l'élaboration consensuelle de programmes de développement en accord avec les populations concernées. Dans les projets de lois formulés par le gouverneur de Oaxaca de 1992 à 1998, Dióforo Carrasco Altamirano, on perçoit ces préoccupations en corrélation directe avec le soulèvement zapatiste. En effet, le gouverneur a repris les principales demandes de l'EZLN en formulant une politique indigéniste. La nouvelle direction politique prise par le gouvernement rappelle comme le souligne David Recondo, la dynamique mise en place dans les années 1970 par le directeur de l'INI et grand promoteur de l'ethnodéveloppement, Salomón Nahmad :

La figure des conseils indigènes renvoie à celle des « conseils suprêmes » du temps d'Echeverría, même si cette fois-ci ils prennent une forme moins corporatiste et plus autogestionnaire. La « participation » de Nahmad est secondée par l'optique de l'« autogestion », chère à Gustavo Esteva, qui met l'accent sur la nécessité de renverser la perspective conventionnelle du développement : l'État doit répondre aux priorités fixées par les communautés au lieu de les obliger à s'ajuster à une offre prédéterminée (services, infrastructures, programmes d'assistance, etc.). Les communautés décident du chemin et des moyens de leur propre développement, l'État doit se contenter de « seconder » leurs efforts, de les appuyer dans la réalisation de leurs objectifs (Recondo : 2009, 191).

Le questionnement de cette période est fondamental pour saisir les mutations du système politique mexicain depuis l'angle des dynamiques culturelles et sociales qui ont ébranlé le pays et notamment l'État de Oaxaca. Ces dernières décennies ont donc été le théâtre pour les populations locales, d'un processus de réinterprétation et de réorientation de leurs formes d'organisation, de leurs stratégies et de leurs objectifs. Les moyens de lutte des groupes revendiqués comme homogènes autour de la question de leur ancrage communautaire ont été fortement impactés par ces mutations politiques. A la fin des années 1960 et 1970 surgissent un très grand nombre d'organisations sociales à des fins diverses : lutter pour les intérêts des paysans, des producteurs de café, de la coordination entre les autorités municipales, la défense des migrants, etc. (*ibid.*, 72.). La demande va donc progressivement s'orienter vers une défense de l'identité culturelle, soutenue par ce que certains auteurs de Oaxaca ont nommé des « comunalidades » historiques, linguistiques ou culturelles et justifier leur mobilisation politique (Hernández-Díaz : 2001).

Il faut cependant, une fois de plus, souligner toute la disparité et la diversité des acteurs et circonstances qui ont rendu possible la consolidation de certaines de ces organisations. Pour plusieurs d'entre elles, les principaux référents ont été des jeunes ou des professeurs bilingues partis étudier loin de chez eux après une formation universitaire entamant alors un processus de

lutte notamment dans le domaine agraire²⁵. Ces groupes ont rapidement souhaité regrouper leurs efforts pour tenter d'unifier les discours et ambitions des différentes communautés et créer des espaces régionaux. Avec ce nouveau caractère, les organisations vont orienter leurs demandes vers des revendications d'autodétermination et ainsi conforter la lutte autour du pouvoir politique municipal. Ces décisions ont également été renforcées par le 500^{ème} anniversaire de l'arrivée des Espagnols en Amérique. A cette occasion, diverses rencontres étatiques et régionales ont été organisées, mettant en relief les demandes autonomistes notamment en ce qui concerne les processus électoraux. Dans ce contexte, il est évident de souligner comme nous l'avons précédemment fait, l'importance du soulèvement zapatiste. Certaines organisations qui n'avaient jamais revendiqué de caractère « indigène » vont alors endosser une identité culturelle comme la COCEI, insistant sur son caractère zapotèque comme étant le catalyseur de leur force et de leur engagement. La reconnaissance des coutumes électorales qui nous intéresse particulièrement dans cette thèse, est donc à saisir dans ce contexte d'une nouvelle « tendance » de la politique indigéniste locale. Pour ces mouvements précédemment exposés, toute réforme légale sera questionnée sous l'angle de l'indigénisme.

De nouvelles lois vont être proposées en écho à ces mutations, modifiant le cadre légal du principe communautaire. L'État va notamment mettre en place une éducation bilingue et biculturelle ajoutant aux programmes des contenus « ethniques et régionaux ». Les « us et coutumes » vont également être pris en compte en matière pénale, tout comme dans les secteurs agraires, de la santé, des télécommunications, de la culture, de l'administration municipale ou de la politique sociale²⁶. Ce qui est à noter dans ces nouvelles dynamiques est le passage d'une politique principalement axée sur le caractère culturel et éducatif à des mutations incluant une dimension politique et administrative. Cette nouvelle démarche de la politique indigéniste locale est précisément celle qui nous intéresse pour comprendre la mise en place d'une reconnaissance des coutumes électorales dans l'État. Dès 1994, le gouverneur va annoncer sa volonté de créer des forums régionaux, pour que les représentants des seize groupes ethniques de l'État participent à la réforme électorale et se positionnera lui-même en faveur d'une reconnaissance des mécanismes d'élection employés par les communautés (*Ibid.*). Le gouvernement va alors

²⁵ Différents mouvements à Oaxaca ont été créés avec ce schéma comme : El Movimiento Unificado de Lucha Triqui (MULT) ou la Coalición Obrero Campesino Estudiantil del Istmo (COCEI) ou encore la Coalición de Maestros y Promotores Indígenas de Oaxaca (CMPIO).

²⁶ *Derechos indígenas en la legislación oaxaqueña*, Oaxaca, LVI Legislatura del Estado de Oaxaca, 1998, cité dans Recondo David, 2009, *La démocratie mexicaine en terres indiennes*, Paris, Karthala, p.192.

mettre en place quatre engagements principaux essentiels dans l'affirmation identitaire et politiques saisie sur le terrain :

- Déconcentrer les décisions politiques pour trouver, avec les communautés, la solution à trois grands problèmes : l'administration de la justice et de la sécurité, les conflits agraires et le renforcement des us et coutumes locaux.
- Assurer le « partage » de la décision avec les communautés en matière d'attribution des ressources financières et d'élaboration et d'exécution des politiques publiques.
- Transformer les structures gouvernementales spécialisées dans les affaires indigènes.
- Réaliser des actions immédiates pour satisfaire les besoins les plus urgents des communautés, en fonction des priorités qu'elles définissent elles-mêmes (*Ibid* : 189).

Ces nouvelles réformes laissent entendre de la part du gouverneur, une volonté de prendre en considération les positions des acteurs communautaires eux-mêmes sans qu'ils aient la sensation d'une imposition hégémonique de la part de l'État. Ces dynamiques politiques donnent aux communautés de nouveaux espaces de participation et d'action directs étudiés à travers cette thèse. L'État semble ainsi prétendre n'être qu'un soutien légal aux dispositifs « autonomes » des autorités municipales.

De l'effacement à la reconnaissance légale

Il va sans dire que ces nouvelles dynamiques politiques ne sont pas à prendre « à la légère » dans un pays marqué par une tradition juridique héritée du libéralisme politique du XIX^{ème} siècle, s'opposant fermement à la reconnaissance de droits spécifiques selon des critères ethniques ou culturels. Les réformes législatives entamées dans les années 1990 sont donc une importante contribution politique à la position que les communautés indigènes obtiennent au niveau local et dans le contexte étatique. Bien que la réforme électorale n'eût au départ qu'un impact sur la manière dont les autorités municipales étaient élues à Oaxaca, ses implications vont faire écho à d'autres dimensions de la réalité sociale des populations de l'État, en particulier en ce qui concerne l'organisation politique de manière plus générale. En revanche, ce qui est à souligner et qui est analysé tout au long de cette thèse est la complexe réalité que ces réformes mettent en place à Oaxaca, faisant de cet État, le seul au sein duquel coexistent deux

systèmes électoraux distincts : un faisant directement référence à la philosophie de la démocratie libérale, où l'importance est l'expression individuelle et la compétition partisane et un autre où la philosophie repose davantage sur le principe collectif et le service communautaire (Hernández-Díaz, Martínez : 2007, 26) .

En revanche, ce que les observations locales permettent de soutenir est le caractère complexe de cette apparente dualité opposant de manière schématique deux systèmes électoraux avec la mise en place du système coutumier reposant sur une conception homogène du groupe indigène. Au sein même de la « norme coutumière » exposée, on perçoit un puissant réseau de relations de forces dans les communautés. Cette distinction qui a été mise en place par les autorités et qui nécessite pour les populations un choix ferme et précis dans la désignation de ses autorités et de son fonctionnement municipal ne peut en réalité être observé que de manière beaucoup plus ambivalente et conflictuelle.

Nombreux ont été les intellectuels soutenant le caractère coutumier des processus électoraux, notamment lors de l'Assemblée citoyenne de l'Oaxaca²⁷, organisée en février 1995. Un atelier portait précisément sur la réforme électorale, réunissant de nombreuses personnalités politiques, académiques ou artistiques du pays se déclarant en faveur de l'ouverture de nouveaux espaces de participation politique à la société civile et à la fin du système de parti d'État (Recondo : 2009). Cette assemblée va avoir une réelle importance dans le processus engagé par le gouverneur, sans doute d'abord en le confortant dans ses décisions mais également car lors de ce rassemblement sera décidé un recensement des municipalités coutumières. L'évaluation proposée dans le cadre d'un forum quelques jours plus tard, réunissant d'autres personnalités comme le sociologue Victor Raúl Martínez Vásquez, estimera à 70% les municipalités de l'Oaxaca maintenant leurs coutumes. Leur position idéalisant le caractère démocratique des processus électoraux des communautés, propose non moins qu'une rupture totale avec le système partisan, soumettant que les décisions prises de manière communautaire aient une valeur légale et soient homologuées par les instances électorales. Ainsi, ils s'opposent à l'intervention des partis et à ce qu'ils nomment une « simulation » d'élection conventionnelle mais souhaitent au contraire que la validation des élections dans ces municipalités passe directement par l'accréditation de l'IEE.

²⁷ Asamblea Ciudadana Oaxaqueña (ACO).

Grâce à la lecture de l'ouvrage de David Recondo sur la démocratie mexicaine, on apprend notamment que les intellectuels présents dans ces démarches et conseillers du gouverneur sont également conseillers de l'EZLN dans les négociations entre le groupe armé et le gouvernement fédéral, jusqu'en 1996. Ce positionnement interroge, tout comme celui rencontré à San Sebastián Tutla, où les acteurs politiques, sont à la fois de fermes défenseurs du principe coutumier anti-partisan et en même temps travaillent pour le gouvernement et le principal parti d'État. Cette ambivalence ne serait pas à analyser sous un angle contradictoire d'après l'auteur mais davantage l'envisager comme la possibilité pour ces individus d'appliquer leurs idées de démocratie multiculturelle notamment ou de pouvoir influencer les personnalités politiques décisionnaires. Dans le cas des acteurs politiques de San Sebastián, ces dynamiques ont également été soulevées et nombreux ont pu développer ce genre d'arguments. En revanche, il a également été évident de percevoir le caractère opportuniste de certains, faisant de leurs relations gouvernementales un tremplin nécessaire aux principales positions de pouvoir au sein de la municipalité. Nous analyserons de manière plus approfondie ces capacités de mobiliser des réseaux, fondamentaux pour atteindre certaines fonctions.

La Réforme sur « le terrain »

La volonté affichée par le gouvernement de limiter les conflits en répondant favorablement aux demandes d'autonomie des populations locales semble avoir fonctionné. Les conflits post-électorales violents ont en effet diminué et les communes régies sous le principe coutumier sont écartées de la compétition électorale. Cependant, comme souligné précédemment cette distinction rigide opposant les populations fonctionnant avec un principe coutumier et celles usant de la compétition partisane n'est pas aussi convaincante que cela sur le terrain et crée de nouveaux conflits. Au sein même des communautés revendiquant les « us et coutumes » les oppositions sont marquées et l'unicité n'est pas de mise. Les procédures ne sont en effet pas figées et sont en perpétuelle remise en question. Les principales interrogations sur les formes du vote, la désignation des autorités ou les individus ayant droit de participer, sont autant de perturbations du processus électoral. En effet, les rencontres effectuées auprès des acteurs locaux, permettent de saisir toute la complexité d'intérêts divergents dans une dynamique qui se veut pourtant cohérente. Les conflits sont alors croissants et chaque commune va tenter de répondre encore une fois avec des moyens différents à ces problématiques.

Il a été précisé en amont que des forums avaient été organisés avec des estimations pour envisager le nombre de communes fonctionnant avec le principe coutumier. Cependant, le nombre correspondait à des projections et seules des fourchettes ont pu être avancées, laissant un flou autour de la désignation exacte des procédures. Cette absence d'exactitude dans le nombre de communes fonctionnant grâce au principe coutumier est principalement due au fait que dans la réalité cette frontière normative posée comme précise ne l'est pas sur le terrain. Comme le précise David Recondo, cette complexité à établir une distinction nette entre les communes coutumières et partisans s'explique par l'hégémonie du parti d'État dans les zones rurales où la compétition électorale n'a jamais réellement existé : « La symbiose entre la communauté et l'État-PRI faisait que la coutume n'entraînait pas en conflit avec une quelconque logique de parti. Le parti d'État était, de fait, un parti unique dans les zones rurales. L'absence de compétition électorale empêchait de faire une quelconque distinction entre la coutume et les partis puisque ceux-ci n'existaient pas vraiment » (Recondo, 2009, 241).

La catégorie « d'us et coutumes » posée de façon stricte va finalement émerger lorsque la compétition électorale s'impose progressivement également dans les zones rurales à partir des années 1990. Cette distinction qui n'avait alors jamais été recensée comme telle va finalement être posée comme une dualité, une contradiction insurmontable entre deux façons d'envisager les processus électoraux. Si la différence est réelle entre deux manières d'envisager la compétition électorale, la réalité est plus complexe sur le terrain, puisque dans l'État de Oaxaca, l'enjeu électoral n'a jamais vraiment fonctionné sur le mode compétitif et il est particulièrement vain d'envisager une représentation politique équilibrée, l'État, le PRI et les communautés étant liés de manière indissociable. Ce qui semble dès lors intéressant est de questionner les transformations vécues, les mutations et les ambivalences de ces systèmes présentés comme opposés, davantage que de chercher à dresser la dichotomie de deux manières d'envisager la représentation politique. Comme appréhendé sur le terrain, ce qui sera finalement décidé ressemble davantage à une négociation, un point d'accord ou d'équilibre entre les deux principales forces politiques, le PRI et le PRD²⁸. L'interprétation qui sera alors choisie par le gouverneur et ses conseillers offre peu de nuance dans des faits qui pourtant le sont ; toutes les communes doivent être réparties en deux catégories exclusives et celles classées coutumières ne peuvent accréditer qu'une seule liste.

²⁸ Le PRD (Parti de la Révolution Démocratique) est un Parti politique mexicain fondé en 1989 d'une scission du Parti Révolutionnaire Institutionnel avec une idéologie politique communément admise de centre-gauche.

Malgré cet accord enfin obtenu le 23 septembre 1995, les litiges et conflits ne sont pas endigués et le partage prétendument résolu reste inexorablement flou. Certaines communes ne vont pas respecter les délais dans l'organisation de leurs élections quand d'autres voient éclater des conflits au sein des communautés entre des groupes réclamant le principe coutumier alors que d'autres y sont opposés. Les accords presque établis au cas par cas vont être mis en œuvre étape par étape sur une longue période et prouve la complexité pour l'IEE de donner une réponse claire et satisfaisante aux conflits²⁹. Afin de légitimer les positions du gouvernement, l'IEE tente de développer un discours consensuel, préférant évoquer des communes « en transition » plutôt que des conflits ou des impasses. Cependant, plusieurs communes connaissent effectivement des positionnements ne correspondant pas aux schémas proposés comme à Santa Cruz Amilpas, San Pedro Jicayán ou Soledad Etlá dans lesquelles une liste communautaire accréditée par l'IEE est opposée à une liste partisane.

En exposant toutes les particularités et les complexes processus de légalisation du système coutumier à Oaxaca, la volonté est de souligner l'impossible opposition franche entre deux visions de la réalité politique. En effet, le système de charges ou le vote à mains levées sont bien différents de la démocratie représentative telle qu'elle est pratiquée dans le reste du pays mais la frontière ainsi démontrée est beaucoup plus nuancée et dynamique qu'elle n'y paraît. David Recondo, à travers son long travail comparatif nous explique ainsi que « la communauté et ses marqueurs d'identité (le système des charges, le syncrétisme religieux, le travail collectif, l'échelle de prestige, etc.) constituent effectivement une frontière sociale et territoriale, mais il s'agit d'une sorte de filtre composite qui mêle les valeurs, les normes et les institutions les plus diverses assimilées et réappropriées tout au long de l'histoire » (*Ibid.*, 252).

La porosité des frontières entre les normes coutumières ou partisans est très visible notamment sur le terrain à San Sebastián Tutla, commune périphérique de la capitale d'État, Oaxaca. Comme nous l'avons précisé en exposant la réalité économique et sociale de la commune, les activités agricoles dominantes sont progressivement remplacées par celles du secteur secondaire ou tertiaire et des populations « allogènes » vont partager le territoire des « commu-

²⁹ Lors de ces complexes accords, trente communes ont été laissées « en suspens », dix-huit vont finalement être classées sous la bannière du régime coutumier et douze sous le principe partisan. Le nombre final de communes régies par le système d'us et coutume est donc le fruit d'une longue négociation (*ibid.*).

nautés » en signifiant leur volonté de participer à la politique locale ou tout au moins de défendre leurs intérêts, le plus souvent économiques. Ce qui permettait aux communautés de se revendiquer comme une « communauté indienne » avec des marqueurs identitaires forts, se perd petit à petit et certaines factions internes s'opposent, ouvrant des champs de compétitions et de rivalités. Au sein même de la communauté, les groupes rivaux défendent donc le système coutumier ou tentent de faire accréditer leur liste soit de façon indépendante soit par le biais d'un parti. La proximité avec la capitale est ici un facteur fondamental dans la montée en puissance de ces rivalités autour de l'accession au pouvoir, notamment par les liens qu'entretiennent les accédants aux responsabilités avec les autorités extérieures aux municipalités. Comme observé à San Sebastián Tutla, la lutte pour le pouvoir est féroce et le président municipal comme ses conseillers sont prêts à mobiliser un grand nombre de stratégies pour ne pas perdre leurs places dans la hiérarchie locale, notamment parce qu'ils travaillent au gouvernement et ont un accès direct à la capitale d'État. Leur position politique dans une commune en périphérie directe est une situation privilégiée afin de créer et d'entretenir un réseau politique et social. Ainsi, les nuances sont grandes dans le vécu du système coutumier et de ses liens avec le système partisan dans les communes en périphérie urbaine ou dans les zones rurales, éloignés des centres de décisions. Les revendications indigénistes qui entourent le vote local à San Sebastián Tutla, révèlent bien une véritable ambivalence dans le vécu même de cet « indigénisme ».

En mars 2017, un an après l'élection du dernier président, je sens une tension au sein du palais municipal que je n'avais encore jamais perçue durant mes précédents séjours. La présidence est totalement inaccessible à ma rencontre, alors que j'avais pour habitude de travailler dans les locaux de l'*ayuntamiento* fréquemment. Après de nombreuses demandes de rendez-vous, j'arrive finalement à rencontrer le secrétaire municipal qui n'est plus Gicela, mais un homme d'une quarantaine d'années, souriant mais sincèrement méfiant. Après avoir exposé comme je l'avais fait plusieurs années auparavant mon identité et justifié ma présence parmi eux, il me promet que je pourrai rencontrer le nouveau président. Je tente malgré tout un entretien avec lui directement afin d'en apprendre davantage sur cette nouvelle équipe présidentielle. Ses réponses sont toujours très vagues et il évite clairement les sujets sensibles, tels que les conflits politiques qui ébranlent la municipalité, les factions rivales ou leur opposition aux habitants d'El Rosario. Une seule de ses réponses trahira cette ambivalence dans l'utilisation de référents identitaires à des fins politiques. Je lui demande de façon informelle au cours de notre discussion, comment définit-il le principe communautaire ou coutumier et s'il se sent lui-même appartenir à une communauté indigène telle qu'elle est définie sur le parvis du palais municipal.

Il me répond finalement sans précaution, « *je ne me sens pas indien ou indigène, j'appartiens simplement à une communauté qu'il faut défendre pour ne pas perdre le pouvoir et le laisser aux mains de certains individus malveillants, s'il faut se définir comme tel alors faisons le mais je ne suis pas convaincu par le système coutumier, le président, lui, est convaincu de l'importance de son maintien* »³⁰.

La tonalité a donc totalement changé entre mes premières rencontres sur le terrain et ce discours proposé par le nouveau secrétaire municipal et entendu chez la majorité des membres du palais municipal hormis le président. Il n'aura d'ailleurs de cesse de prôner un ton sec et décidé avec un regard de défi, me mettant dès le début de notre entrevue très mal à l'aise. J'avais la nette sensation qu'il me parlait comme si j'étais apte à lire entre les lignes de ses propos convenus et qu'il en était très agacé. Il a été évident de saisir à travers l'ambivalence de son discours, la complexité des réalités sociales et politiques vécues par la commune toute entière ces dernières années. Les conflits sont pour la plupart maîtrisés entre les élections mais les tensions sont acerbes et toute tentative pour les dissimuler est de moins en moins efficaces. La crainte de perdre le pouvoir pour les autorités communautaires et le désir au contraire de renverser cette domination par plusieurs factions opposées rendent l'harmonie locale discutable. Cet exemple est une parfaite lecture de l'analyse évoquée de David Recondo sur l'ambivalence d'une apparente dualité entre deux systèmes de représentation et deux formes électorales. En effet, je saisis à travers les observations que les frontières sont effectivement poreuses et qu'il est bien difficiles de définir les marges d'un système sur un autre, les individus étant eux-mêmes impliqués dans diverses relations et réseaux mettant en scène de complexes réalités politiques. En suivant les acteurs politiques dans leurs pérégrinations, on saisit leur capacité d'adaptabilité et les mutations de discours plus ou moins conciliant avec l'idée d'une appartenance à la communauté indigène.

³⁰ Entretien avec le secrétaire municipal dans les locaux du palais le 11 mars 2017.

C - Le vote municipal, espaces de négociation

« *Retour au local* »

Comme évoqué plus en amont dans cette thèse, la volonté de saisir le politique « en acte » au niveau local n'est pas une démarche omettant les dynamiques globales, bien au contraire. L'enjeu, précisément, de vouloir observer l'ancrage d'un mouvement général de « retour au local » et d'une valorisation de la participation citoyenne en dehors des enjeux partisans habituels, répond à une volonté de saisir la circulation de mutations globales depuis le local. Les politiques de décentralisation qui ont été appliquées depuis les années quatre-vingt sont donc à saisir à la lumière de cette dynamique mettant en scène le cadre local ou l'échelle micro. A la lecture des travaux, notamment du réseau APAD³¹, on comprend la généralisation de ce mouvement qui se développe parallèlement sur le continent africain : « Le cas du Niger – esquissé par Olivier de Sardan – qui présente le paradoxe d'une chefferie administrative créée dans la période coloniale, mais se revêtant d'une légitimité dite traditionnelle est exemplaire à cet égard. Du reste, les politiques de décentralisation sont parfois accompagnées par des discours qui semblent revaloriser les institutions politiques autochtones. Ainsi au Bénin l'annonce de la décentralisation s'est faite dans une période de revalorisation de la chefferie traditionnelle (Sodeik) » (Blundo : 1998, 3). Nous sommes donc bien depuis plusieurs décennies dans un mouvement de valorisation de la politique « au village ». Le thème de la gouvernance locale est alors devenu central dans les discours de légitimation des acteurs politiques tout comme dans ceux de la société civile, revalorisant de fait le pouvoir municipal. L'enjeu est donc de saisir ce que cette dynamique offre comme nouvel espace public aux citoyens et s'il existe réellement des réseaux et des circulations entre les différentes arènes de confrontation et de négociation. Les élections municipales, au cœur de cette recherche, sont donc avant tout un prétexte, un angle d'approche, un biais, pour appréhender ces complexes enjeux contemporains, donnant à la sphère locale et publique une dimension nouvelle. Afin de privilégier les regards sur des

³¹ Association pour l'anthropologie du changement social et du développement. Créée en 1991, l'APAD promeut les échanges scientifiques et le dialogue avec les praticiens, autour des problématiques du changement social et du développement, en Afrique principalement

trajectoires individuelles et collectives au sein de ces enjeux globaux, la notion de réseau sera centrale. Une fois de plus, ce qui paraît majeur est de ne pas supposer une homogénéité des rapports sociaux au sein même des administrations ou dans les communautés mais d'envisager au contraire les relations fondées sur des réseaux outrepassant les frontières administratives.

Ces frontières administratives qui sont érigées par l'État mettent également en place une institutionnalisation de la participation pour être compatible avec la stabilité du système. En revanche, il ne faut évidemment pas réduire l'enjeu participatif à un « aménagement institutionnel » face à un État central et homogène. La périphérie et la localité deviennent des acteurs stratégiques, notamment dans leurs rapports à la « tradition » impactant les décisions et comportements territoriaux de l'État. Dans le cas de l'État de Oaxaca, on observe précisément cette dynamique avec le gouverneur Carrasco qui loin de rejeter toute forme de référence au local et à la tradition, les réutilise comme ressource de légitimation.

Mobiliser ses réseaux

Bien que cette partie entende analyser les relations et les maillages entre les individus rencontrés, l'observation reste ici relativement informelle et ne prétend pas s'inscrire une méthodologie spécifique. J'ai souhaité avant tout comprendre les dynamiques des acteurs rencontrés et leur capacité à se mouvoir entre différentes échelles, de la sphère locale à l'État de Oaxaca par exemple. Cette appréhension a surtout permis une meilleure lecture des stratégies et des enjeux de chacun ou du collectif.

Dans sa formation, l'État a pour obligation d'entretenir des liens avec le personnel local, ainsi au gré des structures sociales et des enjeux, un complexe jeu d'échanges et de relations émerge (Djouldem : 1991). Un des fondements de la complexité des échanges entre les individus tient également à leur multi-appartenance, leur insertion non pas seulement à l'appareil d'État mais à une pluralité d'interrelations définissant l'espace effectif de la compétition politique locale. Alors que je cherchais à comprendre le parcours complexe de la secrétaire municipale, je saisis surtout que je me confronte à une sorte de tabou local qui sera avant tout révélateur de l'ambivalence de leur discours concernant leur ancrage et préférences politiques. Gicela n'aura de cesse au cours de mes années de terrain d'évoquer son aversion pour le système

politique partisan et la corruption des principaux partis politiques et des gouvernements en place. Le système normatif interne et leurs « us et coutumes » ne font pas l'ombre d'un doute pour cette femme active, extrêmement prolifique dans la valorisation des traditions zapotèques de la coutume. En effet, elle est la principale actrice de la création de la maison de la culture, elle en est la représentante officielle et œuvre de manière très régulière à la réalisation d'activités diverses et multiples de celle-ci. De plus, elle est la secrétaire principale et son poste au sein de l'*ayuntamiento* est prestigieux, extrêmement chronophage et énergivore. Cependant, après plusieurs mois d'entretiens et de rencontres informelles, elle finit par me signifier qu'elle travaillait jusqu'à son élection locale pour le gouvernement priiste de Oaxaca, elle faisait ainsi partie des trésorières du gouvernement d'État. Gicela est très proche du gouverneur ce qui selon elle, permettrait de « favoriser San Sebastián Tutla ». La secrétaire municipale me précise alors que ce gouverneur est différent des autres acteurs politiques, qu'il soutient le système coutumier, leur permettant ainsi de maintenir leur fonctionnement et leur réseau. Cette même ambiguïté discursive a été relevée chez le second secrétaire municipal rencontré en 2017, se prétendant apolitique, au-dessus des partis, valorisant même l'ancrage de la société civile davantage que le système normatif interne en tant que tel et qui pourtant finira par me préciser qu'il travaille également au pôle financier du gouvernement de la capitale d'État.

Le premier écueil de l'analyse micro située serait de ne pas approfondir l'apparente simplicité des relations qui se donnent à voir, le local existe à travers une pluralité de champs et d'acteurs et une grande complexité interpersonnelle envisagée ici en termes de réseaux. Le local se définit ainsi « en fonction des mouvements internes qui animent la société locale. Mais il demeure aussi la forme moderne de reterritorialisation de l'État, de multiplication des lieux de décision pour décharger et soulager le centre étatique, et réduire la distance entre les acteurs de la décision » (Allies *in* Auriac et Brunet : 1986, 280). Tout l'enjeu en termes d'analyse revenant d'une observation centrée sur le local est de le saisir comme processus lié aux pratiques mais plus encore aux mutations territoriales et politiques. A nouveau, la notion de réseau malgré la pluralité de ses définitions rencontrée, a semblé la plus opératoire à l'appréhension des interrelations appréhendées sur le terrain. Cependant, il s'avère effectivement très complexe de résumer précisément grâce à la littérature ce que revêt précisément ce terme. Degenne dans son analyse des réseaux détermine de façon pertinente dans notre cas, cette notion complexe, en montrant qu'elle est un instrument conceptuel permettant de lier l'analyse localisée à celle glo-

bale du changement (Degenne : 1986). Le réseau est dans ce sens difficile à rapprocher de définitions telles que celles de système ou de structure tant il développe une importance pour les éléments périphériques n'impliquant pas de clôture ou de hiérarchisation.

« Le réseau apparaît finalement comme un idéal type permettant de penser les relations transversales ou proliférantes transcendant les limites des groupements particuliers. Ces relations ne sont jamais tout à fait dénombrables puisqu'elles sont par définition fluctuantes et toujours susceptibles de s'étendre. Le réseau peut également désigner une forme d'inscription particulière sur un territoire. Il privilégie la ligne et les points sur les surfaces, les positions stratégiques sur les étendues. S'il s'inscrit sur un territoire, il doit s'affranchir des obstacles que l'espace impose et mettre en contact ce que celui-ci sépare. Considéré comme un équipement du pouvoir, le réseau permet de quadriller sans limites, de conquérir le lointain. De la même façon, les réseaux de personnes peuvent constituer l'armature de créativité sociétale de solidarité et de résistance s'étendant au-delà de toute frontière » (Djouldem : 1991, 29).

Observer les circulations

Cette acception du réseau a semblé tout à fait opératoire pour décrire les enjeux relationnels rencontrés sur le terrain. Au fur et à mesure de mes rencontres, je voyageais finalement au sein de territoires avec des frontières administratives poreuses. S'il était évident de saisir la nécessité de jouer avec les réseaux au sein du village et de mobiliser tous les maillons d'un milieu d'interconnaissance pour obtenir des positions de pouvoir je n'avais pas relevé dans un premier temps toutes les strates de ces enjeux. En approfondissant mes relations avec les membres du gouvernement local et en me déplaçant avec eux au gré de leurs rencontres officielles, j'ai appréhendé toute l'importance pour le président municipal, de serrer la main du bras droit du gouverneur en lui rappelant la nécessité de son appui pour un dossier en cours, en n'omettant pas de lui demander si sa petite fille avait apprécié le petit cadeau de Noël envoyé par sa femme. Mais certains réseaux moins formels sont révélés également aux détours d'heures de travail dans le bureau de la secrétaire municipale en la voyant échanger sur les réseaux sociaux avec d'autres communautés de l'État pour se réunir et créer de toute pièce une nouvelle

fête « traditionnelle » pour appuyer la force de leur représentation dans l'État. La secrétaire connaissait également personnellement le gouverneur et avant chaque élection un déjeuner était organisé avec les membres de la famille de Gicela, tous engagés dans un secteur de la politique étatique, pour partager sur les bienfaits des « us et coutumes » et autres « commérages ».

Finalement, plus les mois passaient et mes connaissances des habitants de la commune s'approfondissaient, plus je prenais conscience de tous ces liens entremêlés impliquant les uns et les autres dans des réseaux d'échanges parfois même des situations s'apparentant au don/contre-don (Mauss : 1968). Ces échanges apparemment « libres et obligatoires » sans obligation contractuelle, proposent malgré tout une forme d'incitation sociale à rendre le don à d'autres, favorisant les échanges réciproques (Alter : 2010). Les relations ainsi observées mettent en rapport des pouvoirs et des désirs de reconnaissance et favorisent des enjeux stratégiques. Les sphères caractérisées par ces étroites relations impliquent donc nécessairement le cercle intime de l'individu mais également toute activité sociale. Comme développé dans l'analyse de Marcel Mauss, le don/contre-don se différencie d'autres formes d'échanges par la liberté et la non-garantie de retour, permettant à celui qui reçoit de s'engager ou de s'abstenir d'entrer dans la relation. Ces observations ont permis de saisir toute la complexité des liens des acteurs rencontrés et d'appréhender le local ou le global non pas comme deux entités distinctes qui pourraient être analysées de façon absolument séparée mais au contraire de les envisager dans leur continuité et dans la circulation qui les meut.

Avant tout, j'ai surtout cessé d'envisager les individus dans leur ancrage purement local mais j'ai tenté de capter ce qui les impliquait dans des relations beaucoup plus amples et complexes. Cette capacité à comprendre ce que les relations du local vers le global ou du global vers le local révèle comme ambivalences et enjeux stratégiques a donc été la matière de cette thèse. Le concept de réseau offre cette possibilité de cerner au mieux les relations de pouvoir et les relations sociales, rendant possible une description plus fine des liens en jeu dans les mécanismes du pouvoir (Djouldem : 1991). L'approche devient indispensable dès lors que l'on souhaite appréhender l'usage que font les individus de leurs rôles et statuts au sein du champ institutionnel mais également en dehors. Ce double ancrage présenté, d'un côté l'institutionnel, de l'autre l'extra-institutionnel, n'a cependant pas été appréhendé de manière aussi dichotomique à travers ce travail de recherche. Le local a bien été défini en partie par les créations historiques que sont l'État et le territoire administratif. En se matérialisant à travers de multiples réseaux

administratifs, techniques ou identitaires, le pouvoir étatique s'est orienté vers une standardisation ou une homogénéisation du territoire national. En revanche, cette tendance bien qu'effective ne peut faire fi des adaptations locales, des résistances et de créations des réseaux sociétaux n'étant qu'un processus jamais achevé. « Le local n'est donc pas une matérialisation unilatérale des réseaux étatiques, ni une architecture des réseaux sociétaux extra-institutionnels. C'est plutôt un terminal articulé de réseaux, à la fois étatiques et sociétaux (...) Si l'État est pourvoyeur de ressources, le corps électoral est pourvoyeur de légitimité et de loyauté » (*Ibid* : 32). Comme observé sur le terrain, ces différents réseaux permettent aux acteurs locaux et notamment aux acteurs politiques d'activer au gré des circonstances des potentialités et des stratégies afin de s'assurer une légitimité et leur pouvoir. Ce jeu de réseaux détermine en grande partie le degré d'accessibilité aux positions majeures et de mise en pratiques des politiques publiques.

Accéder au pouvoir

Ce qui est frappant sur le terrain est le décalage permanent entre les circulations des acteurs dans un espace de représentation politique aux limites territoriales floues et ne répondant pas aux critères administratifs et l'espace au contraire de l'application et de l'action des politiques publiques. Nous reviendrons de manière plus approfondie au cours de cette thèse sur cette distinction finalement souvent proposée en termes de centres et périphéries. Mais ce qu'il faut ici retenir est l'importance que ce décalage va avoir dans le développement des discours des acteurs politiques et que Djouldem nous propose d'envisager comme un processus analysable grâce aux concepts d'accessibilité au pouvoir et de praticabilité des politiques publiques. Pour rejoindre ce que Marc Abélès a également étudié à travers son analyse du politique au cœur des institutions françaises, l'accessibilité au pouvoir et la position d'élu n'est pas chose aisée pour tous les membres de la commune. Tous ces processus de candidatures ne sont finalement activables que par la capacité de mobilisation des réseaux (Abélès : 1985).

La question va dès lors être d'étudier la façon dont les individus vont utiliser ou mobiliser des ressources afin d'augmenter leur pouvoir ou satisfaire un positionnement. Mais plus encore que de rassembler un ensemble de personnes autour d'eux, l'importance devient d'être en capacité de susciter un engagement et de créer un réseau de loyauté de la part d'un secteur

social à son égard. Il semble évidemment primordial de saisir pourquoi dans ces cas de mobilisation de réseaux, les individus vont légitimer, favoriser et soutenir cet acteur au profit d'un autre et inversement. L'intérêt pour les candidats aux élections devient dès lors d'activer ses réseaux et de mettre en relation les différents groupes. Le résultat électoral est donc étroitement lié à cette mobilisation de la part du candidat et à la densité de son réseau et de ses liens. Les réseaux extra-institutionnels étant d'ailleurs dans de nombreux cas de figure plus importants que la campagne électorale officielle. Cette posture est fondamentale tant elle tend à minimiser le poids de la campagne à proprement parler et de fait nuance également l'absolu hétérogénéité des deux systèmes électoraux décrits à travers cette thèse. En effet, grâce à l'analyse en termes de réseaux et à l'observation des trajectoires individuelles et collectives des acteurs politiques locaux, on prend toute la mesure de la porosité des relations entre les communes fonctionnant grâce aux pratiques coutumières et les autres. Si le développement de la campagne et les procédures d'investiture sont fortement différenciés, l'activation et la mobilisation des réseaux restent assez similaires et les liens sont ténus, nombreux faisant parti des réseaux de groupes opposés ou de communes fonctionnant sous un autre principe. Encore une fois, l'aspect fondamental de cette approche est de saisir l'ambivalence des dynamiques locales, sans chercher à définir un modèle mais au contraire de les appréhender dans leurs mutations et capacités de réinvention et de création.

Les élections dans leur forme plus institutionnelle ont donc davantage été saisies comme un exercice rituel plus que politique. Ce moment précis est alors la mise en scène d'acteurs ayant pu dans un premier temps activer les relations les plus favorables pour être éligibles, puis vont faire preuve de multiples stratégies et de luttes pour entrer en compétition, aussi « cachée » soit-elle dans le cas du système d'us et coutumes, afin d'accéder au pouvoir et augmenter leur prestige. Ce qui est tout à fait intéressant également est de saisir les nuances dans les formes d'activation de réseaux en fonction des volontés et des milieux. Ainsi, le candidat à une forme de pouvoir va activer de façon différente son réseau institutionnel afin de légitimer sa posture de représentant et garant de l'institution et celui extra-institutionnel afin de valoriser sa capacité à représenter son univers familial, amical ou ethnique. Une fois de plus, c'est en suivant les acteurs dans leurs déplacements, grâce à l'observation de leurs discours et attitudes qu'on perçoit cette capacité des acteurs politiques locaux à mobiliser différents registres discursifs en fonction de leurs interlocuteurs et de leurs attentes. C'est ainsi que j'ai pu observer de véritables ambivalences dans le discours du président municipal lors d'une rencontre avec les membres

du tribunal électoral où il se présentait comme « le président de tous », développant un argumentaire favorable à l'ouverture pour les populations du quartier d'El Rosario d'infrastructures modernes et qu'il entendait parfaitement leurs attentes. En revanche, lorsqu'il s'agissait de discuter avec les membres de la communauté, les propos se voulaient intransigeants envers les habitants d'El Rosario, et il défendait avec vigueur les intérêts des membres de la communauté de la *cabecera*, jurant qu'il défendrait leurs intérêts en tant que représentant de « la communauté zapotèque ». Grâce aux nombreux mois passés près d'eux, les acteurs politiques finissaient inmanquablement par oublier ma présence et pouvaient ainsi prôner des discours absolument opposés, qui ne cessaient de me laisser perplexe quant à cette infinie capacité d'élasticité avec leurs propres valeurs. Si dans l'apparence et dans leurs discours, ils prétendent n'avoir nullement besoin de réseaux ou de relations pour activer toute légitimité, leurs pérégrinations prouvent aisément le contraire et montrent même toute la puissance de ces réseaux et de ces milieux d'interconnaissance.

Les réseaux contribuent de manière pratique à l'intégration, à la régulation sociale et politique et à amortir les conflits, agréger les groupes et légitimer le pouvoir. Cependant, le réseau n'a de portée analytique que s'il prend en considération la pratique sociale comme production contradictoire, conflictuelle, hétérogène et relationnelle. Cette définition est nécessaire car le pouvoir est un rapport social, une confrontation d'intérêts et la compétition pour des positions stratégiques dans le champ politique. Aussi, le terrain du pouvoir ne peut être réductible aux appareils, c'est à dire aux institutions par référence aux principes, normes et règles qui les définissent. L'esprit du pouvoir est ancré dans les pratiques sociales envisagées en termes de réseaux et sous des manifestations de conformité, de manipulation ou de contestation stratégiques (Djouldem, 1991 : 35).

Comme souligné précédemment, la volonté ici manifestée est de rompre avec un schéma démesurément dichotomique entre deux manières d'appréhender le fait politique. Nous avons ainsi pu saisir que cette analyse en termes de réseaux et d'observations des relations sociales locales expose de fait toute l'ambivalence qu'il demeure entre des définitions homogènes du principe « d'us et coutumes ». Il est donc évident de ne pas non plus supposer une opposition entre un principe moderne et la défense du traditionalisme. Les stratégies des acteurs, leur capacité de mobilisation et d'innovation prouvent toute la vigueur et la modernité du principe coutumier malgré sa défense des traditions. Ce qui m'intéresse à travers cet exposé réside dans la nuance à apporter aux discours qui semblent soit réduire les pratiques locales à des pratiques coutumières et traditionalistes, dénuées d'enjeux stratégiques et individuelles ou au contraire

à les cantonner à ces enjeux manipulatoires sans leur prêter aucune réalité culturelle. Comprendre ainsi, l'importance des réseaux et des relations permanentes entre le local et le global et valoriser la posture du vote municipal dans les enjeux étatiques permet à mon sens d'ancrer le regard dans les véritables dynamiques politiques que traverse le pays.

Des réformes locales aux mutations globales

Les dynamiques que traverse le pays, nous contraignent nécessairement à questionner les réformes notamment en termes de mutations locales. Lorsque l'on s'intéresse à la représentation politique au niveau municipal, on est de fait confronté à la réforme de 1977 et à l'article 115 de la Constitution permettant aux partis d'opposition une représentation au sein des conseils municipaux dans les communes de plus de 300 000 habitants. Ce premier pas sera approfondi en 1983, avec une réforme intégrale de l'article, une « réforme municipale », étendant la représentation proportionnelle à toutes les communes du pays. Cette mutation légale dépasse le cadre électoral qui nous intéresse pour modifier la structure même du fonctionnement municipal. Les communes acquièrent surtout la possibilité de compétences en matière de réglementation et d'administration des services publics et de gestion du territoire. Alors que tous les secteurs de dépenses étaient gérés par le Congrès des États fédérés, cette réforme permet aux municipalités d'établir librement leurs programmes de dépenses. Il faut saisir cette modification du cadre légal au niveau municipal comme une véritable réforme de fond dans un pays où les communes étaient jusque-là assujetties à l'administration centrale en matière budgétaire et administrative. David Recondo nuance pourtant la vision d'une réforme faisant écho à un projet de décentralisation, démontrant dans son analyse de la démocratie mexicaine, la relativité de la marge d'autonomie gagnée par les municipalités. La réforme bénéficierait en effet, davantage aux communes urbaines, les services publics correspondant à ceux prévus par la loi. Les municipalités sont en effet pour une immense partie dépendante des aides financières apportées par l'administration centrale, distribuant aux États fédérés le prélèvement des principaux impôts, qui à leur tour vont redistribuer seulement une infime partie de cette manne. Il est également essentiel de saisir lorsque l'on évoque les nouvelles formes de souverainetés locales, la capacité entre les mains des législatures locales, de destituer les conseils municipaux ou certains de leurs membres en cas de faute administrative. S'il est évident de souligner la force de mutations locales et le nouveau poids donné aux municipalités depuis les années 1980, dans un pays

jusqu'à très centralisé, il est en revanche illusoire d'imaginer une absolue souveraineté locale dénuée du pouvoir hégémonique de l'État. Comme le soulignent les observations effectuées sur le terrain, ainsi que les analyses effectuées par le politiste, l'accès au pouvoir municipal, à la suite de ces réformes va malgré tout devenir un véritable enjeu stratégique :

Les organisations d'opposition vont y voir une possibilité d'accéder à des positions institutionnelles et de consolider leur pouvoir régional. Malgré le caractère extrêmement centralisé du système politique mexicain, les gouvernements locaux sont des instruments indispensables dans la reproduction du mode de domination priiste. Accéder à ces positions de pouvoir permet de créer des contre-pouvoirs locaux et d'attaquer ainsi l'hégémonie du PRI par son maillon le plus faible : la périphérie (Recondo, 2009 : 115).

Malgré cette vision réduisant l'idée d'une réelle capacité de souveraineté locale, ces réformes débutées en 1977, ont malgré tout permis d'accentuer le pouvoir des municipalités et de donner aux habitants des communes la volonté d'ancrer leur vision du politique. De plus, depuis 1995, l'autonomie municipale compte sur un moyen de défense institutionnel pour sa protection, avec l'établissement dans la Constitution de réformes permettant le regard de la Cour suprême de justice de la Nation lors de controverses constitutionnelles entre la fédération et une municipalité, ou entre le district fédéral et une municipalité, entre deux municipalités de différents États, entre un État et une de ses municipalités ou avec une municipalité d'un autre État.

A travers cette partie, nous avons ainsi pu cerner la circulation des relations et des pouvoirs au sein des localités mais aussi entre les localités et l'État. L'analyse en termes de réseaux a permis de comprendre les enjeux d'une multi-positionnalité des acteurs politiques locaux avec un regard porté sur leur capacité d'activation et de mobilisation de groupes afin d'assurer une légitimité politique. Il est également intéressant de souligner que la mise en place du système d'us et coutumes au niveau local signifie aussi la cohabitation entre un système « coutumier » pour les élections locales et un système « partisan » pour les niveaux de l'État et de la fédération : or pour ces élections, il faut aussi continuer à mobiliser des acteurs selon une méthode « classique ». Les réformes entamées depuis les années 1970 offrant également, une plus ample marge de manœuvre et une plus grande souveraineté aux populations et municipalités locales, donnent aux communes une nouvelle voix dans les mutations du pays. Il est donc désormais

intéressant à l'aune de cette nouvelle dynamique, de comprendre ce que vont permettre ces réformes et nouveaux ancrages dans les processus d'identification et de revendications des populations locales et notamment des populations définies comme « communautaires ».

Chapitre 2 : L'identification par opposition

La coutume, de façon parallèle aux racines verbales de ses traductions vers le tzotzil, est un processus, et non pas un statut ou un code. « Nos coutumes » sont, comme toute idée ou artefact culturel, socialement et historiquement situées, discursivement créées et recrées, malléables et extrêmement flexibles, caractéristiques qui défient leur incorporation au droit positif mexicain. Ce qui me préoccupe le plus est qu'une coutume conçue à l'origine comme un espace discursif pour forger une intelligibilité locale et une logique culturelle, au travers de la législation et en raison de la force inexorable du positivisme légal, peut souffrir d'un processus d'érosion et de congélation, cessant d'être une arme des peuples qui ont des « coutumes » et se transformant en une arme contre eux-mêmes (Haviland *in* Lourdes De Leon, 2001 : 171).

Le Mexique connaît depuis plusieurs décennies, comme souligné plus en amont, de vives mutations et se voit confronté à l'obligation d'envisager de nouvelles formes de réconciliations entre la Nation et ses « minorités » telles qu'elles sont définies. L'enjeu majeur est de réussir à considérer les spécificités des revendications identitaires ou culturelles, sans exclure certains groupes d'une véritable forme de citoyenneté. La difficulté la plus importante en appréhendant ces questionnements, est de ne pas tomber dans une vision manichéenne ou dualiste. On observe en effet, que nombreux sont ceux, envisageant le multiculturalisme à travers la reconnaissance constitutionnelle de l'autonomie des communautés, idéalisant ainsi une forme de « démocratie indienne ». En revanche, les nuances ne sont pas apportées quant à l'hétérogénéité des terrains et des applications dans des contextes différents malgré l'apparente homogénéité que revêtent les termes « us et coutumes » ou « communauté indigène ». Le danger semble effectivement se trouver dans cette négation de la pluralité des conditions et des revendications dans des contextes marqués par l'ambivalence et les stratégies multiples. A l'inverse et une fois encore, nier toute particularité ou nécessité de revendication à des groupes certes nuancés mais forts de causes similaires semble également néfaste à l'accès à la citoyenneté pour de nombreux individus. Figurer les réalités ou traditions « autochtones » à des agrégats de violences autoritaires et à de potentielles dérives anti-démocratiques (Bartra : 1999), ne permet pas non plus d'élever le débat sur la reconnaissance du multiculturalisme. Cette partie se veut ainsi un témoignage du terrain, avec ses ambivalences et ses particularités. En effet, des coutumes demeurent parfois inventées ou réinventées mais elles font malgré tout sens pour une grande partie des individus

rencontrés au cours de ces années de recherche. En revanche, je ne peux nier qu'il n'existe pas d'homogénéité absolue dans les revendications, les attentes et surtout dans l'expression de ce que revêtent les « us et coutumes » des communautés. Il apparaît qu'il n'y a pas d'homogénéité entre une communauté et un territoire et qu'au sein d'une même communauté, les combats ne se mènent pas d'une seule voix. Nombreux ont été les habitants rencontrés s'opposant à de fermes coutumes traditionnalistes et souhaitant de profondes mutations, nombreux aussi ont été ceux fermés sur leurs positions, revendiquant avec une fermeté déconcertante des traditions et un autoritarisme à toute épreuve. Comme le précise Danièle Dehouve sur les pratiques étudiées dans le Guerrero :

« au-delà de ces combats idéologiques, les « us et coutumes » des Indiens (...) ne sont, cependant, ni démocratiques « par nature » ni autoritaires « par essence ». Leur caractère est, au contraire, fondamentalement composite, changeant et polysémique. Il dépend des contextes politiques locaux et des façons dont les acteurs s'articulent et s'affrontent dans la dispute pour le contrôle des ressources matérielles et symboliques (...) D'où, également, la nécessité de ne pas confondre dans l'analyse le *politique* (le champ des pouvoirs qui font l'objet constant des disputes) avec le *culturel* (le domaine des significations et des représentations qui s'efforcent de conférer un sens aux projets humains et à la vie en société) » (Dehouve *in* Gros et Dumoulin, 2011 : 163).

Ce qui sera donc abordé à travers ce chapitre est l'aspect profondément discursif de la notion d' « us et coutumes », renvoyant bien souvent à des interprétations du passé, érigées en pratique traditionnelle. L'application faite de ces pratiques va souvent de pair avec un enchevêtrement au droit positif, comme analysé dans la prochaine partie, révélant des stratégies multiples dans la résolution des conflits « interculturels ». L'affirmation identitaire d'un « nous » crée une nouvelle catégorie de représentation à laquelle s'attacher et avec laquelle lutter, celle d' « originario »³². Ces limites posées entre le « nous » et le « eux » au cœur des conflits étudiés dépassent cependant bien souvent le cadre territorial érigé comme norme légale. En effet, derrière cette opposition identitaire, se cache pourtant une réalité complexe, puisque les individus qualifiés d'étrangers, les *outsiders* pour reprendre Norbert Elias, font partie de la commune, de la quotidienneté vécue des habitants. C'est alors que surgit la question du lieu de naissance, du

³² « Originario », signifiant être originaire.

terroir, comme exaltation identitaire et fondement indépassable de l'unité communautaire. La légitimité des habitants de San Sebastián Tutla passe dès lors nécessairement par la définition d'une autochtonie territorialisée permettant une appartenance communautaire, faisant de l'héritage, l'unique accès au droit du territoire.

Comme analysé dans l'ouvrage de Paula López Caballero, cette affirmation identitaire repose sur plusieurs critères : l'identification avec un passé lointain, faisant référence à l'idée de fondation de la culture et de l'Histoire de la communauté, le culte des saints de chaque village ainsi que la hiérarchie religieuse autour des fêtes et des cultes et enfin la participation à la vie politique villageoise et aux travaux communautaires (López Caballero : 2012). Ces impératifs dans la définition communautaire limitent la réelle participation à la vie villageoise ou l'accès à la citoyenneté pour les non « originarios ». Au-delà de tous ces critères permettant l'exclusion d'une partie de la population aux pratiques locales, l'affirmation de la catégorie « originario » comme base fondamentale est celui qui laisse le plus perplexe, tant il est diffus et ambivalent. Cette revendication allant de pair avec l'arrivée de nouveaux habitants sur les communes donne également un nouveau dynamisme aux anciens recensements. Ces démarches qui avaient été établies par l'État pour la restitution des terres, vont permettre aux habitants d'affirmer une marque d'originalité, d'authenticité et d'appartenance légitime au territoire transmis comme un héritage (*Ibid* : 185). Cette construction historique en partie permise par les instruments légaux fournis par l'État, fait de la catégorie « originario » une spécificité autochtone à laquelle ne peuvent accéder les nouveaux venus, qualifiés d'« avecindados ». L'identification à ces nouvelles catégories semble ainsi se construire en partie sur des oppositions et des ambivalences.

A - « Us et coutumes »



Figure 11 : logo de la municipalité de San Sebastián Tutla

(Source : site internet de la municipalité)

Un principe dynamique

Les réformes approuvées légiférant sur les « us et coutumes » sont formalisées au sein d'un texte très ambiguë et peu clair, seulement six articles d'un paragraphe chacun formalisant ce régime électoral. En revanche, l'effet escompté dans un premier temps, a fonctionné, limitant les conflits municipaux post-électorales et garantissant une certaine stabilité politique dans l'État. De plus, ces mutations ont permis d'offrir une réponse concrète à une des demandes les plus fortes des mouvements indigènes, la reconnaissance du droit à leur autodétermination dans l'élection de leurs autorités. La législation électorale oaxaquénienne souligne que les aspects nécessaires afin d'être caractérisées communes coutumières sont:

1. Celles ayant développées des formes d'institutions politiques propres, différenciées et invétérées, incluant des règles internes et processus spécifiques pour la rénovation de leur municipalité en accord avec les constitutions fédérales et étatiques en référence aux droits des peuples indigènes.
2. Celles dont le régime de gouvernement reconnaît l'« ayuntamiento » (mairie) comme principal organe de consultation et de désignation des charges, intégré à l'assemblée communautaire de la population.

3. Celles qui par propre décision, passant par l'assemblée communautaire, optent pour le régime d'us et coutumes dans la rénovation de leurs organes de gouvernement. (Art. 110. du CIPPEO).

Ces règles érigées comme normes légales laissent, malgré tout, une large place aux spécificités locales. Au sein des municipalités fonctionnant sous ce régime, les règles et processus pour la participation citoyenne et pour l'accès au pouvoir local sont multiples. Le processus de vote est également très variable, allant du vote public en assemblée générale communautaire jusqu'au vote secret. Le régime d'us et coutumes est un système électoral et souple avec des définitions permettant de saisir toute l'ampleur des normes d'organisations politiques des municipalités. Ce système d'organisation est régi autour de principes collectifs de réciprocité et de service public pour l'accès aux charges de représentation, l'accomplissement d'obligations pour être sujet de droits, et pour les mécanismes collectifs de légitimation. Ces principes mettent en jeu un système de règles qui opèrent dans le développement des organes de gouvernement. Ces éléments sont partie prenantes du modèle idéal revendiqué sous le terme de système de charges mais qui en réalité acquiert des formes spécifiques au sein de chaque localité (Hernández-Díaz (coord.) : 2007).

Il m'a rapidement semblé essentiel de comprendre les applications du principe d'us et coutumes au sein de l'État, en saisissant non pas leur caractère immuable mais au contraire, le dynamisme et la pluralité de cette catégorie trop formelle. Étant basé sur un système de transmission orale, il me semblait intéressant de saisir les mutations et les adaptations à des contextes variés et dynamiques. J'ai ainsi pu constater en comparant l'application des réformes et les témoignages de la population de plusieurs municipalités, que l'appellation commune « us et coutumes », revêt des réalités bien différentes. Cette variation dans les modes d'application suscite aujourd'hui de vives critiques et tensions au sein de la population de San Sebastián Tutla. De nombreux témoignages convergent dans le sens d'une déception pour ce qu'ils nomment être une « parodie du système coutumier ». J'ai donc choisi d'interroger l'exercice du pouvoir des acteurs politiques de ce système et la façon dont il est vécu par la population.

Les premières observations ont révélé le maintien du pouvoir au sein d'une même famille, bien qu'il puisse parfois sauter deux ou trois générations. Dans la même dynamique que celle présentée par Marc Abélès, « la mémoire des affiliations anciennes demeure bien vivace. A partir d'un nombre limité de signes, elle reconstitue un ensemble de relations qui donnent

sens aux candidatures individuelles » (Abélès : 2005, 106). En effet, lors de mes différents entretiens avec les habitants de la municipalité, cette question de la filiation, d'une appartenance à une lignée de personnalités plus ou moins importantes, ayant fait ou pas leurs preuves, est fréquemment revenue. Les discours ont souvent été l'occasion d'évoquer l'excellence du président Raymundo en poste de 2008 à 2010. La première explication donnée à ce consensus général a systématiquement été sa filiation, étant issu de très bonne famille, ayant réalisé des actions positives pour la municipalité, famille catholique défendant avec vigueur de génération en génération le système d'us et coutumes, Raymundo ne pouvait pas décevoir. Pour le président suivant la tâche était plus complexe, certains lui reprochant de ne pas être totalement originaire de la commune, « ayant, paraît-il, des ancêtres venus d'ailleurs, une filiation assez douteuse »³³. Cette histoire de filiation est véritablement au cœur des discours justifiant le rapprochement à tel ou tel candidat. J'avoue cependant avoir été longtemps perplexe face à des arguments similaires à chaque groupe et invérifiables. Deux candidats avaient été sélectionnés pour être présentés aux élections de 2014, les habitants favorables au président alors élu prétendaient avec virulence que l'autre candidat n'était pas originaire de San Sebastián Tutla, ses parents n'étant pas nés sur le territoire. L'important demeure ainsi non la véracité mais le caractère vraisemblable par rapport aux normes des us et coutumes, d'autant que le milieu concerné est très réduit.

Lorsque je discute avec les habitants opposés au président et favorables à l'autre candidat, le discours est similaire mais inversé, leur candidat est bien originaire d'ici mais le président élu ne l'est pas « tout à fait ». Grâce au temps passé sur le terrain j'ai pu observer à travers ces oppositions, des antagonismes idéologiques bien plus anciens liés à leurs filiations et transmis au fil des générations. Les électeurs orientent d'une façon plus ou moins consciente leur choix en fonction de ces références et de ces réseaux relationnels créés de longue date mais dynamiques. On observe donc bien à San Sebastián Tutla, des personnalités « éligibles », ayant une chance de prétendre à un avenir politique, en fonction d'un réseau familial, d'une filiation, expliquant entre autre le maintien du pouvoir au sein d'une même famille. Mais ce système de réseaux est vivement critiqué par toute une partie de la population rencontrée, critiquant « une parodie du système communautaire », évoquée plus en amont. J'ai pu déceler la colère suscitée

³³ Ces expressions ont été régulièrement utilisées par les membres de la commune opposés à l'élection du président actuel, les représentants de quartier appartenant chacun à des groupes politiques plus ou moins opposés mais défendant chacun un éligible différent. Malgré cette opposition franche, les mots sont toujours pesés et chacun émettra une certaine réserve avec des expressions telles que « paraît-il », « j'ai entendu dire », « il me semble que ».

par ce modèle et la variation des applications du principe d'us et coutume à travers notamment les témoignages de deux jeunes femmes avec lesquelles j'ai pu entretenir de longues discussions.

J'ai rencontré Mikaela dans son restaurant, juste à côté de la place principale et du palais municipal, dans lequel elle préparait des plats rapides à manger dans une ambiance familiale et chaleureuse. J'avais décidé au début de mon enquête, d'effectuer une observation flottante en partageant le quotidien des habitants, en vivant leurs discussions au sein des restaurants, des bars ou sur la place. Mikaela a rapidement été interpellée par ma présence et j'ai pour ma part été immédiatement séduite par son énergie et sa spontanéité. J'ai alors tissé une relation amicale avec cette jeune mère de deux enfants, qui a trente ans vivait un quotidien épuisant mais avec une volonté de fer et un regard acerbe sur la politique locale et nationale. Chaque nouvelle journée dans son restaurant a donc été l'occasion d'en apprendre davantage sur son mécontentement pour ce qu'elle appelait « l'inertie politique ». J'ai pu rencontrer chez elle beaucoup de personnes, originaires ou non de la commune, qui semblaient dans ce lieu posséder une plus grande propension aux dialogues. Mikaela avait épousé un des membres de la « communauté » mais n'était elle-même pas originaire de la commune et se refusait malgré « l'autorisation »³⁴ pour les femmes dans son cas, à toute participation politique. C'est lors d'une marche dans la montagne avec une de ses amis, au calme et loin des oreilles de la commune que j'ai compris pour la première fois à quel point le principe observé était dynamique et varié.

Il est huit heures du matin et comme chaque jour Mikaela et son amie, parcourent six kilomètres dans la montagne, afin de se « maintenir en forme » et « oublier leur quotidien ». J'ai grâce au temps et à notre nouvelle amitié naissante obtenu le droit de me joindre à elles pour partager ce moment qu'elles considèrent pourtant comme leur « bulle », leur moment de tranquillité en dehors du temps. La discussion débute au moment où je m'y attendais le moins, en haut de la côte alors que nous sommes toutes les trois épuisées et avons du mal à reprendre notre souffle. Mikaela choisit précisément cet instant pour me dire qu'elle est écœurée par « la politique en général ». Elle prétend que les hommes qui ont le pouvoir, n'ont aucune vision au long terme, aucune forme d'anticipation et ne pensent qu'au maintien de leurs avantages, « la preuve en est, le Mexique achète à la Chine alors que l'inverse n'existe pas ». Elle compare les

³⁴ Je n'ai trouvé aucun document officiel attestant de cette autorisation mais il est admis dans les faits et dans les discours des habitants de la *cabecera*, que le mariage avec un membre originaire de la commune permette au moins la participation aux débats et échanges communautaires.

décisions prises au niveau national avec celles prises à San Sebastián Tutla. D'après elle, la commune a vocation à devenir un haut lieu touristique étant en périphérie d'une des villes les plus visitées du pays mais là encore aucun dirigeant n'aurait de réflexions pertinentes sur l'avenir. Elle critique avec ferveur le système partisan comme étant corrompu et clientéliste. Je m'étonne de cette prise de position alors que quelques jours auparavant elle m'avait précisé tout son mépris pour l'application du principe d'us et coutumes à San Sebastián Tutla. Sa réponse m'intéresse grandement, « les us et coutumes oui, mais l'application qui en est faite à San Sebastián Tutla, non ».

Mikaela m'explique alors que « dans la réalité »³⁵ la personne élue à la présidence municipale n'est pas présentée au poste et n'apprend que le soir de son élection après le vote de l'assemblée qui l'aura alors désignée, qu'elle devra occuper pendant trois ans le mandat de président municipal. Cet exemple serait d'après elle un parmi tant d'autres pour me démontrer que ce qui est présenté à San Sebastián Tutla comme étant un système coutumier, est en réalité « une parodie de démocratie, une parodie de principe d'us et coutumes ». Elle développe alors toute une série de différences entre cette commune et une autre, allant de la forme de l'élection du président, le nombre de charges obligatoires à avoir effectué pour prétendre au poste, les caractéristiques nécessaires pour prétendre à la citoyenneté au sein de la commune. Je comprends alors qu'elle compare San Sebastián Tutla au village dans lequel elle a grandi, loin de la ville de Oaxaca mais également régit par le principe coutumier. Ces différentes nuances présentées, approuvées par son amie, qui apportera de nouvelles distinctions en m'expliquant l'application dans son propre village, me permettront de cerner toute la difficulté à définir le système d'us et coutume.

Cette grande disparité dans l'application de la réforme de 1995 mais également dans ce que doit revêtir le principe (faisant ici écho à la diversité des pratiques sous la même référence), renvoie au flou de la ligne de partage entre communes coutumières et non coutumières. Selon les statistiques fournies par l'institut électoral dans son rapport officiel sur les élections de

³⁵ La réalité exprimée ici par Mikaela est une des variantes envisageables de l'application des us et coutumes locaux. En revanche, il est intéressant de souligner ce caractère fondamental et absolu que la jeune femme met derrière l'idée d'une seule vérité possible pour envisager le système coutumier de leurs pratiques. Ici la jeune femme fait valoir que ces pratiques ne sont pas de « vraies » pratiques coutumières, non seulement parce qu'elles sont différentes de chez elle mais également par le jeu de reproduction des enjeux hiérarchiques et du maintien du pouvoir aux mains des mêmes acteurs, qu'elle dit observer.

1995³⁶, les procédures de désignation des autorités locales ont été très variées et complexes malgré leur encadrement. De nombreuses municipalités ont choisi de désigner leurs autorités avant la date limite officielle, alors que onze communes ont choisi une date ultérieure et que huit autres ont décidé de finalement annuler l'élection. Dans d'autres communes principalement en périphérie de la capitale, comme c'est le cas de San Sebastián Tutla, les élections ont été l'occasion de graves conflits entre factions, organisant leur propre assemblée « communautaire ». L'institut et le PRI principalement, ont alors choisi d'organiser des « arrangements », sorte de consensus entérinés après la date officielle des élections locales. Trente communes seront pourtant laissées en suspens pour être finalement classées dès 1996 dans un des deux principes légaux, « coutumier » ou « partisan ». L'IEE présente donc en 1996, le nombre de 412 communes, relevant du principe coutumier, prouvant à travers la résolution de toutes ces disparités, que ce nombre est le résultat de négociations. Malgré cette déclaration, les années suivantes révéleront le caractère dynamique de cet accord et la complexité qu'il existe à figer ces catégories, puisque de nombreuses communes passeront à plusieurs reprises d'un principe à un autre au gré des divers conflits. Tout l'intérêt de l'approche anthropologique a donc été de révéler à travers l'observation des tensions, des conflits mais également des non-dits, des tabous, toute la difficulté pour la population à vivre ces mutations mais également l'émergence de nouvelles formes de stratégies politiques permise par ces réformes. La dynamique de mon travail a été de comprendre à travers l'analyse de l'application de cette réforme, le social vécu des acteurs, notamment comme nous le verrons principalement en troisième partie grâce à l'observation de l'obtention de nouveaux rôles, de nouveaux statuts, de nouvelles relations, de nouveaux rapports de pouvoir.

L'analyse proposée par David Recondo semble tout à fait pertinente et en cohérence avec les observations effectuées sur le terrain à San Sebastián Tutla: « Il nous semble, néanmoins, que contrairement à une vision essentialiste des identités culturelles, toutes les communes de l'Oaxaca sont marquées par une certaine hybridité (...) La communauté et ses marqueurs d'identité (le système de charges, le syncrétisme religieux, le travail collectif, l'échelle de prestige, etc.) constituent effectivement une frontière sociale et territoriale, mais il s'agit d'une sorte de filtre composite qui mêle les valeurs, les normes et les institutions les plus diverses assimilées et réappropriées tout au long de l'histoire » (Recondo, 2009 : 252). Cette con-

³⁶ *Memoria de los procesos electorales de diputados y concejales de 1995*, IEE, Oaxaca, octobre 1996, p. 207.

ception des différents régimes politiques composant l'État de Oaxaca est éminemment intéressante en ce qu'elle n'oppose pas de façon rigide, contrairement à ce que tente de faire la législation, les communes relevant du système coutumier et celle relevant du système partisan. Elle révèle toute l'importance qu'il existe à considérer ces différents statuts comme le résultat des différentes formes que prend le changement politique et culturel plus qu'à une véritable opposition entre deux conceptions du monde.

Ainsi, il ne faut pas saisir les différences dans l'application du principe coutumier ou même dans le choix du système comme étant essentiel mais davantage comme étant le reflet de diverses adaptations à des contextes et à des mutations vécues de façons différentes. Sur le terrain effectué, l'observation a permis de relever toute l'importance de la position de la commune dans les décisions stratégiques des différents acteurs locaux. Les discours obtenus par Mikaela et son amie nous permettent de saisir l'importance de la situation périphérique de San Sebastián Tutla dans l'application des réformes. Les différentes observations permettent de révéler le caractère dynamique, mouvant, poreux de ces réalités avec lesquelles les populations locales composent. Cependant la législation tente de figer des catégories bien définies, créant de fait des frontières et des tensions. « Dans tous les cas, la frontière entre régime coutumier et régime partisan est floue et varie au gré des rapports de force et des stratégies politiques des factions locales » (*Ibid.*).

Disparités locales

Après plusieurs mois passés auprès des habitants de San Sebastián Tutla et forte de ces interrogations sur les nuances dans l'application des us et coutumes, je décide de me rendre au sein d'autres communes pour questionner leurs vécus de ce principe communautaire. Je choisis de passer quelques temps dans une commune un peu plus éloignée de la périphérie urbaine, convaincue de l'importance de cette caractéristique dans le développement des mutations. Je m'oriente alors vers la commune de Santa Cruz Papalutla. L'arrivée dans ce village que je ne connais absolument pas est quelque peu déroutante. Elle est bien plus éloignée de la ville de Oaxaca que San Sebastián Tutla et les routes sont encore une fois bien accidentées. Très peu de transports se rendent jusque-là et l'attente fut interminable. Mais après plus d'une heure d'attente pour obtenir un véhicule et 45min de trajet j'atteins enfin la fameuse commune qui doit - d'après ce que m'avait précisé Mikaela - défendre fièrement les véritables « us et coutumes ».

La commune est presque déserte et les routes sont ensablées mais l'atmosphère chaude et l'architecture rendent l'ambiance générale très agréable. En me présentant comme toujours au palais municipal pour en apprendre davantage je rencontre deux hommes d'un certain âge que je semble profondément ennuyer. Ils m'expliquent que je ne peux rencontrer personne pour le moment et qu'ils ne savent pas quand je dois revenir. Face à mon insistance et à l'agacement d'avoir effectué ce trajet pour rien, ils m'indiquent finalement la maison du président municipal, qui n'est autre que la petite « tienda » locale.

Je me présente donc et rencontre le président qui accepte malgré la volonté d'aller faire une sieste, de bon cœur et spontanément un entretien. J'ai pour habitude de présenter dans un premier temps mes démarches, ma volonté, le but de ma recherche et à la suite de cet exposé je tente de laisser mes interlocuteurs réagir spontanément. La première chose dont il souhaite parler est le fonctionnement de sa municipalité. Il m'expose ainsi que la police municipale est le premier grade de la hiérarchie, sachant que dans cette commune les services ou charges durent en moyenne six à huit ans et que l'élévation dans l'échelle des charges dépend du comportement. Après un certain temps de service, les individus ayant une charge à accomplir se reposent un an puis reprennent leur charge.

Il évoque également l'existence de deux groupes différents et opposés dans cette commune. Un dont il parle comme étant un « groupe de jeunes citoyens voulant le pouvoir » et un autre groupe souhaitant imposer le système partisan. Après un silence durant lequel il ne semble plus savoir quoi dire, je lui demande s'il a souhaité être président. Il répond que dans cette commune et conformément aux véritables coutumes personne ne se présente réellement, le vote est parfaitement libre et chacun élit celui qui lui semble le plus à même de remplir cette tâche sans le prévenir ou qu'il en soit à l'origine. Il me prévient qu'il ne s'est absolument pas préparé à cette élection, il ne s'y attendait pas, n'en avait aucune intention et semble profondément las. Il reprendra, « je ne comprends pas pourquoi ils m'ont élu » avec un large soupir qui en dit long de la joie procurée par cette décision, mais il fait son travail, c'est une charge pas un plaisir.

Comme dans les autres communes au sein desquelles j'ai pu avoir des contacts, la charge de président est assurée pour une durée de trois ans. Je lui demande qui peut et doit réaliser ces charges. La réponse est pour le moins contradictoire et je n'en saurais pas plus pour le moment. Il me répond dans un premier temps seulement ceux qui sont nés ici puis il rajoute qu'il faut vivre ici depuis au moins cinq ans. Il évoque également avec résignation la présence de nombreux partis politiques depuis douze ou quinze ans, qui organiseraient des réunions secrètes afin

de modifier le système en système partisan. Mais il précise malgré tout que sur les deux-mille-trois-cents citoyens présents dans cette commune seulement cent-vingt souhaitent la modification du système. Ces données sont évidemment invérifiables.

J'évoque alors les nuances qu'il peut exister entre les « us et coutumes » pratiqués dans cette commune et dans celle de San Sebastián Tutla par exemple en tentant de comprendre comment tant de différences peuvent exister et comment les interprètent-ils. Il répond alors sans l'ombre d'une hésitation que la différence majeure est l'argent. Les autres communes plus près de la capitale ont davantage de soutiens et de moyens car plus intéressantes pour les partis politiques, alors qu'eux souffrent d'un manque de moyens. Il m'explique également que le PRD tente ici de s'imposer. Il souligne également le fait qu'au sein de sa communauté, les citoyens sont élus de manière totalement inattendue, d'abord le président est élu sans s'y attendre puis à son tour, il désigne les membres devant effectuer chacune des charges. Il évoque d'ailleurs la difficulté de cette tâche, puisqu'à chaque élection les habitants ne sont pas très motivés à l'idée de devoir effectuer des charges, le président doit donc prendre des décisions, sachant qu'il va faire des mécontents et peut-être se mettre à dos une partie de ses amis ou de ses citoyens. Les fêtes sont par exemple toutes organisées par les membres de la commune et tous les frais sont à leur charge et non pas à la charge de la municipalité. Il m'explique également qu'à l'inverse de San Sebastián, les habitants ici ne paient pas d'impôts. Face à son discours et à la difficulté présentée, je suis étonnée de leur volonté à maintenir ce système. Il me répondra simplement qu'un changement de système les effraye car ils ont peur de perdre la qualité de leurs services, peur de perdre leurs traditions, leur identité et d'être englobés dans un système « géant ». Une fois encore, on perçoit la panique qu'il existe à la simple évocation d'un système global.

Dans de nombreuses communautés ces applications varient et révèlent les dynamiques en cours. D'autres exemples sont pertinents à évoquer comme la commune de Santa María Tlahuitoltepec, au sein de laquelle les habitants votent grâce à l'intermédiaire d'un comité électoral qui place des urnes dans les ranchs locaux et aide les personnes analphabètes à remplir leurs bulletins. Les charges sont également de trois ans, sauf pour les membres du palais municipal, redevable durant seulement une année. Toutes ces modifications ont été l'œuvre de négociations internes, sans l'intervention de l'organe électoral étatique, sans conflit, de manière autonome. L'exemple de Santa Ana del Valle est également intéressant, cette communauté zapotèque, également située comme San Sebastián Tutla, dans la région des vallées centrales connaît un important taux de migration. Par « tradition », tous les habitants de la commune sans

exception devaient participer au système de charges, si bien que les habitants ayant migrés devaient malgré tout rentrer sur leurs terres le temps d'effectuer leurs charges. Quelques nuances sont à apporter puisque depuis quelques années, les membres de la communauté peuvent en payer d'autres dans certaines conditions afin d'effectuer leurs charges à leur place. Mais plus intéressant dans l'analyse des mutations, la communauté et le conseil municipal sous le poids des revendications des migrants dépassés par la rigidité de ces charges a travaillé une année durant à la modification de leurs règles internes.

Malgré un lent processus d'amélioration, la condition d'accès aux positions de pouvoir pour les femmes au sein des communautés dans le système coutumier tout comme dans le système partisan reste très problématique. Dans certains cas comme l'exemple de San Mateo Xindihui dans la région Mixtèque, la migration des hommes a permis aux femmes l'accès à de nouvelles responsabilités. Deux assemblées existent alors au sein de cette communauté, une exclusivement consacrée aux hommes, les femmes s'occupent alors du foyer et des enfants, et une consacrée exclusivement aux femmes durant laquelle les hommes s'occupent dès lors du foyer et des enfants. Au sein d'autres communes, seules les femmes célibataires peuvent exercer des charges, le mariage donnant alors l'obligation de représentation familiale, exemptant de la représentation politique.

Au sein des municipalités, la conflictualité et les principales mutations s'orientent donc autour de cinq problématiques structurelles internes et externes au système, très classiques y compris dans nos systèmes libéraux locaux (Hernández-Díaz, Juan Martínez, 2007) :

- L'exclusion de secteurs de la population ou acteurs émergents : Les femmes, les jeunes, les migrants, les pratiquants d'une autre religion, etc.
- L'absence de mécanismes de représentation pour les minorités.
- Les exigences et processus électoraux.
- L'autonomie communautaire, s'opposant à l'unité municipale, générant des problèmes entre les « *cabeceras* » et les « *agencias* » municipales.
- Le manque de mécanismes juridiques et institutionnels pour l'accès à la juridiction électorale.

Comme nous pouvons l'appréhender à travers ces multiples exemples et la justification

de certaines pratiques, les acteurs souhaitant la reproduction du système (acteurs locaux, gouverneur, etc.) cherchent sa légitimité au sein du passé, dans l'élaboration d'un discours sur une forme originelle et première, sans commune mesure avec la réalité. La volonté affichée est souvent de présenter un système immuable dans le temps et dans l'espace, un système hérité de père en fils comme un héritage inaltérable (López-Caballero, 2012). Cependant les analyses effectuées démontrent au contraire le caractère dynamique et mouvant de ces « utopies archaïques »³⁷ qui sont sans cesse réinterprétées et adaptées à des réalités diverses. La propre définition du code électoral régissant les municipalités coutumières (Art.110), démontre toute la complexité de ces réalités, validant le principe seulement pour les communes « qui depuis des temps immémoriaux ou au moins trois ans », élisent leurs autorités grâce aux mécanismes établis par le droit coutumier. Galinier expose le faux dilemme à penser le changement avec ou sans tradition, la dynamique de changement exprimée ne doit pas être interprétée comme un affrontement entre modernité et tradition. La tradition se revitalise, s'intègre au changement pour répondre aux facteurs externes, elle ne se dilue pas mais fonctionne comme grammaire de l'interprétation du changement³⁸. Plus que la défense des traditions, ce qui se passe à Oaxaca peut être interprété comme la formation d'identités, une certaine manière de concevoir le collectif et de produire des normes d'organisation politique et sociale et l'hybridation entre évolution sociale et revendications politiques.

B- Originarios et Vecindados

³⁷ Terme utilisé par l'écrivain Mario Vargas Llosa, proposant une critique aux discours sur les pratiques, qui considère ces récits figés comme des descriptions fictionnelles qui remplacent l'analyse critique comme instrument de la vie sociale. Sa critique est acerbe mais sa volonté n'est pas de nier les particularités des communautés mais de lutter contre toute idée d'immuabilité. Voir à ce sujet : Mario Vargas Llosa, 1996, *La utopía arcaica. José María Arguedas y la ficciones del indigenismo*, México, Fondo de Cultura Económica, pp. 20-22.

³⁸ Jacques Galinier, cité par Jorge Hernández-Díaz et Victor Leonel Juan Martínez, « El ejercicio discursivo en las asambleas comunitarias. (Metodología y análisis del discurso oral) », *Cuaderno de la Casa Chata*, núm. 146, México, CIESAS-SEP, 1987.

Le XX^{ème} siècle a été le théâtre de nombreux conflits fonciers avec les institutions gouvernementales et entre les villages eux-mêmes permettant un vaste mouvement indien défendant avant tout la notion de territoire (López-Caballero, 2012). Ce nouvel ordre politique établi va offrir une certaine légitimité aux autorités agraires locales et leur offrir une protection des frontières et le maintien du contrôle local des ressources.

Depuis les années 1980, les nouveaux logements créés sur le territoire communal sont le cristallisateur de conflits et de pratiques de différenciation et de « ségrégation ». Ce besoin pour les membres de la *cabecera* de San Sebastián Tutla de créer et de revendiquer un « nous », effaçant de l'ordre social les membres de la commune de manière globale peut être difficile à déceler dans un premier temps en tant qu'observateur. En effet, dans le cas de San Sebastián Tutla, tout semble avoir été pensé pour écarter la présence d'un tel quartier sur la commune. En arrivant sur la place centrale, en découvrant le panneau indiquant les particularités du territoire, je suis d'abord frappée par l'absence de désignation de la partie d'El Rosario. Le quartier est totalement effacé de la présentation de la commune pour quiconque voudrait visiter San Sebastián Tutla. Le discours des membres du palais municipal est tout aussi explicite. Ne présentant pas dans un premier temps mon intérêt pour le conflit électoral, la présence du quartier ne sera tout simplement pas évoquée. Cette éviction du quartier d'El Rosario est latente dans tous les discours des membres de la communauté. Tous les moyens semblent bons pour éviter d'évoquer la présence de ces habitants ne faisant pas partie du schéma mythique souhaité. Pourtant en consultant les archives et le fonctionnement de la municipalité, force est de constater que la présence du quartier est fondamentale, notamment sur le plan économique. Au-delà des facteurs communautaires, il est ainsi nécessaire de souligner un des aspects majeurs de la nouvelle conflictualité qui ébranle l'État de Oaxaca : les tensions pour la captation des richesses. Le point névralgique des oppositions locales vient d'une mauvaise redistribution des budgets fédéraux, gérés par les « *cabeceras* », laissant dans de nombreuses situations, les quartiers périphériques à leur sort. Pourtant, dans le cas de San Sebastián Tutla, comme dans plusieurs zones périphériques de la capitale d'État, les quartiers à loyers modérés implantés sur le territoire communautaire, sont la principale source de revenus des communes.



Figure 12 : carte municipale de San Sebastián Tutla ne prenant pas en compte le quartier d'El Rosario

(Source : photo personnelle)

Si les discours des membres du palais municipal de San Sebastián Tutla convergent vers une éviction du quartier périphérique d'El Rosario, l'absence de continuité territoriale entre les deux localités accentue leur opposition. Comme nous pouvons le constater grâce aux deux illustrations suivantes, les deux zones du bourg chef-lieu et du quartier à loyers modérés sont séparés physiquement par plusieurs kilomètres. Il faut d'ailleurs prendre un *camión* pour se rendre d'une localité à l'autre. Cette séparation territoriale accentue de fait la séparation sociale.

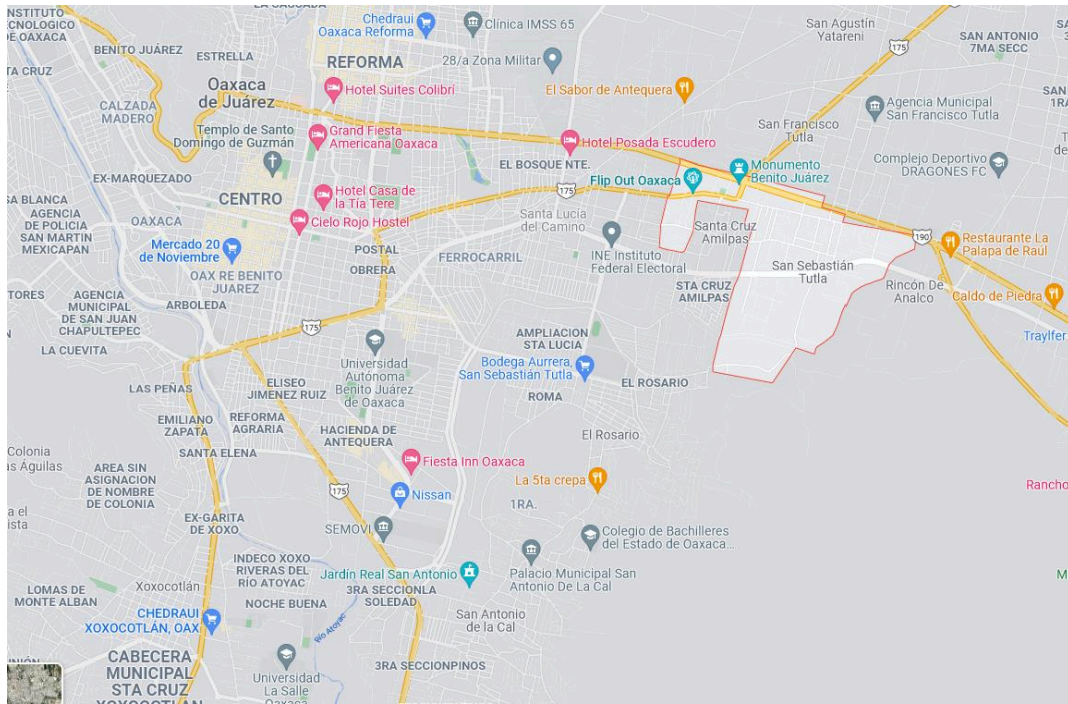


Figure 13 : carte représentant le bourg chef-lieu dans lequel se déroule la majorité des événements et des dynamiques politiques sociales et culturelles. C'est dans cette zone que l'on retrouve les membres les plus actifs de la communauté.

(Source : Google Map)

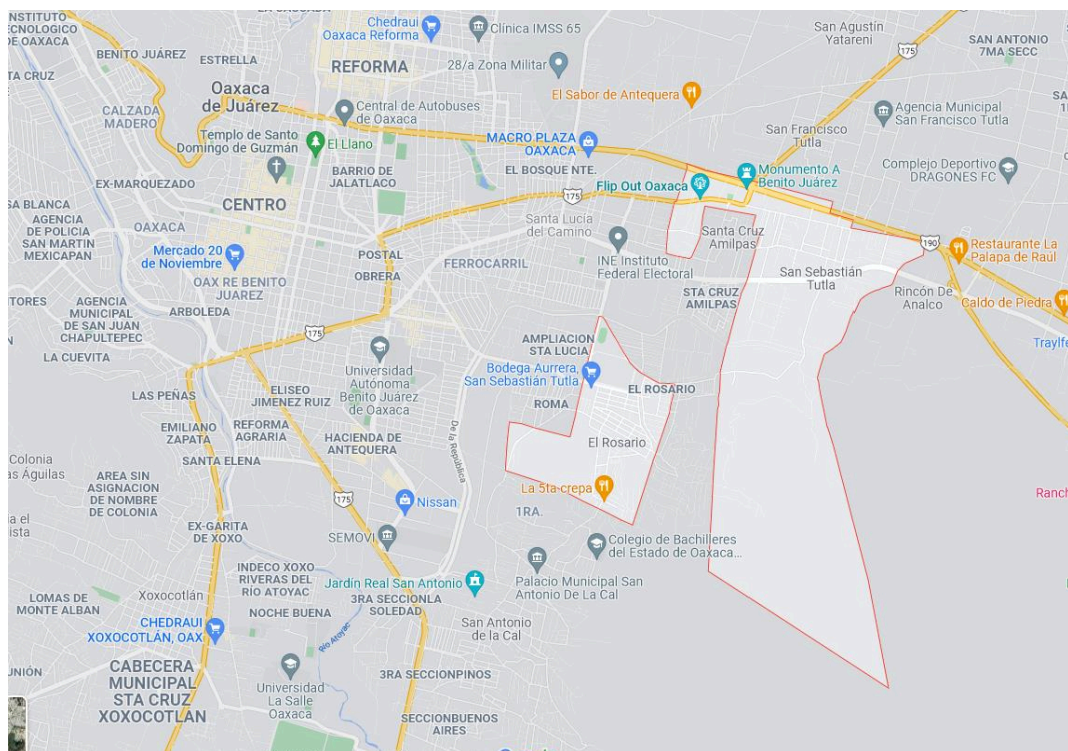


Figure 14 : on retrouve à travers cette illustration la totalité du territoire communal officiel, prenant en considération le quartier périphérique d'El Rosario.

(Source : Google Map)

Les racines du conflit

En 2017, j'ai pu après de nombreuses tractations auprès des membres du quartier d'El Rosario, obtenir un entretien avec le leader d'un mouvement de revendications et de luttes contre l'hégémonie de la *cabecera* de San Sebastián Tutla. Le message est clair, et ses premières velléités concernent la faible propension du centre à redistribuer à la périphérie, pourtant plus « importante » :

« Nous habitons le quartier depuis un peu plus de 25 ans, ils ont construit des structures institutionnelles, appartenant au gouvernement de Oaxaca (descriptif de toutes les structures créées), ces instituts ont alors construit des maisons, quatre-cents pour commencer, puis quatre-mille-deux-cents, les dernières années un autre constructeur a créé quatorze édifices puis des maisons duplex, on parle de plus de sept-mille lieux de vies, onze-mille-sept-cents habitants en 2010, aujourd'hui nous sommes près de quinze-mille, ceci signifie une augmentation de la demande de services et ici débute le problème. Parce que géographiquement nous appartenons à la municipalité de San Sebastián et vous qui connaissez si bien la « cabecera » municipale, ils ne sont que quatre-mille habitants, c'est un petit village et ici c'est un monstre. Petit à petit le gouvernement a augmenté le flux d'aides parce que nous étions très nombreux. Nous avons demandé des milliers de fois de l'aide, depuis 1985, il y avait de nouvelles maisons, de nouveaux édifices et personne ne s'est posé la question de l'avenir, tout s'est détérioré, les structures d'eau potable se sont endommagées, parce qu'ils ont mis du matériel de mauvaise qualité et c'est un mal endémique de tout le gouvernement mexicain (descriptif détaillé de toutes les infrastructures se délabrant). Il faut les changer, mais tout cela ne les préoccupe pas, nous avons 15 rues dans le noir. Le désintérêt s'accroît, nous sommes les habitants « en trop », nous sommes juste une bonne source financière, en impôts locaux, mais ce qui les intéresse ce sont les ressources fédérales. Ça urge, nous avons besoin d'aide, ils n'ont jamais fait cas de nous, ils sont venus construire une unité sportive (rire) d'accord c'est important mais nous avons des problèmes d'eau potable, d'insécurité... Il faut prioriser, non ? Nous avons besoin de faire partie du gouvernement. Mais nous sommes face à ce problème, c'est un gouvernement d'us et coutumes, pas des coutumes de siècles ancestraux, il faut être originaire et natif

de San Sebastián Tutla, avoir été mayordomo, être topil. Nous avons insisté pour qu'ils prennent conscience que nous parlons de deux localités radicalement différentes et chercher des solutions. Une de ces localités est soit, potentiellement indigène, et je dis « potentiellement » à dessein, parce que beaucoup de gens se collent à la figure de l'indigène, nous sommes fiers de nos racines mais de réelles communautés indigènes, ici, je n'en vois pas »³⁹.

Les propos d'Alejandro font spécifiquement référence aux ressources fédérales qui au cours des dernières années ont été décentralisées vers les municipalités par le biais des branches 28 et 33 du budget des dépenses de la fédération. Les désaccords entre les centralités communautaires et les quartiers périphériques datent déjà de plusieurs années mais se sont accentuées depuis près de vingt ans, notamment dus à l'effervescence de la mobilisation politique impliquant de nombreux moyens de pression (prise de palais municipaux, blocages de routes, manifestations, etc.). Les conflits post-électorales entre « *cabeceras* » et « agences municipales » reflètent donc de multiples tensions politiques mais ceux présentés à travers ce travail, persistent à être les plus violents de ces deux dernières décennies. Les communautés, bien que divisées par leurs catégories administratives (*cabecera*, agences municipales ou de police) et par les municipalités auxquelles elles appartiennent, ont conservé leur autonomie, leur propre système d'organisation politique et sociale, tout comme une certaine forme d'indépendance dans les prises de décisions. Cette logique a cependant été bousculée par le processus de décentralisation des ressources aux municipalités. Les zones périphériques ont alors revendiqué leur appartenance à un espace plus large que celui défendu par les communautés, générant ainsi, une nouvelle dynamique et surtout de nouveaux espaces et enjeux, comme permet de le comprendre l'analyse des conflits électoraux (Hernández, Juan Martínez, 2007 : 166).

Il est essentiel d'appréhender l'aspect territorial dans le questionnement des enjeux de conflits locaux, tant il existe une diversité de situations dans l'approche du territoire. En effet, certaines municipalités sont composées de plusieurs communautés de différentes origines ethniques. Au sein d'autres municipalités, on observe une totale discontinuité territoriale, ou bien encore, il n'existe pas de coïncidence entre le territoire agraire et le territoire municipal. Si la

³⁹ Extrait d'un entretien datant du 6 avril 2017 avec Alejandro Hernandez, coordinateur d'un mouvement citoyen « Habitantes unidos d'El Rosario », « habitants unis d'El Rosario ».

structure juridique demeure la même pour tous ces cas, le vécu du territoire et les représentations individuelles et collectives diffèrent cependant grandement d'une municipalité à l'autre. La persistance de cette situation et l'incapacité politique et juridique à régler ces discontinuités, expliquent en partie les situations de conflits et les déséquilibres au sein des municipalités dans lesquelles existe une importante population indigène. Outre les réalités antérieures, il convient d'ajouter à la complexité de la réglementation en matière de gestion des fonds, le centralisme présent depuis de nombreuses générations au niveau fédéral et étatique, se reproduisant également au niveau municipal, privilégiant de fait, le centre politique de la municipalité : « la *cabecera* » par rapport aux unités subordonnées, favorisant le caciquisme local. Prenant en considération cette historique complexité et les problématiques relatives à la décentralisation, on saisit que les relations entre le centre politique des municipalités et les unités subordonnées ont été modifiées. Les conflits entre les agences et les centralités se sont de fait accentués mais les relations intercommunautaires ont également été impactées par de nouveaux enjeux économiques.

De violents heurts explosent au sein de la municipalité et n'exposent pas seulement les membres rivaux d'El Rosario et de la *cabecera*. Lors des élections tous les trois ans et particulièrement en 2016 et en 2019, plusieurs conflits divers ont eu lieu au sein de la commune, parfois en opposition à la présence des membres du quartier d'El Rosario ou pour contredire les décisions judiciaires allant dans le sens des habitants du quartier périphérique mais également au sein même de leur communauté pour des divergences sur le fonctionnement du pouvoir local. Un groupe d'habitants de la municipalité de San Sebastián Tutla, a alors brûlé lors des deux précédentes élections des pneus et installé des barricades sur des routes stratégiques près de la capitale d'Oaxaca, exigeant une nouvelle date pour l'élection sous le régime des normes communautaires, où ils pourront élire un nouveau président municipal. Les blocus ont créé un grand chaos de la circulation dans la région, en plus de provoquer une irritation chez les citoyens qui ont dû se déplacer de la zone de l'isthme ou de Tlacolula vers la capitale de l'État, pour laquelle beaucoup ont dû parcourir de longues distances. A coups de bâtons, les habitants de cette commune de la périphérie de Oaxaca ont empêché les automobilistes de circuler et les ont menacés d'être agressés. En raison des dégâts causés, l'autorité municipale dirigée par Humberto Zárate a demandé la présence de la police d'État afin d'éloigner les manifestants et d'accélérer la circulation des véhicules. Les autorités du Secrétariat général du gouvernement (SEGEGO) se sont rendues sur les lieux, mais les manifestants ont prévenu qu'ils ne partiraient pas tant que l'appel aux élections n'aurait pas été lancé. Devant l'intransigeance des habitants et les attaques

contre les transporteurs, des membres des forces de sécurité de l'État sont arrivés, qui ont exhorté les manifestants à autoriser le passage des véhicules sur au moins une voie. L'Institut national électoral et de participation citoyenne d'Oaxaca (IEEPCO) a dû alors lancer un nouvel appel à élire leurs autorités.

Les conflits internes à la communauté font grand bruit dans la région, chaque élection entraînant son lot de contestations au sein même de la *cabecera* qui se prétend pourtant si harmonieuse dans les discours officiels. Les habitants de la municipalité de San Sebastián Tutla ont ainsi gardé le palais municipal lors des élections de 2019, alors que le groupe opposé à l'actuel maire avait menacé de reprendre les installations. Les habitants sont arrivés au palais municipal vers une heure du matin, dénonçant que l'ancien candidat perdant, José Cenobio Reyes Matias, aurait cherché à créer de l'instabilité dans la municipalité. Les citoyens ont ainsi manifesté leur soutien à l'autorité municipale actuelle, accusant José Cenobio d'être un profiteur et de vouloir piller les caisses municipales. Selon les partisans mécontents du conseiller aux travaux publics, la situation aurait découlé du fait que le président municipal de San Sebastián Tutla n'aurait pas voulu informer des travaux en cours et des ressources appliquées.

En 2019 à nouveau, cette fois en corrélation directe avec les conflits entre la *cabecera* et les habitants de la zone périphérique d'El Rosario, lors d'une conférence de presse, un groupe de citoyens du quartier a annoncé leur intérêt de se séparer définitivement de la municipalité de San Sebastián Tutla afin de migrer vers une autre zone. Alejandro Hernández, coordinateur de l'Association des habitants unis del Rosario, a assuré que depuis trente ans que la subdivision est arrivée dans la région, ils souffrent de discrimination, malgré le fait que les ressources qui font la force de la municipalité sont celles de ses citoyens, ils n'en n'auraient pas bénéficié. Face à cette décision, les citoyens ont alors demandé au Congrès de l'État d'ordonner une consultation publique afin que la décision puisse être confirmée parmi les plus de quinze-mille habitants et que des accords puissent être trouvés. « Nous, les signataires, vous disons que nous sommes d'accord avec la séparation, nous la considérons comme saine, c'est une solution fondamentale que nous souhaitons depuis 30 ans, alors pourquoi continuer, et nous rejoignons la demande faite par le conseil municipal et les communautés de San Sebastián, afin qu'une con-

sultation puisse avoir lieu dans le lotissement d'El Rosario pour voir si nous partons ou restons »⁴⁰. Alejandro Hernández a ensuite indiqué que parmi les municipalités considérées comme pouvant les recevoir figuraient Santa Cruz Amilpas, Santa Cruz Xoxocotlán, Santa Lucía del Camino ou Oaxaca de Juárez, précisant de plus, qu'ils chercheront à s'intégrer dans des communautés régies par le système de partis politiques et non de règlements internes ou us et coutumes comme à San Sebastián Tutla.



Figure 15 : voiture incendiée pour bloquer l'accès à la rue principale de San Sebastián Tutla

(Source : photo du journal périodique "ViveOaxaca.org")

⁴⁰ Discours tenu par le président de l'association les habitants unis d'El Rosario devant les journalistes de *diario marca* le 15 octobre 2019.



Figure 16 : blocage de l'accès au Zocalo de San Sebastián Tutla

(Source : photo du journal périodique "ViveOaxaca.org")

En me déplaçant au sein d'autres municipalités, il fut aisé de saisir toute l'ambivalence que créent ces dynamiques économiques et politiques pour les communautés. En effet, lors d'un entretien avec les acteurs politiques de la commune de Santa Cruz Papalutla sur les mutations du principe coutumier dans les régions périphériques à la capitale, il a rapidement été question d'une critique acerbe des mécanismes de décentralisation. Le président et les autres membres du bureau politique, témoignaient évidemment d'une simulation « d'us et coutumes » dans le cas de San Sebastián Tutla, puisque les « élites » politiques choisissaient d'être élues et percevaient une forme de rémunération et de prestige, à l'inverse de leur municipalité. Mais plus encore que le reproche fait à cette « parodie » de principe coutumier, je percevais dans leurs raisonnements un sentiment d'envie, face au fait qu'ils aient pu implanter sur leur territoire des infrastructures permettant une large manne financière. Cette problématique des ressources économiques engendrées par l'importance de la population leur semble d'une puissante injustice, favorisant « les municipalités ayant eu la possibilité de construire et de recevoir le soutien de

l'État, à l'inverse des petites communes excentrées, que le pays laisse dans la nécessité et l'incapacité de développement »⁴¹. Ainsi, le lien entre les « communautés indigènes » si souvent souligné dans les ouvrages et même revendiqué par les populations n'est pas aussi facilement saisissable sur le terrain. Les habitants de chaque municipalité défendent une vision propre de ce que doit revêtir le principe d'us et coutumes, et ne partagent pas les mêmes définitions de l'intégrité politique. Pour les habitants de la municipalité de Santa Cruz Papalutla, tout comme soulignés par les discours de certains habitants du quartier d'El Rosario, il est évident que la municipalité de San Sebastián Tutla ne respecte pas les valeurs inhérentes aux principes coutumiers et plus encore, que ses habitants ne sont pas de « véritables indigènes » mais revendiquent cette identité à des fins de stratégies politiques et économiques.

Ainsi, on saisit toute l'influence qu'ont eu les mutations politiques proposées par la Banque Mondiale en favorisant les réorientations des investissements, destinées à réhabiliter le rôle de l'État dans la gestion du développement en attribuant l'administration des fonds pour la lutte contre la pauvreté directement aux gouvernements locaux au nom d'une plus grande proximité et efficacité. Ces nouveaux enjeux ont augmenté de façon exponentielle les attentes des habitants des zones périphériques, espérant à travers leur implication politique et la lutte électorale une meilleure redistribution des ressources de la part des centres politiques municipaux. Cette récente motivation pour le pouvoir se voit confrontée à la réticence acerbe des membres des « *cabeceras* ». Les arguments sont divers mais convergent fréquemment vers l'incapacité des habitants des quartiers périphériques à saisir ce que revêtent les principes coutumiers, n'étant pas indigènes et vivant trop loin des centres politiques pour appréhender la quotidienneté de ce système. Il est en revanche très intéressant de prendre en considération, une fois de plus, l'ambivalence des discours des acteurs rencontrés. Si dans l'intimité de conversations informelles avec les habitants de la « *cabecera* », il n'a jamais été envisageable de donner quelques pouvoirs aux habitants d'El Rosario, lors des discours officiels et des prises de paroles publics, les propos sont plus nuancés. Les réunions sur la place centrale ont permis de saisir ces variations. Si par quelque hasard du calendrier, un habitant du quartier périphérique avait entendu parler de la réunion et s'y rendait, les membres du palais municipal envisageaient alors des « dynamiques nouvelles », des « négociations », des « discussions ouvertes et franches » pour « en finir avec de vieux conflits épuisants ». Les débats hors de la période électorale restent assez cordiaux et laissent entrevoir une volonté de consensus de part et d'autre. Après ces

⁴¹ Discours tenu par le président municipal de Santa Cruz Papalutla à son domicile, le 19 novembre 2015.

échanges dont la forme est louable mais le fond me laisse encore perplexe par l'absence absolue de propositions concrètes, aucune réforme ne prend forme, chacun reprend position dans son camp respectif invectivant ses adversaires. J'ai été tant de fois déstabilisée par un va-et-vient permanent entre les deux groupes paraissant si opposés mais targuant un superficiel consensus. Après chaque réunion, je me rendais d'un côté puis de l'autre pour saisir le point de convergence mais ne me heurtait qu'à leur opposition ferme.

Localisme exacerbé et tensions économiques

J'envisageais donc de saisir ce que cette opposition revêtait, ce que les acteurs locaux entendaient souligner comme différence fondamentale pour justifier leur volonté de ne pas se laisser « envahir » par les habitants d'El Rosario. Un élément de réponse nous parvient lorsque l'on appréhende comment la nouvelle catégorisation a été posée de manière si rigide par les membres de la *cabecera*, celle « d'avecindados ». Ce terme signifie « voisin » mais il marque sur le terrain une distinction absolue entre les citoyens légitimes et ceux considérés comme étrangers. A plusieurs reprises, j'ai été confrontée aux discours des membres de la « *cabecera* », prônant un localisme exacerbé et qualifiant les habitants du quartier à loyers modérés, d'étranger. C'est finalement de cette notion d'étranger que découle celui « d'avecindado », celui qui n'a pas de lien de parenté ou d'héritage territorial et qui pour diverses raisons s'est installé sur le territoire en question. Il est ici fondamental de déterminer cette nouvelle catégorisation, écho d'un processus historique et politique, défini par certains, comme le résultat du danger de la communalité. Ce terme serait apparu au sein de la capitale, Mexico, alors que de nombreux quartiers à loyers modérés comme ceux d'El Rosario apparaissaient dans les années 1980, avec les politiques de décentralisation et les grandes vagues migratoires, intra-urbaine. Cette immigration massive a favorisé la vente de terrains privés et de biens communaux comme on le voit notamment dans les archives de la réforme agraire de la ville de San Miguel Xicalco, périphérie de Mexico⁴². L'analyse de ces archives permet de saisir comment est apparu la nécessité pour les populations locales de se définir comme « natives » et de former un groupe en opposition aux nouveaux venus. Dans la commune de San Sebastián Tutla, l'historicité de cette affirmation

⁴² Archivo Agrario Nacional, San Miguel Xicalco expediente 65-1, cuaderno 1, fojas 119, 120, 132, 188, 193, 201 y 202.

identitaire découle du même processus historique. La vente des biens communaux par les dirigeants de la *cabecera* dans les années 1980 a favorisé une croissance économique locale allant de pair avec l'exacerbation d'un localisme et d'une identité indigène. L'ancrage identitaire de ce nouveau « groupe social » s'est alors justifié par une appartenance au territoire depuis au moins quatre générations et l'héritage de la terre par le mariage ou par un degré plus ou moins important de parenté sous le régime communal ou « ejidal »⁴³. Les membres sont liés à un réseau de parenté essentiellement consanguin ou de parrainage rituel qui leur permet de participer aux activités politiques et sociales locales et influencer la prise de décision communautaire. Les postes qu'ils occupent alors sont représentés dans trois sphères de pouvoir ; le religieux, le régime foncier et la politique territoriale. Tous ces éléments forment un réseau social qui s'entretient et se maintient sur le territoire défini comme communautaire. Les habitants venus d'autres territoires et ne partageant pas ces réalités construites sont alors perçus comme étrangers, « *ave-cindados* ».

Il semble alors nécessaire de comprendre comment cette distinction a mené à une telle opposition, jusqu'au rejet même de ces membres non apparentés au réseau social communautaire. En analysant les archives locales, on saisit que de nombreux conflits sont apparus lors de luttes pour l'obtention de plus de considérations économiques. Les habitants de San Sebastián Tutla, ont en effet cherché à obtenir les avantages de services urbains qui allaient de pair avec la construction de ces nouvelles structures de grande ampleur à El Rosario. L'avènement de ces quartiers à loyers modérés grâce aux réseaux clientélistes locaux a permis une importante manne financière et un accès rapide et privilégié au confort de vie avec l'expansion des réseaux d'eau et d'électricité dans le quartier. Alors que le chef-lieu de San Sebastián Tutla voit l'expansion économique favoriser exclusivement le quartier d'El Rosario, les tensions politiques s'accroissent. Il faut alors saisir que le politique devient un catalyseur, la grammaire d'un conflit qui trouve sa source au sein d'une sensation d'injustice économique. Les avantages dus à ces nouvelles constructions n'ont dans un premier temps pas permis aux habitants de la communauté de connaître la même croissance économique et sociale. Le sentiment d'être laissés pour compte face à une expansion non maîtrisable à seulement quelques kilomètres de leur territoire

⁴³ L'ejido est une portion de terrain à usage public, elle peut appartenir à une municipalité ou à un État. L'ejido de San Sebastián Tutla est présenté aujourd'hui comme conséquence du mouvement révolutionnaire au Mexique. L'ejido a débuté en 1927 à San Sebastián Tutla et jusqu'à aujourd'hui encore il existe ce type d'appartenance à la terre.

a développé un sentiment d'appartenance fort au petit réseau social local, la communauté indigène zapotèque. La manne financière permise par le grand nombre d'habitants de la commune est alors captée par les membres de la « *cabecera* ». La redistribution en faveur des habitants d'El Rosario va se tarir, favorisant un conflit qui ne cessera de s'accroître.

Le terme « *avecindados* » est alors apparu dès les années 1990, dans le District fédéral de Mexico, au sein des localités confrontées aux mêmes dynamiques que celles rencontrées à San Sebastián Tutla. Ce terme a commencé à être intégré dans le langage courant, bien qu'il soit utilisé de manière interchangeable, sur la base du plan politique du district fédéral. L'objectif était de nommer des conseillers citoyens pour la création de comités de quartiers. Cette dernière initiative liée au projet électoral envisageait notamment l'ancienneté de résidence comme élément central dans la réalisation des charges. C'est précisément sur ce point, l'ancienneté sur le territoire, que les « *natifs* » vont prétendre pouvoir préserver leurs droits. De fait, occuper une charge dans la communauté - quelle qu'elle soit - est alors impossible pour les « *avecindados* ». Les membres des quartiers périphériques vont donc petit à petit s'éloigner des assemblées du village, où seuls les natifs ont réellement une voix et un vote pour débattre par exemple de questions religieuses de la communauté, majoritairement catholique. Le fonctionnement même du vote va progressivement être modifié par ces mêmes natifs, favorisant le vote à mains levées en assemblée publique.

C - La fabrique de la communauté, une violence légitime ?

La violence observée à San Sebastián Tutla, qu'elle soit ouverte ou tacite pose évidemment la question de la construction par les acteurs de la légitimité du recours à des pratiques violentes et nous interroge principalement sur les mutations portées par cet acteur politisé qu'est devenue « la communauté ». Ainsi, au nom de la communauté, le recours à la violence semble légitimé. Il est donc fondamental de s'interroger en premier lieu sur ce sentiment communautaire et sur l'essor du « *communautarisme* » dans nos sociétés contemporaines. En effet, il est important de saisir que les communautés ne sont pas des entités trans-historiques, et le communautarisme est à envisager comme une idéologie, une construction moderne et « *stratégique* », émergeant en relation avec l'État (Jaffrelot, 1994 : 3).

Le communautarisme ici envisagé, se nourrit donc d'une relation privilégiée avec l'État-

nation dans lequel il s'est développé et ne tend pas à faire nation. Les groupes en question sont en réalité une composante de l'État-Nation auquel ils appartiennent, une composante d'un ensemble multiculturel avec lequel ils sont en interaction, parfois en négociation. C'est précisément cette caractéristique de relation à l'État, qui définit la grande nuance qu'il existe entre le communautarisme et le particularisme. Le communautarisme suppose en effet, que les négociations avec l'État, ont déjà été engagées et que les affirmations identitaires ne portent que sur davantage de reconnaissance à travers un vaste compromis de négociations déjà actées. Ces développements nous poussent à considérer nécessairement la question de la place et du rôle de l'État, lorsque l'on s'interroge sur l'usage de la violence des communautés dites indigènes. A travers les discours officiels sur la constitution de forces communautaires ou contestataires, on saisit toute l'ambivalence de pratiques étatiques qui visent à se méfier des groupes en question et à se protéger des velléités d'indépendances.

Il est alors intéressant de se questionner sur cette affirmation identitaire et notamment sur la nécessité pour les groupes en question de se « nommer », se légitimer en s'opposant. Ainsi, à San Sebastián Tutla, la communauté avec laquelle je travaille, n'a de cesse de s'afficher, de se nommer, de se revendiquer comme étant la communauté indigène Zapotèque. Comme le souligne Eric Hobsbawm, le nom choisit par le groupe sert en réalité à se distinguer politiquement d'autres groupes qui ont aussi un nom (Hobsbawm, 1993 : 52). Cette conception de l'affirmation identitaire décrite par l'auteur notamment à travers la ghettoïsation à New York est tout à fait judicieuse dans le village en question. En effet, quelle que soit la problématique qui oppose les groupes étudiés, la solution n'est pas tant de quitter l'État que de lutter pour le partage des ressources, pourtant communes à tous. Comme nous l'avons analysé précédemment avec les problèmes liés à la redistribution des ressources économiques, entrer en compétition pour obtenir un partage égal attise des frictions souvent ethniques. Ici, se pose à nouveau la question de l'ingérence ou non de l'État dans la résolution de ces conflits et partages à caractère « ethnique ». Selon nombre d'auteurs comme Eric Hobsbawm ou Daniel Bell, les conflits ethniques auraient eu tendance à s'accroître depuis les années soixante, soixante-dix avec l'essor des termes « ethnique » et « ethnicité ». Ces dynamiques s'expliqueraient selon eux par une tendance au repli sur la sécurité psychologique qu'offrent les identités de groupes en apparence immuables face à une période durant laquelle l'économie mondiale ou la globalisation entraînerait le déclin d'autres modèles d'organisation. Cependant, comme je l'ai souligné au cours de ce travail de recherche, la référence à l'identité commune zapotèque ne semblait que très peu usitée jusqu'alors, révélant des appropriations contemporaines de l'affirmation identitaire.

Production de la violence identitaire

Il semble alors intéressant de questionner le rôle joué par l'État ou par l'imaginaire autour de celui-ci pour envisager les usages de la violence produits par les communautés locales. Rappelons la phrase de Max Weber, pour qui l'État (il écrit en 1919, à l'occasion d'une conférence) :

« ne se laisse définir sociologiquement que par le moyen spécifique qui lui est propre, ainsi qu'à tout groupement politique, à savoir la violence physique (...). De nos jours, la relation entre État et violence est tout particulièrement intime (...). Il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé (...) revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime. Ce qui est le propre de notre époque, c'est qu'elle n'accorde à tous les autres groupements, ou aux autres individus, le droit de faire appel à la violence que dans la mesure où l'État le tolère : celui-ci passe donc pour l'unique source du « droit » à la violence » (Weber, 1963 [1919] :. 124-125).

Dominique Linhardt quant à lui, nous permet de concevoir la vision wébérienne sur le monopole de la violence de l'État, non pas comme étant une propriété mais comme étant l'effet de son action. La démonstration est intéressante puisque l'auteur perçoit la position de Weber comme absolument novatrice dans les sciences humaines et sociales, impulsant un déplacement fondamental, refusant à l'État toute finalité (Linhardt, 2019). Un des objectifs de Weber, était ainsi d'indiquer les conditions de possibilité d'un agencement étatique et non pas de simplement définir la violence de celui-ci. Ce qui est fondamental pour notre hypothèse est la vision de l'auteur concernant l'importance de la menace dans l'exercice du monopole. En effet, Weber explique que la menace de la violence - et éventuellement son application - n'est en réalité utilisée qu'en cas de défaillance des autres moyens. De plus, le processus de monopolisation de la violence n'équivaut pas nécessairement à un processus de pacification mais à une internalisation de la violence. Hobbes précisait déjà que la paix instaurée par l'État n'était qu'apparente

et ne serait qu'une stratégie pour la préservation des institutions devant les éventuelles attaques.

Lorsque l'on s'interroge sur la violence des autorités locales de San Sebastián Tutla envers les opposants au régime en place, on est à même de se questionner sur le monopole exercé et sur sa légitimité. Quand le monopole de la violence devient effectif (comme étudié dans la localité en question, où les autorités judiciaires ne limitent pas les usages de la violence) sur un territoire spécifique, il ne fait que redistribuer les capacités d'initier la violence. La principale interrogation n'est donc plus de savoir s'il y a un monopole de la violence légitime mais de savoir qui exerce ce monopole (Braud, 2004 : 53). Dans le cas étudié, l'exclusion des « derniers-venus » (les habitants du quartier à loyers modérés d'El Rosario) apparaît dès lors comme un implicite inévitable de ce processus de monopolisation de la violence.

Cette mise sous silence est un corollaire de la façon dont les discours des autorités favorisent et encouragent les pratiques des « indigènes zapotèques », coutumes transmises de générations en générations, de manière exclusivement orale, et qui sont présentées comme ne pouvant pas « s'apprendre ». Comme nous l'avons précédemment développé, les habitants d'El Rosario seraient ainsi inaptes au système de charges et aux débats sur la place publique car ils ne sont tout simplement pas originaires de la commune. Ils viennent en effet de diverses localités du Mexique et parfois même de plusieurs pays d'Amérique centrale, leurs origines sont donc multiples. La légitimité des habitants de San Sebastián Tutla passe nécessairement par la définition d'une autochtonie territorialisée permettant une appartenance communautaire, où l'hérédité constitue l'unique droit d'accès au territoire. L'affirmation identitaire des Zapotèques, population dominante de San Sebastián Tutla, repose ainsi sur trois critères principaux : l'identification avec un passé lointain, le culte des saints, la participation à la vie politique villageoise et aux travaux communautaires. Le seul critère pouvant réellement exclure les autres demeurant celui de l'identification à un passé lointain. Ainsi, les non « *originarios* », où qu'ils vivent dans la municipalité, ne peuvent s'ériger en citoyens à part entière, une exclusion qui fait s'entrecroiser des enjeux ethniques et sociaux. Une véritable invisibilisation d'une partie pourtant majoritaire de la population est ainsi pratiquée par les membres du gouvernement de San Sebastián Tutla et par les habitants du chef-lieu, considérés comme les citoyens légitimes de la communauté. Durant toutes les cérémonies auxquelles j'ai pu assister, il ne m'a que très rarement été possible de rencontrer des membres du quartier d'El Rosario. La distance géographique de leur territoire ainsi que l'absence de communication des manifestations culturelles de la part de la *cabecera* ont maintenu la distance entre ces deux groupes. L'activation de mythes unificateurs, la création d'une mémoire collective et certaines pratiques politiques

(votes à mains levées sur la place publique, maintien du pouvoir aux mains de quelques leaders, etc.), permettent la reproduction d'inégalités et mettent en œuvre une technique du « faire taire » avec l'illusion d'un consensus communautaire.

Les pratiques visant à bloquer l'accès à plus de douze mille habitants à toute forme de participation politique sont multiples, allant de la simple non-présentation des réformes en cours, la non-communication sur les jours d'élections ou de débats, jusqu'à certaines méthodes plus « musclées », avec l'érection de barricades, où pleuvent coups et insultes, empêchant les résidents d'El Rosario d'approcher du palais municipal. Dès lors, certains habitants du quartier à loyers modérés se réunissent régulièrement depuis 1995 pour exiger leurs droits de participation à la vie politique locale. Ils ont créé un groupe d'opposition à la présidence, « les habitants unis d'El Rosario », et ont judiciairisé le conflit. Ainsi, tous les trois ans les membres de ce collectif portent plainte pour non-respect de la constitution et le tribunal local après examen valide leur plainte. Ce sont alors aux membres de la communauté indigène de porter plainte pour non-respect des pratiques communautaires au tribunal national, lequel, au nom des peuples autochtones « trop longtemps marginalisés », valide les décisions politiques prises par les membres de la communauté indigène zapotèque. Les habitants d'El Rosario sont donc devenus dans les discours locaux, les « opposants » au système communautaire et parfois même plus simplement les « étrangers ». La violence exercée par les membres du palais municipal de San Sebastián Tutla, n'est alors jamais réellement condamnée par les autorités locales et les actes d'oppression sont ainsi légitimés et reproduits à travers le temps.

Contestations discrètes

Malgré l'apparente dévotion générale et l'affichage d'une harmonie communautaire bien réglée au sein de la *cabecera* de San Sebastián Tutla par les membres du palais municipal, ces tentatives d'uniformisation des pratiques zapotèques locales cachent des contestations discrètes si bien cachées qu'elles soulignent l'efficacité du « faire taire ». Les moments de débats publics permettent l'observation de tensions, de conflits silencieux, qui ne s'analysent qu'en scrutant les corps. Ainsi, après avoir intégrée les rangs à l'arrière des manifestations publiques, j'observe nombre d'hommes et de femmes, membres de la communauté indigène de San Sebastián Tutla, se crispant sur leurs chaises, soupirant, chuchotant quelques oppositions. Pourtant, au moment du vote à mains levées, ils sont presque systématiquement en accord avec les propositions de la présidence locale. Après quelques mois passés auprès des habitants de San Sebastián, je me permets de demander à plusieurs d'entre eux la raison de ce vote malgré leur mécontentement apparent. La réponse est évidente pour eux : la présidence locale et son système coutumier ont un pouvoir absolu sur les accords de construction, les problèmes individuels ou encore les demandes particulières. Alors, malgré les désaccords, voter à l'encontre du pouvoir en place de façon publique reviendrait à s'attirer les foudres du palais et à perdre ses privilèges. L'étonnement est encore plus grand pour moi, lorsqu'à l'occasion de quelques repas familiaux, les langues se délient et un très grand nombre de citoyens avoue ne pas réellement se préoccuper de la participation ou de la non-participation des habitants du quartier d'El Rosario à la vie politique. « Faire taire » les opposants au pouvoir, c'est en quelque sorte s'assurer le maintien de dynamiques souvent clientélistes bien rodées en « interne ». Ainsi, les participants évoqués, même s'ils expriment discrètement leurs désaccords, participent de ces relations clientélistes. Comme nous avons pu aisément l'observer sur le terrain lors des assemblées publiques, une véritable pression est exercée. Le vote à mains levées permet aux acteurs politiques d'observer les dissidences et chacun sait qu'en lever une aurait de réelles conséquences sur les relations avec la présidence.

À travers plusieurs discours informels avec ceux considérés comme « les anciens du village », je comprends toute la contemporanéité de ces problématiques. Cette crispation autour de la question de la préservation de l'identité nous permet bien d'envisager ces notions comme

des constructions politiques, idéologiques, historiques, qu'il ne faut pas saisir comme des données ou des concepts analytiques. La volonté de défendre une identité figée envers et contre tout, et envers et contre tous, semble donc bien relever d'une forme de prise de position, mettant en scène un débat opposant de manière dichotomique tradition et modernité, indigènes et étrangers, omettant de multiples stratégies qui permettent de faire taire des opposants invisibilisés. À travers l'examen d'un cas particulier, micro-localisé, on observe une reproduction des cadres d'exclusion des « *outsiders* », passant notamment, à San Sebastián Tutla, par la restriction du pluralisme politique et la répression des mouvements contestataires des habitants des zones périphériques, ainsi que par la mise sous silence des contestations internes à la communauté indigène. Le discours sur l'alternance politique proposée dans l'État de Oaxaca, qui se veut l'écho d'une grande mutation constitutionnelle, du « multiculturalisme longtemps nié » et du changement social, semble au bout du compte permettre la production de nouvelles structures inégalitaires et d'exclusion dans le pays, tout en permettant le maintien au pouvoir local des mêmes familles.

Chapitre 3 : Le recours aux grands récits

L'ethnographie correspond avant tout à ce temps, ce partage quotidien, ces troubles que nous vivons au contact de la population avec laquelle nous tentons de comprendre les grands bouleversements en cours. Si je suis arrivée à San Sebastián Tutla avec la ferme intention de comprendre les adaptations locales à des enjeux majeurs, ce long itinéraire de recherche m'aura permis de relativiser l'accord parfait entre ce que j'espérais trouver et la confrontation au réel. Il est évident qu'en débarquant en seconde année de Master au cœur d'un village se battant depuis des années pour la préservation de ses « us et coutumes », j'allais pouvoir rencontrer des membres actifs d'une communauté indigène, se revendiquant comme telle, vivant de coutumes ancestrales et partageant avec moi, croyances, cultes, rites, nourritures et pratiques qui seraient l'écho de traditions préservées. Je m'étais préparée, j'avais lu, appris les théories indigénistes, afin de ne pas fauter, arrivée avec un bagage théorique suffisant pour appréhender les discours de populations longtemps marginalisées certes, mais qui avaient connu nombre d'intellectuels plaidant leur cause. Cependant, je ne savais pas encore qu'il me faudrait d'abord être perdue, incrédule, parfois en colère pour comprendre l'émergence de discours, ambivalents et contradictoires, révélant cependant le nouveau visage des luttes identitaires locales.



Figure 17 : le jour des élections de toute l'équipe présidentielle de l'ayuntamiento de San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)

A - L'Ambivalence des discours

Communication politique, actes de persuasion

Les rituels ont été amplement étudiés dans le contexte religieux ou dans celui du mythe⁴⁴. Mais d'autres courants, notamment portés par les anthropologues américains « post-modernes » Marshall Sahlins ou encore Clifford Geertz⁴⁵, permettent une approche de la dynamique culturelle et sociale de la société et offrent la possibilité d'appréhender le poids des rituels dans la symbolisation culturelle et la communication sociale. D'autres auteurs, tels que Pierre Bourdieu ou Richard Schechner⁴⁶ développent l'aspect pratique et performatif de la mise en scène des rituels. Dès lors, l'ambition est d'observer « les formes de l'agir rituel qui permettent aux communautés de se former, de se maintenir, de négocier leurs conflits » (Wulf, 2005 : 11). De nombreuses disciplines se sont intéressées au rituel en tant qu'action symbolique, sa définition demeure cependant très complexe, le rituel étant un concept polysémique. L'apport de ces différentes sciences humaines : science politique, sociologie, histoire, psychologie, anthropologie, permet malgré tout d'interroger une réalité essentielle à toute société humaine. Il est de plus intéressant de cerner la définition étymologique du terme, qui renvoie au latin *ritus*, c'est à dire au culte religieux mais également aux coutumes fixées traditionnellement. Le rituel possède une dimension collective et en instaurant une coupure entre temps quotidien et temps ritualisé, il marque la vie sociale et les périodes importantes d'une société (Yannic, 2010 :12). L'apport de la sociologie de Pierre Bourdieu a été essentiel, le rituel étant pensé chez l'auteur en relation avec une théorie de la représentation et de la reproduction sociale. Le sociologue met en avant

⁴⁴ Voir à ce sujet : Eliade M., 1959, *The Sacred and the profane*, New York, Harcourt, Brace. Ainsi que, Frazer, J.-G., 1996, *The Golden Bough. A Study in Magic and Religion*, New York, Penguin Books. Ou encore, Durkheim E., 1985, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, collection Quadrige

⁴⁵ Geertz C., 1973, *The interprétation of Cultures*, New York, Basic Books. Ainsi que, Sahlins M., 1976, *Culture and Practical Reason*, Chicago, Chicago University Press.

⁴⁶ Bourdieu P., 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Genève. Ainsi que, Schechner R., 1977, *Essays on Performance Theory 1970-1976*, New York, Drama Book Specialists.

une vision du rituel qui consacre et institue une différence en tant que propriété sociale et symbolique (Bourdieu, 1982 : 24).

La représentation politique est pour Bourdieu d'abord affaire de croyance, le système n'est maintenu que par la croyance partagée, le rituel devient un acte de « magie sociale ». Le pouvoir que l'on décèle chez les acteurs de la politique locale à travers l'exercice de la parole est efficace grâce à leur position sociale :

« Le pouvoir des paroles n'est autre chose que le pouvoir délégué du porte-parole, et ses paroles — c'est-à-dire indissociablement, la matière de son discours et sa manière de parler — sont tout au plus un témoignage et un témoignage parmi d'autres de la garantie de délégation dont il est investi » (*Ibid* : 105).

Pour Yves Winkin (2001), la communication peut être perçue comme un système à multiples canaux auquel les individus participent par une communication verbale et non verbale. Chaque individu va ainsi faire partie d'un orchestre culturel. La communication est composée de deux racines : cum et munus signifiant mise en commun, partage, communion. La communication est alors perçue par l'auteur comme un échange symbolique. Cette notion s'est révélée essentielle à l'appréhension des échanges lors des pratiques rituelles rencontrées sur le terrain. Je compte par la suite analyser cet aspect sous la perspective proposée par Erving Goffman présentant la vie sociale sous l'angle d'une théâtralisation, au sein de laquelle les acteurs jouent le rôle qui leur est imparti (Goffman, 1974).

Les cérémonies par exemple sont organisées de telle manière que l'on peut évoquer la notion de rites, grâce à la présence d'une multiplicité de séquences et une certaine dimension religieuse. « Nous avons bien affaire ici à des rites dans toute l'acceptation du terme. Morcellement, répétition, d'un autre côté ; dramatisation de l'autre : tout concourt à produire le « piège à pensée ». De même, nous retrouvons à l'oeuvre les quatre ingrédients, sacralité, territoire, primat des symboles et valeurs collectives » (Abélès, 2007 : 53).

La cérémonie en hommage aux enfants héros morts pendant la guerre contre les États-Unis (1846-1848) est tout à fait révélatrice de cette ritualisation fonctionnant comme le « piège à pensée » développé par Marc Abélès. Il s'agit ici d'un rite cérémonial semblable aux rites religieux réglé par la coutume, appréhendé comme une confirmation d'appartenance avec des

activités très formalisées possédant ses propres codes et symboles. Quelques jours avant le 13 septembre, on me prévient de la nécessité absolue d'être devant le palais municipal à huit heures précises ne devant louper pour rien au monde la levée de drapeau en hommage aux enfants « du castillo de Chapultepec ». Je me suis dès lors renseignée sur cette bataille qui semble rallier tous les habitants de cette commune avec ferveur. La bataille de Chapultepec s'est déroulée le 12 et 13 septembre 1847 durant la guerre entre les États-Unis et le Mexique au château de Chapultepec qui garde l'approche ouest de la ville de Mexico. Ce château était une académie militaire dans laquelle étudiaient plusieurs centaines de jeunes ayant participé à la bataille. Six d'entre eux auraient refusé de fuir devant l'ennemi alors que le général ordonnait la retraite et le dernier encore en vie se serait enroulé dans le drapeau mexicain avant de se jeter de la muraille. Il n'existe pas d'éléments concernant cette période historique mais elle possède ici une force symbolique incroyable.

Je comprends à travers le discours du président face au drapeau mexicain qu'elle est même utilisée pour justifier l'importance de défendre corps et âme, les valeurs ancestrales et les coutumes de la commune en hommage à ces enfants. J'arrive donc à huit heures du matin sur la place face au palais municipal alors que de nombreuses personnes sont déjà présentes. Des dizaines d'enfants en uniforme scolaire sont invités à se ranger correctement, en file bien droite, à un bras de distance les uns des autres. Dans un silence solennel, de nouveaux enfants entrent en « scène », six jeunes filles portent un uniforme différent et précèdent le reste du groupe, elles ont le visage figé et ferme, marchent au pas militaire, scandant des ordres au reste du groupe sur le même ton. Derrière le groupe, une fanfare d'enfants avance également d'un pas militaire. Deux classes différentes semblent se faire face, les six jeunes filles reçoivent alors le drapeau mexicain face aux membres de la présidence municipale et de l'alcaldía (bureau du juge). Elles avancent, drapeau tendu et font le tour de la place, puis l'attachent au mât sur lequel il est habituellement accroché. Les membres de la présidence et de l'alcaldía débent alors de longs discours sur l'importance de la défense de la patrie, le courage de ces enfants face à l'envahisseur étranger, sur l'importance du nationalisme et des hommages et de finir sur un « viva San Sebastián Tutla », tout à fait étonnant en ce jour de commémoration nationale. A travers cette observation de terrain, on saisit toute la pertinence pour les détenteurs du pouvoir de permettre aux enfants de la communauté d'intérioriser les valeurs liées à l'organisation des systèmes de pouvoir. « Ce substrat de valeurs très tôt intériorisées, (...) délimite également les frontières du plus ou moins admissible socialement, du plus ou moins aisé à transgresser, des

fidélités ou des ruptures (qualifiées, le cas échéant, de reniements) et constitue ainsi la fondation d'un habitus au sens où l'entend Pierre Bourdieu » (Martin, 2003 : 93).



Figure 18 : défilé d'enfants lors de la commémoration des « enfants héros » du château de Chapultepec

(Source : photo personnelle)

Cet exemple, comme tous les actes de communications culturelles de la part des membres du palais municipal de San Sebastián Tutla souligne l'interprétation que nous pouvons faire du renforcement d'un lien identitaire double, national et local. En effet, la cérémonie de *los niños heroes*, célébrée dans tout le pays comme symbole de la puissance nationale est également ici l'occasion d'appartenir à une communauté indigène valeureuse.



Figure 19 : groupe d'enfants effectuant la levée du drapeau mexicain

(Source : photo personnelle)

Il existe bien à travers cet exemple, la mise en avant d'une véritable rhétorique du pouvoir permettant une légitimation grâce à l'utilisation de références à l'histoire, à la religion, à la tradition, à la compétence ou encore à la famille. La charge émotionnelle est immense lorsque tous, mains sur le cœur, droits en position militaire entonnent l'hymne national en hommage à des valeurs défendant l'identité et le territoire, conférant au pouvoir politique une légitimité. Tout comme les fêtes que le pouvoir municipal demande aux écoles d'organiser presque mensuellement autour des enfants. C'est alors l'occasion de porter les tenues « traditionnelles » de leurs ancêtres en arborant fièrement des effigies catholiques et des drapeaux sur lesquels sont inscrit des slogans tels que « *viva San Sebastián Tutla, San Sebastián martyr* ». Une des cérémonies les plus révélatrices pour l'activation du pouvoir a sans doute été celle de la rupture du grand carême. En me rendant sur la place principale intriguée par la foule, j'ai pu apercevoir une grande partie de la population du village devant l'église distribuant des boissons derrière des stands et l'autre partie en file munie de seaux, les remplissant de boissons colorées. Devant

le palais municipal, la même scène se déroule mais cette fois avec des sucreries. Devant l'église, le président municipal distribue quant à lui de l'eau puisant dans une réplique de puits, accompagné d'une jeune fille costumée avec un voile sur les cheveux. Les habitants de la commune remplissent alors un petit pot avec cette eau venant d'être bénie lors d'une messe pour en rapporter chez eux. Le mythe à proprement parler voulait qu'on recueille l'eau de pluie tombée au matin de Pâques. On disait de cette eau ainsi recueillie qu'elle permettait de guérir des maladies. En distribuant cette eau bénie, le président municipal dépasse sans doute les fonctions qui lui ont été attribuées, en revanche elle lui permet une légitimation de sa position de pouvoir. « Tantôt la dramaturgie politique traduit la formulation religieuse, elle fait de la scène du pouvoir une réplique ou une manifestation de l'autre monde. La hiérarchie est sacrée - comme le dit l'étymologie - et le souverain relève de l'ordre divin, y appartenant ou en tenant son mandat. Tantôt le passé collectif, élaboré en une tradition, en une coutume, devient la source de la légitimation. Il est une réserve d'images, de symboles, de modèles d'action ; il permet d'employer une histoire idéalisée, construite et reconstruite selon les nécessités, au service du pouvoir présent » (Balandier, 1980 : 17). Les membres de la *cabecera* choisissent alors de réactiver sans cesse le lien entre autorité civile et autorité religieuse, donnant au pouvoir politique un caractère sacré.

Ces actes de communication politique sont alors des processus culturellement organisés (Bauman, Briggs, 1990 : 59-88), ils actualisent des mythes unificateurs et s'opposent à tous ceux qui ne se reconnaîtraient pas dans ces valeurs. Ces moments de festivités permettent une véritable communion que je ressens avec intensité, chacun se plongeant grâce au discours mobilisant tous les éléments du rite, dans une construction particulière d'une mémoire collective.

ACTIONS ET ACTES DE COMMUNICATION MENEES
PAR LE GOUVERNEMENT LOCAL DE SAN SEBASTIÁN TUTLA

Les activités majeures et les plus régulières menées par la *cabecera* avec les conseillers en éducation et à la culture, convergent autour de la culture et des arts. Ainsi, au cœur de la maison de la culture, véritable centre névralgique de leur identification identitaire, de nombreuses manifestations ont lieu, comme des concours étatiques et nationaux de musique, de danse, de chant et d'art folklorique, le développement de programmes culturels en faveur des jeunes de la commune et des communes voisines, des programmes de promotion culturelle avec l'intervention d'artistes ou de spécialistes comme la promotion de l'artisanat du coton afin de dynamiser l'artisanat zapotèque local. Le gouvernement local en lien avec les acteurs de l'État de Oaxaca développe également des programmes de santé publique avec par exemple le programme de santé visuelle « voir pour croire » qui permettait des études de vision gratuites et des prescriptions chez des spécialistes. Afin de promouvoir des campagnes de santé publique des grandes manifestations sont également organisées, comme des concours athlétiques avec messages répétés et diffusés sur les réseaux sociaux ou à l'aide de banderoles. Des campagnes de sensibilisation aux problèmes environnementaux sont menées avec des activités communautaires de nettoyage des quartiers et de la campagne environnante. Très régulièrement l'*ayuntamiento* organise également les réunions publiques sur la place centrale avec la seule présence des membres actifs de la communauté afin de discuter, exposer et débattre des budgets locaux, des activités à mener, des projets municipaux en cours. La commune peut également intervenir pour la voirie, l'éclairage publique, la rénovation des écoles, centres culturels, terrains de sport, etc. Chaque jour, des rotations continues de véhicules de police municipale sont également effectuées pour rassurer la population.

Le président municipal s'illustre également systématiquement lors des fêtes nationales ou internationales, fêtées au sein de la commune en grandes pompes, comme la fête des mères ou le jour international des droits de la femme. Des fêtes presque mensuelles sont également organisées par le gouvernement et par le comité de services religieux démontrant le lien très fort entre politique et religion et qui favorise par ces nombreux actes de communication, la mémoire collective et l'identification communautaire.



Figure 20 : défilé commémoratif des cultes zapotèques à San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)



Figure 21 : fête de la Mayordomia (culte aux saints de San Sebastián Tutla)

(Source : photo personnelle)



Figure 22 : fête de la culture zapotèque à San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)

Ces photos démontrent le lien entre les actes politiques et les actes religieux. En effet, ces cérémonies sont organisées par le comité paroissial mais en étroite relation avec le gouvernement local. Elles peuvent alors être considérées comme des actes de communication politiques activant sans cesse la mémoire collective et l'affirmation identitaire.

Un quotidien loin des considérations indigénistes

J'arrivais donc armée de mes plus beaux ouvrages sur l'indigénisme mexicain, les luttes zapatistes et les réformes ayant conduit à l'avènement de ce que les acteurs locaux et internationaux ont nommé « la démocratie communautaire ». L'idée principale en arrivant était de trouver de quoi me restaurer. En effet, il me semblait évident que le partage d'une assiette, d'un verre avec des habitants locaux ou même quelques discussions avec une serveuse ou serveur me permettrait un premier point d'ancrage et sans doute trouver un logement plus intéressant pour la recherche que mon petit hôtel du bord du périphérique. Ce fut chose faite et l'inspiration était la bonne. Me voilà donc dans le restaurant de Mikaëla, de nombreuses fois citée dans ce travail, qui sera une interlocutrice privilégiée et une amie. Comparée au reste du village observé, on pourrait dire que la famille de Mikaëla vit relativement à l'aise. Il en existe de plus riches mais plus excentrées du village. Les maisons du centre sont conformes à la conception de l'espace de l'architecture espagnole traditionnelle. Elles sont ainsi préservées de l'extérieur et les petits blocs de logements ou sanitaires de la famille sont construits autour d'une cour centrale avec un mur assez haut entre la cour et la rue. Une autre partie du logement de cette famille a été construite comme une annexe, correspondant à une sorte de garage situé sur la droite de leur cour et permettant d'ouvrir le seul petit restaurant de la place centrale.

Je reste ainsi quelques heures à entrer en communication avec quiconque entre se restaurer ou avec les enfants de la responsable. Cependant, mon principal soutien dans ce premier jour d'approche restera Mikaëla. Je m'amuse de la voir m'observer quand je mange et tourner la tête dès que je veux la regarder ou sourire. Mais après quelques temps, n'y tenant plus, elle s'approche et nous discutons un très long moment sur les raisons de ma venue, mon pays d'origine, la couleur de mes cheveux ou mon absence d'enfant. Ses deux enfants deviendront de petits élèves disciplinés et attentifs à mes besoins avant même que je n'ai eu le temps d'en exprimer et je vais rapidement me sentir ici comme chez moi. Cet endroit me permet de comprendre le fonctionnement d'une famille centrale de San Sebastián Tutla et sa situation me donne à voir un grand nombre d'habitants du village sans avoir à trop arpenter les rues. J'aurai donc ici l'occasion de retrouver un peu de chaleur familiale et de comprendre le vécu des « indigènes en lutte » avec lesquels j'étais venue comprendre les mutations politiques en cours.

Alors évidemment, j'ai été quelque peu déçue lorsqu'à mes multiples questionnements sur le fonctionnement d'une mairie « indigène » ou sur les pratiques communautaires, Mikaëla me répondait invariablement : « Je ne sais pas Marjo, je ne suis pas d'ici moi et arrête avec ces pratiques communautaires ou indigènes, ils ne respectent rien ici ». Je décidai alors d'observer plutôt que de questionner. Mais force était de constater que le quotidien n'avait rien de bien différent de ce que j'avais pu observer dans les ruelles de la ville de Oaxaca ou de celles de Puebla, y ayant vécu pendant un an l'année précédente. Les enfants se lèvent à 7h et enfilent leur uniforme scolaire, semblable à tous ceux des alentours, ils déjeunent téléphone posé devant un bol de céréales et un verre de *jamaica*⁴⁷. Puis ils partent main dans la main pour rejoindre l'école du village, bariolée de lettres géantes de toutes les couleurs, de toboggans et de cabanes en bois. Le retour se fait en début d'après-midi et si j'ai rapidement pris l'habitude de les attendre pour prendre le repas en famille seulement vers 15h, les matinées me permettaient de dialoguer avec les femmes du village. Dans ce petit bourg paisible, ce sont les femmes qui font tourner l'économie locale. Chaque garage semble avoir été transformé en zone de commerce temporaire, épicerie, laverie, restauration, etc. J'ai donc ainsi passé plusieurs semaines à partager ce simple quotidien, me permettant malgré tout une fine connaissance des rythmes journaliers et rassurant les habitants sur ma présence parmi eux. Lors des matinées, je n'ai pu côtoyer que très peu d'hommes, travaillant principalement hors du village.

Les femmes ont mis en place tout un système d'entraide et je m'amuse de voir les petits derniers des fratries qui ne sont pas encore à l'école, déambuler d'une maison à l'autre en toute sérénité. Pour mes deux derniers séjours, j'étais avec ma fille de 6 mois, puis de 18 mois et cela a permis d'approfondir nos liens et les femmes avec lesquelles je dialoguais m'ont clairement annoncé la couleur : « te voilà enfin femme, nous allons pouvoir parler ». L'intimité créée grâce aux multiples séjours effectués et à la présence de mon enfant a en effet développé des relations étroites et nous sommes avec un grand nombre d'entre elles devenues assez proches. Le terrain est ainsi devenu au fil des semaines, un second foyer et je me suis sentie suffisamment à l'aise pour aborder la complexité de leur rapport à l'identité ou à leurs identités.

Assise près des machines à laver de Paula que j'observais quotidiennement prendre les commandes, j'analysais les tenues apportées et les dialogues entamés. Un verre à la main, le

⁴⁷ Boisson à base de fleur d'hibiscus, très présente dans tout le Mexique.

soir, en compagnie de Mikaëla et de sa famille, j'appréhendais les rituels alimentaires, les discussions familiales informelles et l'éducation des petits. Avec Josefina, la vendeuse de fruits et légumes, je guettais les paniers, les achats et les discours des femmes portant leurs petits, sacs à la main, pouvant ainsi rester des heures sur un même sujet de discussion. Il me fallut un temps incroyable pour saisir les relations de parenté entre toutes. Elles semblaient ainsi toujours évoquer en parlant de la voisine, « la tante », « la cousine » ou « la marraine ». Être parmi elles, c'était faire partie d'une immense famille aux limites floues mais dont l'étroitesse des relations permettait un confort dans les déplacements et les discours.

Mais malgré tout ce quotidien vécu, les repas partagés, les discussions et les rumeurs entendues, pas de traditions mises en avant, pas de pratiques indigénistes évoquées. Il fallait donc demeurer humble face à ma quête et mes évidences préalables. Leurs journées étaient rythmées par les heures d'école et les tâches ménagères et pour tout dire celles-ci demeuraient très familières à la mère que j'étais devenue. Même les aliments choisis pour les petits : soupe de légumes et galettes de maïs ou encore les sucreries distribuées aux plus grands rentrant de classe ne m'étonnaient guère. Les tenues vestimentaires quotidiennes étaient calquées sur les modes américaines et nous pouvions amplement divaguer sur les tailles basses de nos jeans respectifs. Les télévisions perpétuellement allumées scandant des spots publicitaires et autres séries américaines à l'eau de rose ne m'apprendraient rien des cultures locales.

Dans la famille de Mikaëla, je côtoyais la grand-mère, une femme de plus de soixante-dix ans, fière et solide qui portait à bouts de bras toute une famille de femmes et trois petits enfants dynamiques. Ses deux filles étaient parties aux États-Unis quand leurs enfants étaient petits et c'est donc « l'abuela » (grand-mère), qui a géré tous les enfants. Pour être tout à fait honnête, je n'ai jamais su son prénom, tous l'appelaient abuela et ce fut également mon cas. Elle était toujours en jupe longue, de longues nattes grises tombant sur les épaules, ses mains vous contaient tout un monde à elles seules. Assise autour de la même table à longueur de journées, elle savait tout du village, des rumeurs, des anciennes et des nouvelles pratiques, elle menait ses troupes à la baguette et le respect qui lui était voué semblait sans limite. Pas une seule fois je ne pus m'arrêter sans être invitée à manger et elle en profitait pour me garder auprès d'elle durant des heures pour me raconter tous ses souvenirs. Ce furent là sans doute les moments les plus agréables de mes voyages. Ainsi, elle me raconta les histoires de sa mère préparant à la main les tortillas de maïs, le temps qu'il fallait pour moudre les grains au moulin du village. Elle me conta les rires des enfants et son père, cet homme robuste travaillant au champ

et tuant les poules à la main. Les tenues confectionnées par les grands-mères du village. Finalement, tout ne semblait pas avoir changé. J’observais toujours les mamies tuer les poules dans les cours pour les vendre et les hommes partir au champ. Mais ces constatations lui déplaisaient fortement. D’après elle, si, tout avait changé. Les tenues dites traditionnelles s’achetaient dorénavant sur des marchés touristiques de Oaxaca, sans qu’on ne connaisse les lieux de fabrication, les tortillas étaient achetées et les hommes partaient pour la plupart aux États-Unis ramener de l’argent, seuls les anciens travaillent aux champs. Cette douce nostalgie qu’elle évoquait ne faisait cependant jamais mention d’une quelconque culture indigène à part entière. Elle parlait alors de la « culture des anciens ».



Figure 23 : l’abueta qui s’amuse avec ma fille

(Source : photo personnelle)

J'ai rapidement choisi d'évoquer avec elle, les pratiques politiques locales, qui me semblaient sans doute être les plus représentatives d'une culture revendiquée comme étant indigène. Mais là encore, outre sa nostalgie de véritables pratiques traditionnelles, le système de charge et le vote communautaire n'avaient pour elle rien de luttes politiques mais correspondait simplement à une logique traditionnelle. Elle ne voyait par le passé pas d'enjeux politiques dans ce fonctionnement, c'était une façon de faire « tourner la machine », de permettre à tous les habitants du village de jouir d'un quotidien agréable et de responsabiliser chacun au bien-être de tous. Elle était en revanche d'accord avec le fait, qu'aujourd'hui les discours autour des pratiques communautaires s'étaient politisés et que les dynamiques de pouvoir n'étaient plus les mêmes. Elle déplorait ses conflits violents mais d'un autre côté, considérait malgré tout que donner le droit de vote ou intégrer les habitants du quartier d'El Rosario reviendrait à dissoudre toutes leurs traditions. J'évoquais alors assez librement, le choix des représentants politiques de San Sebastián Tutla produisant des discours indigénistes et réifiant la culture zapotèque pour évincer les opposants politiques. La réponse formulée par l'abuela est à elle seule révélatrice des ambivalences locales, je cite : « Que veux-tu, il faut bien qu'on s'en sorte, et puis après tout c'est dans la constitution, on se bat avec les armes qu'on nous a données ».

« Jour d'élection » : le recours aux indigénistes

Puis vint le jour des élections avec leurs lots d'angoisses locales et de tensions. Il a fallu distribuer les tracts pour prévenir de la date, des rencontres, des débats. Il a également fallu que le véhicule équipé de mégaphone fasse le tour du village pour annoncer toutes les manifestations à venir. Seulement voilà, les acteurs politiques en charge de la communication n'avaient paraît-il pas le temps de passer par le quartier d'El Rosario. Nous étions alors en décembre 2016, j'avais ma petite fille de quelques mois et mes relations avec les habitants de San Sebastián Tutla étaient très cordiales. Faire part de mon étonnement était devenu chose familière pour la plupart d'entre eux et ils s'amusaient même de me voir entrer chez eux avec l'envie de parler. A peine arrivée, nombreux étaient ceux m'interpellant directement par un « que pasa de nuevo⁴⁸ », familier et bienveillant. Je formulais alors en ces jours de tensions politiques, mes incertitudes quant à la non-information des habitants du quartier à l'égard des élections

⁴⁸ Que se passe-t-il encore ?

à venir. Chacun me répondait alors, qu'il ne fallait pas que j'en sois troublée, il était apparemment évident qu'ils ne se souciaient pas de ces élections et qu'ils n'avaient pas leur mot à dire, ne partageant pas les charges communautaires et le quotidien des débats publics. De l'autre côté de la frontière symbolique séparant les habitants du centre du village et ceux du quartier d'El Rosario, le discours était différent et les plus engagés se préparaient déjà à la lutte à venir, s'armant de textes de lois pour judiciairiser ces oppositions.

La judiciairisation du conflit électoral de San Sebastián Tutla est précisément ce qui m'intéresse pour saisir la variabilité des discours. L'ambivalence saisie est alors fondamentale pour qui veut comprendre la construction des identités locales et le recours aux grands récits historiques. Comme précisé en amont, le quotidien partagé ne permettait jamais l'évocation d'une culture indigène et aucun habitant avec lequel j'ai pu partager mes journées n'avait évoqué au cours de nos échanges le fait d'être un membre d'une grande famille zapotèque ou d'un groupe ethnique trop longtemps marginalisé qui entendait défendre ses droits en tant que tel. Aucun n'affichait des pratiques différenciées du reste de la population mexicaine avec laquelle j'avais pu avoir de très nombreux contacts après plus de quatre ans à aller et venir dans ce pays. En revanche, face aux procès annoncés par les membres du collectif des habitants unis d'El Rosario, les discours devenaient soudain ceux d'un militantisme indigène exacerbé en lien direct avec les nouvelles dynamiques constitutionnelles proposées par l'État.

L'émergence des « us et coutumes » dans l'État de Oaxaca ne peut être saisie sans une prise en compte fondamentale des relations entre les communautés et l'État. Le processus de construction identitaire que je choisis ici d'interroger comme réalité objective de manière ethnographique nous renvoie nécessairement aux interactions avec l'État et aux relations de pouvoir. Comme le soulignent Carlos Agudelo et David Recondo, la volonté n'est pas de nier le rôle majeur des acteurs sociaux et politiques, locaux, nationaux et transnationaux dans les processus d'interaction au sein desquels se construit l'ethnicité comme instrument politique mais de montrer la place centrale qu'occupe l'État dans cette construction (Hoffmann, Rodriguez, 2007 : 75). Le précieux intérêt de leur analyse est de démontrer l'importance que dans les sociétés mexicaines et colombiennes contemporaines, « les identités ethno-culturelles sont amplement définies par et en relation avec l'État » (*Idem* : 76).

L'approche diachronique nécessaire pour appréhender cette dimension centrale de la construction identitaire des « indigènes », révèle que l'ejido est une institution politique reflétant les alliances traditionnelles entre l'État et les paysans, considérés comme les héritiers de la révolution et ainsi porteurs de l'identité nationale (Hoffmann, 1998 : 105). Cette identité ne divisait pas les populations entre elles et ne révélait pas de distinction historique ou ethnique formelle, cependant elle relie des individus au sein d'un espace social construit, le territoire des « communautés ». Comme je l'ai précédemment analysé dans cette thèse, rappelons-nous que les années 1970 ont été le théâtre de profonds mouvements de reconnaissance culturelle de la part des organisations paysannes, durant lesquels les attentes indigènes ont eu le plus grand écho.

Le paradoxe discursif que nous soulevons à travers ce chapitre est prédominant dans l'attitude de l'État vis à vis des populations elles-mêmes. En effet, on observe une politique d'État qui d'un côté démantèle les formes de propriété sociale ou communautaire pour les assujettir au marché, transformant les paysans en agriculteurs, et qui dans une même dynamique réalise des réformes constitutionnelles pour reconnaître les droits indigènes au sein desquels se revendique le respect des terres des communautés indigènes. Odile Hoffmann nous permet de saisir cette ambivalence dans les positionnements étatiques et les mutations auxquelles ont dû s'adapter les communautés. Ainsi, l'auteure précise que pour être bénéficiaires des politiques publiques et correspondre au schéma attendu, les individus ont dû se redéfinir face à la sphère nationale. « Les efforts d'adaptations des acteurs de base, individuels ou collectifs, ont signifié des ruptures brutales et des réinscriptions politiques, sociales et culturelles qui se traduisirent en nouvelles catégorisations qui soi-disant offraient une possibilité de rôle principal : de « ejiditario » à agriculteur, de paysan à indigène, d'un simple travailleur à un ouvrier, d'indigène à agriculteur, sans oublier tous ceux qui émigrèrent en villes ou dans les champs du nord » (*Idem* : 109). Ces adaptations et ces nouvelles formes de relations ont délimité la reconstruction des identités entre les acteurs ruraux et l'adéquation à leurs historicités. Ainsi, il a parfois été nécessaire de se définir ou revendiquer comme indigène pour mieux se positionner au sein des rapports de force ou au contraire s'inscrire comme agriculteur pour ne pas être exclu des politiques d'État. L'ambivalence discursive dont nous dressons le portrait dans ce chapitre est l'écho de ce processus historiquement constitué, produisant contradictions, ruptures et conflits.

Il a donc été habituel de me confronter à des ambiances et discours absolument distincts de mes habitudes lors des rites politiques, notamment celui des élections. La population du

centre du village est très excitée. Tout le monde prépare de quoi tenir le siège des débats avec la préparation de petits mets réputés. Lorsque je me présente à l'abuela en fin de journée, la veille des élections, elle est auprès de sa famille, affairée et impatiente. Cette fois les discours de cette famille que je crois pourtant si bien connaître, ne font plus place à l'ambivalence. Tous ensemble, ils deviennent là devant moi, de fervents défenseurs des droits indigènes, évoquant alors la nécessité de ne pas laisser l'envahisseur étranger bafouer leurs traditions zapotèques. Ils reviennent alors avec force de conviction sur les luttes menées par leurs frères et sœurs indigènes pour obtenir l'autonomie. En leurs noms à tous, il s'agit pour eux aussi de ne jamais baisser les armes et de maintenir le système coutumier. Leur fierté est d'ailleurs immense en évoquant les mutations en cours dans les discours internationaux et je suis surprise de constater qu'ils sont au courant des mentions aux Nations Unies pour l'autonomie des peuples autochtones. Et comme pour se donner du courage, voilà mon équipe de partisans de la coutume armés de leurs plus beaux souvenirs pour évoquer leur indianité. Je passe ainsi toute une soirée enivrée par les récits des anciens pratiquant une « culture » définie par mes hôtes comme ancestrale, dans laquelle le culte de la cité antique de Monte Albán et l'héritage d'une immense civilisation sont au cœur des débats. Et que dire du *jour J*, celui durant lequel il faudra effectivement lutter contre ceux qui s'opposent à leur forme de gouvernement ? Les armes discursives sont aiguisées, à San Sebastián Tutla, les habitants connaissent les textes de lois, ils ont lu les anthropologues indigénistes (ou du moins ont écouté d'autres leur en parler) ils connaissent l'histoire des luttes zapatistes.

Ainsi, la famille de l'abuela évoque les années 1940, lors de laquelle le premier Congrès indigéniste interaméricain voit le jour sous la présidence de Manuel Gamio, archéologue, sociologue et anthropologue mexicain. Les représentants des États de l'hémisphère occidental étudient alors les moyens les plus appropriés pour intégrer les populations indigènes dans la vie moderne. Lors de ce Congrès il a été convenu que les pays signataires de l'Acte final organisent un Institut indigéniste chargé de planifier les problèmes indiens à l'échelle du continent. Chaque pays devait alors créer un Institut indigéniste national. C'est dans le cadre de ce mouvement pro-indien que s'organise, au Mexique, la création de l'INI, « Instituto Nacional Indigenista », (L'I.N.I. est une agence gouvernementale dotée d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière). Les travaux préparatoires commencent en 1942. Le 10 novembre 1948, année où se tient à Cuzco (Pérou) le Deuxième Congrès indigéniste interaméricain, le Président Miguel Aleman signe la loi instituant l'I.N.I. « D'après l'article 2 de cette loi, l'I.N.I. a pour but d'effectuer des recherches sur les groupes indigènes du pays ; d'étudier les moyens de promotion

qu'exige le niveau socio-culturel de ces groupes ; de présenter à l'Exécutif des plans d'ensemble de développement, et de les conduire à terme ; de conseiller les institutions officielles ou privées en matière d'indigénisme » (Favre, 1961 : 458).

Comme nous l'explique José Bengoa dans son article, « Violence et émergence de l'indianité en Amérique » (Bengoa, 2003), les idées indigénistes transmises par la littérature et la peinture ont donné naissance à un mouvement massif de protestation. Ce nouveau concept de « culture indigéniste », dont la portée fut favorisée par les intellectuels progressistes latino-américanistes des années 1930, a permis une prise de conscience de la part des États, contraints progressivement lors des décennies suivantes à considérer une politique concernant les groupes indigènes. « De nombreux États nationaux ont vu leur pouvoir diminuer et les questions ethniques, régionales et locales prendre de l'ampleur, et finalement sont apparues de nouvelles identités et de nouvelles revendications » (*Ibid* : 113).

Ces nouveaux discours sur l'avènement d'une culture indigène portés par les populations, construisent une identité et renforcent leur impact sur les politiques locales, bien que la jurisprudence internationale accompagne également ce processus. « Les demandes se convertissent en discours, les discours en droits et ceux-ci font naître de nouvelles demandes. Le discours émergent vise à une critique profonde de l'État qui s'est constitué sur l'idée d' « un seul peuple, une seule Nation et un seul État » (et souvent un seul parti) ». (*Ibid* : 128.). La progression des régimes démocratiques à partir des années 1980, la remise en cause des imaginaires hiérarchiques et racistes, ainsi que la mise en place de politiques publiques destinées à améliorer le quotidien des individus issus d'ethnies longtemps considérées au rang de subalternes, permettent de saisir de véritables mutations dans le système politique mexicain avec l'avènement d'un mouvement d'égalisation des conditions. Ces changements valorisant une nouvelle idée du multiculturalisme.

Il semble également fondamental de prendre en considération le contexte actuel dans l'émergence de nouvelles revendications ethniques. En effet, la globalisation comme facteur de standardisation des habitudes de consommation, des valeurs culturelles voire même des langages semble soulever des conflits identitaires et la volonté de promouvoir les « liens primordiaux » (Idem). Cette fin de XX^{ème} siècle a notamment fait surgir la notion de crise identitaire et c'est précisément dans ce contexte que prend place la question indigène latino-américaine. Les fortes migrations et l'urbanisation permettent également de saisir que les territoires « indigènes » ne sont plus isolés et au contraire comme c'est le cas sur le terrain étudié, les « communautés » qui revendiquent une indianité commune se trouvent aujourd'hui à la porte des villes,

en zone périphérique. De nombreuses personnes que j'ai pu rencontrer, principalement des hommes, témoignent de fortes communications entre la ville et la campagne, entre un travail de commerce et celui au champ à cultiver. De plus, nombreux sont ceux ayant voyagé clandestinement aux États-Unis, revendiquant avoir su garder leurs « racines zapotèques » et leurs liens avec la « commune indienne ». Cette nouvelle configuration passant par une forte mobilité explique entre autres l'expansion du concept moderne d'ethnicité. « Il y a quelques années, les recensements de la population d'Amérique latine ne considéraient comme indigènes que les personnes vivant dans des « réserves » ou des villages indiens. Actuellement, cette manière de définir l'espace indigène ou la population indigène n'est plus appropriée » (*Ibid*).

Sélections historiques

L'apport des recherches historiques nous permet d'envisager les ambivalences discursives analysées plus en amont comme le résultat de mutations des mythes d'origine autour des questions de l'indianité. Au XVII^{ème} siècle l'altérité entendue dans « *pueblo de Indios* » sous-tendait une relation aigüe à un territoire en commun et une affiliation absolue au catholicisme. Aujourd'hui l'autochtonie est davantage assimilée à un glorieux passé précolonial. C'est dans cette nouveauté d'un récit né au XX^{ème} siècle, que réside la légitimité des populations définies comme autochtones : « le mythe des origines ».

La thèse de Paula Lopez Caballero, nous intéresse ici particulièrement en ce qu'elle lie cette évolution rhétorique au processus même de formation de l'État et de la Nation mexicaine. Ainsi, cette dynamique aurait été possible dans le prolongement du régime postrévolutionnaire rapprochant « les secteurs alors marginalisés socialement et les « marges de l'histoire », le lointain passé des origines (...) Mais ce faisant (...) il se crée un espace symbolique où les populations désignées comme « autres » peuvent exister socialement sans renoncer à l'appartenance nationale » (Lopez Caballero, 2012 : 97). L'histoire est bien ici ce qui retient notre attention, non pas pensée comme un fait mais envisagée à travers les récits. En effet, trop souvent, il nous semble qu'elle revêt un caractère objectif et documenté, construisant les mythes des sociétés « primitives » (Villoro, 1982). Au sein des sociétés contemporaines que nous interrogeons à travers cette thèse, l'histoire est diffusée grâce aux documents, livres, symboles ou célébrations,

permettant la cohésion et l'articulation des communautés à de prétendues origines. Les groupes en question vont alors grâce aux récits et à la mémoire collective « choisir » un moment primordial donnant sens à la collectivité, ce moment fondateur dont parle Augé (1992, p. 50) : « les récits de fondation sont (...) des récits qui intègrent les génies du lieu et les premiers habitants dans l'aventure commune du groupe ». Ce moment alors érigé au rang de mythe fondateur, fonctionnant comme le ciment de la communauté liée, est davantage significatif que scientifique ou vérifiable. Les mythes mexicains orientent leur mémoire grâce à cette forte composante qui tient lieu de légende (Florescano, 1999). La mémoire collective (concept introduit par Maurice Halbwachs dans les années 1920) sur laquelle nous nous appuyons pour envisager la constitution d'un mythe communautaire, prend place à travers l'espace et le temps. Ces deux composantes paraissent alors pertinentes si elles font sens pour la collectivité. « Ainsi, les lieux prennent sens en fonction de ce qui y a coexisté, de ce qui y a été éprouvé et déposé, comme si c'étaient des réceptacles, permettant d'abriter des événements significatifs jusqu'à leur récupération postérieure, en vue de la célébration ou du récit » (Romero, Mendoza, Bernala, 2012/1 : 48). Pierre Nora évoque précisément le sens des lieux de mémoire en signalant que « les lieux portent des souvenirs », le temps devient alors porteur de signifiants, loin des chronologies officielles. En Amérique latine, et particulièrement au Mexique, l'État-nation s'est ainsi consolidé de la seconde moitié du XIX^{ème} au XX^{ème} siècle avec la mise en place de commémorations et mythes, garantissant la constitution de l'identité nationale (Smith, 1997). Smith nous explique que les identités nationale et ethnique sont donc d'ordre culturel et dynamique, fortement empreintes de processus symboliques.

Au sein de la « communauté » avec laquelle j'effectue mes recherches, il est intéressant de noter que cette « renaissance indigène » comme elle est fréquemment présentée, passe par l'existence d'un nouveau discours identitaire et par une appréhension urbaine de la tradition, réalisés par les populations qualifiées d'indigènes elles-mêmes. Cette revendication de traditions et cette « renaissance de l'ethnicité » ne sont donc pas à envisager comme témoignage d'un passé figé mais bien à analyser comme l'écho d'adaptations, d'innovations et d'inventions contemporaines. Beatriz Urias, à travers un de ses ouvrages, nous rappelle dans ce sens que de nombreuses élites politiques issues de la révolution mexicaine ont utilisé, dès les années 1920, des bribes du passé maya pour composer un nouvel imaginaire politique. Elles ont ainsi eu à cœur de mettre en avant un passé précolombien largement imaginaire afin de légitimer les transformations sociopolitiques instituées par la révolution (Urias, 2007).

J'ai questionné à plusieurs reprises les habitants de la commune sur le choix des costumes et de la période revendiquée comme étant celle représentative de leurs « véritables coutumes ». Les réponses sont vagues, puisqu'à chaque fois on m'explique qu'il s'agit des « coutumes de leurs ancêtres ». La fille de Gicela ainsi qu'un de ses amis m'ont toutefois répondu qu'il s'agit de la préservation de coutumes ancestrales héritées de l'époque durant laquelle un métissage eut lieu entre les Espagnols et les indiens. J'ai alors tenté de comprendre pourquoi cette époque est perçue comme révélatrice de leur identité, mais également pourquoi ce discours est revendiqué par les seuls membres du palais municipal ou leurs proches. J'ai saisi à travers leurs discours une forme de sélection historique, comme si ces périodes revêtaient un caractère plus fort, comme si elles étaient l'écho de symboliques puissantes facilement mobilisables. Pierre Nora nous permet d'interroger grâce à sa contribution sur la notion de « mémoire collective », cette valorisation du passé effectuée par les populations locales. Cette valorisation qui n'avait pas lieu jusqu'alors permet selon l'auteur de « lutter » contre l'angoisse de l'avenir ou de compenser un déracinement historique ou social (Nora, 1997). Ces séquences sélectionnées sont considérées par les acteurs locaux comme étant « les plus aptes à consolider l'identité socio-spatiale et à mobiliser les énergies locales, dans une perspective qui manque rarement d'arrière-pensées politiques » (Di Méo., 2001 : 55).

Comme nous pouvons l'observer à San Sebastián Tutla durant les cérémonies commémoratives avec la mise en scène des « coutumes locales », les lieux offrent un cadre permettant de fixer les souvenirs et de maîtriser son identité. Tous les éléments que nous avons pu précédemment souligner, l'exaltation d'une indépendance politique, la sélection historique de périodes mobilisables par la mémoire collective, et son ancrage territorial autour de lieux, de monuments de mémoire, prouvent que l'identité est une construction aux buts politiques, une construction permettant la légitimation du pouvoir. « Ce montage contribue en l'occurrence à la constitution conjointe d'un imaginaire, d'un *éthos*, d'une force politique et sociale, d'un territoire » (Charaudeau, 2005 : 5).

Le jour de l'élection, je suis ainsi confrontée à une opposition acerbe dans les rangs des électeurs, veillant d'un œil méfiant à la non-intrusion des « autres » (habitants unis d'El Rosario). Pourtant - m'insurge- ils ont le droit *abuella* ! Il est trop tard pour en appeler à la raison constitutionnelle ou à leur bon sens citoyen. Les mots de tolérance distillés quelques jours plus tôt sont alors bien loin des rangs de la majorité du bourg chef-lieu. Il n'est pas question de les laisser détruire leur système ardemment obtenu. S'en suit dès lors, un énième conflit entre deux groupes se présentant depuis des années comme opposés. Le conflit a débuté dès les années

1990, lorsqu'une personne qui n'avait pas été choisie par l'assemblée communautaire avait malgré tout décidé de rallier une partie des habitants du quartier d'El Rosario et de constituer une liste accréditée par le PRD. Les membres de la communauté se sont opposés à cette décision dénonçant les divisions créées par ce groupe et revendiquant la défense des coutumes contre l'ingérence des partis politiques. De plus, les membres de la présidence entretenant une relation clientéliste avec le PRI, ils n'avaient pas d'intérêts à favoriser l'ingérence d'un parti d'opposition. L'option coutumière a permis d'exclure les opposants politiques, et de nombreux témoignages paraissent parfaitement éloquentes. Lors d'un entretien, le président municipal m'a confié que « les membres de la communauté avaient fait accréditer leur liste par la voie des us et coutumes parce qu'un groupe d'opposants cherchait à s'imposer contre la volonté générale de l'assemblée »⁴⁹.

Durant une discussion avec les membres de l'assemblée de la justice locale (alcaldía), la seule réponse que l'on me donne au pourquoi du maintien du régime coutumier contre la majorité des habitants de la commune, est un compte rendu de jugement datant de l'année précédente. Le quartier d'El Rosario les effraie à cause du trop grand nombre d'habitants. Ils soulignent que la loi interdit à toute autorité de refuser le vote à un individu sous prétexte qu'il n'est pas originaire du lieu. Ils évoquent ainsi ce qui serait le « cœur de la controverse », puisqu'ils ne peuvent pas les empêcher d'être votant et de voter mais étant venus s'installer dans un village régi sous le principe coutumier, ils devraient en accepter les termes et les lois propres. Face au paradoxe de deux lois contradictoires, les autorités locales de San Sebastián Tutla perçoivent tout l'intérêt du régime coutumier pour le maintien du pouvoir. Afin de me démontrer qu'ils sont dans leurs bons droits, les membres de l'alcaldía me donnent accès au jugement rendu par le tribunal électoral du pouvoir judiciaire de la fédération. Ce rapport était censé résoudre l'impasse dans laquelle se trouvait la commune après l'élection de l'actuel président municipal. En 2013, son élection a été violemment récusée par divers groupes de la commune qui sont allés jusqu'à porter plainte pour vice de procédures. Un premier jugement avait été rendu au niveau de l'État de Oaxaca donnant raison aux opposants du gouvernement coutumier qui d'après la loi n'avait pas respecté les délais pour prévenir toute la population (notamment les habitants du quartier d'El Rosario) de l'élection. Certains habitants auraient été empê-

⁴⁹ Entretien avec le président municipal de San Sebastián Tutla, Galdino Federico Reyes Garcia, le 12 février 2015.

chés d'exercer leurs droits à la participation politique. Les membres du palais municipal, défenseurs du principe coutumier ont fait appel de cette décision auprès de la chambre supérieure du tribunal électoral au niveau fédéral. Ils ont obtenu gain de cause, le tribunal reconnaissant aux défenseurs de la coutume un droit absolu dans la définition des règles électorales. Il est souligné que trop longtemps bafouées, les populations indigènes doivent pouvoir jouir d'un contrôle absolu des formes de désignation et d'élection de leurs autorités municipales. Le tribunal souhaite par cette décision garantir « une importante protection des droits humains des communautés indigènes, en conformité avec les nouveaux paradigmes internationaux dont font partie les États mexicains »⁵⁰.

B - Le poids de l'Histoire

Être « indigène » à Huehuetla : quelques éléments de comparaison

J'ai choisi durant mon enquête, de porter mon regard auprès des habitants et coutumes de Huehuetla située dans la sierra nord de Puebla, afin d'avoir des éléments de comparaison à opposer ou apporter à mon étude. Au début de ma thèse, j'avais envisagé une analyse comparative de plusieurs cas, celui de Huehuetla, apparaissait de plus, comme étant le plus « pratique » d'accès. En effet, cette commune était un des laboratoires de la reconversion des politiques publiques concernant les questions indigènes, les sources étaient nombreuses et la présence d'une université interculturelle, donnait à ce « terrain », davantage de potentialités. Cependant, une fois les prémisses de la thèse entamées, il s'est avéré bien trop complexe de gérer autant d'informations et de traiter toutes les analyses. Le temps et les possibilités matérielles incombant au travail de thèse ne m'ont pas permis de développer davantage cette dimension comparative pour en faire le cœur de mon développement.

Les points communs des observations effectuées à San Sebastián Tutla et à Huehuetla semblent converger en direction des mutations politiques et de l'adaptation des communautés

⁵⁰ Notifications du tribunal électoral du pouvoir judiciaire de la fédération. Sentence dictée à Mexico, le 5 mars 2014.

aux changements du politique. La volonté paraît être la reconnaissance légale du principe d'« us et coutumes » et la rupture d'avec la marginalité des indigènes visant l'autonomie. Cependant les moyens pour y parvenir diffèrent et c'est précisément ce point qui paraissait intéressant. La comparaison permettant de saisir les acceptions variables derrière la dénomination « us et coutumes » et surtout les modalités de l'adaptation des communautés et groupes locaux aux mutations institutionnelles mexicaines. Les mêmes termes ne renvoient pas au même vécu, à la même histoire, aux mêmes ambitions. Les notions d'autonomie ou de reconnaissance des peuples autochtones sont vécues et interprétées de façon différente selon les États et les groupes locaux.

Je suis arrivée en pleine après-midi à Huehuetla après plusieurs heures de trajet depuis la capitale de l'État, Puebla. Le voyage paraît interminable tant les routes sont accidentées et la lenteur du véhicule nous conduisant, impressionnante. Pour rejoindre Huehuetla, il faut effectuer une halte à Zacapoxtla et prendre un minibus collectif. Cette commune n'est pas telle que je l'avais imaginée, même si les descriptions qui m'en avaient été faites divergeaient grandement, passant de la ferme perdue à la cité touristique par excellence. Finalement, cet endroit ressemble à un village de montagne égaré au milieu d'une végétation dense et luxuriante. La municipalité de Huehuetla se trouve dans la Sierra Norte de Puebla : dans la zone montagneuse de transition entre la Sierra de Puebla et la Sierra de Papantla, dans l'État de Veracruz. Il s'agit d'une municipalité dont la population de 15 689 habitants (en 2010) est « indigène » à 89 % ; de langues totonaque principalement et nahuatl. Le territoire de la commune présente la particularité d'être constitué de deux entités séparées, distinction de nature agraire : d'une part Huehuetla à proprement parler, qui inclut un chef-lieu du même nom, et d'autre part le territoire distinct de San Juan Ozelonacxtla qui a le statut de *Junta Auxiliar*⁵¹ Par ailleurs, le territoire de Huehuetla inclut dix localités différentes partageant cependant le même territoire agraire avec le chef-lieu, qui constituent en quelque sorte des hameaux : Putaxcat, Lipuntahuaca, Chilocoyo de Guadalupe, Chilocoyo del Carmen, Leakaman, Cinco de Mayo, Xonalpu, Putlunichuchut, Kuwik Chuchut et Francisco Ignacio Madero.

⁵¹ Une *junta auxiliar* est une entité différenciée du conseil municipal, elle est élue par plébiscite selon les modalités prévues par la loi des municipalités. Les *juntas auxiliares* sont destinées à aider le conseil municipal dans l'exercice de ses fonctions.



Figure 24: vue panoramique sur le village de Huehuetla

(Source : photo personnelle)



Figure 25 : lieu de restauration dans le centre de Huehuetla

(Source : photo personnelle)



Figure 26 : famille qui cultive le café et le fait sécher sur sa terrasse

(Source : photo personnelle)

Je suis surprise dès mon arrivée par la distance qu'imposent les personnes que je rencontre. Mon séjour de recherche m'a donné l'habitude d'une certaine forme de curiosité témoignée par les populations locales, mais ici j'ai la nette sensation d'ennuyer. Une pesanteur se dégage de l'atmosphère générale et je ne suis pas immédiatement à l'aise au cœur d'un village dont les habitants semblent peu inclinés à la bienveillance. La chaleur est harassante et toutes les rues révèlent des dénivelés impressionnants ; le moindre déplacement est un véritable effort. La population semble ici moins enjouée que dans les villages de Oaxaca. Je perçois moins d'interactions sociales entre les habitants, moins de communication, moins de rires, de sourires ou d'échanges ; l'ambiance est plus lourde sans les vendeurs de glaces ambulants et les réunions sur la place centrale.

Après des heures à vagabonder, certains semblent ne jamais bouger d'endroit, laissant paraître une vague sensation d'ennui. Je décide rapidement de rencontrer les membres du conseil municipal pour en apprendre davantage. Je suis étonnée qu'aucune indication n'apparaisse sur l'édifice de l'*ayuntamiento*, aucun nom de commune, de président, de devise, rien de ce que

j'avais pris l'habitude de voir dans les autres villages. Je choisis de questionner les membres de la police municipale, étant les seuls que je sois capable d'apparenter au gouvernement local. Après quelques tentatives d'explications de ma présence face à eux, ils décident finalement de solliciter le président. Il se présente à moi avec un large sourire et une poignée de mains chaleureuse et bienveillante. Il m'indique un autre bâtiment qui semble encore plus sommaire que le premier et nous prenons place dans son bureau. Après lui avoir indiqué le but de ma présence parmi eux, son enthousiasme est total, souhaitant m'aider dans mes démarches et me promettant transparence et soutien. Il débute cet entretien par un descriptif rapide des différents territoires appartenant à Huehuetla. Je constate toujours que la première notion soulevée par les membres des palais municipaux est celle de l'étendue de leur territoire. Le président évoque rapidement la complexité de l'application de la démocratie dans ces régions. Il est membre du *Partido Acción Nacional* (PAN), un des plus grands partis politiques du Mexique, opposé au plus ancien parti du pays, le *Partido Revolucionario Institucional* (PRI). Après seulement quinze minutes de discussion, le président municipal évoque le recours à la corruption comme étant l'unique moyen d'espérer obtenir le pouvoir. Il avoue avoir lui-même procédé de la sorte, contraint par des opposants procédant eux-aussi exclusivement ainsi. Il me décrit alors les heures de terrain pour les membres des partis, parcourant les campagnes à la recherche de cartes de vote à acheter pour quelques centaines de pesos, il évoque la somme de cent pesos⁵², comme étant la plus usitée. Il conclut ce descriptif de la corruption locale par une phrase qu'il veut choquante et cinglante, les mains croisées fermement, employant un ton grave et formel, et assène : « la démocratie ici, n'existe pas vraiment ». Mais à mon grand étonnement son explication ne condamne pas tant le système que la population elle-même. Il reproche aux habitants des villages leur manque d'ambition et de vision à long terme. Il impute à une trop grande pauvreté, un taux d'alcoolisme élevé, des grossesses précoces et comme point central la problématique linguistique. Il souhaiterait qu'un effort soit consenti ; que les populations apprennent l'espagnol ou bien que les membres des institutions apprennent le totonaque. Nous achevons notre entretien par une liste complète des personnes et lieux à rencontrer afin de m'aider dans mes recherches. Il évoquera alors la présence d'un juge indigène, des membres de la Commission nationale pour le développement des peuples indigènes (CDI), et la présence d'une université interculturelle.

Après de longues heures d'entretiens dans ce village, je saisis que l'accent est mis sur l'autonomie des groupes locaux à travers la mise en place de programmes éducatifs et culturels favorisant l'intégration des communautés. Le point central observé est non pas la revendication

⁵² 5,50€.

d'une tradition ou d'une identité mais bien l'interculturalité (université, maison de la cultures, programmes scolaires, etc.). La revendication est le partage, la coexistence des différents groupes afin de favoriser un échange culturel, la prise en compte des peuples marginalisés. L'ambition est l'intégration de cultures locales et de leur quotidien à des programmes scolaires, culturels et sanitaires globaux. Il s'agit d'une coexistence interculturelle en vue d'une société multiculturaliste. A San Sebastián Tutla, la quête est davantage celle d'une reconnaissance légale des « us et coutumes » d'un point de vue politique, ne considérant pas la notion d'interculturalité ; il s'agit davantage d'une valorisation publique des traditions et coutumes des groupes locaux au niveau politique. Il semble se dégager davantage de repli identitaire ou de communautarisme à San Sebastián Tutla, favorisé par la légitimation d'une stratégie politique fondée sur la revendication identitaire. A Huehuetla, la volonté est l'autonomie des groupes locaux à travers la mise en place de programmes éducatifs et culturels favorisant l'intégration des communautés. Dans tous les cas de l'étude, la volonté semble être la reconnaissance des « us et coutumes » et la rupture avec la marginalité des indigènes pour atteindre leur autonomie.

« Indigène mais pas indien ! »

J'étais depuis plus d'une semaine auprès de Nicolas et Rubi avec lesquels j'avais pu sympathiser dans ce village pourtant plutôt hostile ou du moins indifférent à ma présence quand je fis l'erreur suprême de leur demander s'ils se sentaient « indiens ». Ma question parut à Nicolas d'une grande naïveté et je compris rapidement que mon apparente ignorance le décevait. L'assimiler aux indiens était alors selon lui utiliser la terminologie des colonisateurs. Je suis pourtant surprise par un petit dicton accroché sur le mur de la maison sur lequel est précisé leur « indianité ». A cette évocation, Nicolas sourit et se détend, il me précise alors joyeusement que dans certaines conditions il est judicieux d'être « indien ». Je suis bien souvent touchée par leur pragmatisme identitaire. En effet, il existe différents termes génériques comme « Indiens », « indigènes », « originaires » ou « autochtones ». Si les dénominations des populations d'origine préhispaniques sont nombreuses et troublent parfois nos acceptions, elles portent de nombreuses connotations inscrites dans l'histoire, dans des rapports de domination et dans les luttes menées par ces populations pour le droit à s'auto-définir et à la libre-détermination. Comme nous le voyons cependant avec Nicolas, les dénominations provenant principalement de l'État ou des classes dominantes, les communautés savent aussi les utiliser dans leurs stratégies de mobilisation pour réclamer leurs droits et l'accès à la terre.

Quand Nicolas évoque l'héritage colonial présent dans la terminologie utilisée pour les qualifier d'indiens, il se réfère à la découverte de l'Amérique par les Espagnols qui pensent avoir découvert les « indes Occidentales » et appelleront de fait, leurs habitants des « indiens ». Les espagnols vont leur offrir un statut juridique particulier au sein de la « République des Indiens », possédant une relative autonomie politique vis-à-vis de la couronne. « Être Indien » sous la colonisation espagnole renvoie ainsi à une catégorie juridique et fiscale. Dans certains cas, cette appellation est acceptée par les communautés, car elle permet à celles-ci de maintenir des droits sur leurs terres collectives. Dans d'autres, se mettent en place des stratégies de fuite de cette condition d'Indien, par des migrations vers les villes ou vers les terres des propriétaires terriens espagnols. Les guerres d'indépendance vont peu à peu remettre en question ces injonctions et les institutions coloniales vont être interdites. La notion dorénavant péjorative « d'indien » va être remplacée par celle « d'indigène » pour amoindrir les échos de ce passé colonial, ne rompant cependant pas avec de nombreuses formes de domination et de violence face aux communautés. L'histoire n'a malheureusement pas effacé l'image négative et infériorisante des indiens. Le racisme anti-indien est encore très présent dans toute l'Amérique latine et nombreux sont les exemples auxquels j'ai été confrontée. Il imprègne les cultures nationales et est intériorisé par les communautés « indiennes » et les individus eux-mêmes. Ainsi, alors que je vivais à Puebla pour un an dans une résidence afin d'effectuer ma dernière année de licence, je fais la rencontre de Max. Il se définit lui-même comme étant indien et surveille l'entrée de l'immeuble dans lequel je loge. Lorsque je m'insurge du comportement des habitants envers lui, il évoquera son identité indienne comme étant synonyme d'infériorité et leur couleur de peau à eux, bien plus blanche, révélatrice de leur supériorité et surtout de leur réussite. J'espérais un peu de cynisme dans ses allégations mais absolument pas, il comprend et justifie cette domination et me presse de ne pas intervenir. Comme nous l'explique Yvon Le Bot, cette discrimination est selon les lieux et les périodes, les groupes et les personnes, caractérisée par des formes biologiques, culturelles ou folkloristes. « Ses manifestations politiques vont du quasi-apartheid à la manière guatémaltèque jusqu'aux politiques d'intégration par assimilation dont l'expression historique la plus élaborée a été l'indigénisme mexicain des années 1930 aux années 1980 » (Le Bot, 2004). Les politiques nationaliste et indigéniste ont ainsi magnifié et folklorisé le passé « indigène » autour de la construction de « nations métisses ». La négation des différences ethniques va aboutir à une politique assimilationniste se concrétisant notamment à travers les réformes agraires, les redistributions des terres et l'intégration des « indigènes » à la nation.

En revanche, durant la période de « transition démocratique » des années 1980, les revendications ethniques vont à nouveau gagner du terrain rompant avec le schéma assimilationniste mis en place par l'État. Les mouvements indigènes vont également tenter de rompre avec les représentations et les images de la communauté traditionnelle repliée sur elle-même (*closed corporate community*). Ces nouvelles dynamiques contemporaines veulent en finir avec les séquelles du colonialisme et des visions péjoratives de « l'indianité ». C'est à travers ce processus que prend sens, la réaction presque épidermique de Nicolas refusant d'être assimilé à « un indien » mais affirmant un indigénisme et l'appartenance à une communauté.

Cette appartenance communautaire va progressivement être questionnée à l'échelle internationale, un groupe de travail sera ainsi créé en 1982 à l'ONU, afin de réfléchir à la « problématique indigène ». C'est depuis cette sphère internationale qu'émerge une nouvelle catégorie, celle d' « autochtone », afin de trouver un consensus entre les différentes appellations données par les différents États. En 2007, et nous reviendrons très précisément sur cette reconnaissance à la suite de la thèse, la « Déclaration des Peuples Autochtones » est approuvée à l'ONU, donnant une reconnaissance officielle et internationale à ces peuples devenant égaux avec les autres et leur admettant le droit à l'auto-détermination. La politisation de leurs démarches va permettre la légitimité de leur lutte au niveau local en prétendant à de nouvelles formes de démocratie puisant malgré tout dans l'identification à un passé largement mythifié. Ces capacités d'adaptation et d'intégration proposent des formes alternatives de gouvernance, puisant dans un certain type « d'idéal indien », au risque de reproduire de nombreuses représentations coloniales.

Deuxième partie

DEUXIEME PARTIE :

**« Nous sommes une nouvelle ère de la démocratie, des indigènes
dans un monde globalisé »**

Comprendre l'émergence de l'affirmation identitaire au Mexique et particulièrement dans l'État de Oaxaca nécessite l'analyse de son contexte et de ses enjeux en dehors du seul recueil de données produites par les acteurs politiques locaux. Bien que cette recherche traite de mutations contemporaines dans un contexte local, il paraît pertinent d'interroger le fonctionnement de ces dynamiques dans sa globalité et son inscription dans le temps. Ce travail d'explication des instances internationales telle que l'ONU, n'a pas pour but de faire du mouvement de revendication autonomiste étudié un tout homogène et clos, défini de façon précise par une structure légale. Le choix de cette première approche a simplement été guidé par l'idée que comprendre le cadre légal des différentes instances et des contextes d'émergence, de cerner les rôles auxquels s'adaptent les acteurs locaux, mais également les marges de manœuvre, les rouages entre les instances internationales, nationales et locales, permettrait d'être au plus près de la compréhension du politique vécu. Le fait de se définir en tant que « peuple indigène » ou « peuple autochtone » n'est pas anodin et impose des contraintes et avantages légaux avec lesquels les membres doivent négocier. Ainsi, il a semblé pertinent de mettre à jour les ressources et stratégies dont les individus disposent. Dans la continuité de ces analyses, j'ai souhaité rompre avec la conception de stratégies élaborées seulement dans l'arène politique nationale et mettre en relief tous les enjeux qu'il existe à comprendre les utilisations « stratégiques » qui sont faites à tous les échelons de ces dénominations.

L'analyse de l'émergence du processus de légalisation du système coutumier, permet de saisir toute la complexité de mutations qui ne sont pas le fait isolé de l'État d'Oaxaca. On observe en effet, l'importance du contexte national et international dans la circulation des idées et le développement d'un nouvel ordre politique. Il est de plus tout à fait pertinent de mesurer à quel point les relations centres-périphéries ne sont pas univoques. Dans le cas étudié, l'influence du contexte global est importante mais l'anticipation proposée par le gouvernement de l'Oaxaca propose une lecture démontrant l'influence d'initiatives et de mutations à partir des périphéries. Comme nous l'avons abordé, depuis les années 2000, la défense des coutumes en tant qu'argument politique légal a progressivement favorisé une exclusion des opposants et permis de les exempter du droit de participation au conseil municipal. Les citoyens venus d'une autre localité de l'Oaxaca ou du Mexique vivant principalement dans les zones périphériques vont s'opposer aux résidents natifs des chefs-lieux municipaux prétendant les exclure au nom de la coutume. Chacun des deux groupes opposés saisissant le principal enjeu de cette prise de pouvoir, garantir une participation directe à toutes les décisions concernant la gestion de la municipalité. Ces

prétendus « natifs » de la commune refusent les négociations par crainte de la perte de leurs coutumes, les habitants du quartier d'El Rosario ne pouvant pas participer au système de charges par méconnaissances des coutumes locales. Au-delà des faits donnés, il semble intéressant d'interroger ces phénomènes d'exclusion non pas comme des phénomènes inévitables, dans le sens d'une écologie urbaine mais davantage comme le préconise Michel Agier, comme des processus historiques et des imaginaires.

L'exemple de San Sebastián Tutla est très intéressant en ce qu'il est révélateur des mutations profondes qui ébranlent le Mexique depuis la décentralisation et l'avènement du multipartisme. Dans cette commune les gouvernants appartiennent à une sorte d'élite locale (commerçants, artisans, employés de bureaux, employés du gouvernement) et entretiennent entre eux de nombreux liens de parenté, monopolisant le pouvoir municipal. Le processus d'urbanisation entamé depuis plusieurs décennies a profité à ces familles qui ont également su tirer profit de la vente des terres d'El Rosario à l'État pour la construction de logements à loyer modéré. En passant de 1 829 habitants en 1990 à 12 000 en 1998, le quartier d'El Rosario a permis une importante croissance démographique et donc une augmentation proportionnelle des recettes fiscales. De nombreuses sources d'enrichissement ont ainsi été révélées avec l'expansion urbaine, la décentralisation et la poussée démographique. Il semble donc tout à fait logique que les détenteurs du pouvoir refusent aux habitants du quartier d'El Rosario l'instauration du régime partisan qui serait synonyme de renoncement au pouvoir et aux bénéfices qui en découlent. Ce régime coutumier en tant qu'argument politique légal permet bien le maintien du pouvoir. Le pouvoir attribué aux autorités locales s'est donc développé au cours de ces trente dernières années, modifiant radicalement le rôle des acteurs et leurs relations. Cette accession à de nouveaux pouvoirs et financements est cependant source de nombreux conflits internes, certains groupes reprochant aux autorités de ne pas être clairs sur la répartition des budgets ou de ne pas suffisamment consulter l'assemblée du village pour prendre des décisions, comme c'est le cas à San Sebastián Tutla. Le principe même de charges financières appelées « tequio » ou le système de charges non rémunérées sont remis en cause depuis la création de ces ressources financières.

Le principe coutumier que défendent les individus rencontrés sur le terrain, bien qu'étant en parti soutenu et infiltré par le principal parti au pouvoir, semble représenter une volonté démocratique. Il ne s'agit évidemment pas ici de démocratie électorale ou représentative mais il est intéressant de saisir les mutations du système démocratique à travers ses appropriations et réinterprétations sur le terrain. J'ai révélé durant cette étude une double dynamique dans la

valorisation et la légalisation des « coutumes » ; une forme de repli identitaire à travers la reproduction de la tradition en même temps que sa transformation et adaptation au changement. Comme j'ai pu l'observer à travers les discours des habitants de San Sebastián Tutla et des membres du palais municipal, le maintien du système coutumier avant que d'être envisagé comme un retour en arrière, est d'abord revendiqué comme la possible appropriation des changements politiques et sociaux. En ce sens, il me paraît pertinent de souligner le sentiment des habitants de cette commune, qui semble converger vers une lecture démocratique du système coutumier. Une lecture en partie basée sur les nouvelles catégories internationales mobilisables au gré de stratégies individuelles et collectives, que nous allons analyser dans cette seconde partie.

Chapitre 1 : Discours et argumentations juridiques

Grâce aux analyses précédemment développées, il s'est avéré essentiel de questionner les enjeux présents autour de ces dénominations et de la création d'une nouvelle catégorie à laquelle semblent vouloir se référer les acteurs locaux. Pour ce faire, force est de constater le poids et l'importance que prennent les Nations unies dans la consécration de la catégorie « peuples autochtones » dans les ensembles coloniaux et postcoloniaux. A travers les travaux majeurs d'Irène Bellier, je m'interroge sur la reconnaissance des droits autochtones, sur l'émergence d'un mouvement international et enfin sur la construction d'un espace politique transnational (Bellier, 2018/1). L'anthropologue Françoise Morin éclaire également ces émergences en saisissant les défis portés par trois types d'acteurs dans la reconnaissance des droits autochtones. Ainsi, nous entendrons les voix de leaders autochtones, de fonctionnaires onusiens des droits de l'Homme et celles des ONG spécialisées.

A - Les « peuples autochtones »

Depuis 1982, un groupe de travail sur les populations autochtones (GTPA) a vu le jour aux Nations unies, offrant enfin un véritable lieu de rencontres, de débats et d'échanges pour un grand nombre des membres des « peuples autochtones ». Mais c'est à la fin des années 1970 que la première rencontre d'importance se déroula, organisée par le Comité spécial des ONG au Palais des Nations à Genève, portant alors sur la discrimination à l'encontre des populations autochtones. Ces deux événements sont centraux dans la visibilité internationale de ces questions, car comme le souligne Jens Dahl (2009 : 34-46), sous l'influence d'un petit groupe de militants et d'avocats américains, la première conférence de 1977 a permis la rédaction d'une liste de principes, donnant lieu en 1981 à une déclaration de principes en dix-sept points.

« Portés par un mouvement naissant qui regroupait, à cette époque, des organisations amérindiennes (nord et sud), des Aborigènes d'Australie, des Sámi (Scandinavie) et des Inuit (Arctique), cette déclaration présentée au GTPA, en 1985, était

le premier brouillon de ce qui deviendra la DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des Peuples autochtones) » (Bellier, 2018 : 144).

S'identifier grâce à une catégorie internationale

Ce groupe de travail va permettre de formaliser les attentes des « autochtones » et de définir les actions nécessaires à mettre en place en termes de politiques publiques au niveau des États. La principale nouveauté de ces discussions réside sans aucun doute dans la capacité des organisateurs à engager les dialogues avec les populations ciblées elles-mêmes, en leur accordant une place centrale dans le processus décisionnaire, notamment à l'ONU. Une véritable structure interne mise en place par des caucus⁵³ régionaux et thématiques remontant au niveau global permet de créer une « voix collective autochtone ». Ce mécanisme a été particulièrement novateur dans un contexte de grande diversité culturelle et linguistique. A la suite de ces dynamiques internes à l'ONU, l'adoption du dispositif s'est mise en place au niveau international. Dans le courant des années 1990, l'Assemblée générale décréta un Jour des peuples autochtones (le 9 août). Puis elle adopta une Année des populations autochtones, en 1993, et enfin deux

⁵³ On entend par caucus une réunion de personnes, généralement des sympathisants ou membres de mouvements politiques. Le mot est principalement employé dans le monde anglo-saxon. Pour davantage de précisions, voire : Irène Bellier, 2017, *Les droits des peuples autochtones. Des Nations unies aux sociétés locales*.

décennies : consacrées au Partenariat avec les peuples autochtones (de 1995 à 2005) pour la première ; la seconde au Partenariat dans l'action et la dignité (de 2005 à 2015).

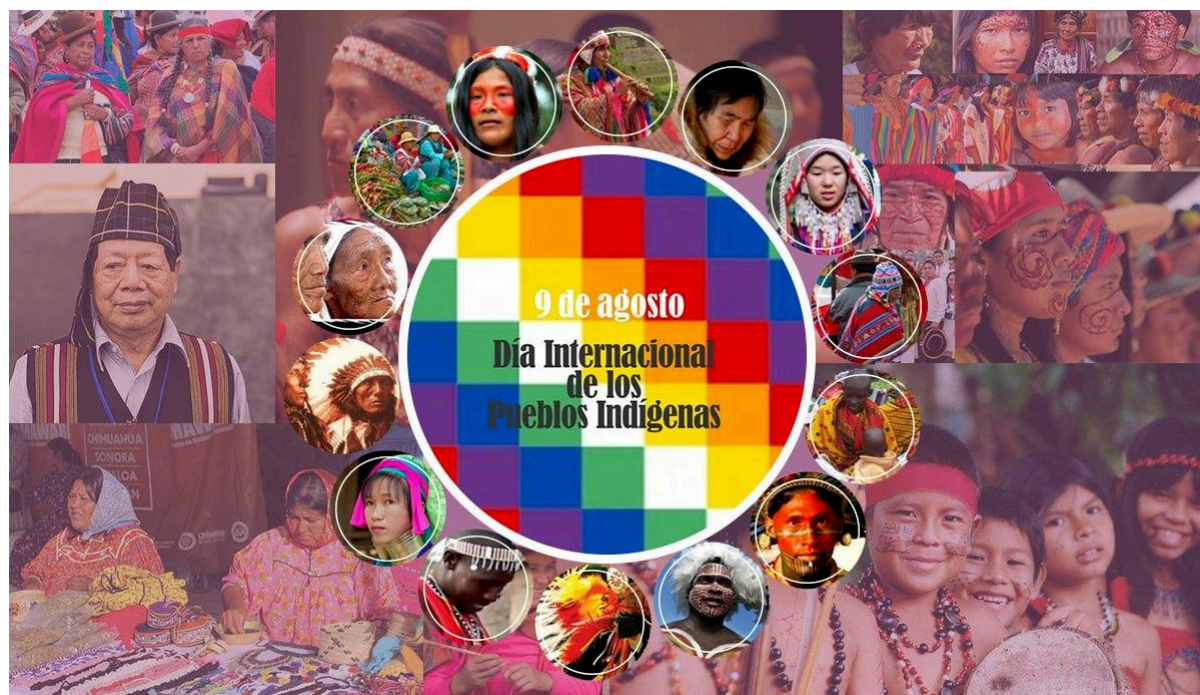


Figure 27: nouvelle affiche en l'honneur des peuples indigènes

(Source : page Facebook de San Sebastián Tutla)

Les membres du palais municipal de San Sebastián Tutla soulignent à travers le choix de cette affiche leur appartenance à une communauté indigène internationale. Cette revendication identitaire est également le témoin de l'impact des réformes entamées par les Nations-Unies dans la reconnaissance des peuples indigènes. La communication de la *cabecera* est principalement axée autour des réseaux sociaux, permettant une relation accrue avec la jeunesse de la commune, en diffusant ce type de support visuel pour créer de l'évènementiel autour de la journée du 9 août, journée internationale des peuples autochtones.

Création de nouveaux espaces

Les dynamiques mises en place à travers ces nouvelles conventions et discours ont permis la construction d'un espace politique aux ambitions aussi bien internationales et globales que nationales et politiques ou encore culturelles et identitaires, à travers les figures des Nations unies, des États et des peuples autochtones. Les dialogues engagés entre ces différentes instances sont précisément le ciment de la construction de ce nouvel espace politique offrant aux autochtones de passer d'une position marginale sur la scène internationale à une position reconnue et influente au sein des politiques nationales.

Cet enjeu international est fondamental à saisir pour envisager la construction historique d'une catégorie, telles que celles de « peuple » ou encore « communauté ». La scène internationale à travers les investissements précédemment évoqués à l'ONU, est devenue le théâtre d'une sorte de « communauté globale autochtone » (Bellier, 2012) se rapprochant grandement de l'idée de la « communauté imaginée » de Benedict Anderson. La référence à cet auteur est détournée pour révéler le caractère mythique et construit de la communauté locale de San Sebastián Tutla

« On assiste à l'émergence d'une communauté d'acteurs non étatiques qui s'exprime sur la scène du monde et se dote d'images attestant de cette qualité. En témoigne un logo qui inscrit dans l'emblème des Nations unies (la couronne de laurier), un visuel figurant la réconciliation, soit deux mains de couleurs distinctes sur un fond de références aux entités de la cosmovision autochtone, « classiques » car considérées comme d'importance vitale. Ces entités – l'eau, la terre, l'air et le feu – évoquées par les couleurs et le graphisme, sont invoquées nominalement dans les discours d'ouverture et de clôture des travaux » (Bellier, González-González, 2015 : 135).

Cet outil qu'est devenu le terme de « peuple », a dépassé un usage purement discursif en engageant un principe de droit international. En devenant des acteurs majeurs des négociations internationales, ces « peuples autochtones » longtemps définis comme des victimes de l'histoire, transforment leur statut et tentent grâce à ces mutations de créer une voix collective

aux enjeux et ambitions politiques pourtant extrêmement diversifiés. A travers l'exemple de différents articles de la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones, se révèlent les dynamiques en cours dans les relations internationales entre les nations et leurs peuples autochtones.

Voici 10 articles de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones qui nous permettent de mieux comprendre et de saisir toute la portée de ce texte fondamental.

Déclaration des Nations Unies
sur les droits des peuples autochtones



Article premier

Les peuples autochtones ont le droit, à titre collectif ou individuel, de jouir pleinement de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le droit international relatif aux droits de l'homme.

Article 3

Les peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

Article 4

Les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des moyens de financer leurs activités autonomes.

Article 8

1. Les autochtones, peuples et individus, ont le droit de ne pas subir d'assimilation forcée ou de destruction de leur culture.
2. Les États mettent en place des mécanismes de prévention et de réparation efficaces visant :
 - a) Tout acte ayant pour but ou pour effet de priver les autochtones de leur intégrité en tant que peuples distincts, ou de leurs valeurs culturelles ou leur identité ethnique ;
 - b) Tout acte ayant pour but ou pour effet de les déposséder de leurs terres, territoires ou ressources ;
 - c) Toute forme de transfert forcé de population ayant pour but ou pour effet de violer ou d'éroder l'un quelconque de leurs droits ;
 - d) Toute forme d'assimilation ou d'intégration forcée ;
 - e) Toute forme de propagande dirigée contre eux dans le but d'encourager la discrimination raciale ou ethnique ou d'y inciter.

Article 10

Les peuples autochtones ne peuvent être enlevés de force à leurs terres ou territoires. Aucune réinstallation ne peut avoir lieu sans le consentement préalable — donné librement et en connaissance de cause — des peuples autochtones concernés et un accord sur une indemnisation juste et équitable et, lorsque cela est possible, la faculté de retour.

Article 14

Les peuples autochtones ont le droit d'établir et de contrôler leurs propres systèmes et établissements scolaires où l'enseignement est dispensé dans leur propre langue, d'une manière adaptée à leurs méthodes culturelles d'enseignement et d'apprentissage.

Article 23

Les peuples autochtones ont le droit de définir et d'élaborer des priorités et des stratégies en vue d'exercer leur droit au développement. En particulier, ils ont le droit d'être activement associés à l'élaboration et à la définition des programmes de santé, de logement et d'autres programmes économiques et sociaux les concernant, et, autant que possible, de les administrer par l'intermédiaire de leurs propres institutions.

Article 25

Les peuples autochtones ont le droit de conserver et de renforcer leurs liens spirituels particuliers avec les terres, territoires, eaux et zones maritimes côtières et autres ressources qu'ils possèdent ou occupent et utilisent traditionnellement, et d'assumer leurs responsabilités en la matière à l'égard des générations futures.

Article 26

1. Les peuples autochtones ont le droit aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent et occupent traditionnellement ou qu'ils ont utilisés ou acquis.
2. Les peuples autochtones ont le droit de posséder, d'utiliser, de mettre en valeur et de contrôler les terres, territoires et ressources qu'ils possèdent parce qu'ils leur appartiennent ou qu'ils les occupent ou les utilisent traditionnellement, ainsi que ceux qu'ils ont acquis.
3. Les États accordent reconnaissance et protection juridiques à ces terres, territoires et ressources. Cette reconnaissance se fait en respectant dûment les coutumes, traditions et régimes fonciers des peuples autochtones concernés.

Article 28

1. Les peuples autochtones ont droit à réparation, par le biais, notamment, de la restitution ou, lorsque cela n'est pas possible, d'une indemnisation juste, correcte et équitable pour les terres, territoires et ressources qu'ils possédaient traditionnellement ou occupaient ou utilisaient et qui ont été confisqués, pris, occupés, exploités ou dégradés sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

B - Nouvelle norme du droit électoral.

Comme je l'ai signifié en amont, la Déclaration des Nations unies des droits des peuples autochtones a été validée après près de 25 ans de discussions à l'Assemblée générale des Nations unies. Bien que les débats fussent longs, l'ensemble des États l'a reconnu. Il n'existe plus aucune opposition déclarée, les États « récalcitrants » (Bellier, 2006) d'Australie, du Canada, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande ayant officiellement endossé ce document. Concernant notre thématique centrale, l'important est de comprendre l'aspect fondamental de la reconnaissance des populations visées comme des peuples en droit international, autrement dit, des sujets dotés d'une personnalité juridique.

Cela est consacré par l'article 3 qui établit le droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes (autodétermination). La dimension politique de l'adoption doit aussi être soulignée, puisque les organes du système des Nations unies ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et les États membres s'engagent à mettre en œuvre les dispositions de cette Déclaration (articles 41 et 42). Les deux dimensions du symbolique et du politique se renforcent du fait de la participation des représentants autochtones à la négociation de l'instrument, et de leur volonté persistante de le voir mis en œuvre » (Bellier, 2018/1 : 137).

Les relations de pouvoir internes aux États, demeurent malgré tout majeurs et excluent pour la plupart les peuples autochtones. L'enjeu principal des demandes de ces dernières années demeure la démocratie et la participation de ces groupes aux affaires politiques les concernant. Cependant, les situations d'autorité, notamment économiques limitent les réelles avancées dans la reproduction de sociétés culturellement distinctes. Afin de permettre une évolution majeure, les délégués autochtones appellent à davantage d'application sur le terrain de la reconnaissance des droits (environnement, propriété intellectuelle, politiques publiques, etc.), en améliorant notamment la connaissance des décideurs ainsi que des évolutions juridiques.

Histoire de droits

La question du droit est entrée dans ma thèse alors que je rencontrais les acteurs majeurs du collectif du quartier d'El Rosario. Je prenais rapidement conscience que leur principale arme était précisément le droit et leurs connaissances en matière de recours juridiques. Le collectif des habitants unis d'El Rosario était « dirigé » par deux avocats, un homme et une femme dynamiques, très précis et concernés qui entendaient mener à terme leurs revendications. Cependant, si leurs compétences dans le domaine demeuraient une véritable force, ils avaient face à eux, des acteurs aux discours aguerris sur les réformes du droit international et les enjeux du droit collectif. C'est à la fin de mes années de terrain que cet angle m'est apparu absolument central et que j'ai pu appréhender l'étendue des stratégies discursives mises en place pour utiliser ces réformes dans le sens du maintien du système coutumier.

Ainsi, il était apparu très clairement aux acteurs politisés de San Sebastián Tutla, que le droit international distinguait désormais le droit des minorités qui fait appel aux droits de la personne et les droits des peuples autochtones qui se consacrent aux collectifs. Cette distinction majeure et la mise en place d'un dispositif institutionnel au sein de l'ONU ont permis une refonte du cadre juridique. Le terme de « minorité » porteur d'une lourde symbolique a alors été modifié et a donné aux populations concernées la possibilité de se reconnaître comme membres d'un « tout », d'une « nation » ou d'un « peuple ». Éloignées de cette symbolique de membres d'une minorité, les populations locales se sont alors approprié les nouveaux discours onusiens et ont pu accéder à des statuts plus « valorisants » et à même de leurs offrir de nouvelles possibilités d'actions sur leurs territoires. J'ai alors pu constater les termes mêmes des directives internationales usités comme plaidoyers contre les membres du quartier d'El Rosario. Pour faire valoir leurs droits, les propos étaient mots pour mots ceux utilisés dans les textes de l'ONU : « Nous sommes des peuples et nations avec une continuité historique et nous devons préserver, développer et transmettre aux générations futures nos territoires ancestraux et notre identité ethnique »⁵⁴.

Cet extrait a eu chez moi un fort impact car j'avais précisément lu les travaux d'Irène Bellier et les dispositions de l'ONU citées à travers la déclaration des Nations Unies des Peuples

⁵⁴ Paragraphe recueilli dans un discours des membres du palais présidentiel pour préparer leur défense face à la menace de poursuites judiciaires des membres d'El Rosario après les élections de 2015.

autochtones. La reconnaissance de leurs systèmes institutionnels et juridiques, de leurs droits et de leurs coutumes était signalée en ces termes⁵⁵.

Droits et territoires

L'idée d'unité portée derrière les mutations internationales à l'encontre des « peuples autochtones » revêt un sens particulier au Mexique et notamment dans l'État de Oaxaca où les enjeux identitaires autour de l'indigénisme sont si forts et complexes. Ce qui est intéressant à saisir à travers l'examen particulier de cet État est la notion centrale de territoire. David Dumoulin (2003) signale à ce titre le lien tardif mais essentiel entre enjeux identitaires indigènes et enjeux environnementaux.

Dans l'État de Oaxaca, accompagné d'une large remise en question des gouvernements municipaux, l'articulation que nous souhaitons mettre à jour révèle le principe de souveraineté déterminant dans les luttes pour l'autonomie et la libre détermination. Ces volontés exacerbées depuis quelques décennies sont ainsi, comme je l'ai saisi en amont, soutenues par le recours aux principales normes internationales de l'OIT et de l'ONU, traitant de la souveraineté et de la citoyenneté des populations indigènes à travers le monde. Malgré tout, on peut toujours appréhender la démarche de créer un groupe homogène et une souveraineté commune. Il est nécessaire de souligner les représentations diverses portées par des évolutions politiques institutionnelles. A ce titre, Christian Gros (2004 : 45-46), souligne les tensions entre les différentes visions du territoire à Oaxaca, la première étant la base indispensable d'une « reproduction identitaire » et l'autre réalité de l'État, faite de « migrations, de flux, de réseaux, de diasporas ».

⁵⁵ Voir à ce sujet : Irène Bellier, 2018, « Les droits des peuples autochtones. Entre reconnaissance internationale, visibilité nouvelle et violations ordinaires ». *L'Homme & la Société* 2018/1 (n°206) pp 137-174.

C - Le « cas mexicain », dispositifs de développement et judiciarisation des conflits

Processus de démocratisation

A partir des années 1980, l'Amérique latine a connu un vaste mouvement de démocratisation, mais le Mexique a quant à lui suivi une voie particulière. Alors que de nombreux pays de l'Amérique latine basculent « à gauche », le Mexique, après soixante-dix ans de présence au pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), connaît une alternance « à droite ». Cette alternance remportée par Vicente Fox, candidat du Parti d'action nationale aux élections de 2000 sera saluée comme la victoire du pluralisme et de la démocratie. En revanche six ans plus tard les élections seront très conflictuelles avec une très courte victoire contestée du candidat du PAN qui donnera lieu à une période durant laquelle deux présidents se feront face, le candidat battu menant une longue mobilisation pour contester sa défaite. Ce conflit mettra en doute l'avènement d'une démocratisation fraîchement acquise.

Grâce aux études effectuées et à mes observations dans l'État de Oaxaca, où un conflit majeur entre l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca et le gouverneur de l'État explose depuis plusieurs années, il semble pertinent d'analyser l'évolution du processus de démocratisation à l'aune des États fédérés. Les différences régionales sont très fortes et l'alternance qui s'est produite au niveau national en 2000 s'est exprimée de manière très diverse selon les régions. En effet, on peut observer une consolidation de la gauche mexicaine dans la ville de Mexico, où depuis 1997, le PRD a triomphé à trois reprises. En revanche, dans de nombreux États, notamment dans les périphéries, le PRI résiste toujours. Cette distinction entre les États est souvent comparée à une fracture entre le sud et le nord, ce que les auteurs telle que Marie-France Prévôt-Schapira, présentent comme un clivage entre « la Mexamérique » et « la Mésoamérique »⁵⁶.

On peut dès lors se poser la question de la situation géopolitique du Mexique, grâce à l'analyse de la crise que traverse le pays entre son appartenance à l'Amérique latine et à l'Amérique du nord. Chaque entretien avec mes interlocuteurs ou même avec les professeurs lors de mon année d'échange universitaire en 2012, a été l'occasion de soulever cette problématique

⁵⁶ Intervention de Marie-France Prévôt-Schapira, au colloque du 14 décembre 2009, « L'Amérique latine en mouvement ».

qu'ils présentent comme telle. Chacun expliquant à sa manière qu'il existe une réelle difficulté à gérer cette double appartenance. J'ai donc tenté de saisir à travers ce chapitre dans quel contexte géopolitique se situe le Mexique, pour que cette situation soit présentée comme si complexe au sein de la population rencontrée. Les études historiques et économiques concluent que jusqu'à la fin des années 1970, la nation se trouvait ancrée en Amérique latine. Le Mexique était un des rares pays qui aient reconnu Cuba et qui accueillait les réfugiés d'Argentine et du Chili. Il était de plus, à l'initiative du groupe de Contadora pour défendre le processus de paix en Amérique centrale.

Mais comme j'ai pu le souligner précédemment, à partir des années 1980 ces relations évoluent. La fin du modèle d'industrialisation et le tournant néolibéral tirent le nord du Mexique - et le pays avec lui - vers les États-Unis. Ce mouvement aboutit au traité de libre-échange l'ALENA, qui marque l'entrée du Mexique dans la zone de libre-échange nord-américaine (Mexique/États-Unis/Canada) au début des années 1990. Bien que le rapprochement avec les États-Unis n'ait pas fait l'unanimité au Mexique, le pays est donc de plus en plus intégré au marché nord-américain et les gouvernements ont dès lors porté un regard nouveau sur la migration. Un accord migratoire avait même été décidé entre les présidents Vicente Fox et George Bush, remis en cause après les événements du 11 septembre 2001. C'est dans ce contexte qu'est décidée la poursuite de la construction du mur sur mille-cent-trente kilomètres. Il faut rappeler que « le mur » s'est construit par étapes, avec une phase de renforcement sous Clinton, en 1994, alors même qu'était signé l'accord de libre-échange. La frontière était donc fermée pour l'immigration et ouverte pour le commerce. Le nombre des migrants n'en est pas moins important pour autant mais la circularité a été modifiée, les séjours passant de six mois en moyenne à trois ou quatre ans.

Bien que de nombreux spécialistes considèrent le Mexique comme un État nord-américain, il est intéressant de noter à quel point cette situation est une véritable source d'angoisse pour les populations rencontrées. De plus, il semble que les préjugés et les anciennes querelles pro et anti américains aient laissées des traces. En effet à San Sebastián Tutla, il a été tout à fait saisissant de comprendre que pour de nombreuses personnes, la plus grande menace à leur système politique normatif interne, réside justement dans l'influence nord-américaine sur la politique nationale. En ce sens, la secrétaire municipale ainsi que ses collaboratrices évoqueront leurs peurs en ces termes : « L'influence des U.S.A est néfaste sur la politique de Peña Nieto et

aussi l'hyper puissance économique que deviennent la Chine et le Japon, tout cela va faire disparaître nos coutumes ». On perçoit à travers ces quelques lignes toute la dimension angoissante que revêt la notion de globalisation et à travers celle-ci l'idée d'une perte d'identité, de reconnaissance et de cohésion. Plus encore, la difficulté réside sans doute dans la contradiction observée entre la volonté d'instauration d'une « démocratie communautaire » et les rapprochements avec les États-Unis défenseurs d'une démocratie basée sur les libertés individuelles.

Le « réveil indianiste » au cœur d'une crise nationale

Le « réveil indianiste » rencontré au Mexique émergeant au cœur des années 1970 est alors à saisir dans un contexte de crise du national-populisme mexicain, favorisant l'émergence d'un nouveau type de *leadership* ethnique : celui des jeunes formés par l'INI (Institut National Indigéniste), maîtres bilingues et promoteurs culturels (Recondo, 2009). Sous la présidence d'Echeverría (1970-1976), le gouvernement a misé sur la mobilisation des populations « indigènes » elles-mêmes, au niveau national et régional en créant diverses organisations afin de renouveler les participations politiques (Pineda, 1993). Dans cette dynamique, les années 1970 ont donc été le théâtre de l'émergence de cinquante-six congrès régionaux indigènes passant par l'INI, les ministères de l'éducation et de la réforme agraire ou encore la Confédération nationale paysanne (CNC). A la suite de cette vague de préparation, s'est tenu le Premier congrès national des peuples indigènes en 1975 à Janitzio dans l'État du Michoacán. A l'issue de ce congrès est né, la même année, le Conseil national des peuples indigènes⁵⁷ (CNPI⁵⁸) qui regroupait les « conseils suprêmes », représentations des groupes ethniques de tout le pays.

Comme nous le précise Julie Métais à travers sa thèse sur les enseignants dans l'État de Oaxaca (Métais, 2014), une transformation progressive du registre discursif a été portée par les mobilisations rurales, passant de références marxistes à indianistes, voire communalistes, promouvant les spécificités culturelles et ethniques des populations. Plus tard en 1994, lors du soulèvement zapatiste, le discours de l'EZLN a également évolué, passant d'un argumentaire

⁵⁷ *Consejo Nacional de Pueblos Indígenas.*

⁵⁸ Dissout en 1985 par le gouvernement.

sur les classes et la justice sociale vers un discours plus orienté sur les droits indigènes portés par la guérilla indienne (López Caballero, 2009).

Dans l'État de Oaxaca, pourtant moins réputé que l'État voisin du Chiapas pour ses luttes locales, depuis la fin des années 1970, de nombreuses organisations régionales ont affiché une véritable posture de résistance face aux relations clientélistes entre le pouvoir central et les *municipalités*. Parmi ces groupes, promouvant une forme de souveraineté locale des assemblées communautaires, le Comité de défense des ressources naturelles et humaines mixe⁵⁹ (CO-DREMI), l'Organisation de défense des ressources naturelles et du développement social de la Sierra Juárez (ODRENASIJ) et l'Assemblée d'autorités zapotèques et chinantèques de la Sierra (AAZACHI)⁶⁰, qui ont été créés sous l'influence de Floriberto Díaz.

Jusqu'aux années 1980, il est intéressant de saisir que les principales luttes locales, gardaient un fort écho des courants marxistes. Cependant, comme nous l'explique l'anthropologue Rubin, le discours de la COCEI⁶¹, a petit à petit modifié sa grille de lecture pour proposer un discours aux sonorités davantage culturelles et ethniques (Jeffrey Rubin, 1994). En mettant en valeur les caractéristiques « ethniques » des populations locales (langue zapotèque, manifestations religieuses, mobilisation du tequio, etc.), les membres de la COCEI ont su devenir une force politique régionale et ont connu un écho international. L'importance de ces mouvements locaux et de leur portée internationale est fondamentale à développer tant ils ont su être le fer de lance de dynamiques contemporaines globales. Ainsi, c'est à Oaxaca, à la suite de ces nombreuses manifestations dans la ville de Matías Romero, en septembre 1989, que s'est tenu le premier Forum international sur les droits humains des peuples indiens, réunissant des organisations indigènes, des ONG et des militants des droits indiens. L'opposition formulée lors de cette manifestation d'envergure internationale va fonctionner comme un catalyseur pour les organisations indigènes régionales mexicaines et va permettre l'entrée pour nombre d'entre

⁵⁹ Devenue en 1984 « Assemblée des autorités mixes » [Asamblea de Autoridades Mixas] (ASAM) puis création de l'Association civile service du peuple mixe [Servicios del Pueblo Mixe, Asociación Civilen 1988.

⁶⁰ *Comité de Defensa de los Recursos Naturales y Humanos Mixes, Organización de Defensa de los Recursos Naturales y Desarrollo Social de la Sierra Juárez et Asamblea de Autoridades Zapotecas y Chinantecas de la Sierra.*

⁶¹ La Coalition des travailleurs, des paysans et des étudiants de l'isthme est une organisation politique socialiste mexicaine à Juchitán, Oaxaca.

elles dans la sphère de réseaux nationaux et internationaux panindiens et intercommunautaires comme nous l'avons notamment saisi à travers notre analyse sur les groupes présents à l'ONU.

A travers ces actions et la nouvelle importance de leurs réseaux à différentes échelles, les autorités locales ont manifesté un désir accru de ce que nous nommerons « une souveraineté locale ». Plusieurs projets se sont alors insérés dans le Plan de développement économique et industriel Puebla Panama, devenu le Plan Mésoamérique⁶². Initié en 2001, il concerne le Mexique et différents pays d'Amérique centrale. Soutenu par la BID⁶³ et la Banque Mondiale, ce plan a pour but d'attirer les investisseurs étrangers dans la région. Bien que les articles 6 et 7 de la convention 169 de l'OIT sur les Peuples indigènes et tribaux des pays indépendants, ratifiée par le Mexique, promeuvent la consultation préalable des populations indigènes dans le cadre de la mise en place de projets d'infrastructures, ces initiatives de développement néolibéral, n'ont pas toujours su - loin s'en faut - apporter les garanties du respect de leurs droits aux populations concernées. Afin de pallier à ces failles évidentes et de proposer de nouvelles formes de gouvernance, la CDI (Commission nationale pour le développement des peuples indigènes) a remis en 2013 au gouvernement un « Protocole pour la mise en œuvre des consultations des peuples et communautés » en conformité avec les standards de la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail sur les peuples indigènes et tribaux des pays indépendants et surtout recommandé par les institutions internationales telles que l'ONU et la Banque Mondiale.

« Depuis le début des années 2000 à Oaxaca, ces projets ont suscité de nombreuses contestations, donné lieu à la création d'organisations « de défense du territoire » qui mobilisent le référent indigène en l'associant aux problématiques politiques d'autonomie et de souveraineté. » (Métais, 2014 : 305).

⁶² Notamment des projets liés au développement soutenable (projet du couloir biologique mésoaméricain), au tourisme, au transport (par exemple le couloir du Pacifique et la route devant traverser l'isthme de Salina Cruz à Coatzacoalcos) et à la production d'énergie (le couloir éolien de l'isthme) ont été envisagés, dont il est attendu des retombées économiques locales pour les populations indiennes du sud du pays par la création d'emplois et le développement éducatif.

⁶³ Banque interaméricaine de développement.

CHAPITRE 2 : Le conflit au cœur de la décentralisation

Au Mexique, la question de l'espace est étroitement liée à celle du territoire. Le territoire est et a été un outil de légitimation de l'État notamment dans les régions rurales. Cette particularité de l'inscription étatique au niveau local souligne la nécessité de l'étude et de la compréhension de l'évolution des mutations territoriales et de l'importance des politiques de démocratisation et de décentralisation entamées dans les années 1980. Pour comprendre les nouvelles formes de légitimité politique basées sur les mutations de l'État, je me focalise non pas sur les transformations des institutions, mais sur la façon dont les communautés se sont adaptées à ces bouleversements.

A - Désengagement de l'État et décentralisation

L'État en questions

L'ambition est alors d'appréhender la modification des espaces de souveraineté locale, induite en partie par l'apparition de nouveaux types de gouvernances davantage transnationales, au nom de projets tels que la « démocratisation » et la décentralisation. De nouveaux projets perçus comme autant de ressources potentielles par divers acteurs ont émergé depuis les années 1980, modifiant le jeu politique local :

Ils font l'objet de stratégies de réappropriation locales et entraînent inévitablement des mutations dans la manière d'exercer le pouvoir. Des élites locales s'appuient autant sur les mots de la bonne gouvernance que sur les moyens inhérents à celle-ci pour combattre au sein de leur propre arène politique. Deuxièmement, le rôle de l'État se construit dorénavant dans un enchâssement (*embeddedness*) complexe avec ces nouvelles institutions. Un regard renouvelé est ainsi nécessaire sur la question de la souveraineté d'espaces politiques, qui apparaissent de plus en plus comme une coproduction de différents acteurs (Pétric, Blundo, 2012 : 12).

En développant ces thématiques est alors apparue la question de la place et du rôle de l'État. Je m'interrogeais sur le double discours perçu entre d'une part une volonté clairement nommée de faire partie des enjeux politiques étatiques et les stratégies multiples pour obtenir des avantages, et d'autre part la critique d'un appareil considéré comme surplombant, dépassé et corrompu.

La fin des années 1980 au Mexique, marque le début d'importantes réformes économiques entraînant le désengagement de l'État et la libéralisation des règles de fonctionnement économique. En effet, le pays traverse une crise financière et le principal objectif de la décentralisation devient de faire face à la diminution des ressources budgétaires en diminuant les charges sur le budget de l'État. Cette réforme a notamment donné davantage de compétences aux États de la Fédération ainsi qu'aux municipalités. Ces nouvelles fonctions ont principalement consisté en des capacités de consultation, de décision, d'exécution, de contrôle et de financement. Même si la dynamique paraît louable au niveau local, les réelles ressources budgétaires sont toutefois trop faibles pour espérer une gestion correcte de leurs nouvelles fonctions. De plus, en faisant le choix de la décentralisation, les autorités fédérales ont adopté une stratégie de privatisation du patrimoine public, l'ouverture des marchés, entraînant de fait la baisse du pouvoir de l'autorité publique face aux initiatives privées. L'État mexicain a suivi les grandes réformes internationales observées au niveau économique depuis le milieu des années 1990, favorisant l'essor des politiques de la concurrence.

« Bien souvent, cette politique s'inscrit dans un programme plus large de réformes structurelles (privatisations, stabilisation budgétaire, etc.), parfois initié par les organisations internationales (telles que le Fonds monétaire international — FMI) à la suite de crises économiques, et a été accentuée par la formation d'unions économiques régionales (ASEAN, ALENA) ou l'appartenance à une organisation régionale (APEC, par exemple) » (Combes, 2016 : 5).

Pourtant les pays d'Amérique latine n'étaient pas connus pour leur capacité à mettre en concurrence les marchés et favorisaient au contraire l'interventionnisme étatique. Les années 1980 ont donc été synonyme d'un renouveau économique en accélérant le processus de libéralisation et de déréglementation de leur économie. Au Mexique, cet engagement a surtout été l'écho d'une profonde crise de la dette datant de 1982, favorisant ainsi une réorientation de la politique économique du pays en proposant un désengagement massif de l'État et l'adhésion à la zone de libre-échange nord-américaine (ALENA) en 1990. Ces dynamiques se sont vues

renforcées au cours des décennies suivantes, avec la mise en place d'un programme de libéralisation des échanges internationaux et de l'investissement direct à l'étranger, de déréglementation et de privatisation. En 1993, le gouvernement mexicain adoptera finalement la Loi Fédérale sur la compétition économique, créant même une autorité de la concurrence, renforcée en 2014.

Les dynamiques internes choisies par l'État mexicain pour répondre aux nombreuses crises nationales depuis les années 1980 sont essentielles à saisir pour appréhender les mutations politiques et notamment partisans rencontrées par le pays. Alors que pendant plus de soixante-dix ans, le régime priiste a pu jouir d'une grande stabilité, le distinguant des autres pays d'Amérique latine et ne remettant pas en cause sa politique corporatiste, les crises précédemment énoncées vont faire tanguer cette logique. Malgré l'ébranlement de ce vieux régime, il ne s'est pas effondré et les dirigeants ont en partie réussi à mettre en place de nouveaux dispositifs de soutien au régime, au caractère plus clientéliste (*Idem* : 5).

L'hégémonie priiste et la force du système corporatiste ont grandement limité l'efficacité des services sociaux au niveau local et du poids politique des localités. Cette faiblesse reconnue des acteurs politiques locaux a même fait dire à certains analystes que la décentralisation avait été mise en œuvre pour maintenir le régime autoritaire (Cabrerero Mendoza, 1998). Cependant, l'affaiblissement du système corporatiste, les privatisations et la décentralisation ont déstabilisé le système politique et social et à partir de la présidence De La Madrid dans les années 1980. Les élections sont devenues plus compétitives. A la suite de la nationalisation du système bancaire, une partie des groupes socio-économiques alliés traditionnels du PRI, se sont rapprochés du PAN, principal parti d'opposition.

L'État mexicain a rempli presque totalement le vide politique engendré par la révolution. Le nouvel État n'a pas eu besoin de choisir entre différentes oligarchies, comme au Brésil, ni de s'affronter à elles, comme l'a fait le péronisme argentin, puisqu'il est parvenu à créer ses propres bases sociales. Durant la période du gouvernement Cárdenas, l'État mexicain a réussi à mettre les paysans totalement sous sa dépendance grâce à la réforme agraire. Dans le même temps, sa base urbaine s'est centrée sur les travailleurs des entreprises de l'État et sur l'appareil de l'administration gouvernementale (Bizberg, 2003 : 118).

Comme nous le précisent A. Aziz et J. Alonso (2003), le précédent système corporatiste a finalement introduit une certaine dose de représentation proportionnelle, maintenant malgré tout l'hégémonie du régime autoritaire. Ce système a contraint l'État à assurer une certaine croissance économique pour permettre le maintien des secteurs sociaux le soutenant. Ce fonctionnement légitimant le pouvoir en place par la croissance économique ne favorisait pas une légalité et une transparence des élections. Le caractère inclusif de son système a contraint l'État mexicain à maintenir la stabilité des prix et la parité peso-dollar, en appliquant une politique économique monétariste. Ces explications des caractéristiques de l'économie politique du régime mexicain, permettent de comprendre la subordination de l'État au régime. Les années 1960 se sont révélées être celles de la modernisation du pays et principalement de l'expansion de la classe moyenne mexicaine. De nombreux mouvements de protestation ont vu le jour, notamment autour des enseignants, des médecins, etc. Les problématiques étaient nouvelles à gérer pour le gouvernement, car loin de demander une meilleure redistribution des richesses ou une plus grande participation au système, ces nouvelles classes moyennes demandaient tout simplement l'ouverture du régime et sa démocratisation (Zermeño S., 1978).



Figure 28 : affiche au centre de Oaxaca, représentant les contestations politiques (Source : photo personnelle)

Gérer les budgets locaux : nouvelles compétences et cristallisation des conflits

La démocratisation du territoire mexicain est ici principalement analysée sous l'angle des territoires ruraux ou du moins des territoires locaux et communautaires. Comme observé en amont, les années 1990 sont marquées par l'enracinement du multipartisme au niveau local et de fait modifié le cadre d'action des acteurs politiques. La décentralisation allant de pair avec ces dynamiques électorales, les municipalités voient leur importance croître de façon considérable. A partir de 1997, en seulement cinq ans, les municipalités vont ainsi voir leurs finances multipliées par quatre. Julie Devineau dans son analyse des variations politiques régionales expose trois tendances majeures au sein des localités dès 1994 concernant le traitement des politiques publiques destinées aux populations indigènes :

« D'une part, les différences culturelles sont officialisées dans certains domaines de l'action publique : il s'agit essentiellement de la culture, de la Justice ainsi que de l'environnement. Dans ces secteurs, des mesures de reconnaissance de la diversité, ainsi que d'accommodement du système politique à cette diversité, sont adoptées. Ces politiques partagent une même conception de « l'espace » de la différenciation ethnique : les communautés. (...) Par ailleurs, les communautés sont de plus en plus considérées comme des unités douées d'une volonté, soit encore comme des acteurs dont on attend une participation active au sein des politiques. (...) Enfin, il faut souligner une tendance officielle mais informelle, dont l'importance s'accroît vers la fin des années 1990 : la promotion de personnalités indigènes à des postes de responsabilité dans l'administration publique » (Devineau, 2009 : 79).

La décentralisation et les transferts de fonds fédéraux aux municipalités vont renforcer ces appartenances communales. C'est précisément ici que se joue une des problématiques centrales observées à San Sebastián Tutla. L'afflux de ces ressources financières a généré de nouvelles rivalités entre les communautés, beaucoup d'autorités municipales considérant les ressources de la décentralisation comme appartenances du seul chef-lieu municipal et excluant les autres bénéficiaires des programmes. Comme j'ai pu l'analyser à El Rosario, cette captation des richesses a généré de larges mouvements de protestation de la part des communautés satellites.

Ces nouveaux habitants regroupés dans des quartiers périphériques vont alors demander au-delà d'une participation politique, un accroissement des ressources budgétaires afin de mieux doter leurs quartiers en infrastructures. Depuis vingt ans, le collectif d'El Rosario se sent lésé en termes de développement économique et d'aménagement territorial alors même qu'à partir des années 1970, les grands programmes sociaux mexicains ont associé le sous-développement socio-économique à la carence en infrastructure.

Malgré le tournant néolibéral opéré par le régime après la crise de la dette de 1982 et les coupes budgétaires en matière d'infrastructure productive, l'infrastructure sociale a continué d'être perçue comme priorité publique pour favoriser le développement. Grâce à ces dynamiques, l'État mexicain va ainsi pouvoir « mesurer » la marginalisation des localités. « Plus la proportion de foyers n'ayant pas accès à ces services est élevée, plus l'indice de marginalisation de la localité, calculée par le Conseil National de la Population (CONAPO), augmente. Ceci accroît à son tour la probabilité que la localité soit une cible prioritaire des programmes sociaux, parmi lesquels celui « d'infrastructure sociale » (Devineau, 2010 : 60) ». La réforme de l'article 115 de la constitution prévoit que les municipalités vont dorénavant être responsables des services d'eau potable, d'éclairage public et d'entretien des rues. Ce sont précisément les trois secteurs qui posent conflit entre la *cabecera* de San Sebastián Tutla et le quartier d'El Rosario. Malgré les enjeux stratégiques pour le bourg chef-lieu à maintenir ces ressources, il existe bien une réelle difficulté économique pour ces municipalités dotées de nouvelles compétences mais qui accomplissent difficilement ces tâches du fait de leur manque de ressources.

Décentralisation

Cette réalité est telle que la Banque Mondiale va dès les années 1990 créer un programme visant à la fois à financer ces activités et à les élargir : le programmes « Décentralisation et développement rural » I (1991-1994) et II (1995-1999). Ce programme sera enrichi les années suivantes avec la « loi de coordination fiscale » et avec la création du « Fonds d'Infrastructure sociale », dont profitent les États (13% de l'ensemble des fonds) et les municipalités (87%). Pour la première fois, comme le souligne Julie Devineau dans son article, des actions aussi diverses seront regroupées sous une même appellation, celle d'infrastructure sociale. A ces nouvelles dynamiques très importantes pour les municipalités s'ajoute la privatisation de

nombreux secteurs. On observe donc en seulement quelques années une transition d'un modèle où l'institution municipale est subordonnée aux autres niveaux de gouvernement, à un autre où la municipalité est constamment mobilisée pour mener de grands projets.

Les acteurs politiques locaux et particulièrement les maires ne vont alors cesser comme nous l'avons vu avec la partie sur les réseaux, d'entretenir des relations avec les interlocuteurs du gouvernement fédéral et local. Ce qui m'intéresse dès lors n'est pas de saisir le poids de l'État et sa capacité à maintenir sa place au niveau local ou d'estimer son potentiel retrait mais davantage d'envisager les diverses relations mises à jour avec ces dynamiques et comprendre comment elles reconfigurent le pouvoir au niveau local. Ces années de transition démocratique (2000 - 2012) ont fait surgir des ambivalences dans les relations entre l'État et les communautés ou mouvements sociaux. Nous avons ainsi pu observer de nouveaux types de relations, comme la reconnaissance des « opposants » traditionnels comme interlocuteurs légitimes et également l'apparition d'une nouvelle forme de conflictualité. Cependant, ce fut aussi l'occasion d'ancrer certaines permanences comme les phénomènes de cooptation et de répression.

Ces phénomènes ont notamment été envisageables, et c'est ce que cette thèse tente de démontrer également, grâce aux rôles des médias - notamment d'internet - de l'opinion publique et des organisations internationales. La complexité des relations entre ces divers acteurs a de fait été accrue malgré une forme plus démocratique de dialogues. Effectivement, comme c'est le cas pour le conflit électoral de San Sebastián Tutla, les interlocuteurs se sont diversifiés et nous voyons apparaître de nouveaux acteurs dans la résolution des conflits locaux, comme le pouvoir législatif et judiciaire notamment. Les groupes d'opposition tels que celui d'El Rosario vont ainsi faire appel aux législateurs pour légiférer en leur faveur, tout comme aux juges, devenus avec les années des intervenants directs dans les conflits locaux. La démocratisation coïncidant avec la globalisation, les groupes locaux ont pu saisir de nouvelles opportunités et saisir ces nouveaux acteurs, en faisant également appel à de nouveaux appuis au sein de la société civile internationale. Les instances internationales vont ainsi pouvoir faire pression aux noms des enjeux internationaux de reconnaissance des droits autochtones par exemple sur le gouvernement mexicain. Cette dynamique nouvelle est fondamentale à saisir, puisque le Mexique, à l'époque de l'hégémonie priiste n'avait jamais admis une quelconque interférence étrangère. Cette observation tend à démontrer l'avènement de certaines formes d'autonomies locales battant en brèche l'étatisme du PRI ou du PAN. La décentralisation proposée par la

Banque Mondiale pourrait donc avoir sur ce point un visage différent et valoriser les autonomies locales :

« L'élection et la rotation des autorités selon les us et coutumes, la gestion communautaire de l'éducation, et, dans certains cas comme le Guerrero, la police communautaire, sont des aspects qui recouvrent le processus de construction quotidienne de l'autonomie. Ces luttes locales ont progressivement été confrontées à des problèmes nationaux dans le cadre de la mondialisation : la lutte pour la terre et le territoire (souveraineté alimentaire, combat contre la privatisation de l'énergie électrique, le pétrole et les ressources naturelles). Ainsi, l'autonomie est un processus en construction dont on ne peut toujours pas évaluer l'impact et l'ampleur. Mais, comme plusieurs auteurs l'ont soutenu, elle témoigne d'un processus de lutte qui ne semble pas pouvoir revenir en arrière » (Svampa, 2009 : 129).

Cet aspect relativement classique des réformes néo-libérales repose sur des pratiques que l'on retrouve également au sein des mouvements de base tels que la proximité, la transparence ou l'autonomie, etc.

B - Le conflit politique comme expression de dysfonctionnements socio-économiques

En 1998, l'État de Oaxaca est dirigé par José Murat Casab, identifié comme appartenant à la ligne la plus dure du PRI. C'est une rupture franche avec le groupe politique du précédent dirigeant. Les pouvoirs régionaux vont être alors remaniés à la perte du pouvoir présidentiel du PRI en 2000 bien que l'alternance ait laissé intactes les structures et les règles obsolètes du système politique, au lieu de les remplacer par des normes démocratiques. Les anciens acteurs forgés dans l'autoritarisme du précédent régime vont poursuivre leurs pratiques, reproduisant les corruptions internes. Il existe dorénavant une disparité croissante dans la transition mexicaine car si elle se déroule de manière accélérée au niveau national, aux niveaux étatique et local, la vie politique se poursuit sous le contrôle d'éléments autoritaires. Oaxaca est précisément un de ces exemples, une enclave de l'autoritarisme infranational. Une des caractéristiques majeures de ce nouveau pouvoir despotique est sans doute la rupture opérée avec les élites politiques. Dans le même temps de nombreux conflits frontaliers sont réactivés dans les communautés.

Nouvelles élections et climat de répression

C'est dans ce contexte qu'ont lieu les élections du nouveau gouverneur en 2004. On assiste alors à une coalition de partis : PRD, PAN et convergences. Le PRI s'allie avec le PVEM (Parti vert écologiste du Mexique) et le PT (Parti des travailleurs). À travers un processus électoral souvent remis en question, le priiste Ulises Ruiz Ortiz triomphe. Ce nouveau régime va durcir les normes locales et les relations avec l'opposition et notamment avec le principal mouvement social de l'État. S'en suivent alors de nombreuses attaques contre la liberté d'expression. L'action du gouvernement était basée sur la rentabilité électorale envisagée en 2006, soutenant la campagne de Roberto Madrazo, candidat du PRI à la présidence de la République, dont Ruiz Ortiz était l'un de ses principaux opérateurs. Un grand nombre de candidats aux conseils locaux et fédéraux et aux présidences municipales des partis d'opposition étaient des membres du PRI qui n'ont pas trouvé de place dans leur parti d'origine.

De nombreux excès ont pu avoir lieu, violant toutes les règles du système et en rompant les accords sociaux avec plusieurs secteurs, menant ainsi fin au conflit social de 2006. De multiples facteurs convergent vers ce soulèvement populaire, entre autres : le climat de répression de la critique et de l'opposition, l'arrogance et l'autoritarisme de la classe dirigeante, l'inefficacité du gouvernement à répondre aux demandes de la population, la rupture des accords avec le mouvement social, la répression et la persécution des dirigeants sociaux, en plus de couper le schéma traditionnel des relations du gouvernement avec les organisations. Après la répression, des dizaines d'organisations composent la fameuse Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO). Cette organisation a eu un poids très important également à travers ses courants les plus radicaux. Ils ont ainsi été présents au sein d'organisations indigènes, sociales et de la société civile, qui cherchaient une transition démocratique et la création d'une citoyenneté.

Après de nombreux heurts en plein cœur de la crise sociale de Oaxaca lors des élections présidentielles de 2006, le PRI perd son hégémonie (il perd neuf des onze districts électoraux,

les deux sénateurs majoritaires et son candidat présidentiel est neuf points en dessous du candidat de la Coalition pour le bien de tous (PRD-PC-PT)). Malgré cela, le groupe au pouvoir a résisté.

Refondation du système politique à Oaxaca

Après des mois d'ingouvernabilité, fin 2006, le contrôle est maintenu grâce au soutien du gouvernement fédéral qui envoie la force publique pour retrouver l'ordre qui avait été perdu. Avec la répression de l'APPO et l'appréhension de ses principaux dirigeants, l'étape de la plus grande mobilisation du conflit social prend fin. Pendant la crise, le groupe au pouvoir a persisté dans des attitudes autoritaires. Malgré cela, les élites ont pu se repositionner, comme en témoignent les processus électoraux des députés locaux en 2007 et des députés fédéraux en 2008. Dans le premier, le PRI remporte les vingt-cinq circonscriptions électorales, une situation qui ne s'est pas produite depuis 1995. En 2008, il remporte les onze circonscriptions fédérales, ce qu'il n'avait fait qu'en 1997 depuis 1991 (Juan Martínez, 2010). Ce qui est intéressant de souligner ici sont les impacts majeurs sur les municipalités et les communautés. Lors de la mobilisation de 2006, il y avait des différences dans plusieurs de ces localités, favorisant des crises internes. Le cadre institutionnel des autorités municipales au sein de certaines a favorisé un soutien au gouvernement de l'État ou du moins un retrait des débats publics face à des populations qui demandaient au contraire un droit de regard et de manifestation en faveur du mouvement populaire. C'était notamment le cas de Santa Ana del Valle et de San Sebastián Tutla.

Une fois la phase la plus violente et la plus dynamique de la crise terminée, la classe dirigeante tente de rétablir les accords avec les municipalités et les communautés par le biais de l'institutionnalisation et de la corporatisation, en canalisant des ressources importantes pour les travaux publics et en maintenant l'activisme dans les régions et les communautés. Avec le mouvement social, une stratégie similaire serait suivie : un retour aux pratiques clientélistes interrompues d'une part et la force et la répression contre ceux qui font preuve d'indépendance et d'opposition (Cuauhtémoc ; Juan Martínez y López Alegría, 2010). En 2010, des élections ont eu lieu pour le gouverneur de l'État, le Congrès local et les gouvernements locaux des cinquante-six municipalités de l'entité. Après quatre-vingts ans de gouvernements émanant du PRI, une large coalition d'opposition en alliance avec le mouvement social a réussi à vaincre

le PRI lors de l'élection du gouverneur, obtenant la majorité à la Chambre des députés et dans les principales municipalités de l'entité (Sánchez Islas, Yescas, 2010). Lors de la crise de 2006, une partie des mobilisations qui avaient lieu dans les communes découlaient du conflit particulier qu'elles rencontraient, soit parce que le caciquisme prévaut, soit en raison de l'ingérence des partis politiques, soit parce que le cadre juridique pour résoudre les conflits était insuffisant et dépassé. La réponse du régime, notamment en ce qui concerne la politique de reconnaissance, est intervenue au plus fort du conflit de 2006 avec une réforme constitutionnelle en matière électorale. Dorénavant, des moyens de contestation ont été mis en place pour les élections régies sous le principe du droit coutumier et les propositions présentées par la société civile et les partis politiques doivent être examinées. Notamment, celui présenté en 2003 par le Forum des citoyens de Oaxaca, signé par un grand nombre d'organisations civiles et universitaires, d'organisations et d'intellectuels.

En 2008, avant le mandat de la Constitution fédérale que les législations des États adaptent à la réforme en matière électorale, le législateur a apporté des modifications à la charte locale à deux reprises en seulement quatre mois. Il a ainsi renouvelé le code électoral et créé la loi générale du système des moyens de recours en matière électorale. Dans ces réformes, il a été possible de vérifier comment les élections et leurs règles constituent des centres névralgiques pour le système politique régional et ont été utilisées comme une garantie contre celle d'un régime antidémocratique. Les réformes ont modifié les règles pour garantir le contrôle du PRI au Congrès de l'État, l'organe électoral. C'est le cas de la clause de gouvernance qui permet la surreprésentation à l'Assemblée législative locale et qui avait été supprimée en 2006 (retrouvé en 2008) lors de la modification de la section V de l'article 33 de la Constitution locale. Bien que la demande de créer des moyens de contestation pour les municipalités de droit coutumier soit en cours de traitement, la définition et la procédure qui sont établies ne transfèrent que le pouvoir discrétionnaire dans la prise de décision qui appartenait auparavant au collège électoral du tribunal électoral de l'État qui, de facto, s'est également poursuivie sous le règne de l'exécutif de l'État.

Victor Leonel Juan Martínez, docteur en développement rural et spécialiste des questions politiques oaxaqueñas, démontre ainsi l'importante diversité des facteurs rendant possible, en 1995, les réformes du droit électoral. Il cite comme j'ai pu le développer précédemment, à la fois l'influence du contexte international, l'augmentation des conflits électoraux et agraires, et donc la volonté pour l'État d'assurer une certaine gouvernabilité ainsi que la volonté d'éviter

la propagation de la révolte zapatiste de l'État voisin du Chiapas, et enfin l'influence des mouvements sociaux indigènes du début des années 1990 et notamment des demandes autonomistes. Ces différentes analyses mettent également en relief l'importance du PRI dans l'émergence de cette réforme, comme moyen de confirmer son statut hégémonique, d'assurer sa légitimité gouvernementale, et de limiter l'influence des partis d'opposition, et notamment du Parti de la Révolution Démocratique (PRD). Il semble également essentiel d'appréhender l'importance accordée à la gouvernance des territoires dans ces mesures de reconnaissance de l'identité pour saisir l'inscription du politique sur un territoire et l'appropriation territoriale des acteurs locaux. Le but annoncé de ces réformes constitutionnelles et électorales est de préserver la diversité culturelle de l'État de Oaxaca. Les institutions considèrent que le lien au territoire est absolument essentiel à la survie culturelle et au développement des peuples indigènes. L'État est d'ailleurs pionnier dans la législation en ce qui concerne la reconnaissance des droits indigènes. En parallèle, il est également l'État mexicain qui regroupe le moins de terres de propriété privée. En effet, seules 28,5% des terres oaxaqueñas sont régies par la propriété privée, contre 44,1% régies par la propriété communautaire, et 27 % régies par le système ejidal. Clara Jamart explique que les responsabilités en matière d'environnement sont dès lors transférées vers le local, permettant au gouvernement mexicain de se désengager, le confortant également dans ses choix économiques et dans celui de son modèle néolibéral :

« Il s'agit d'attribuer aux communautés indigènes des droits spécifiques – ici, le droit d'administrer la communauté selon le système des us et coutumes, qui implique une rotation des charges- dans une double ambition : celle de renforcer ces communautés, et celle d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles sur leurs territoires » (Jamart, 2009 : 3).

Violences économiques

Dans l'État de Oaxaca, trois-millions-six-cent-soixante-dix-mille personnes sont considérées dans une situation d'extrême pauvreté et vulnérabilité, selon les données officielles (d'après le rapport annuel sur la situation de la pauvreté et du retard au Mexique - préparé par le ministère du Développement social). Les chiffres officiels révèlent que seulement 4,7% de

la population totale de Oaxaca n'est « ni pauvre ni vulnérable ». Cette profonde inégalité serait à l'origine de graves conflits sociaux, dont beaucoup ont été stoppés par la violence et l'emprisonnement. En plus de ce qui est considérée par les activistes comme la dette que l'administration publique actuelle a envers les plus pauvres, il existe une dette sociale envers les victimes de graves violations des droits de l'homme. Pour cette raison, avant et pendant la célébration de la *Guelaguetza*, les enseignants, les normalistes et les peuples autochtones ont protesté intensément. Aux revendications sociales et à la demande de justice s'ajoutait l'appel des Nations Unies (ONU) pour que les combattants sociaux emprisonnés pour leur activité politique soient libérés.



Figure 29 : première page du quotidien de Oaxaca, en l'honneur de la Guelaguetza

Source : photo partagée par un journaliste

La tentative de récupération de la légitimité qui a été menée avec l'approbation de la loi de reconnaissance des droits autochtones, menée sous la présidence de Diodoro Carrasco, n'a pas permis de récupérer, en partie et pour une courte période, le soutien au gouvernement et à son parti. Les revendications fondamentales d'autonomie autochtone n'ont pas été satisfaites. Les activistes pour les droits des autochtones sont finalement devenus en partie des opposants au gouvernement. De multiples échecs dans l'application des programmes productifs et sociaux

qui se sont produits sous les gouvernements d'Heladio Ramirez (1986-1992) et Diodoro Carrasco (1992-1998) ont entraîné une détérioration de la production et une plus grande pauvreté pour les familles et les communautés rurales. Ces programmes ont mené à une diminution des niveaux de production de maïs à Oaxaca ou à une conversion infructueuse des producteurs à des options de production rentables et avec de larges options de marché. À la fin de la période de Diodoro Carrasco, il est apparu que l'ordre social était en train de s'effondrer à Oaxaca. En 1998, l'EPR (Armée populaire révolutionnaire) a fait irruption dans San Agustín Loxicha et Huatulco, ce qui a généré une situation d'alerte et une politique de confinement social, que le gouvernement a utilisé pour harceler les organisations sociales avec une plus grande présence ou une plus grande capacité de pression de l'État. S'en est suivi alors la détérioration continue de l'économie de Oaxaca. Selon les chiffres de l'INEGI, le PIB de Oaxaca face au total national était de 1,61% pendant le mandat de six ans de Diodoro Carrasco et de 1,47% pendant le mandat de six ans de José Murat (1998-2004).

Néanmoins, pendant le gouvernement de Heladio Ramírez et Dióodoro Carrasco, il y avait une continuité dans la forme du gouvernement et dans les relations avec les organisations sociales et les groupes d'opposition, une manière de conduire le gouvernement qui alliait participation, corruption et endiguement, plus ou moins admise, plus ou moins transparente. Mais ce style a été rompu avec l'arrivée de José Murat au poste de gouverneur, car il y avait non seulement une scission entre les gouverneurs sortants et entrants, mais un style de gouvernement qui divisait la classe dirigeante et dégradait tout l'échafaudage politique entre les gouvernants. Alejandro Anaya Muñoz (2006), explique la phase de légitimation que le gouvernement et le PRI ont réalisé avec l'approbation de la loi indigène de Oaxaca. Ce fut cependant un résultat éphémère, car le style de gouvernement de José Murat et d'Ulises Ruiz a détruit le soutien de nombreuses communautés autochtones au gouvernement local. Le soutien de régions autochtones entières à l'APPO en 2006 est une preuve solide de cette situation.

C - Adaptations contemporaines : entre tradition et modernité ?

A partir des années 1980, la transition du modèle économique mexicain va ainsi suivre celle de la plupart des pays de la région, passant d'un modèle protectionniste à un modèle de libre-échange et la création de marchés communs avec d'autres États. Dans cette dynamique,

après de nombreux ajustements structurels (privatisations et suppression des subventions publiques) le Mexique va donc signer en 1994 l'Aléna avec les États-Unis et le Canada. Les enjeux économiques et le poids de la mondialisation dans les questionnements politiques semblaient dès lors devoir prendre le devant de la scène. Cependant il n'en fut rien et l'alternance de 2000 après soixante et onze ans d'hégémonie priïste n'a pas donné sens à ces attentes. Le nouveau président après l'alternance V. Fox a finalement poursuivi les mêmes politiques de démantèlement de l'État. Malgré l'illusion de cette transition, en 2012 après deux mandats de l'opposition, le candidat du PRI remporte à nouveau les élections présidentielles.

Démocratisation et contestations

Le politiste David Recondo souligne que la démocratisation par réformes successives a engendré son lot de tensions mais elle s'est distinguée des autres expériences latino-américaines en imposant un caractère plus pacifique et graduel (Recondo, 2008). En revanche, ce qu'il est fondamental de souligner ici est l'impact sur la légitimité des institutions représentatives, dorénavant contestée par une partie de la société. Le changement radical attendu à travers ces mutations politiques était trop important et la déception sociale a donc été à la mesure de l'incapacité des dirigeants politiques à proposer une réelle transition. En 2012, le nouveau président va entrer en scène avec une réforme du système électoral, essentielle à appréhender dans le cas qui nous intéresse. En effet, Enrique Peña Nieto va créer l'INE (Institut national électoral), prenant en charge la nomination des autorités électorales et assurer sur la demande des États fédérés l'organisation des élections provinciales et locales. L'ambition affichée par le gouvernement est de favoriser une plus grande impartialité des autorités électorales face au poids décisionnaire trop important des gouverneurs au niveau local. Ces décisions majeures pour les acteurs locaux vont donc aller de pair avec les réformes électorales entamées dans l'État de Oaxaca.

Depuis les années 2000, la défense des coutumes en tant qu'argument politique légal a progressivement favorisé une exclusion des opposants et permis de les exempter du droit de participation au conseil municipal. Les citoyens venus d'une autre localité de l'Oaxaca ou du Mexique vivant principalement dans les zones périphériques vont s'opposer aux résidents natifs des chefs-lieux municipaux prétendant les exclure au nom de la coutume. Chacun des deux groupes opposés saisissant le principal enjeu de cette prise de pouvoir, garantir une participation

directe à toutes les décisions concernant la gestion de la municipalité. Dans le cas de San Sebastián Tutla, cette opposition a créé comme analysé tout au long de cette thèse un violent conflit qui ne se tarit pas depuis les années 1990 et qui dépasse les capacités de médiation du PRI. Les opposants au système coutumier manifestent, occupent les locaux des administrations, incendient des véhicules pour convaincre les autorités de leur autoriser un droit de participation et la possibilité d'un changement de régime. Leurs principales revendications concernent justement la mauvaise gestion des budgets de la municipalité et les carences des services fournis. La décentralisation est donc bien un enjeu majeur dans ces nouvelles formes de désignations. Les ressources fédérales sont attribuées comme nous l'avons vu par l'État en fonction de la population totale de la commune.

Les habitants du quartier d'El Rosario représentant 80% de la population de la commune de San Sebastián Tutla. Ils réclament des bénéfices proportionnels. Ils demandent également la création d'une « agence municipale » qui leur soit propre et l'instauration du régime partisan. Les « natifs » de la commune refusent les négociations par crainte de la perte de leurs coutumes, les habitants du quartier d'El Rosario ne pouvant pas participer au système de charges par méconnaissances des coutumes locales. Au-delà des faits donnés, il semble intéressant d'interroger ces phénomènes d'exclusion non pas comme des phénomènes inévitables, dans le sens d'une écologie urbaine mais davantage comme le préconise Michel Agier, comme des processus historiques et des imaginaires (Agier, 1999).

Les « us et coutumes », comme principe démocratique ?

Le principe coutumier, bien qu'étant en parti soutenu et infiltré par le principal parti au pouvoir, semble sur le terrain aller dans le sens d'une volonté démocratique. Il ne s'agit pas ici de démocratie électorale ou représentative en tant que telles mais il est intéressant de saisir les mutations du système démocratique à travers ses appropriations et réinterprétations sur le terrain. Comme j'ai pu l'observer à travers les discours des habitants de San Sebastián Tutla et des membres du palais municipal, le maintien du système coutumier avant que d'être envisagé comme un retour en arrière, est d'abord revendiqué comme la possible appropriation des changements politiques et sociaux. En ce sens, il me paraît pertinent de souligner le sentiment des

habitants de cette commune, qui semble converger vers une lecture démocratique du système coutumier :

Le jour de la fête nationale, alors que la pluie tombe sans répit, je tente une approche avec la jeune femme qui partage mon abri. Une fois de plus je m'adresse à quelqu'un qui n'est pas originaire de San Sebastián Tutla, et cela m'étonne tant on m'a vanté l'importance d'être né sur le territoire pour appartenir à cette communauté. Cette jeune femme d'une trentaine d'années m'explique alors qu'elle vient de Tuxtepec, près de Veracruz, qu'elle a vécu un moment dans la capitale de l'Oaxaca mais qu'il est plus facile de vivre à San Sebastián Tutla pour son travail. Elle travaille cependant pour le gouvernement de l'État de l'Oaxaca et a emménagé dans cette commune avec son mari et ses deux petites filles seulement six mois auparavant. Le principe d'us et coutumes lui paraît très intéressant, tranquillisant ainsi de nombreux débats néfastes induits par les partis politiques. Elle prétend participer à la vie politique de la « communauté » mais finira par me préciser que sur beaucoup de sujets, elle n'est pas réellement « autorisée » à donner son avis, n'étant pas originaire d'ici. Elle défend malgré tout avec ferveur les us et coutumes comme seul système viable. Lorsque j'évoque les conflits qui déchirent la commune, elle émettra simplement un petit rire convenu, « c'est ainsi dans tout système démocratique ».

Extrait de carnet de terrain, janvier 2018, à San Sebastián Tutla

Ce discours m'a semblé tout à fait intéressant car il ne semble pas faire de doute pour cette habitante à peine installée que le principe « d'us et coutumes » est un système démocratique, une alternative moderne contre le système partisan. Comme le souligne David Recondo dans son ouvrage consacré à l'analyse de la démocratie mexicaine, « la défense des us et coutumes n'est pas l'apanage des caciques ou des secteurs les plus traditionalistes des communautés » (Recondo, 2009 : 382). La demande de reconnaissance des formes traditionnelles d'élections des autorités et de délibération émane également d'élites et de jeunes scolarisés. Cette nouvelle dynamique engendrée par une population jeune va davantage dans le sens d'une modernisation du système avec la volonté de maîtriser le changement afin qu'il soit favorable aux « communautés ».

La première rencontre avec la fille de Gicela, secrétaire du palais municipal est tout à

fait révélatrice de cette dynamique. L'échange est intense, tant cette jeune fille de dix-huit ans possède une haute estime de l'histoire, du droit et du savoir en général. Elle me dira assez rapidement dans notre discussion sans que je la questionne, qu'elle n'est pas catholique et à quel point elle considère l'État comme devant être laïc et indépendant de toute forme de religion. Je suis très impressionnée par sa connaissance des réformes et des lois du pays qu'elle énumère pour préciser chacune de ses explications. Elle reproche vivement à l'État mexicain sa méconnaissance des différents États et l'inégalité sociale qu'il règne entre eux. Sa colère s'exprime également contre la corruption qui a gangréné le pays mais elle s'insurge contre la population qui ne s'intéresse pas suffisamment à la politique et qui ne comprend pas la possibilité qu'elle a en allant voter de faire changer les choses.

L'ensemble de son discours veut avant tout me convaincre des bienfaits du système coutumier, de l'importance des traditions et de la nécessité de défendre sa patrie. La patrie est pour elle un « concept essentiel », m'énumérant alors ce qu'est pour sa mère une vie réussie, « faire sa propre formation scolaire, éduquer ses enfants, et rendre service à la patrie ». Je demande alors de quelle façon elle souhaite défendre sa patrie. Sa réponse est immédiate et précise, dans l'ordre d'importance elle me répond, « rendre hommage au drapeau, à son hymne, rendre service à la communauté et à son village ». Je m'étonne que la défense de la patrie passe également par la défense de la communauté et du village, mais elle me répond que si la patrie peut être la nation, elle défend principalement sa « petite patrie », l'État de l'Oaxaca et ses traditions. Cependant il est essentiel pour elle de me préciser que si elle défend tant les us et coutumes, il est inévitable de les considérer comme n'étant pas figés dans le temps. Pour elle, traditions et coutumes ne sont pas incompatibles avec progrès, modernité et changement. Les us et coutumes sont donc présentés comme une manière de protéger la communauté, de mettre des barrières face à ce qu'il y a de néfaste à l'extérieur, comme la corruption ou les conflits politiques, n'empêchant pas pour autant de s'ouvrir aux choses positives et d'avancer.

On saisit à travers ce discours ce qu'Yvon Le Bot soulignait en précisant que l'énergie communautaire mobilisée par les jeunes générations est une façon de construire une légitimité à des fins de modernisation et de développement (1992). Dès le début des années 1990, les mobilisations vont dans le sens d'une transformation politique afin de modifier les relations inégales entre les « communautés indigènes » et le reste de la population. Les discours portés par les organisations indépendantes et par les jeunes que j'ai pu rencontrer ne tentent pas un « retour en arrière » mais une redéfinition des règles politiques et sociales.

Hybridité des pratiques politiques locales

Comme j'ai pu l'analyser en amont, la réforme n'a cependant pas fait l'unanimité au sein de la communauté scientifique et politique de l'État mexicain, entre les détracteurs et les partisans de ce qui est présenté comme l'autonomie des populations indiennes. L'anthropologue Héctor Diaz Polanco ou l'historien Miguel León Portilla défendent cette réforme comme étant l'avènement d'une démocratie communautaire, favorisant l'unité nationale dans le respect de la diversité. Pour d'autres, cette légalisation confirme la ségrégation des indiens et institutionnalise la discrimination. L'anthropologue et sociologue mexicain Roger Bartra (1999) considère les coutumes comme étant d'essence autoritaires, il défend l'idée qu'une reconnaissance légale équivaut à créer un régime d'apartheid. Différentes irrégularités au moment des élections, ont pour certains scientifiques été révélatrices d'une contradiction profonde entre deux cultures politiques que la légalisation des coutumes est venue accentuer :

« le suffrage universel, individuel et secret serait incompatible avec les pratiques communautaires de désignation des autorités municipales. Pour d'autres, au contraire, ces phénomènes reflètent la manipulation des acteurs politiques locaux : le suffrage secret est conçu comme une technique politique neutre pouvant s'implanter dans des contextes culturels forts différents » (Recondo, 2005 : 2).

Démocratie communautaire et démocratie occidentale

L'approche de David Recondo est très intéressante car l'auteur envisage l'hybridité des pratiques politiques locales, s'inspirant des us et coutumes tout en étant influencées par le fonctionnement démocratique. La démocratie communautaire telle qu'elle est qualifiée diffère en effet de la « démocratie occidentale » en ce qu'elle aboutit au consensus et que le vote n'y est pas secret. Le vote communautaire est déjà traversé par de multiples diversités et diffère grandement d'une localité à une autre. Ainsi, en arpentant les communes de l'Oaxaca, on peut appréhender des communes dans lesquelles le vote se fait à mains levées, d'autres dans lesquelles il prend la forme d'une acclamation ou bien l'électeur dépose son vote dans une urne qui sera

ensuite noté sur un tableau noir ou encore dans certaines, le choix est dicté de manière confidentielle à un scrutateur, etc. Ces différents types de vote favorisant le principe de majorité mettent en relief le côté éminemment symbolique de ce rituel comme je l'ai présenté. Il permet ainsi de maintenir l'unité et le consensus fondamentaux à la vie communautaire.

L'assemblée villageoise permet une forme de « souveraineté populaire » sensée garantir l'unité de la communauté. Pour David Recondo, les nouveaux dirigeants indiens qui soutiennent cette réforme électorale se rapprochent, dans leur exercice du pouvoir, de la démocratie directe ou participative. Comme j'ai pu notamment l'observer à San Sebastián Tutla, les autorités sont élues par le suffrage des citoyens même si celui-ci est le plus souvent public et collectif. Le système analysé repose sur ce qui est nommé la hiérarchie civile et religieuse ou « sistema de cargos ». Les personnes politiquement actives du bourg chef-lieu collaborent à la réalisation de tâches d'intérêt général tout au long de leur vie sans recevoir (en principe) de rémunérations. J'ai ainsi pu rencontrer certains membres dévoués à la réparation de la route principale, ainsi qu'un autre habitant chargé de la surveillance nocturne de la commune. Un troisième exemple de l'application de ce système de charge a été observé auprès d'une jeune femme dont la mission était d'élaborer des programmes culturels au sein des écoles de la commune. Avec le temps et les charges effectuées, le prestige des tâches devient de plus en plus important. Cette hiérarchie comprend des fonctions d'ordre religieux, administratif et agraire. Depuis quelques années, de nouvelles charges ont été créées liées aux travaux publics, à l'entretien des écoles ou bien à la mise en oeuvre de programmes gouvernementaux d'aide sociale. Lorsque certaines personnes refusent de participer aux tâches communautaires, des sanctions sont prévues, chacun est donc « obligé » de remplir un minimum de fonctions communautaires. Cependant, après une longue observation des registres du palais municipal et grâce à de nombreuses discussions avec les membres du palais, on comprend qu'une minorité de la population a la possibilité d'accumuler l'influence et le prestige suffisant pour arriver au sommet de la hiérarchie. Cette réalité a d'ailleurs longuement été discutée avec Gicela, évoquant l'incapacité pour de nombreuses personnes – notamment elle-même – de devenir président.

Le politiste souligne cette supposée différence entre une démocratie occidentale et une démocratie communautaire, imposant de longs débats où chacun expose son point de vue, avant que l'autorité ne proclame une décision unanime. La volonté générale semble dès lors privilégiée, aucune opinion ne prévaut mais une décision finale est obtenue en tentant de regrouper les diverses tendances. Mais l'intérêt sans doute de la posture de cet auteur est de ne pas idéaliser ce système révélant malgré tout de nombreux jeux et enjeux de pouvoir. Comme j'ai pu

aisément l'observer sur le terrain lors des assemblées publiques, une véritable pression est exercée. Le vote à mains levées permet aux acteurs politiques d'observer les dissidences et chacun sait que la main qu'il lèvera aura de réelles incidences sur les relations avec la présidence. J'ai ainsi pu dialoguer avec un père de famille d'une cinquantaine d'années qui me disait quelques jours auparavant son mécontentement pour les décisions prises par le gouvernement local. Cependant le jour de l'assemblée, son vote étant contradictoire avec notre discussion, je me suis présentée à lui étonnée. Il m'a expliqué qu'il envisageait l'agrandissement de sa ferme et qu'il devait obtenir l'accord de la présidence, voter contre les propositions du président aurait donc été « un suicide ».

L'hybridité évoquée entre différentes formes de faire démocratie, tient notamment aux nuances propres aux systèmes communautaires eux-mêmes. Il existe en effet des *municipalités* dans lesquels le pouvoir permet un certain prestige au sein de la communauté alors que dans d'autres de taille plus importante, les détenteurs du pouvoir local sont davantage politisés et susceptibles de créer des « alliances » avec les partis politiques. Comme dans le cas de San Sebastián Tutla, ces municipalités sont plus soumises à la compétition interne et aux conflits entre groupes puisque comme exposé précédemment, le pouvoir donne alors accès à des ressources financières importantes. La frontière qui sépare ces *municipalités* (communautaires ou partisans) est poreuse et rend l'appréhension des réalités locales très complexe. L'hybridité de leurs fonctionnements politiques impose à tous chercheurs de ne pas rester figé dans des catégories abstraites. La dualité entre ces deux formes de penser l'action politique locale existe cependant du point de vue des institutions et engendre de nombreux conflits notamment au moment des élections municipales. Ce cadre conflictuel va au-delà de la simple localité comme nous l'explique David Recondo :

« L'élection des députés locaux et fédéraux, du gouverneur, des sénateurs et du président de la République passe par le suffrage universel, individuel et secret dans l'ensemble des *municipalités* de l'Oaxaca et du Mexique. Les candidats doivent être obligatoirement accrédités par l'un des partis politiques officiellement reconnus. Ainsi, le modèle le plus classique de la démocratie électorale côtoie, sur un même territoire, des formes de désignation des autorités municipales qui contredisent souvent ses principes fondamentaux » (Recondo, 2005 : 400).

Les disparités exposées au sein même des pratiques communautaires démontrent avant tout des nuances dans les formes de citoyennetés. L'accès à ce statut ne paraît pas non plus

homogène. Ainsi, les accès à la citoyenneté et aux charges politiques pour les femmes par exemple posent souci dans bien des cas, où elles sont souvent remplacées par leurs maris ou bien encore certains cas où on leur interdit tout simplement la participation à des stages de formation de l'institut fédéral électoral. Le caractère catholique qui n'est pas toujours érigé comme valeur fondamental devient pourtant bien souvent un principe immuable, puisque les non-catholiques se voient bloqués les accès aux postes décisifs, comme me le précisera Gicela qui ne pourrait pas selon ses dires devenir présidente parce qu'elle n'est pas pratiquante. Malgré ces conceptions particulières de la citoyenneté, David Recondo refuse de proposer une vision essentialiste des pratiques locales, comme autant de preuves de leur incompatibilité avec la démocratie électorale soi-disant en provenance d'Occident.

L'argument principal des indianistes ou anthropologues pour s'opposer à l'hybridité des pratiques politiques locales est de supposer que le vote secret romprait avec les mécanismes traditionnels de délibération. Le souci majeur de ces interprétations est leur conception essentialiste de la culture locale comme un fait homogène et fermé sur lui-même. Pourtant, lorsque l'on vit au sein d'une communauté et que nous sommes confrontés aux pratiques politiques, force est de constater que les imbrications entre différentes conceptions de la démocratie et de la citoyenneté sont constantes et qu'il n'existe pas de culture communautaire homogène.

Chapitre 3 : Vers une alternative politique globale ?

A - Citoyennetés plurielles

En souhaitant mettre au centre de mes recherches l'individu comme acteur politique, la question de la citoyenneté, ou plus justement des citoyennetés, est devenue centrale. Il est en effet inévitable de considérer quelles formes prennent ces citoyennetés multiples au sein d'un espace en construction, en mutation. Les années 1980 ont ainsi été le théâtre de profondes interrogations scientifiques sur la citoyenneté. Ces interrogations ont notamment émergé à la faveur des reconfigurations de l'État social en Europe occidentale et dans les Amériques depuis la montée du néo-libéralisme ou du passage à la démocratie libérale (Marques-Pereira, 2013). Le point prédominant de ces transitions opérées depuis les années 1980 est l'avènement de la globalisation face à laquelle l'État n'a plus de valeur absolue sur le territoire. La possibilité d'envisager de nouvelles appartenances et de nouvelles formes d'autonomie pour les populations devient alors envisageable et remet au centre les enjeux de la place et du rôle du citoyen. Ces périodes questionnent alors ce que Jane Jenson a nommé le « régime de citoyenneté ». Comme nous l'explique Bérengère Marques-Pereira, spécialiste des enjeux autour de la citoyenneté, les États-nations vont devoir à partir du XXI^e siècle se confronter à une baisse importante de leur souveraineté en ne jouant plus le rôle de garant de la cohésion sociale et politique face aux incertitudes.

« En effet, les enjeux qui échappent à la volonté majoritaire dans un cadre national et territorial se multiplient, alors que le local et le global redessinent un espace qui ne se réduit plus à sa dimension nationale et étatique. L'espace se recompose à partir d'une série de flux : échanges économiques, financiers, communicationnels, migratoires, culturels. Ces flux vont de pair avec des activités en réseaux qui, sans éradiquer les structures pyramidales de l'autorité, réévaluent les acteurs transnationaux parallèlement aux États, voire indépendamment d'eux. Ainsi, les acteurs subétatiques, villes ou régions, s'associent et acquièrent un rôle international ; issues des sociétés civiles ou de la scène internationale, les ONG sont devenues, pour les États,

des protagonistes, de même que les opérateurs du marché, les opérateurs identitaires ou les Églises. Tout comme les organisations internationales, ces acteurs viennent concurrencer les États qui perdent ainsi le monopole de la conduite des affaires publiques et n'assurent plus, à eux seuls, la cohésion de l'espace politique » (Marques-Pereira, 2007 : 11).

En se confrontant à la réalité des habitants de la *cabecera* ou de la périphérie de San Sebastián Tutla, on saisit la problématique majeure de ce que ne revêt plus aujourd'hui l'abstraction de la notion d'individu-citoyen. Ce qui nous intéresse alors dans l'analyse discursive des acteurs politiques locaux est d'appréhender cette mutation qui s'opère dans le passage d'une identité civique à des identités privées marquées et liées par les groupes d'appartenances. Cette nouvelle dimension identitaire est centrale dans notre cas et le concept de « régime de citoyenneté permet d'articuler la reconnaissance de la diversité, des luttes contre les inégalités et des identités, en un ensemble de droits et libertés (que l'individu possède face à la puissance étatique) et de droits et créances (dont l'individu peut se prévaloir sur l'État comme allocataire de ressources) allant au-delà du seul cadre universaliste abstrait. » (*idem.*)

Au cœur des premiers questionnements se trouvaient les enjeux de participation que soulevait la consécration constitutionnelle de ce nouveau principe ancré pourtant au sein d'une démocratie conventionnelle. En me présentant au gouvernement local de San Sebastián Tutla, je souhaitais comprendre les mutations constitutionnelles émanant a priori de l'État mexicain. Un seul mot d'ordre semblait guider les discours des acteurs, « la participation » ; la participation et la volonté de « court-circuiter » les partis politiques « traditionnels » pour enfin donner une voix aux « citoyens marginalisés » et pour développer une autre manière de penser la démocratie. Cette notion a rapidement fait écho à un travail effectué en première année de Master au sein de la fédération socialiste du Rhône. Sur ces deux terrains qui semblent tant éloignés géographiquement que culturellement, une même valorisation dans le discours politique du « débat citoyen » et de la « participation locale » se faisait voir.

Loïc Blondiaux analyse justement ce qui prend les traits d'un « inéluctable renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique » (Blondiaux, 2008 : 6). Il détermine ainsi que « le détour par l'écoute des citoyens se donne comme une figure obligée de l'action publique et comme un nouvel art de gouverner, comme si désormais il n'était plus possible de prendre de décision sans avoir consulté le public au préalable » (*Idem.*). L'intérêt

de son approche dans ma démarche était lié à sa volonté de questionner ce phénomène sans vision manichéenne, en cherchant à travers la confrontation d'exemples différents, les significations des transformations en cours :

En mettant au jour les processus relativement complexes qui sont à l'œuvre dans la redécouverte et la promotion de cet idéal participatif, nous souhaitons comprendre les motivations des uns et des autres, les sens souvent contradictoires que recouvre l'invocation de cette thématique, jusqu'à faire l'hypothèse que la force de cette notion tient précisément à son indétermination, à sa capacité à s'inscrire dans les stratégies et les registres de légitimation les plus disparates. (*Idem* : 6)

La volonté soulignée par les acteurs politiques est l'intégration des populations autochtones aux dispositifs de participation citoyenne, avec la mise en place d'une institutionnalisation de la participation citoyenne des communautés. (Montambault, 2015) Tous les discours entendus lors de mes premiers pas sur le terrain faisaient écho à la « buena democracia⁶⁴ » ou au développement « par-delà » les partis politiques traditionnels, et entendaient favoriser par la participation citoyenne au niveau local, l'accès de tous à la démocratie. La question n'était cependant pas de déterminer l'authenticité de la démocratie sur le terrain, mais bien de comprendre comment les sociétés l'adaptent et, en l'adaptant, comment elles la définissent. En ce sens, ma posture diffère de celle de certains auteurs spécialisés sur la question de la participation privilégiant la compréhension de l'émergence du phénomène dans les discours politiques. Bien qu'essentielles, ces analyses ne questionnent pas suffisamment la réception des dispositifs par les acteurs locaux. L'ethnographie permettra de saisir que, derrière les discours officiels sur la participation, se cachent de profonds conflits pour l'autonomie. L'enquête a ainsi privilégié l'analyse d'archives du tribunal électoral de l'État de Oaxaca concernant les conflits communautaires. Cette lecture approfondie des enjeux conflictuels et des tentatives de résolutions a permis de saisir le poids de la question de l'autonomie des populations autochtones (Bellier, 2013) et nous interroge également sur les stratégies mises en place pour le contrôle des res-

⁶⁴ « Bonne démocratie », terme vernaculaire ici traduit pour signifier ce que les citoyens de San Sebastián Tutla ont comme idéal démocratique.

sources budgétaires – thématiques centrales au sein des conflits locaux et du débat sur la citoyenneté.

Ce qui m'intéresse également de saisir ici est le double caractère de la citoyenneté à la fois incluant et excluant, définissant à la fois la figure type du citoyen et le citoyen de seconde zone pour reprendre les termes de Bérengère Marques-Pereira :

« Le caractère dichotomique du concept réside dans la mise en perspective de plusieurs pôles : privé et public, inclusion et exclusion, nationaux et non-nationaux, droits et devoirs, inclusion « par le haut » (la représentation dans les instances exécutives et électives) et inclusion « par le bas » (la participation sise dans la société civile). Le caractère dynamique du concept concerne la nécessaire contextualisation historique et spatiale des configurations institutionnelles venant cristalliser les recompositions de rapports de forces entre acteurs économiques, sociaux, politiques et culturels, et les réaménagements que connaissent les rapports sociaux de classe, de genre, ethniques et autres. Ces recompositions et ces réaménagements conditionnent le caractère mouvant de la séparation et de l'imbrication entre le privé et le public. Aussi, la prise en considération de la genèse de l'État est-elle essentielle pour cerner la nature statocentrée de la citoyenneté et les manières d'envisager la souveraineté nationale. Le citoyen est censé être titulaire d'une parcelle de cette souveraineté nationale. Mais ce titre se décline différemment selon que l'individu s'incarne dans la figure paradigmatique du citoyen ou dans celle du citoyen de seconde zone. Le caractère dialectique du concept a trait justement aux liens de complémentarité et d'opposition entre ces deux figures » (Marques-Pereira, 2007 : 12).

Mutations de la citoyenneté au prisme de la globalisation

Au-delà des dynamiques propres aux groupes concernés qui saisissent et s'emparent de leurs pouvoirs décisionnaires, les enjeux contemporains sont multiples et les mutations de la citoyenneté sont ainsi multi factoriels. Parmi ceux-ci, comme étudié en amont le poids majeur de l'accélération des flux mondiaux et les reconfigurations de nouveaux espaces induits par la globalisation. Benedict Anderson nous permet alors de remettre en question la notion de citoyenneté au prisme du territoire et du concept imaginaire d'État-nation. Alors qu'il apparaissait

incontournable d'envisager son appartenance à l'État-nation pour obtenir de nouveaux droits, ceux-là sont aujourd'hui permis par le biais de mobilisations et de revendications localisées. Dorénavant et comme observé à San Sebastián Tutla, il ne s'agit plus d'une conception binaire de la citoyenneté entre la condition de citoyen et celle d'apatride ou entre territoire national et absence de territoire. En effet, les redistributions des pouvoirs, des richesses et des compétences ont induit de nouveaux rapports à la citoyenneté et les oppositions fermes au sein de la commune étudiée en sont un parfait écho. Les enjeux ne sont plus les mêmes et dorénavant les problématiques identitaires ou d'appartenance citoyenne se jouent au sein des localités, entre les membres d'un même village parfois. J'ai ainsi pu observer à Oaxaca les difficultés d'accès au statut de citoyens pour des individus pourtant nés sur le territoire national, appartenant à la nation mexicaine mais dont les dynamiques politiques et sociales contemporaines excluent du droit à la citoyenneté locale. Ces nouveaux modes de gouvernance modifient le cadre national produisant un effet de « souveraineté graduée ou stratifiée » (Ong, 2010). Les différences entre les territoires sont alors majeures entre des zones plus ou moins investies de ressources politiques et économiques :

« Une simple opposition entre citoyenneté territorialisée et droits humains déterritorialisés ne suffit pas à définir les divers assemblages qui sont les sites des revendications politiques contemporaines de la part d'acteurs résidents, expatriés et migrants. La conjonction de forces liées ou non à un territoire forme des milieux dans lesquels les problèmes des êtres humains sont cristallisés, posés et résolus. Divers acteurs s'appuient non plus sur les notions territorialisées de citoyenneté, mais sur de nouvelles formes de revendication – postnationales, technologiques, virtuelles ou biologiques – pour réclamer ressources, droits et protection. Une telle situation atteste de la nature contingente des enjeux sur lesquels repose aujourd'hui la condition humaine » (Ong, 2010 : 117).

Les nouvelles formes de citoyennetés vont aller de pair avec les revendications d'autonomie des mouvements indiens. Ces mouvements ont émergé depuis la décennie soixante dans la plupart des pays et surtout sur la scène internationale qui connaît alors progressivement, une montée des néopopulismes, des mutations démocratiques et la progression du néolibéralisme. Quelques exemples la plupart du temps régionaux vont voir le jour dans ce contexte, comme la *Federación Shuar* regroupant des indiens Jivaros en Amazonie équatorienne (1964) ou encore le mouvement « katariste » en Bolivie, la création du Conseil Régional Indigène du Cauca en

Colombie en 1971, ou évidemment en 1974 l'émergence du Congrès indigène à San Cristóbal de las Casas débouchant vingt ans plus tard sur l'insurrection zapatiste au Chiapas, etc. Comme nous l'exposent David Garibay et Bérangère Marques-Pereira dans leur ouvrage sur la politique en Amérique latine, ces différents mouvements se sont principalement placés dans la tradition du syndicalisme paysan mais ils ont parallèlement développé une forte orientation communautaire et ethnique.

« Ainsi, la construction d'une identité indigène fut plus le produit que la cause des premières générations de réseaux transcommunautaires au niveau national, en particulier en Bolivie, en Équateur, au Guatemala et au Mexique (tel n'a cependant pas été le cas au Pérou). Ces réseaux manifesteront une capacité organisationnelle qui se montrera apte à forger, par la suite, de larges mouvements indigènes qui feront entendre leur voix au niveau international » (Yashar, 2005 : 72).

Cette capacité organisationnelle, comme nous l'expliquent les deux politistes va co-exister avec une « structure d'opportunité politique » qui ouvre l'espace politique à la liberté d'expression et au droit d'association (Garibay, Marques-Pereira, 2011). Ainsi ces dynamiques vont porter les mouvements indiens nés avant les années 1980 sur la scène politique au sein de nombreux pays. Une des caractéristiques majeures soulevée par les auteurs sur ces mouvements en Amérique latine est leur capacité à affirmer une certaine forme de rupture avec les expériences passéistes et à revendiquer une reconnaissance identitaire et un droit à la différence qui vont s'inscrire au sein des mutations démocratiques et des réflexions sur les renouvellements politiques et les questions de la citoyenneté.

« Ces dynamiques vont permettre de mettre à mal l'hypothèse jusqu'alors admise du caractère homogène de la citoyenneté en interrogeant trois aspects majeurs : « le premier concerne la revendication de réformes constitutionnelles, selon l'idée que la nation est faite d'identités multiples, le deuxième versant porte sur la représentation institutionnelle de ces identités à travers la reconnaissance de droits collectifs et le troisième a trait aux dispositifs de l'autorité politique à travers la revendication d'autonomie locale et de reconnaissance du pluralisme juridique » (Garibay, Marques-Pereira, 2011 : 272).

Ces trois éléments gravitent ainsi autour de la citoyenneté, et du sentiment d'appartenance à la communauté politique. De plus, ils sont appréhendés à l'aune des droits humains, ce qui rend légitime les acteurs et leurs revendications dans un monde aux multiples échelles. Ce qui me semble intéressant de souligner ici est le caractère éminemment collectif de ces nouvelles demandes, rompant avec comme précisé plus haut l'idée individualiste de la citoyenneté. En émergeant sur la scène internationale, ces revendications autonomistes de la part des mouvements indiens et les mutations des souverainetés locales vont permettre des ratifications globales de grandes ampleurs. La Convention 169 largement évoquée à travers cette thèse fait parfaitement écho à la demande de réformes constitutionnelles (Van Cott, 2000) et à la reconnaissance des droits collectifs comme fondement de la relation entre les citoyens et l'État. Le défi majeur reste cependant cette idée centrale sous tendue par ces mutations en cours, celle d'une « citoyenneté différenciée » au sein de l'État libéral malgré le défi du multiculturalisme. La conclusion portée par les auteurs travaillant aux enjeux des mutations de la citoyenneté souligne que l'ethnicisation des rapports sociaux et politiques impacte l'identité civique.

Être « citoyen indigène » à San Sebastián Tutla

S'il est important de ne pas négliger les aspects identitaires avec leurs mouvements, force est de constater que les revendications de ceux-ci sont aux prises à des dynamiques globales s'imposant aux agendas gouvernementaux. Dans la commune au sein de laquelle je travaille, de nombreuses manifestations d'une citoyenneté « indigène » et collective n'ont émergé que très récemment. Notamment certaines pratiques non verbales, m'ont permis de saisir ces expressions de la modernité essentielles à la compréhension des dynamiques en cours. Alors que les groupes rencontrés lors des manifestations traditionnelles revendiquent défendre leur propre « communauté », leurs traditions face à un monde englobant, je m'étonne de l'attitude des jeunes lors des « défilés folkloriques ». Chaque groupe représentant une coutume ou une région se prend en photo avec des téléphones portables, et m'expliquera par la suite, qu'ils effectuent des « selfies », afin de les mettre sur les réseaux sociaux et de constituer une vaste communauté avec d'autres groupes autochtones et traditionalistes de par le monde. Une fois de

plus, j'envisage à travers cette pratique la mobilisation des catégories « indiens » ou « autochtones » comme des catégories mobilisables au gré des situations et non pas des concepts ou des faits de nature.

La création d'un concours de beauté avec l'élection d'une reine de beauté, sensée représenter les valeurs de la communauté semble également révélatrice de cette logique. Plus saillant encore, l'organisation d'une immense fête regroupant des centaines de participants venus de plusieurs communautés du sud du Mexique. Cette commémoration me semblait l'héritage d'un lourd passé, témoignant des relations étroites qu'entretiennent les groupes indigènes entre eux. Ce fut alors l'occasion d'immenses défilés en tenues traditionnelles, de partages de tablées dans une euphorie collective et de démonstrations de coutumes ancestrales, danses, reproductions de mariages traditionnels, dégustations de mets, etc. A la fin de cette délicieuse soirée, mon enthousiasme est total et je m'empresse d'aller questionner mes interlocuteurs les plus proches sur les origines de cette charmante coutume. L'étonnement est immense lorsque l'on m'apprend que c'est une rencontre organisée depuis seulement deux ans pour faire écho aux dynamiques contemporaines et notamment aux nombreuses demandes qui émanent de la part des jeunes de rencontrer d'autres communautés et anciennes coutumes indigènes. Les « indigènes » sont alors apparus et apparaissent à nos yeux comme des acteurs de leurs trajectoires politiques et sociales à part entière et non plus comme de simples victimes en marge des politiques nationales qui les marginalisaient jusqu'alors.



Figure 30 : concours de « reine de beauté »

(Source : photo personnelle)

Cependant comme nous le précise Yvon Le Bot, ces dynamiques locales n'ont pas été synonymes de constructions transfrontalières de communautés indigènes. Pour le scientifique, il existe bien des affinités culturelles entre communautés mais elles n'ont jamais donné naissance à des organisations sociales, politiques ou culturelles (Le Bot, 2009). Sans doute faut-il se focaliser sur la question de la participation pour envisager la construction ou non d'une société civile. Les possibilités de participation et de représentation des individus vont alors être les miroirs de leur potentialité d'action collective et donc du processus d'individuation nécessaire au statut de citoyen. Ainsi, la démarche est de saisir si les individus rencontrés sont émancipés des tutelles pour s'investir librement dans de nouvelles logiques sociales et politiques.

« Cela suppose l'accès à des ressources permettant aux individus de rechercher des solutions à leurs problèmes à travers une participation sociale et politique, qu'elle soit d'ordre contestataire ou institutionnel, local ou international, associatif ou partisan. La citoyenneté renvoie alors à la capacité des individus et des acteurs collectifs à peser sur l'espace public autrement qu'en émettant une opinion sur les ressources qu'ils peuvent obtenir du pouvoir politique, c'est-à-dire en posant un jugement politique critique sur des choix de société. La citoyenneté repose ainsi sur

une pratique qui légitime le droit à revendiquer des droits et à les exercer, autrement dit le « droit à avoir des droits », pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt » (Marques-Pereira, 2007 : 19).

Les éléments de terrain décrits ci-dessus et notamment les dynamiques perçues à travers les pratiques et discours des jeunes générations nous permettent de saisir ce qu'Yvon Le Bot soulignait en précisant que l'énergie communautaire mobilisée est une façon de construire une légitimité à des fins de modernisation et de développement (Le Bot, 1994). Dès le début des années 1990, les mobilisations vont dans le sens d'une transformation politique afin de modifier les relations inégales entre les « communautés indigènes » et le reste de la population. Les discours portés par les organisations indépendantes et par les jeunes que j'ai pu rencontrer ne tentent pas un « retour en arrière » mais une redéfinition des règles politiques et sociales. Le manifeste publié en 1994 par de nombreuses organisations indiennes souligne cette dynamique de changement politique :

« Les innombrables discussions, réflexions et échanges que nous avons réalisés jusque-là dans tout le pays nous ont convaincus que la solution à nos problèmes exige l'instauration d'un régime d'autonomie. Il s'agit de transformer l'actuel système d'organisation politique, l'actuel régime d'État par un État d'autonomies qui rende possible le respect de la pluralité et ouvre les portes à la participation des peuples indigènes dans la définition d'un pays pour tous »⁶⁵.

Ce qui me semblait donc dans un premier temps tout à fait paradoxal, se révèle grâce au temps passé sur le terrain au cœur des dynamiques locales. L'affirmation identitaire implique également nécessairement une interprétation, une adaptation, « un bricolage à partir d'un ensemble plus ou moins grand de symboles et de pratiques. Les us et coutumes font partie de ce stock dans lequel le nouvel acteur indien puise, de façon sélective, les marqueurs de son identité et le contenu de son projet politique. Bricoleur par excellence, il fait du nouveau avec de l'ancien » (Recondo, *op.cit* : 385). On saisit donc à San Sebastián Tutla ce que Jean-François Bayart analysait comme une « invention paradoxale de la modernité », une invention de la modernité par invention des traditions, le « remploi de fragments d'un passé plus ou moins fantasmatique

⁶⁵ « La autonomía como nueva relación entre los pueblos indios y la sociedad nacional », *Ojarasca* 38-39, novembre-décembre 1994, pp. 26-29.

au service de l'innovation sociale, culturelle ou politique » (Bayart, 1996 : 49). La question n'est donc pas de déterminer l'authenticité de la démocratie mais bien de comprendre comment les sociétés l'adaptent et en l'adaptant comment vont-elles la définir.

En revanche comme on l'observe à San Sebastián Tutla, l'invocation des coutumes permet de maintenir le pouvoir et de renforcer un mode de gouvernement qui exclut une partie de la population. La demande de changement électoral et la loi républicaine sont donc revendiquées contre cet autoritarisme. Jean-François Bayart évoque parfaitement le passage de cette culture imaginée comme authentique à la réalisation de véritables règles excluantes :

« la culture imaginée comme authentique se définit par opposition à des cultures voisines mais qui sont appréhendées comme radicalement différentes, et parce que cette altérité supposée entraîne un principe d'exclusion dont la conclusion logique devient vite l'opération de purification ethnique » (*Ibid* : 51).

Je rencontre bien une volonté de changement, une dynamique souhaitant s'inscrire dans le sens d'une démocratisation mais contrairement à ce que certains observent au sein d'autres villages de l'État de l'Oaxaca, les discours entendus à San Sebastián Tutla évoquent l'échange avec les autres groupes comme une perte d'identité voire même une aliénation. Cette forme de « repli identitaire » ou d'invention de la tradition n'est cependant pas contradictoire avec la contemporanéité. Elle permet entre autres, l'inscription et la redéfinition des pratiques politiques.

Le principe de décision collective en assemblée générale ouverte à tous est tout à fait révélateur de ces nouvelles dynamiques répondant à la nécessité d'adaptation. Durant de nombreuses années, le mode traditionnel de gouvernement prenait la forme d'une domination masculine avec un système d'autorité hiérarchique et vertical. La « communauté » attendait la position de ses dirigeants et ne faisait que confirmer l'orientation. Dorénavant le pouvoir attribué à l'assemblée générale ouverte à tous est effectif. Les nouveaux dirigeants interprètent d'anciennes formes et pratiques et inventent de nouvelles traditions.

Lors d'un entretien avec un ancien président du palais municipal de San Sebastián Tutla, j'ai ainsi pu apprendre que les femmes n'avaient pas le droit de cité dans les assemblées. Pour Raymundo, les « nouvelles règles » ont permis depuis une quinzaine d'années la participation des femmes aux débats politiques et leur appartenance au « bureau » de la présidence. Il prétend qu'un jour une femme pourrait briguer le poste de présidente municipale, une femme comme

Gicela (secrétaire municipal lors de mes séjours de terrain et principal interlocutrice) souligne-t-il, bien qu'elle n'ait pas fait son service religieux, elle pourrait demander l'accord à l'assemblée et se voir accorder ce privilège.

Une femme à la présidence est donc chose désormais « envisageable », preuve des mutations en cours malgré leurs revendications traditionalistes. Quelques résurgences passéistes demeurent malgré tout, car il insiste sur le fait que « présidente peut-être, mais « alcalde » ce n'est pas possible ». En effet, ce poste étant celui d'un juge devant faire preuve d'impartialité même si sa famille est en jeu, l'intervention d'une femme bien trop sensible, laissant parler ses émotions lui paraît incompatible. Les bruits des festivités étant assourdissants, la discussion a pris fin sans que je m'y attende alors qu'il envisageait l'avenir avec gravité, évoquant les changements en cours. Il me serre la main fermement, en me soulignant qu'il est certain que nos échanges me seront utiles.

L'évocation de Gicela me ramène à son parcours comme étant effectivement révélateur des mutations en cours. L'actuelle secrétaire municipale est en effet ingénieur en chimie, employée par le gouvernement. Elle est une femme très respectée par les différents représentants de la municipalité pour son « sens du travail et de la patrie » mais principalement pour son intelligence. Elle a deux filles mais est séparée du père de ses enfants, ce qui ne lui pose « aucun problème éthique, n'étant pas catholique ». Elle fut la créatrice et la présidente de la maison de la culture de San Sebastián Tutla, poste considéré par la population comme fondamentalement important. Le poste de secrétaire municipal et le fait que nombreux sont ceux l'envisageant comme future présidente soulignent que tout système bien que coutumier ne soit pas figé.

La Secretaría de las Culturas y Artes de Oaxaca en coordinación con el H. Ayuntamiento, la Regiduría de Educación y la Casa de la Cultura "Andrés Henestrosa" de San Sebastián Tutla

PRESENTAN:



"TUTLA: NUESTRO ORIGEN"

Entrevista a Fernando Moisés Matías Navarro

CRÓNICA COMUNITARIA
VIDEO 1

Sábado 19 de Septiembre
5:00pm

Facebook:

Casa de la Cultura "Andrés Henestrosa" 2020-2022

YOU TUBE:

CASA DE LA CULTURA ANDRÉS HENESTROSA

Oaxaca es cultura

AH CASA DE LA CULTURA
"ANDRÉS HENESTROSA"
SAN SEBASTIAN TUTLA 2020-2022



Oaxaca **SECULTA**
Secretaría de las Culturas y Artes de Oaxaca

San Sebastián Tutla

Figure 31 : affiche d'une intervention à la Maison de la Culture

(Source : Page Facebook de San Sebastián Tutla)

Dans ce sens, l'observation des pratiques et des discours des jeunes est intéressante en ce qu'ils sont radicalement différents de ceux des générations précédentes. Ceux que j'ai pu rencontrer possédant pour la plupart entre quinze et trente ans, prétendent défendre des coutumes survenues à la suite des conquêtes espagnoles, ils revendiquent une forme de métissage et précisent systématiquement que tradition et progrès ne sont pas antithétiques. Les plus âgés au contraire, défendent des coutumes qu'ils qualifient d'ancestrales, devant s'opposer à une modernité globalisante qui détruit les valeurs indiennes zapotèques. Dans cette communauté où jeunes et plus âgés défendent de concert le principe coutumier, je me suis donc confrontée à des discours opposés. Des discours teintés de nostalgie de personnes âgées regrettant le temps durant lequel les femmes s'occupaient de la maison et de leurs enfants en leur inculquant des valeurs saines, et d'autres discours engagés (comme ceux de la fille de Gicela et de ses amis se battant par exemple pour les droits des femmes)⁶⁶.

Les exemples précédents convergents dans le sens de mutations profondes ne serait-ce que sur la question du genre qui semble centrale chez les jeunes rencontrés. J'ai notamment rencontré grâce à la fille de Gicela, présidente du secrétariat sur l'équité des genres de l'association « Adelante Fuerza Juvenil Oaxaqueña »⁶⁷, un groupe de jeunes constitué en association très importante dans l'État et aujourd'hui implantée dans tout le Mexique revendiquant le maintien du système coutumier tout en pensant le changement social et politique, le progrès et le développement des communautés. Ces deux dernières notions semblent être centrales malgré les discours officiels soulignant la volonté de préservation des traditions. Le logo de la commune précise en plus petit en dessous de « San Sebastián Tutla, Tierra des usos, costumbres y tradiciones », « Unidos para el progreso »⁶⁸. Chaque visite protocolaire permet la mise en place d'une grande banderole promettant progrès et développement, quand toutes les affiches de campagnes électorales misent sur le progrès.

⁶⁶ La fille de Gicela et ses amis m'ont demandé une conférence sur le féminisme français - conférence effectuée quelques jours avant mon départ, durant laquelle de nombreux jeunes habitants de San Sebastián Tutla sont venus m'écouter avec la ferme intention de vouloir changer la dynamique machiste qu'ils prétendent connaître.

⁶⁷ « En avant force juvénile de l'Oaxaca ».

⁶⁸ « San Sebastián Tutla, Terre d'us, coutumes et traditions, Unis pour le progrès ».

Ethnographie de la journée internationale des droits de la femme

La journée internationale des droits de la femme a également été l'occasion de faire rimer tradition et progrès. Les mêmes groupes qu'à chacune des cérémonies précédentes se sont présentés à tour de rôle pour effectuer des danses et des chants en tenues « traditionnelles », devant des centaines de spectatrices venues profiter du spectacle offert par le président municipal en leur honneur. J'observe alors le président distribuant des roses à chacune des femmes de la « communauté ». Le jeu étant celui de distribuer un maximum de roses à un maximum de femmes en même temps car il est suivi par une photographe à qui il fait de larges sourires tendant les roses aux spectatrices, mais les gardant fermement le temps du cliché. Lorsque la nuit tombe enfin, les habitants se pressent sur la petite place devant le palais municipal, la foule devient immense autour des groupes folkloriques et des mariachis venus fêter de la façon la plus « traditionnelle possible », la journée internationale de la femme récemment créée par l'ONU. Entre chaque représentation artistique, on peut assister à un discours « fort », sur l'inspiration que sont les femmes pour eux, les hommes. Et bien que cette cérémonie se veuille une prise en compte et une reconnaissance des femmes, aucune ne prendra la parole et toutes se contenteront de danser en jupes traditionnelles. Plus en encore, je ne rencontrerai lors de cette cérémonie, aucune femme d'El Rosario, comme si celles-ci ne pouvaient prendre part à la grande cérémonie internationale prônant l'égalité hommes-femmes et surtout leur donnant accès à ce qui semble revendiqué depuis quelques décennies « la citoyenneté mondiale ».

On observe bien qu'il existe de grandes disparités dans l'adaptation et l'appropriation de ces concepts et force est de constater les ambivalences et tensions locales. Si la citoyenneté est perçue comme un phénomène d'inclusion, elle présuppose alors des frontières et des « li-sières » (selon l'expression de Jane Jenson) qui vont permettre de définir les appartenances de chacun.

« La citoyenneté mondiale » est une expression qui gagne progressivement du terrain et qui, sans s'imposer de manière évidente dans le discours politique, trouve de plus en plus sa place dans les argumentaires élaborés par certaines organisations ou personnalités militant dans divers domaines. À première vue, elle semble traduire une idée généreuse : reconnaître à tout individu la jouissance des libertés et droits fondamentaux, et ce, indépendamment de leur appartenance à un État-nation particulier. Le politologue aura naturellement tendance à interpréter une telle exigence

comme le résultat d'une crise de légitimité du modèle d'État-nation » (Delcourt, 2007 : 182).

On observe de par le monde et les luttes une grande multiplication des revendications placées sous l'apanage de la citoyenneté portées par des groupes ou communautés souhaitant obtenir des droits et une reconnaissance au niveau international notamment. Ces « résistances » contemporaines sont l'écho des crises des citoyennetés nationales et de l'importance de saisir la question de la citoyenneté hors des modèles classiques. Ainsi, il est inévitable d'envisager désormais les variations internationales des modèles de citoyenneté au-delà des frontières nationales malgré les puissantes lignes de partage entre les citoyens d'un même pays, voire même - comme à San Sebastián Tutla - d'une même commune.

B - Orientations contemporaines de la résistance

La question de la résistance ne fut pas animée par des lectures scientifiques mais bien par les discours empiriques. En effet, à combien d'individus me suis-je confrontée dans les rues de l'État de Oaxaca avec un seul mot d'ordre, résister. Résister contre la corruption, résister contre les manœuvres partisans, résister contre la perte d'identité induite par la globalisation, résister pour ne pas perdre leurs traditions politiques, sociales et culturelles. En revanche le concept de *résistance* n'est plus représenté dans la sphère scientifique. En sociologie européenne contemporaine notamment, il est presque inexistant ou associé à une sorte d'obstination réactionnaire. Il s'avère dès lors complexe de le traiter alors qu'il est parallèlement devenu un mot d'ordre contemporain dépassant bien largement les frontières de mon terrain, se traduisant dans toutes les langues, de Tel Aviv à Athènes, de Madrid à New York ou Tunis. L'expérience sensible des acteurs devient alors le seul argument qui légitime l'emploi de cette notion. Les entretiens effectués auprès des habitants de San Sebastián Tutla et plus encore des membres du palais municipal, convergent vers cette sensibilité, celle de devoir résister au sein d'un espace

où la prise de parole est devenu possible notamment grâce à ce qui est vécu comme une crise globale.

Nombreuses ont été à travers le monde les prises de parole contestataires et les scientifiques ont dû faire avec un nouveau vocabulaire, de nouveaux possibles. Les acteurs locaux ne sont pas en reste et force est de constater leurs connaissances aigües des crises planétaires et leur capacité à intégrer, digérer et prendre part aux dynamiques globales. Le choix du concept de résistance est à mon sens vif d'intérêt en ce qu'il est déjà un formidable écho au leitmotiv de Gilles Deleuze inspiré de Spinoza, *Résister c'est créer – créer, c'est résister*. Les enjeux internationaux précédemment cités et les créations des individus entrés en résistance ont influencé les recherches sociales vers une prise en compte importante de l'action collective « non institutionnelle » (Sommier, 2003). Bien que le mouvement étudié de contestations et crises locales soit micro localisé il prend sens dans son ancrage global avec la multiplication des échelles politiques. Les nouvelles arènes internationales telles que le G8, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce ou encore le Forum économique mondial de Davos, etc., favorise l'internationalisation des mouvements sociaux (Ripoll, 2008/3). Ce qui semble très révélateur de ces dynamiques sur le terrain étudié est la corrélation soulignée par Fabrice Ripoll entre décentralisation et mondialisation conduisant à une mise en concurrence des populations locales. Elle peut, selon le géographe (et comme c'est le cas à San Sebastián Tutla) : « renforcer la division des catégories sociales concernées par les compétences transférées et bien sûr le morcellement spatio-temporel de la contestation du fait du morcellement de la décision elle-même » (*Id.*, 95).

Droit et souveraineté : naissance du collectif

Le droit et notamment le droit international comme je l'ai abordé à de nombreuses reprises au cours de cette thèse, permet de penser le rapport social qu'entretiennent les individus avec leur quête de liberté individuelle et plus encore collective. Le chemin a longtemps été sans plus de questionnement la souveraineté de l'État, avant celle des peuples qui le composait. Les dynamiques contemporaines abordées en amont ont peu à peu questionnées et placées sur le devant de la scène la protection des droits de l'homme et le droit des peuples à l'autodétermination comme expression en droit international des revendications générales. Si la liquidation de la domination coloniale a été centrale au cours du siècle passé, la question de l'émancipation

est longtemps restée lettre morte. L'enjeu du droit apparaît alors depuis peu, il est dorénavant question de gouvernance en tant que question juridique, de manière non impériale. Tout d'abord grâce à l'émergence du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'égalité souveraine des États, avec des revendications individualistes telles que les droits de l'homme, de la femme et de l'enfant. Ces affirmations des singularités vont cependant de pair avec une conscience du collectif et de la communauté.

La question du territoire est évidemment centrale lorsque l'on pense au droit collectif ou à la conscience du collectif. A San Sebastián Tutla, cet enjeu a hanté mes recherches, comprendre pourquoi l'ancrage territorial représentait pour les individus rencontrés le sens de leur communauté. Comme nous l'explique Monique Chemillier-Gendreau, en se fixant de manière plus ou moins durable, les peuples ont amorcé des processus de possession et de contrôle. Ces fixations n'entraînant dans un premier temps aucune réelle mesure dans le cadre du droit international, elles n'ont été envisagées comme un droit de conquête qu'avec l'avènement des États modernes, de la souveraineté étatique et du débat sur la guerre juste (Chemillier-Gendreau, 1995 : 21). Le pouvoir va alors s'associer à l'institution de la frontière, partageant les souverainetés. La mystique du royaume va progressivement se transformer et laisser place à une vision mystique de la nation plaçant comme valeurs centrales l'amour de la patrie et la capacité pour son peuple à mourir pour elle. Ce qui émerge alors à travers la naissance du nationalisme est l'hypothèse d'une communauté délimitée et distincte des autres, préalable à toute autre réalité alors qu'il est lui-même en train de l'édifier (Minard, 1992). Cette érection d'une idéologie qui se voulait générale à tous les États-Nations a su s'imposer mais quelques résistances à l'uniformisation du monde ont émergé.

« Cependant, même faible, et divergente du rapport de force économique qu'elle ne parvient pas immédiatement à corriger, la règle de droit issue des exigences de la résistance est utile à la cristallisation d'un sentiment d'obligation qui oriente peu à peu les comportements dans des voies nouvelles. Mais tout cela est faible, incertain et lent pour ceux qui combattent pour eux-mêmes autant que pour leur postérité. Si affirmer n'a pas suffi, si récupérer des biens qui s'échappent toujours vers d'autres mains est impossible, il ne reste aux « damnés de la terre » qu'à se replier dans des maquis mondiaux pour tenter de contre-attaquer. Alors naissent des mouvements divers qui défient l'analyse de ceux qui ne savent raisonner que dans les cadres de pensée du système. Ils sont violents et désespérés comme les Brigades rouges, ou

le Sentier lumineux, ou fondés sur un projet politique plus positif, comme les zapatistes au Mexique, ou encore sur une stratégie mondiale, comme certains courants islamistes prônant la République islamiste mondiale. Ils relèvent, à petite ou grande échelle, d'une stratégie de rupture » (Chemillier-Gendreau, 1995 : 21).

Ces stratégies de résistances nées pour la plupart au cours du XX^{ème} siècle, lors du déclin du pouvoir absolu de l'État ont démontré la capacité de certains groupes à s'affirmer face à la domination d'une souveraineté remise en cause. Cependant, il est inévitable de nuancer et de relativiser toute théorie absolutiste et bien que la crise de l'État soit une certitude, l'annonce de sa mort n'est pas fondée et si les communautés en question s'opposent et résistent fermement, elles savent aussi quels bénéfices tirer de certaines alliances. Leurs leitmotivs raisonnent encore souvent avec les valeurs aux fondements des États-nations. Un des aspects majeurs précédemment traité est la progressive déterritorialisation du pouvoir laissant de larges espoirs aux communautés locales de prendre davantage part aux décisions sur leur sol, qu'elle soit technique, économique ou financière. Les revendications semblent d'ailleurs majoritairement tendre en ce sens, recouvrer un pouvoir décisionnaire localisé au sein d'un cadre géographique réduit tout en ayant une capacité de médiation directe avec les instances internationales. En revanche ces dynamiques et ces luttes locales sont concurrencées par de nombreux locuteurs internationaux contestant à leur tour les pleins pouvoirs de l'État, que ce soit certaines ONG, ou organisations régionales et internationales comme l'OTAN, l'ONU, sans compter sur les toutes-puissantes firmes multinationales. Nous sommes bien face à un désordre majeur laissant émerger des résistances et des conflits essentiels à interroger pour envisager les nouvelles dynamiques en place. Cependant, rien de précis ne se dessine encore à travers ces luttes de souverainetés et il serait bien présomptueux d'envisager une lecture définitive de l'avenir des communautés et des États. La principale résistance à laquelle nous sommes confrontée et qui semble être l'écho majeur rencontré sur mon propre terrain est celle de la lutte face à l'uniformité des fonctionnements.

La volonté soulignée à San Sebastián Tutla est le maintien d'échelons de particularisme ou de solidarité et diversités locales. L'affirmation d'une émancipation relative va de pair avec celle d'identités communes mais sans doute renouvelées. Bien que l'État paraisse dans ce contexte affaibli et écarté des enjeux principaux il est pourtant un des rouages majeurs et l'intérêt de ce travail tient dans sa capacité à interroger la diversification des liens sociaux à l'œuvre, car

comme le souligne à nouveau Monique Chemillier-Gendreau, l'État est un attelage social composite, au sein duquel pouvoir et service sont indémêlable. Dans la communauté étudiée toute cette ambivalence est saillante, entre une résistance affirmée et la capacité du groupe à endurer quelques contraintes escomptant une protection et des garanties. « De fait et partout, le lien qui a formé l'essence de l'État est de nos jours relâché, parfois véritablement dissous. L'ambivalence au sein des fonctions de l'État a conduit inexorablement à une perte de souveraineté » (*Idem*).

Au Mexique, depuis le soulèvement de 1994, la lutte locale mise en œuvre par les indigènes c'était principalement axée autour d'une grammaire anti-néolibéraliste. Cet héritage de l'EZLN a longtemps persisté et persiste encore au sein de nombreuses ruralités mexicaines, renforcé par des connexions toujours plus importantes avec les espaces de discussions nationaux et internationaux. Il ne faut en effet pas oublier que ces mouvements sont aussi nés de mobilisations transnationales contre l'ALENA. La défense d'un « nous indigène » né dans les rangs de l'EZLN est donc l'aboutissement d'un long processus de lutte face à un « ennemi » plus important que les acteurs nationaux. Progressivement ces groupes vont alors élargir leurs réseaux d'appartenance et la définition de l'indigénisme n'aura rien de réellement figé dans l'histoire mais sera davantage affaire de stratégies d'alliances ou de scission (Snow et Benford, 2000).

« La résonance du soulèvement zapatiste en dehors du Chiapas a souvent été rapportée à sa capacité à relier le particulier et l'universel, le local (indigène) et le transnational (anti-néolibéral). Mais au-delà de la mythification d'un universel indigène dont les luttes anticiperaient celles d'un monde globalisé soumis au diktat néolibéral, l'analyse du champ militant local souligne surtout l'hétérogénéité des acteurs en présence et la complexité de luttes où les jeux d'échelle avec le niveau transnational tendent à dissimuler d'autres mobilisations locales plus centrales pour les communautés rurales et indigènes » (Collombon, 2013 : 121).

La capacité principale mise en relief par le mouvement indigène mexicain semble donc bien être sa propension à créer des réseaux aussi bien au sein de son arène locale qu'au niveau national et international. Les autres groupes indigènes en présence, ne relevant pas forcément des mêmes dynamiques comme c'est le cas à San Sebastián Tutla ont cependant bien perçu ces enjeux et savent user de la rhétorique militante mise en place pour faire valoir leurs désirs

d'autonomie. Les ressources utilisées et les répertoires d'action sont alors les mêmes que ceux rencontrés auprès des acteurs chiapanèques, forums, campagnes, diffusion Internet ou relais médias, etc. Les individus rencontrés à San Sebastián Tutla ont donc misé sur un discours récemment maîtrisé, celui d'une identité commune, des valeurs portées sur la scène internationale, faisant de leurs luttes internes l'écho de résistances globales pour le droit à l'autodétermination, l'autonomie et à la création de nouvelles formes de souveraineté, dépassant les questions de la souveraineté de l'État.

C - L'action collective : discours de la « survivance » à San Sebastián Tutla

Au-delà des observations des constructions identitaires et territoriales effectuées par les acteurs de la politique locale, il a semblé tout à fait pertinent de saisir la représentation de la ville et des lieux, du côté de l'habitant pour saisir ce qu'il prétend défendre quand sont évoquées des questions de résistance et de luttes face à l'envahisseur ou plus encore, cette appréhension de la notion de survie qui a émergé sur le terrain. En effectuant notamment une longue observation des comportements, des réactions et des perceptions, nous pouvons souligner qu'il construit également l'image de la ville grâce à son expérience et à sa mémoire. Dans ce sens, il est fondamental d'observer les appropriations du territoire à travers une analyse des comportements et des habitudes des groupes sociaux, une analyse de la valorisation attachée aux lieux, « à tout ce qu'il y a de *mémoire* dans la ville » (Roncayolo, 1997: 177). J'ai ainsi pu particulièrement observer la façon dont la population investit les lieux dès la fin d'après-midi et en début de soirée. Je m'étonne en restant des heures assise sur la place principale de la commune, de croiser les habitants se déplacer en vélo, arborant un large sourire et me saluant systématiquement. Davantage habituée au trafic de voitures, je n'avais encore jamais observé autant de cyclistes dans d'autres villages du Mexique.

Le soir venu, alors que je poursuis mon observation flottante, j'ai la sensation que toute la commune s'est donnée rendez-vous devant cette petite place. Il est fascinant de constater le rassemblement soudain se formant autour de quatre petits stands de nourriture à emporter, montés en quelques minutes par les femmes de San Sebastián Tutla. Quelques-uns s'étonnent que la « tía » (tante) ne soit pas encore arrivée et rient de son manque de ponctualité. D'autres

passent furtivement en vélo et crient leur commande sans que je ne saisisse un mot, mais toutes les cuisinières d'un soir savent parfaitement les goûts et habitudes de chacun. Malgré un stand de maïs grillé, un autre de hamburger et un troisième de frites fraîches, la star de la soirée semble être la tante qui se fait cruellement désirer. Quelques habitants viennent même me prévenir que ses yaourts et crèmes maison sont exceptionnels et que je ne dois louper cela pour rien au monde. En quelques minutes, la petite place paisible au centre du village est devenue le lieu de rencontre d'une grande partie de la « communauté » venue déguster un repas chaud sur les marches du palais municipal, en partageant souvenirs, problèmes familiaux, débats politiques mais surtout beaucoup de rires et de jeux. C'est précisément ce lieu que s'approprie la « communauté », bien loin des habitants du quartier d'El Rosario qu'une fois de plus je n'ai pas pu croiser dans la commune.



Figure 32 : petite place centrale de San Sebastián Tutla (Zócalo)

(Source : photo personnelle)

On saisit bien à travers l'observation des circulations des habitants de cette commune ce que Michel Agier souligne, « le sens du lieu est étroitement conditionné par l'existence d'un échange symbolique et social dont il est le support » (Agier, 2009 : 76). L'auteur nous permet d'interroger l'importance des lieux proches du citoyen auxquels il s'identifie, l'importance du sentiment d'appartenance.

« Les lieux proches du citoyen sont ceux avec lesquels il s'identifie le plus spontanément, ce sont des espaces de chevauchement presque parfait entre un cadre physique et un sentiment d'appartenance à une collectivité, aussi minime soit-elle, de laquelle il tire sa première forme d'identité face aux autres plus éloignés » (*Ibid.*, 34).

A San Sebastián Tutla, les individus ont créé une véritable familiarité avec la ville, notamment le centre, avec l'implantation de la mairie et de l'église, constituant un fort pouvoir symbolique. Cette sociabilité commune souligne pourtant ici une façon de créer un lien territorial central entre les membres de la *cabecera* ne permettant pas l'inclusion des membres d'El Rosario. Lors de mes déambulations quotidiennes, je ressens une fois de plus ce que les habitants évoquent par « une certaine familiarité dans la ville ». Si j'avais cerné leurs relations basées sur une prétendue identité zapotèque et territoriale commune, je saisis grâce au temps passé auprès d'eux, l'importance des relations familiales partagées dans le centre de la commune. Durant chacun de mes repas, de mes arrêts à la laverie ou d'entretiens informels dans la rue, les habitants parlent du magasin, de la laverie, du bar ou du restaurant voisin comme étant celui de « la tante », de « la cousine » ou de la « grand-mère ».

Lors de mes entretiens avec la secrétaire et ses collaboratrices, il a été fondamental de saisir la peur panique d'une modification du centre, qui entrainerait pour elles, une « sorte de solitude, un sentiment d'abandon ». Le centre est rendu familier par des mouvements quotidiens et parfaitement connus ; le vendeur de glace passant chaque jour à 18h, dans les mêmes ruelles centrales, les portes de garages se soulevant chaque soir à 19h, laissant place à quelques tables colorées et à quelques préparations mijotées toute la journée, servies par la maîtresse de maison. Il n'existe dans cette commune pas de lieux de restauration formelle, avec enseigne et serveurs au labeur quotidien, mais le soir venu, lorsque les portes des garages s'ouvrent, la rue s'anime. Les femmes semblent toujours au travail, proposant plats rapides, travaux de couture, coiffure ou laverie. Portes ouvertes sur la rue, elles se côtoient toute la journée permettant ainsi une forte socialisation. Les enfants circulent de foyers en foyers sans apparente distinction, au gré des

humeurs, soulageant quelques heures les mères de famille. Il existe une sorte de prolongement entre l'espace public et l'espace privé. La rue semble prolonger l'espace domestique. Cette appropriation de l'espace est rendue possible par une personnalisation et une familiarisation de l'espace commun proche.

L'angoisse des habitants semble donc être également liée au fait qu'un changement de participation politique (dans ce cas modification, des débats sur la place centrale, suppression du vote à mains levées et suppression de la participation citoyenne), modifie la ville, leurs relations, et finalement l'appropriation territoriale. Si le centre de San Sebastián Tutla n'est plus le lieu d'échanges, de débats politiques, il perd alors une partie de son sens. C'est un espace symbolique au sein duquel les habitants ont ancré leurs habitudes, leurs relations, leur familiarité, mais n'étant pas un espace figé mais symbolique, il peut être délocalisé. L'idée que la municipalité soit gérée ailleurs, dans le quartier d'El Rosario, dans lequel les habitants de la « communauté » n'ont créé aucune familiarité, renvoie à l'inconnu, au lointain, à l'inexistence de « vie dans la ville ». Ainsi, en marquant leur attachement au centre du bourg chef-lieu grâce à toutes les manifestations culturelles (cérémonies, organisation de repas, de spectacles) et de débats politiques, les membres actifs de la *cabecera* excluent symboliquement, physiquement et au sein même de l'organisation sociale de la communauté les habitants d'El Rosario. On observe ici une mise en marge sociale des membres des périphéries territoriales.

L'investissement observé dans tout ce qui se rapporte au passé, discours, costumes, ouvrages, cérémonies est étroitement lié à une forme d'appropriation des lieux. Toutes les manifestations analysées convergent vers une revendication de l'attachement primordial au territoire. « Ce qui est ainsi réaffirmé, c'est donc une identité locale, ou, plus précisément, une appartenance locale » (L'Estoile, 2000 : 130). On peut ainsi saisir une coupure sociale et spatiale très nette entre ceux vivant au centre de la commune et ceux vivant en périphéries (sociales et spatiales), avec des relations marquées par la stigmatisation et la crainte. Comme le note Elias et comme nous l'observons quotidiennement sur le terrain, la revendication d'ancienneté dans l'implantation locale permet de se définir comme « established », ceux jouissant de la partie noble du « village » face aux « outsiders » incapables de partager leurs valeurs (Elias, 1997 : 175). Ce qui est donc revendiqué en premier lieu à travers l'appropriation territoriale est une forme de propriété morale, droit avant tout bâti et transmis par filiation et non pas juridiquement, il est fondamental en ce qu'il est constitué en véritable enjeu politique. Cette appropriation territoriale locale permet de se positionner, d'affirmer que l'on est « chez soi », en opposition à ceux qui ne le sont pas, ceux vivant en périphéries.

« Une des significations essentielles de l'investissement dans l'histoire locale est donc de permettre l'établissement d'un lien personnel avec le territoire, inscrivant celui qui revendique comme sienne une part du passé local dans une continuité à la fois temporelle et spatiale face à un monde qui change » (L'Estoile, *op.cit.*).

Périphéries multiples

Ces oppositions systématiques relevées sur le terrain m'ont amenée à vouloir comprendre de quelle façon les groupes sociaux se perçoivent les uns par rapport aux autres, la façon dont ils envisagent et définissent le territoire. J'ai rapidement souhaité interroger les relations d'ensemble entre la ville de Oaxaca, capitale d'État et la commune de San Sebastián Tutla, Oaxaca étant vécue par les habitants de la commune comme le lieu de la centralité, faisant émerger les angoisses de perte identitaire et la nécessité de survivance. Cette relation semblait également centrale pour l'analyse en ce que la capitale d'État est aujourd'hui le lieu privilégié des luttes pour les droits indigènes et la diffusion des idées. Un conflit majeur ébranle la ville entre le gouvernement et de nombreux groupes installés sur la place centrale face au palais municipal depuis plusieurs mois, revendiquant divers combats, notamment celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Bien que la majorité des hommes interrogés à San Sebastián Tutla revendiquent fièrement travailler quotidiennement dans la ville de Oaxaca, la population déclare une volonté d'indépendance. Le temps passé sur le terrain a permis de révéler l'importance de considérer les relations existantes entre ces deux espaces et les discours contradictoires qu'ils font émerger. « C'est ici une invitation à une approche de la ville en termes d'interactionnisme spatial, saisissant non pas des espaces en soi, mais des espaces entre eux, interprétant leurs relations, restituant ainsi les enjeux multiples dont ils sont traversés » (Raulin, 2001 : 85). La périphérie longtemps envisagée par la sociologie comme concept spatial renvoyant à son étymologie et à l'idée de « pourtour » et de « territoire situé près des frontières », synonyme d'exclusion, est aujourd'hui appréhendée comme s'inscrivant au cœur du centre.

Le centre historique de Oaxaca est occupé depuis plusieurs mois par divers groupes saturant le territoire d'affiches, d'images et de revendications. De nombreuses tentes ont été installées afin de maintenir la pression sur le gouvernement local et chaque groupe installe tous les matins des stands d'objets confectionnés manuellement ou de nourriture afin de pallier le manque d'argent. Ils se sont appropriés le territoire, ont redéfini le centre historique, saturé les

monuments officiels et le palais du gouverneur de messages protestataires. Ils se font la voix des indigènes, des peuples opprimés, marginalisés, en périphérie de la société. Je pensais pouvoir dresser un parallèle entre les luttes observées à San Sebastián Tutla prônant leur attachement aux valeurs zapotèques, indigènes et à des coutumes ancestrales et celles observées à Oaxaca. Cependant, en périphérie spatiale de ces revendications au cœur de la capitale, les discours m'ont intriguée, convergeant dans un tout autre sens.

La secrétaire du palais municipal avec qui j'ai choisi de discuter des protestations qui ébranlent la capitale, s'est montrée très ferme et ne souhaite pas être affiliée à ce mouvement. D'après elle, les habitants de la commune ne souhaitent faire partie d'aucun parti politique et ne croient pas aux mouvements des indigènes de la place historique de Oaxaca. En entendant les discours des occupants de la place, militant pour l'intervention des peuples indigènes trop longtemps laissés en périphéries sociales et spatiales des débats, je pensais déceler un combat commun avec San Sebastián Tutla, à la périphérie de la capitale. Plus encore je m'étonne de deux positions totalement antagoniques à propos du gouvernement local. Si les groupes installés sur la place de Oaxaca sont en totale opposition avec la politique gouvernementale et souhaitent faire tomber le gouverneur, les habitants rencontrés à San Sebastián Tutla, ainsi que les membres du palais municipal apprécient le gouverneur, qui leur semble juste et attaché au principe coutumier.

Dans cette commune, la place est également occupée plusieurs fois par an afin de débattre et de redéfinir les principes politiques. Les membres actifs du bourg chef-lieu s'approprient également l'espace quelques heures pour définir leur identité, revendiquer leurs coutumes mais en excluent les habitants d'El Rosario, alors en périphérie spatiale et sociale de la « communauté ». On observe à San Sebastián Tutla et à Oaxaca, deux formes d'appropriation territoriale différentes, deux « combats » qui semblaient dans un premier temps similaires mais qui révèlent par leurs contradictions et tensions, des mutations profondes. La relation positive avec le gouverneur dans la commune étudiée permet au pouvoir local de se maintenir. Le gouverneur assure son soutien au principe d'« us et coutumes » et protège les élus en place face aux détracteurs du quartier d'El Rosario. Dans une même dynamique, les élus locaux assurent leur soutien au gouverneur qui maintient alors sa popularité et son pouvoir. La situation géographique est essentielle pour comprendre la contradiction apparente entre les groupes opposés au gouverneur, installés sur la place de Oaxaca et les élus de San Sebastián Tutla. Le gouverneur prend davantage en compte les revendications de cette commune si proche de la capitale aux

frontières poreuses et dont la population connaît une croissance impressionnante. Les élus locaux quant à eux, s'assurent le soutien du gouverneur, connaissant les difficultés du maintien des coutumes dans un contexte urbain de mutations sociales et politiques accélérées.

Cette forte urbanisation et l'expansion territoriale de la capitale d'État effraient les habitants et les membres du palais municipal de San Sebastián Tutla. Cette croissance est vécue comme la possible intrusion de nouvelles valeurs auxquelles ils sont opposés comme le système partisan, et la perte des leurs, notamment le système « communautaire ». Lors d'une discussion avec les membres du palais municipal, nous abordons la question du rapprochement de la commune et de la capitale et le possible maintien de ce qu'ils nomment être des « coutumes ancestrales » dans un contexte de changements et de mutations si rapides. Il en ressort une véritable inquiétude et une fois de plus, les discours convergent tous vers la problématique du quartier d'El Rosario. Ce quartier aurait été d'après eux implanté à San Sebastián Tutla à cause de l'urbanisation et de l'expansion de Oaxaca. L'installation de ces milliers de nouveaux habitants est perçue comme facteur d'hétérogénéité et donc synonyme de confusion, de perte de valeurs qui leur sont propres. L'urbanisation récente de la commune de San Sebastián Tutla représente pour ses habitants l'avènement d'une époque dans laquelle règne l'impersonnel et l'anonyme, loin des formes communautaires d'entraide et de partage. L'angoisse est également liée à la possible perte de la participation sociale et politique due à cet individualisme naissant, qu'ils décèlent d'ores et déjà chez les jeunes, à cause de l'influence du quartier périphérique. Cette inquiétude est favorisée par la conviction que les habitants du quartier d'El Rosario veulent en finir avec les coutumes locales et créer une autre ville gérée sous le principe partisan. Ils reprochent également à certains habitants de n'être qu'une poignée d'individus politisés ne souhaitant que le pouvoir et s'exprimant malgré tout au nom de tous. Un rapprochement se fait alors avec les revendications des manifestants de la place historique de Oaxaca. D'après les élus locaux, tout comme les luttes du quartier d'El Rosario, leurs mouvements sont « faux », soutenus par des leaders politiques et des syndicats avides de pouvoir mais qui ne cherchent pas le véritable maintien des coutumes locales.

Captation de San Sebastián Tutla par la capitale d'État

La principale inquiétude liée au rapprochement des deux communes est donc celle de l'influence des partis politiques sur les habitants et de fait le changement progressif du système

coutumier pour un système partisan. Pour m'expliquer l'importance et la croissance de cette influence, Gicela, la secrétaire municipale, effectue un schéma plaçant la commune de San Sebastián Tutla au centre, plus au nord, le palais du gouvernement de la capitale, situé à sept kilomètres. Au sud, elle situe la commune de Tlalixtac, actuelle ville administrative de l'État, récemment créée afin de pallier l'incapacité de travailler dans la capitale à cause de l'occupation de la place centrale, située à quatre kilomètres de la commune.

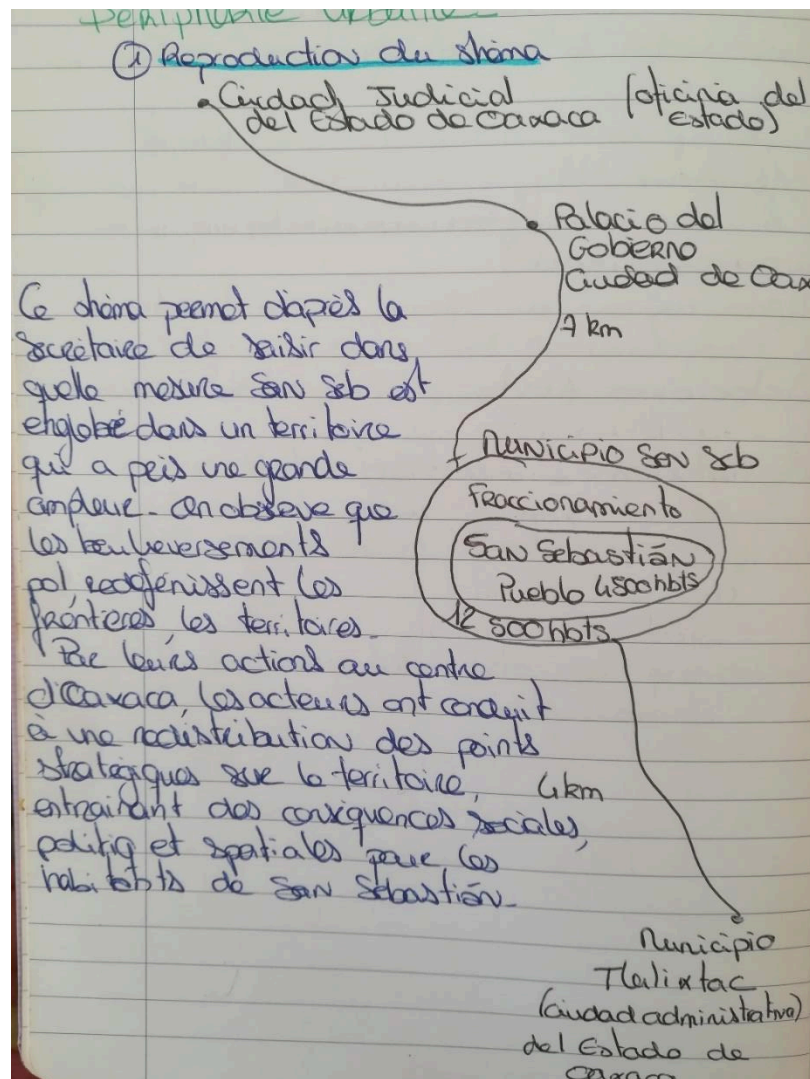


Figure 33 : schéma qui permet de comprendre le rapprochement de San Sebastián Tutla aux autres entités urbaines

(Source : extrait du carnet de terrain)

Ce schéma proposé par la secrétaire du palais municipal de San Sebastián Tutla - s'il révèle effectivement la position centrale de la commune et son 'englobement' - demeure avant tout la représentation de la menace et du sentiment de solitude ressentie par les habitants du bourg chef-lieu. En effet, il n'est même pas ici question des autres commune périphériques entourant pourtant dans les faits San Sebastián Tutla, et la situation de la ville administrative de Tlalixtac n'est que provisoire.

Ainsi, « le village de San Sebastián Tutla » serait pris en « sandwich » au milieu des centres de décisions politiques de la capitale. Ce schéma permet d'après Gicela de saisir dans quelle mesure sa commune est englobée dans un territoire qui a pris une trop grande ampleur. On observe alors que les bouleversements politiques redéfinissent les frontières et les territoires. Par leurs actions au centre de Oaxaca, influencées par les décisions politiques et les mutations, les acteurs ont conduit à une redistribution des points stratégiques sur le territoire, entraînant des conséquences sociales, politiques et spatiales pour les habitants de San Sebastián Tutla.

Pourtant, les personnes que j'ai pu rencontrer dans la commune se défendent presque systématiquement d'influences provenant de la capitale. Ils veulent se distinguer et préserver l'image de San Sebastián Tutla comme étant un village, luttant pour sa survie. Cette inquiétude est lisible chez Gicela qui évoque ce rapprochement rapide avec la capitale en baissant la tête, les bras croisés, les poings serrés prononçant le terme de « refuge » pour évoquer ce que représente ce « village » pour elle. Elle craint la « radicalisation » des habitants de la commune, manipulés par les partis politiques percevant les enjeux dans la captation des voix des habitants de San Sebastián Tutla. Le ton de sa voix est devenu plus bas au fur et à mesure de notre discussion. Son angoisse est palpable et je mesure alors la force de ce « sentiment du territoire », cette peur de perdre une « identité territoriale » que l'on croit représentative de nous-même.

Si chacun des élus et des membres de la communauté prétend préserver l'unité de ce village loin des influences de la capitale d'État, je surprends à plusieurs reprises des notions révélant l'importance de ce rapprochement. Lors d'un moment passé dans le restaurant de Mikaela, je demande si je peux trouver ici un plat que j'apprécie particulièrement, mais on me répond que je ne le trouverai que dans le « centre », celui-ci étant la ville de Oaxaca. Une autre fois, en lisant des affiches sur les murs de la commune, je saisis que les annonces pour des appartements ou des concerts dans la ville de Oaxaca, ne précisent pas le nom de la capitale mais inscrivent simplement, « dans le centre ». Malgré le discours de la secrétaire et de nombreux habitants présentant San Sebastián Tutla comme un village totalement indépendant de la capitale, il semble admis que la commune soit en périphérie, voire même englobée dans la capitale. Toute la capitale est nommée comme étant « le centre » sans jamais qu'il ne soit précisé le nom de la ville. Malgré les discours officiels et grâce à l'observation de ce qui échappe, de l'implicite, San Sebastián Tutla semble faire partie d'une totalité dont Oaxaca est le centre.

Action collective

Partant de ce constat, le sentiment prédominant est bien celui d'un besoin de gestion collective d'un bien commun afin de le préserver, d'en assurer sa survie. Cette idée nous renvoie inmanquablement aux théories de « l'action collective » (Ostrom, 1990 ; Hatchuel, 2001 ; Lindberg et Fahlbeck, 2011). Ces analyses produites notamment par les géographes sociaux ont permis la compréhension des « jeux » d'acteurs qui vont ainsi participer au développement de leur territoire et par certains leviers d'action, accompagner voire caractériser l'émergence de mutations territoriales. Le seul angle de la géographie sociale ici abordée ne suffit pas à questionner un vaste domaine de recherche, déjà riche qu'est celui de « l'action collective ». En sociologie de nombreuses recherches ont eu attrait aux arrangements, aux rôles ou aux justifications liant les acteurs locaux (Friedberg, 1997 ; Boltanski et Thévenot, 1991 ; Latour, 1989). La science politique s'est intéressée quant à elle à « l'action collective » en ce qu'elle révèle des systèmes ou logiques politiques vis-à-vis desquels elle prend sens (March et Olsen, 1983 ; Tilly, 1985). Toutes ces dimensions m'ont semblé ici fondamentales et permettent d'éclairer les dynamiques présentes et c'est sans doute la géographie qui met davantage l'accent sur ce que j'ai moi-même pu observer, à savoir la façon dont les pratiques sociales localisées construisent la conscience et l'identité sur laquelle l'action collective repose (Di Méo et Buléon 2005 ; Lussault, 2007).

A San Sebastián Tutla, les habitants du bourg tentent de préserver à travers une dimension collective de la gestion de leur territoire, leurs actions semblent néanmoins diffuses et parfois incertaines. Il s'agit en effet d'un « mouvement d'essence plus ou moins spontanée, aux frontières incertaines et avec des structures fluides, émergentes et informelles, un mouvement qui représente le devenir, le surgissement du nouveau et l'historicité » (Friedberg, 1997 : 22). Ces actions provenant globalement d'un « sentiment » peuvent alors émerger de manière diffuse et informelle pour se préciser de manière plus fédératrice et parfois s'institutionnaliser. Le territoire à travers une approche multidisciplinaire devient le lieu d'articulation entre les politiques publiques et les initiatives locales.

« Il s'impose comme « *lieu de coordination entre acteurs multiples, atomisés, en situation d'asymétrie, aux intérêts divergents et lieu de mise en cohérence d'objectifs divers, s'exprimant à des niveaux d'organisation enchâssés* » (Gumuchian et al., 2003 : 91).

Ainsi, le territoire est appréhendé à plusieurs niveaux : matérielle, idéale et organisationnelle. Il représente un espace pourvu de propriétés naturelles dont les sociétés jouissent en l'aménageant (dimension matérielle). Il est également pourvu de représentations patrimoniales et historiques, qui caractérisent les perceptions des individus (dimension idéale). Enfin, le territoire est également l'organisation de plusieurs individus, pour établir une vie politique, économique, social et institutionnel (dimension organisationnelle). En somme, « Il est le lieu de dynamiques de développement territorial, au sens de la capacité des acteurs à maîtriser les processus qui les concernent » (Amblard, Berthomé, Houdart et Lardon, 2018 : 230).

Analyser les facteurs territoriaux permet de saisir la façon dont ils conditionnent le déploiement de l'action collective. Au cours de cette thèse la dimension territoriale n'a cependant pas été la seule appréhendée pour comprendre l'émergence du conflit électoral et de la résistance des habitants de San Sebastián Tutla. D'autres facteurs liés aux contextes socio-économique et politique, au-delà des frontières du territoire ont été saisies. Ainsi, il s'est révélé fondamental de sortir du seul cadre local et de porter attention au contexte externe de l'action collective (Agrawal, 2003 ; Baron et *al.*, 2011). Des travaux récents mettent en avant le rôle de l'État et des politiques publiques (Mansbridge, 2014) ainsi que l'incidence des évolutions socio-économiques globales (Baur et Binder, 2013) dans les dynamiques collectives locales. Comme nous le précise Carlos Rafael Rea Rodriguez et qui semble parfaitement correspondre aux dynamiques observées, la dimension collective nécessite plusieurs dimensions, telles que la stratégie, la justification et l'identité (Rea, 2001). Ces dimensions sont notamment induites par le besoin de mobiliser des ressources et des technologies, la nécessité de justifier les actes pour assurer leur acceptation et leur soutien. Enfin, l'identité fonctionne comme une opportunité à défendre, à « instrumentaliser », à réinventer.

La conflit politique de San Sebastián Tutla émerge principalement au début des années 1990 et il est intéressant de souligner comme nous l'avons précédemment évoqué, qu'il s'agit également d'un des points culminant d'une crise économique dans le pays et notamment dans les campagnes. Les producteurs ruraux vont connaître de nouvelles pénuries suite à la dérégulation économique généralisée prônée par le programme néolibéral adopté par le gouvernement fédéral. S'en suivit le démantèlement des institutions censées soutenir les paysans, telles la Commission nationale d'approvisionnement pour la subsistance populaire et la Banque national de crédit rural, avec également la disparition des prix minimum garantis et la modification du régime de propriété agraire afin de stimuler la concentration pour créer de nouveaux pôles d'accumulation du capital. Cette crise majeure pour les populations rurales, va notamment fragiliser

les conditions matérielles des acteurs locaux mais elle va surtout mettre à mal leur position dans l'imaginaire national et accroître leurs angoisses face à un système qui leur paraît englobant et favorisant leur nécessité de « survie ». Ce qui entre notamment en crise est la persistance des formes corporatistes d'action sociale transcendant l'individu, dont la famille élargie est le noyau fondamental et dont les communautés agricoles, l'ejido et les associations de producteurs, sont les principales expressions dans les campagnes.

L'imaginaire national reposant alors sur son unité et la capacité de l'État à inclure les masses populaires tombe alors en désuétude. De nombreuses réponses et réactions deviennent alors possibles et émergentes dans ce pays connu pour sa capacité à mobiliser et à proposer des structures associatives. Forts de sentiments sans doute personnels, d'exclusion, d'humiliation et de colère face à un monde qu'ils ne saisissent plus et à un ascenseur social qui paraît bloqué, les attentes individuelles vont se formaliser et les motifs de l'action vont devenir collectifs. Honneth affirme que « de tels sentiments ne peuvent toutefois fournir la base motivationnelle d'une résistance collective que si le sujet est en mesure de les formuler dans un cadre d'interprétation intersubjectif qui les identifie comme typiques d'un groupe tout entier » (Honneth, 2000 : 195). L'action va alors émerger de ce que le groupe en question ressent comme une profonde injustice à son encontre, une offense collective. A San Sebastián Tutla, la violence vécue par les populations confrontées à l'émergence d'un « eux » capable de leur ôter leur identité semble perçue comme une atteinte à tout le groupe. La seule échappatoire possible devient alors la dénonciation et l'action puisque la posture adoptée est celle de victime.

Dans une grande partie de l'Amérique latine, de nombreux mouvements sociaux ont accompagné des mutations politiques importantes. Ils ont participé aux oppositions aux régimes autoritaires des années 60 et 70 et accompagné les transitions démocratiques des années 80 et 90 puis les consolidations démocratiques. Ils sont également comme nous pouvons le constater au Mexique partie prenante dans la définition de nouvelles formes de participation politique. Dorénavant les mobilisations et les actions collectives affirment leur résonance politique avec notamment en première ligne, la demande de reconnaissance de droits pour les populations « indigènes ». Les luttes peuvent alors paraître paradoxales, comme c'est le cas à San Sebastián Tutla, et le rapport aux institutions démocratiques assez ambiguë entre des désillusions et un rejet clairement affiché et des demandes de participation et de reconnaissance. Nous sommes ainsi confrontés depuis le début de ce millénaire à de nombreuses continuités, les mobilisations, notamment d'affirmations identitaires à travers le conflit électoral de San Sebastián Tutla, reposant toujours sur des organisations territorialisées et fragmentées, le discours du droit et de

la justice repose toujours sur l'affirmation de la diversité culturelle et de la nécessité des constructions identitaires. Cependant, il est également marqué par des ruptures avec l'unification de nouveaux groupes qui connaissent un processus d'institutionnalisation.

En quête de préservation

J'ai donc fait le choix d'appréhender les mobilisations collectives au-delà du simple apanage de l'analyse culturelle de ces mouvements, bien qu'ils questionnent évidemment la perspective identitaire. En effet, les observations effectuées ne peuvent se départir de ce processus d'institutionnalisation à l'œuvre, et donc du sens politique de l'action collective localisée et de son rapport à l'État. C'est dans cette démarche que je ne pose pas les paradoxes apparents dans les continuités et ruptures de leurs revendications comme étant synonyme de potentiels échecs mais comme l'écho d'un processus historique révélant des dynamiques politiques et sociales fondamentales. Les « réveils indiens » comme ils sont si souvent présentés ne doivent ainsi pas suffire mais être envisagés dans une conjoncture particulière de dynamiques sociales, politiques et économiques que j'appréhende à travers cette thèse. Ce que j'ai souhaité alors révéler pour comprendre le phénomène analysé est le répertoire d'action des groupes envisagés. Selon cette perspective, toute population dispose d'un répertoire limité, dont la définition repose sur les ressources disponibles pour les groupes mobilisés, qu'elles soient matérielles, sociales, politiques ou symboliques. Dans un article publié en 1984 par la revue *Vingtième Siècle* Charles Tilly écrivait que « l'idée de répertoire présente un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorités, en rendant un ensemble de moyens d'action limités plus pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens, qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts » (Tilly, 1984 : 99).

Le répertoire d'action est donc bien celui que j'ai mis en relief dans ce travail, à savoir l'ensemble des moyens et des pratiques que les acteurs connaissent et ont à leur disposition pour contester les autorités et/ou organiser des mobilisations :

« Par ailleurs, les répertoires de l'action collective ne nous informent pas seulement sur des stratégies, mais aussi sur les imaginaires politiques des groupes mobilisés, sur leurs représentations des autorités, du pouvoir et du politique, ou encore sur les

identités qui se construisent dans la mobilisation. À travers les modes de présentation de soi et les stratégies de publicisation des demandes, ce sont aussi les identités des groupes mobilisés, la répartition sociale des ressources politiques, ainsi que la façon dont ces groupes conçoivent leur position dans leur société et dans leur système politique qui peuvent se faire jour » (Goirand, 2012 : 17).

A travers les postures analysées sur le terrain, il s'avère incontournable de prendre en considération une modification du rapport au politique. Comme le souligne Marc Abélès à travers ses différentes analyses, c'est le sens même que l'on attribue à l'action politique qui semble en pleine transformation. En effet, en entendant la perpétuelle quête de « survie » et de « préservation » chez les acteurs locaux, on ne peut nier la pensée de l'auteur présentant le passage d'une société de la « convivance » recherchant l'harmonie sociale avec l'État comme principal garant à une société régie sous le principe de « survivance ». La question centrale ne repose alors plus sur cette nécessité de cohésion globale mais bien sur ce besoin fondamental d'éviter « le pire ». Le sentiment prédominant est alors celui de la précarité et de l'insécurité, imposant jusqu'aux discours officiels, le principe de précaution.

Ce qui ressort de mes entretiens avec les membres de la commune de San Sebastián Tutla, tout comme ceux entendus à El Rosario est le degré d'incertitude que caractérise leur rapport à l'avenir et les doutes profonds qu'ils évoquent concernant leurs attentes vis-à-vis du politique. Force est de constater qu'il est alors nécessaire de penser au-delà de la souveraineté étatique nationale, comme le suggérait Derrida et le revendique Marc Abélès :

« Aujourd'hui, il s'agit de penser les conséquences de la globalisation, non pas seulement en termes de transformations institutionnelles, mais en s'attachant à mieux cerner le remodelage des pratiques et des représentations dans l'horizon de la survivance. Pour ce faire, et plus que jamais, l'ethnographie constitue un mode d'investigation précieux permettant de mieux rendre compte de ce nouveau régime d'action qui s'exerce dans des lieux et sous des formes dont l'exploration requiert un double travail conceptuel et empirique. En se livrant à cette exploration des réseaux, des pouvoirs et des contre-pouvoirs transnationaux, les anthropologues ouvrent de nouveaux chantiers et contribuent ainsi à clarifier les enjeux, les conséquences et l'impact politique de la globalisation » (Abélès, 2008 : 180).

Troisième partie

TROISIEME PARTIE

“Notre combat : préserver notre territoire, notre autonomie, nos traditions »

« Notre combat : préserver notre territoire, notre autonomie, nos traditions. » Cette phrase je l'ai entendu quelques semaines seulement avant mon départ lors de mon dernier séjour d'enquête en mars 2018. Assénée par les nouveaux membres du gouvernement en place et notamment par son secrétaire, cette affirmation aura pourtant de nombreux échos contradictoires et ambivalents comme nous l'analyserons au sein de cette troisième partie. Ce qui est à noter de plus significatif à propos de mes dernières expériences de terrain est ce caractère profondément souverainiste et autonomiste des discours locaux.

J'ai ainsi souhaité mettre en relief à travers mon travail de recherche l'évolution de la tonalité des discours et revendications saisies à San Sebastián Tutla. Si les deux premières parties de mon travail sont la voix de mes interlocuteurs, affichant résolument leur volonté de faire communauté autour du projet coutumier et de leurs pratiques ancrées au sein de mythes partagés. Cette troisième partie a suivi les mutations des dynamiques affichées par de nouveaux acteurs au pouvoir local, qui éludent petit à petit le caractère coutumier ou « indigène » de leurs pratiques pour souligner leur ancrage dans une lutte globale. Cette lutte perçue comme celle de nouveaux acteurs de la société civile revendiquant une rupture avec la politique partisane et souhaitant au contraire réinventer une forme de souverainisme local basé sur des compétences techniques bien éloignées des premiers discours saisis.

Le dernier axe de mes recherches est donc l'occasion de mettre en lumière la modification et la volonté de création d'espaces de souveraineté locale, induite en partie par l'apparition de nouveaux types de politiques et discours davantage transnationaux, portés par la « démocratisation » et la décentralisation. Cette approche m'a permis de comprendre comment l'État mexicain maintient une partie de son ancrage au niveau local avec des phénomènes de cooptation, de gestion et de répression malgré des dynamiques indépendantes de l'appareil institutionnel ou l'apparition de nouveaux types de relations, comme la reconnaissance des « opposants » traditionnels comme interlocuteurs légitimes ou de nouvelles formes de conflictualités. Les individus rencontrés maintiennent un langage communautaire mais ont su adapter la circulation et la diffusion de leurs valeurs et imposer de nouvelles marges de manœuvre pour asseoir leur souveraineté locale.

Chapitre 1 : Souverainetés et communautés : enjeux complexes et multiples

A - Définir les enjeux autour des notions de souveraineté et communauté

Communauté et communautarisme

Une conflictualité nouvelle semble se dessiner à San Sebastián Tutla entre les habitants affirmant la nécessité de défendre envers et contre tout le fonctionnement de la communauté de manière dite « la plus traditionnelle » possible et ceux à qui ils reprochent d'être dorénavant des opportunistes politiques. Les tensions émergent alors au cœur même du bourg chef-lieu en plus de celles déjà existantes avec le quartier périphérique d'El Rosario. En effet, les tendances discursives des représentants municipaux ont évolué et le concept de communauté si chère aux anciens membres politiques locaux laissent entendre aujourd'hui l'idée d'un regroupement de citoyens davantage que d'autochtones. La question soulevée par les habitants mécontents est alors de savoir si ces dynamiques sont finalement des stratégies pour maintenir le pouvoir n'allant pas dans le sens de leurs intérêts.

Bien des écueils sont possibles en abordant des notions telles que souveraineté et communauté. Pourtant, les années passées à San Sebastián Tutla ont été révélatrices de la nécessité d'envisager ces thèmes comme centraux à la problématique rencontrée par les habitants du village et de sa périphérie. La confusion des termes utilisés, communauté, communautarisme, souveraineté, souverainisme, mais l'obsession avec laquelle ils étaient martelés, soulignaient l'importance de saisir ce qu'ils revêtaient. Force était de constater que le point névralgique de ces revendications gravitait autour d'enjeux de pouvoir et de légitimation d'individus ayant choisis de se regrouper de manière plus ou moins artificielle sous la bannière de la communauté.

En se référant aux discours des acteurs politiques de San Sebastián Tutla⁶⁹, la principale volonté caractérisant leur lutte face aux habitants d'El Rosario est de préserver leurs souverainetés, politique, religieuse, culturelle et territoriale. La notion de souveraineté a été complexe à aborder tant elle semble faire écho à celle de souverainisme. La seconde notion renvoie à des concepts connotés péjorativement, de nationalisme et de repli sur soi, alors que la notion de souveraineté semble pour une grande partie de la population forcer le respect et souligner un combat digne. Charles de Gaulle ne précisait-il pas que « la démocratie se confond exactement, pour moi, avec la souveraineté nationale ». Notre imaginaire est ainsi orienté et ma volonté de comprendre les nuances de ces concepts repose sur la nécessité de saisir la subtile ambiguïté des discours et revendications entendus sur le terrain entre des luttes individualistes autour d'un projet de souveraineté communautaire.

Le terme communautarisme vient du latin « cum » qui signifie « ensemble » et de « munus » qui résulte d'une difficulté. L'idée sous-jacente serait donc de résoudre ensemble les difficultés rencontrées. Croyance politique et sociale du XXe siècle, le communautarisme était centré sur les intérêts de la communauté plutôt que ceux de l'individu. Il était donc généralement opposé au Libéralisme, car cette théorie place les intérêts de l'individu au-dessus de ceux de la communauté. Durant le XXe siècle, la notion du communautarisme a été analysée par plusieurs militants sociaux et philosophes politiques comme Dorothy Day et Amitai Etzioni. A l'heure actuelle, ce sont les concepts de Ferdinand Tönnies qui refont surface et suscitent l'intérêt des scientifiques. Philosophe et sociologue allemand, son principal ouvrage fut publié en 1887 et sa traduction française en 1944. Le couple conceptuel communauté/société qu'il proposa est toujours utilisé dans plusieurs contributions et donne matière à penser. De façon générale, pour Tönnies, l'opposition de la communauté et de la société repose sur l'idée que le tissu social ne se résume pas à de simples rapports contractuels entre les individus (Tönnies, 1887). D'autres liens, notamment familiaux, préexistent et perdurent. Tönnies accorde tant de crédit aux relations et au tissu social, notamment parce qu'il est influencé par le contexte historique de son époque avec les années de fondation de la deuxième moitié du XIXème siècle qui ont mis fin à la société féodale et agricole. En effet, pour lui, la modernité économique et sociale est essentiellement caractérisée par l'avènement de l'individu autonome. Ce qui est essentiel

⁶⁹ Les personnes avec lesquelles j'ai eu de véritables échanges sur la préservation de leur autonomie sont les membres du palais municipal, le président et sa secrétaire, les membres du bureau du juge de paix, l'*alcaldía* et les trois principales représentantes de comités de quartier.

dans la pensée de l'auteur est qu'il ne considère pas les concepts de société ou de communautés comme des descriptions réalistes mais bien comme des notions capables d'éclairer le mouvement. Il affirme ainsi que la dynamique prime et que les concepts doivent épouser le mouvement, en ce sens il se rapproche de la sociologie de Weber.

Cette conception est importante à comprendre pour saisir ce que porte l'idéal communautaire dans son acception scientifique première. Cependant, à la fin du XXème et au début du XXIème, nous assistons à un renouveau du débat autour de la pensée communautaire davantage caractérisée sous la forme de repli communautaire ou identitaire. La valeur positive élaborée par Tönnies semble alors relativement absente des débats et les critiques actuelles, notamment soulignées par les auteurs du Cevipof⁷⁰ reposent principalement sur le caractère individualiste de la pensée communautaire. Pour Tönnies, toute vie commence par le communisme, c'est-à-dire la communauté étroite, biologique entre la mère et l'enfant. Cet état fusionnel se transforme en société. Tönnies écrit : « A la base, la culture est communiste, la culture actuelle et future est socialiste ». Pour lui, les hommes sont simplement égaux, car ils poursuivent tous les mêmes buts vitaux. La société crée un nouvel ordre et élabore un projet de vie commune. L'auteur développe alors en indiquant que les registres des liens de parenté, de voisinage et d'amitié sont à l'origine de trois types de différentes communautés : la famille, le village et la ville (de taille modérée). Cette conceptualisation du lien communautaire est intéressante puisqu'elle semble correspondre aux discours des acteurs locaux. Tönnies élabore même l'idée selon laquelle ce principe communautaire repose sur la différenciation des tâches à accomplir et la volonté du groupe repose sur le partage des mœurs et de la religion, supports du cadre de référence. La communauté devient dès lors le lien, la hiérarchie, le lieu d'exercice du pouvoir. Le sens créé par la communauté permet alors le développement d'une notion fondamentale, celle de consensus, entendue à de maintes reprises à San Sebastián Tutla.

La pensée de Tönnies autour de l'idée de mission portée par les membres de la communauté est également en parfaite corrélation avec les expressions utilisées sur le terrain. Ils prétendent ne pas agir en leur nom propre, en tant qu'individu, mais en tant que représentants d'un ordre, chargés d'une mission. Cet idéal est également porté par une haute idée de l'art sur laquelle insiste Tönnies tout comme les habitants de San Sebastián Tutla qui la revendique fièrement. Ainsi, cet élément fait écho à la fin de ma première étape de terrain de thèse au mois de

⁷⁰ Voir à ce sujet : Bouvet L., et al, « Autour du communautarisme », Les cahiers du Cevipof., n°43.

septembre 2017, alors que la fille de la secrétaire m'invite à visiter la maison de la culture non loin du centre de la commune. Elle m'a rejoint à l'heure précise de notre rendez-vous avec un livre écrit par un historien sur la vie de Benito Juarez, ancien président né dans cet État. Elle me demande expressément de lire cet ouvrage pour que je saisisse tout l'engouement que suscite en elle, l'idée de défendre la patrie. Je ne suis pas à l'aise avec cette jeune fille déjà tellement grave, aucune note d'humour ne semble raisonner, sa dévotion politique est totale. Elle a à cœur de me faire comprendre l'importance de défendre et de travailler pour sa patrie et tous ses discours sont froids, appris et référencés, mais je suis ravie d'entendre les propos d'une jeune personne. La visite de la maison de la culture est une véritable visite guidée et je suis troublée par sa façon de me présenter avec calme mais récitant un discours appris par cœur, l'histoire de chacune des salles. Ce lieu regroupe en effet différentes salles destinées à offrir des cours d'arts (danse, théâtre, musique, peinture...). Toutes les salles portent le nom d'un artiste d'Oaxaca et je m'étonne toujours de constater cette ferveur pour tout ce qui a attiré à leur propre culture. J'apprends donc sans rien dire, en suivant le guide, les coutumes de l'État d'Oaxaca. Je comprends grâce à cette visite que chacun des cours propose une thématique liée à la culture de l'État, danse, musique, peinture, permettant l'avènement d'une « culture ancestrale ». Elle est extrêmement fière de m'expliquer que cette maison de la culture permet la préservation de leurs coutumes, grâce à une transmission constante chez les plus jeunes qui gardent au fond d'eux les valeurs et les pratiques de leurs ancêtres. Ce discours est tellement précis, politique et rigide que j'ai du mal à croire que c'est l'invention de cette jeune fille de 18ans. J'avais appris quelques jours auparavant que sa mère avait été directrice de cet établissement en 2008, mais elle m'apprend que c'est également elle qui a conçu le projet et qui l'a fait valider par le gouvernement mexicain. Je comprends dès lors l'enthousiasme qu'elle met à me convaincre des bienfaits de cette maison de la culture.

De retour sur la place principale, avant de nous quitter, je lui demande quelques précisions sur les croix gammées dessinées sur les murs de la commune. Elle débute son explication en me précisant de ne pas m'inquiéter de cela, qu'il s'agit simplement de quelques jeunes ignares qui ne maîtrisent pas l'histoire de la seconde guerre mondiale. Après quelques secondes de réflexion, hésitante elle me précise malgré tout que selon elle, la forte immigration des sud-américains a un impact négatif sur la jeunesse de l'État. Les dessins sur les murs et les tatouages seraient dus à l'influence des jeunes drogués panaméens. Ce discours me rappelle étrangement celui de sa mère sur les résultats d'alphabétisation de la commune de San Sebastián Tutla. D'après elle, les étrangers venus de tout le Mexique et du sud de l'Amérique troubleraient les

statistiques de cette commune qui avant les vagues migratoires possédait des records dans le domaine. Je demande alors à ces deux femmes et à d'autres habitants de la commune pour quelles raisons ils ont si peur de se « mélanger » à des populations venues d'autres territoires. Les réponses convergent toutes vers la notion de préservation, préservation de leurs coutumes, de leur identité, et parfois même l'idée de préservation de la « race » comme elle me l'explique.

Tönnies est également à lire à l'aune de ses recherches sur le jeu que représentent les conflits et la mise en scène pour les résoudre dans lesquels la communauté semblerait se ressourcer. Ainsi, certains éléments font grandement écho à mes propres recherches, et traduisent cette analogie de la conception presque organique de la communauté qui en découle et garantissant ainsi sa cohésion interne. Cependant, loin de cet archétype idéal, les communautés avec leurs raisons qui paraissent légitimes (favoriser la solidarité, la participation, etc.), n'en portent pas moins des traits négatifs (égoïsme de groupe, exclusion des non-membres, actes de soumission et persuasion, etc.).

Au-delà même de ces ambivalences soulignées, la caractéristique majeure présente à San Sebastián Tutla est la somme de particularités individuelles revendiquées pourtant sous la bannière de la communauté. L'idéalisation analysée chez Tönnies nous permet d'éclairer les aspects discursifs militants des membres de la communauté mais il ne faut en revanche pas les entendre comme constitutifs de leurs identités. Ces nuances nous rappellent que la communauté n'est pas forcément à confondre avec le communautarisme et que le sentiment communautaire n'est pas nécessairement une menace.

A partir des années 1980, la notion de communautarisme devient très usitée chez les philosophes sociaux, tels que Charles Taylor et Michael Waker qui comparaient le libéralisme contemporain et le libéralisme classique. Il s'agissait donc de la comparaison entre le libéralisme qui donnait le plein pouvoir aux gouvernements pour la protection des droits individuels et le libéralisme qui soutenait que les droits des individus devaient être protégés en limitant le pouvoir des gouvernements. Cette critique du libéralisme était ainsi portée par des auteurs en opposition avec l'idée libérale contemporaine prétendant le bien-être de l'individu prioritaire à celui de la communauté. En ce sens, dans son ouvrage « A theory of Justice » (Rawls, 1971), le philosophe politique américain défend la théorie inverse de celle de communauté. Contrairement au libéralisme de Rawls, la croyance des communautaires et l'apport de chacun pour le bien commun définissent le sentiment d'appartenance et l'identité sociale de chaque individu.

La communauté est alors un groupe de personnes qui a les mêmes traditions ou valeurs façonnées par le mythe d'une histoire commune. Ainsi, la force de la pensée communautaire repose sur trois critères :

- La référence à une même origine ou histoire, qu'elle soit réelle ou mythique.
- La référence à des coutumes, croyances, valeurs et visions du monde définissant un patrimoine symbolique et transmis par des mises en scène cérémonielles (naissance, initiation, mariage, gestion des conflits, etc.)
- La référence à des liens sociaux pensés et organisés selon une logique paradigmatique de la parenté (filiation, alliance, incorporation, etc.).

L'individu dans la communauté : limites contemporaines

Pour saisir le vécu des individus au sein de ce qu'ils nomment une communauté, j'ai ainsi choisi de la traiter selon les modalités spécifiques de son rapport à l'individu. En effet, comme je l'ai souligné plus haut dans cette recherche, si les sociétés de « structure communautaire » nous paraissent caractérisées par un rapport de subordination de l'individu à la totalité sociale — celle-ci étant érigée en valeur éminente et sacralisée — cela n'exclut pas pour autant l'individuation subjective des individus et la reconnaissance sociale de leur individualité. Il n'existe pas de société ou communauté qui n'ait besoin de la diversité des compétences individuels, notamment comme on le voit à San Sebastián Tutla lorsque ceux-ci sont nécessaires à l'exercice des fonctions de leadership. Les communautés rejettent avant tout non pas l'individuation mais l'individualisation, processus qui pousse les individus à s'affranchir des limitations communautaires et obligations de solidarité jusqu'à l'individualisme. Même si cette tendance est violemment condamnée parmi les personnes avec lesquelles j'ai travaillé, elles reconnaissent malgré tout que cette composante existe dans leurs rangs, notamment car elle correspond aux dynamiques sociétales contemporaines, sensées assurer le « triomphe de l'individu » : la division sociale du travail, la stratification en classes sociales au sein desquelles l'individu s'identifie à une position sociale « conquise » (*achieved*) et non plus à un statut communautaire « assigné » à la naissance (*ascribed*), la spécialisation et l'individualisation des tâches, etc.

Tous ces éléments ont créé l'économie capitaliste. Par ailleurs, les choix du gouvernement mexicain ont favorisé une politique essentiellement clientéliste de redistribution (des ressources, des emplois, des faveurs, etc.) et produisent de multiples exclusions (chômage de masse, sous-emploi, précarité, etc.) accentuant la production des inégalités sociales. Le sentiment communautaire s'est alors probablement étioilé dans ces nouveaux contextes de luttes exacerbées pour le pouvoir, pour l'accès aux ressources et aux redistributions clientélistes. Les combats se sont donc appuyés sur des arguments communautaristes d'autant plus radicaux que la crise économique et les effets de la mondialisation avivent les luttes pour le pouvoir (instrument principal d'accès aux richesses), accentuent les processus de paupérisation, amplifient la polarisation entre minorités privilégiées intégrées à la modernité économique et masses rurales et urbaines prolétarisées, réduites à la pauvreté, à l'exode, au sous-emploi, au chômage et aux tentatives d'émigration à l'étranger.

Parler de l'accentuation de ces tensions multiples revient à s'interroger sur les modalités relationnelles entre l'urbain et les habitants. Dans quelle mesure les villes sont devenues le lieu de cristallisation de la colère sociale et économique, comme c'est le cas à Oaxaca ? Elles sont le théâtre de mouvements sociaux revendicatifs sur des bases corporatistes ou plus directement politiques (grèves, meetings politiques, rassemblements protestataires, manifestations de rue, etc.). Sur le Zócalo de Oaxaca, les revendications pourtant portées par des discours communautaristes convergent vers l'amélioration des conditions de travail et de rémunération, le paiement des salaires, des retraites ou des bourses, des débouchés pour les diplômés, ou bien sont porteuses de revendications plus directement politiques au nom des idéaux de justice sociale, de liberté, de défense des droits de l'homme, de transparence, d'alternance démocratiques et surtout d'enjeux de souveraineté.

Souverainisme et nationalisme

Il est évidemment question de pouvoir lorsque l'on évoque la souveraineté mais il est plus difficile de savoir s'il doit être envisagé comme un danger ou une opportunité. L'auteur du

Retour du Prince (Martigny, 2019) choisit pour sa part de mettre en lumière la dimension culturelle derrière l'acception politique. L'idée majeure est de considérer la volonté de défendre des « modes de vie » au sens large du terme à travers des pratiques diverses, qu'elles soient gastronomiques, langagières, religieuses, etc. La souveraineté sous-tend alors une image positive de maîtrise, de maintien du contrôle sur son territoire avec une dimension de préservation. Pour Sophie Duchesne (2018) à l'inverse, le souverainisme n'est qu'un biais de langage pour cacher des idées nationalistes. La principale problématique selon l'auteure est de ne pas saisir derrière tous ces concepts que les États-nations entretiennent finalement l'idée que la nation est naturelle, constitutive de l'identité individuelle et donc forcément historique. L'unité politique serait alors possible qu'avec une unité nationale ancrée historiquement. Le nationalisme serait ainsi toujours souverainiste (Billig, 2009).

Les travaux de psychologie politique montrent que le nationalisme articule trois dimensions : l'appartenance, la souveraineté, la supériorité. Pour la communauté, le rapport nationaliste passe d'abord par ce sentiment d'appartenance : considérer que l'on a besoin d'une nation pour se définir. Derrière la souveraineté est associée l'idée de force et surtout l'espoir de survie. Pour Sophie Duchesne, elle n'est pas tant la conséquence de la mondialisation que de la destruction des États-providence. Le recours à la revendication souverainiste de communautés plus restreintes serait alors l'écho du manque de protection assuré par le sentiment nationaliste.

Davantage que la réminiscence d'un passé commun et le besoin d'affirmer le lien primaire solidaire qui les soude, ce qui se joue alors à San Sebastián Tutla, c'est la souveraineté qui est défendue. Nous sommes alors sur un terrain représentatif des nouvelles dynamiques en jeu entre l'État et la société et leur capillarité. En effet, ce qui est saillant ce sont les constructions de légitimités politiques appuyées sur ces nouveaux espaces d'affirmations identitaires aux échos souverainistes. Les arguments communautaires et les biais politiques utilisés révèlent avant tout des conflits de pouvoir et des enjeux de redéfinition des représentations de l'État et de sa souveraineté sur les territoires.

B - Controverse territoriale

Le territoire comme construit

A travers cette partie, nous verrons dans quelle mesure le conflit communautaire de San Sebastián Tutla repose également en grande partie sur une controverse territoriale comme instrument de pression. Je pars du postulat que le territoire est un construit social et non pas un fait de nature. « Son usage comme instrument de l'action politique correspond à une histoire, à un ensemble d'inventions ; son rôle social ne dérive pas d'un impératif, mais probablement d'un mode plus conditionnel » (Badie, 1995 : 11). La configuration territoriale permet au pouvoir en place de structurer une communauté politique. Elle peut également être le moyen discriminant de maintenir l'autorité sur une population comme nous l'observons sur le terrain à San Sebastián Tutla. La légitimation du principe coutumier est ici construite autour de la notion d'appartenance territoriale. Être né et avoir des ancêtres nés dans les limites territoriales définies sont les seules caractéristiques nécessaires pour être membre de cette « communauté ».

« Au-delà des idéologies et des discours, l'identité n'est ni première, ni pérenne ; soulevant la question du soi par rapport à l'autre, elle est plus le symptôme d'un mal être social, un effet de frustration et d'échec, une volonté manifeste de se redéfinir que l'expression d'une essence qui traverserait les âges » (Ibid : 101).

Une véritable discrimination politique est de mise si l'appartenance territoriale n'est pas avérée. On peut à ce titre prétendre que le territoire n'est pas un fait naturel mais bien un instrument de l'action politique. Dans le cas étudié, et comme j'ai pu précédemment l'observer, les stratégies de légitimations identitaires passent également par des stratégies de légitimations territoriales, une identité correspondant à un territoire.

Comme l'admet Maurice Halbwachs (1938), la territorialité symbolique revêt une importance cruciale, la pensée d'un groupe devenant consciente d'elle-même, uniquement en s'appuyant sur des formes visibles dans l'espace. « Sur de telles bases symboliques, le territoire identitaire devient un puissant outil de mobilisation sociale » (Di Meo, 2001 : 38). Cette analyse se révèle particulièrement juste lors des manifestations culturelles au sein de la commune de

San Sebastián Tutla. Quelques semaines avant mon départ au mois de mars, je sens une effervescence particulière dans chacune des familles que je côtoie. Les enfants essaient des costumes confectionnés par leurs mères, d'autres préparent de grandes gerbes de fleurs de toutes les couleurs et tous évoquent avec enthousiasme, les futures festivités en l'honneur de leurs traditions. Le jour de ladite manifestation, je suis sidérée par tant de monde, de couleurs, de costumes, d'odeurs, de fleurs, de joie dans cette petite commune. J'apprends rapidement grâce à la secrétaire du palais municipal, immensément fière de cette nouvelle « tradition » instaurée seulement deux ans auparavant, qu'un grand nombre de communes voisines de l'État sont venues pour présenter leurs coutumes. J'observe alors toute la journée un immense défilé dans toutes les rues de San Sebastián Tutla, un défilé de revendications identitaires, chacun des groupes arborant fièrement une sorte d'immense ballon en tissu au bout d'un mat, sur lequel est inscrit le nom de leur commune ou de leur État précédé d'un « Viva » multicolore. Mais la journée qui me semblait être révélatrice des identités territoriales précédemment soulignées n'était rien en comparaison de la soirée qui nous attendait.



Figure 34 : manifestation culturelle à San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)

Une immense scène est dressée au milieu d'un champ avec des centaines de sièges disposés en arène. A la nuit tombée le champ est bondé, les enfants costumés, les lumières des projecteurs nous aveuglent et la musique « traditionnelle » grésille dans d'immenses enceintes mal réglées. La fille de Gicela lance les festivités avec un discours d'une grande force persuasive sur l'intérêt de la défense des traditions. Elle termine par un cri que je n'oublierai jamais, un hurlement, un « Viva San Sebastián Tutla » sorti du plus profond de ses entrailles que la foule reprend avec une ferveur déconcertante. C'est précisément à ce moment que je comprends l'importance du « sentiment territorial » dans la compréhension de l'inscription du politique.

Le reste de la soirée est une longue succession de groupes divers, venus de tout l'État pour quelques minutes de danses, de chants, de musique, de représentations théâtrales « traditionnels », sensés représenter leurs propres coutumes. Chacune de ces présentations terminant par un cri lancé par la fille de Gicela, vantant la commune des participants précédé d'un « Viva », puis un autre vantant Oaxaca, puis un dernier « Viva San Sebastián Tutla » repris à nouveau par la foule. « Viva San Sebastián Tutla » et « Viva Oaxaca » ont donc été hurlés par la foule plus d'une vingtaine de fois.

En m'éclipsant de la soirée à la fin de la représentation, un jeune éméché m'aborde et finit de me convaincre sur le sentiment d'appartenance à un territoire :

- Tu es de quelle origine ?

- Je suis française. Et toi, tu es mexicain, n'est-ce pas ? répondis-je sur une note d'humour.

Mécontent, l'homme me regarda et siffla :

- Non, je ne suis pas mexicain. Je suis Oaxaquenien.

Cette évocation m'a permis de prendre conscience que durant toutes les festivités, jamais il n'avait été question de revendiquer leur « appartenance » à la nation mexicaine. Comme l'exemple que nous offre Raymonde Séchet avec la ville de Saint-Malo, érigée République malouine en 1950, avec pour devise : « Ni français, ni breton, Malouin suis ». L'organisation des cérémonies et des fêtes permet une mise en scène de l'identité orchestrée par les classes dirigeantes. L'ancrage de cette population dans une même histoire révèle pour l'auteur une stratégie politique :

« Les choix des faits et des lieux de mémoire, réalisés par les sociétés locales, régionales ou nationales, dans le dessein inavoué de consolider leur identité (territoriale notamment) au présent, donc de favoriser leur régulation et leur reproduction, ne s'effectuent pas au hasard » (Ibid : 55).

L'identité territoriale sans cesse mise en valeur durant mon séjour à San Sebastián Tutla fonctionne comme activateur de cohésion, il permet au groupe de se définir mais davantage encore de se distinguer des autres groupes. Ces actualisations permanentes soulignent la différence et la singularité sociales et territoriales. C'est exemple est d'autant plus pertinent qu'il renvoie à un détournement des pratiques « civiques » au Mexique : la cérémonie de célébration de l'indépendance se terminant par « Viva San Sebastián Tutla, Viva Mexico ! ». Cette observation a d'ailleurs été relevée durant d'autres cérémonies, comme celles des *niños heroes*, citée plus haut.



Figure 35 : cavalier oaxaquenien qui parade avec son bétail lors de la manifestation culturelle à San Sebastián Tutla

(Source : photo personnelle)

Territoire municipal ou territoire communautaire

La territorialité est à Oaxaca fondamentale à saisir pour appréhender les conflits internes aux communautés. La construction historique de l'État s'est - entre autres domaines - basée lors de la conquête espagnole sur une relation de respect-domination avec les peuples indigènes. « Grâce » à ces échanges, les caciques, classes dirigeantes indigènes reconnues par les espagnols, ont pu devenir des interlocuteurs privilégiés. Avec ce qui fut nommé les « encomiendas »⁷¹, les Espagnols ont pu obtenir la domination et le contrôle de la population en « possédant » des personnes chargées d'exploiter les terres mais en n'en devenant pas propriétaires. Cependant, cette situation a permis aux communautés de conserver la propriété de leur territoire. Les conquérants ont également respecté en partie et de façon très variable suivant les lieux, les formes d'organisation sociale et politique communautaires en ajoutant quelques caractéristiques pour les rendre compatibles avec leur gouvernement. La présence des Espagnols a favorisé l'exploitation des différences communautaires et de fait l'accroissement des conflits internes, notamment ceux reposant sur la notion de territoire. Nombreuses sont alors les tensions induites par les frontières, ainsi que les limites des propriétés de chacun. Les documents officiels de la couronne sont ainsi devenus des preuves irréfutables pour qui voulait asseoir son pouvoir ou ses compétences sur les territoires en question (Hernández-Díaz et Martínez, 2007).

La couronne est devenue en quelque sorte dans l'État de Oaxaca, garante pour les communautés indigènes de la propriété collective de leurs terres, en protégeant ce statut de certains Espagnols et des créoles. La propriété de la terre a représenté pour les autorités de l'époque une instance fiable dans la résolution des conflits agraires entre les communautés. Les principales querelles internes reposaient sur la répartition des terres. Certains membres des communautés souhaitaient récupérer les terres de leurs ancêtres confiées à d'autres communautés, ou agrandir leurs possessions ne suffisant pas à la population. Ces conflits sont considérés par les historiens

⁷¹ Institution de l'Amérique espagnole par laquelle un conquérant recevait de la Couronne le droit d'utiliser le travail d'un groupe d'Indiens qu'il devait, en échange, évangéliser.

comme antérieurs à la conquête espagnole mais ont été aggravés avec la colonisation notamment au cours des XVIIIème et XIXème siècles (Romero Frizzi, 2002).

La naissance des multiples mairies et lieux de pouvoir municipaux a émergé à cette époque. Les législateurs oaxaqueniens ont préservé dans la constitution de 1825 diverses formes d'organisation politique et économique coloniales, favorisant la fragmentation du territoire et la prolifération de nombreuses municipalités, catégories attribuées à des communautés autonomes ou non. Cette prolifération située entre 1812 et 1814, puis à partir de 1821, s'explique par l'organisation préalable de conseils indiens et une tradition largement répandue d'auto-gouvernance au sein des villages. En quelques années dans l'État de Oaxaca, près de deux cents mairies ont alors vu le jour. Grâce à ces fonctionnements, les communautés ont maintenu un minimum de représentativité jusqu'en 1825, année durant laquelle la législation étatique a impacté les gouvernements locaux en favorisant leurs séparations avec les « *cabecera* ». De plus, les communautés se sont vu attribuer la possibilité de collecter des fonds municipaux. Cette mutation dans la représentation politique et surtout territoriale est au cœur même de la division politique de l'État.

Cette situation a été maintenue durant les différentes étapes de l'indépendance du Mexique au cours du XIXème siècle. Le courant libéral prédominant a favorisé au niveau fédéral la municipalité, puisque étant au centre de la division territoriale. En 1857, dans l'État de Oaxaca la constitution a alors décrété la formation de municipalités pour les localités avec une population de plus de cinq cents habitants. Cette décision a notamment eu pour incidence principale et fondamentale de pousser nombres de ces localités à fusionner leurs traditions avec les préceptes libéraux. De surcroît, la législation a également créé des agences municipales pour les regroupements de populations de moins de cinq cents habitants, possédant les mêmes compétences et obligations qu'aux municipalités, en leur octroyant la possibilité d'administrer les biens communaux et de représenter le peuple dans toutes ses négociations. Les communautés de Oaxaca ont ainsi pendant des décennies maintenues une forme d'autonomie et des fonctionnements politiques qui leur étaient propres au-delà des oppositions et de leurs catégories administratives (*cabecera*, *agencia municipal* o de *policía*). Les conflits sont dès lors apparus lors du processus de décentralisation précédemment étudié. Les agences ont revendiqué leur appartenance à un espace plus important, celui de la municipalité dans son acception administrative,

en rappelant par la même occasion leurs droits politiques notamment lors des élections locales ou des prises de décisions.

La nouvelle unité administrative de municipalité regroupe désormais un vaste panel de revendications identitaires et ethniques. L'unification politique et sociale revendiquée n'est pas toujours chose aisée comme c'est le cas à San Sebastián Tutla. Une des caractéristiques majeures de cette distorsion est l'incapacité pour les autorités locales à faire coïncider le territoire agraire avec le territoire municipal, chaque agence possédant par exemple sa propre démarcation communale. Dans le cas de San Sebastián Tutla, les membres du collectif unis d'El Rosario, prétendent quant à eux que leur territoire ne correspond pas à celui du territoire agraire de la *cabecera* et qu'en ce nom ils ont besoin de créer une agence. Dans l'État de Oaxaca, la division politique administrative comprend cinq-cents-soixante-dis municipalités, sept-cent-trente-et-unes agences municipales, mille-cinq-cents-vingt-neuf agences de polices municipales et sept-cents-quarante-huit noyaux ruraux. La plupart des municipalités (trois-cent-soixante-douze) sont composées de plusieurs communautés ou agences municipales ou de police, parmi lesquelles deux-cents-quarante-neuf fonctionnent avec le parti coutumier et cent-vingt-trois avec le système partisan et enfin seulement cent-cinquante-cinq de celles-ci partagent le même territoire agraire (Velásquez : 2000).

Oaxaca et la législation municipale

La législation de l'État de Oaxaca reconnaît d'autres catégories politico-administratives que celles de « *cabecera* » : les agences municipales et les agences de police. Les agences municipales établissent que leurs autorités doivent être élues par le palais municipal ou élues par les habitants. Elles devront dès lors respecter les traditions, us et coutumes et pratiques démocratiques de leurs propres localités. Au sein des territoires majoritairement habités de populations « indigènes », la communauté est considérée comme l'unité de base de la division politique et de l'exercice de l'autonomie. Cette réalité a petit à petit fait de l'autonomie municipale un des principaux fers de lance des revendications des secteurs sociaux en matière de reconnaissance de droits des minorités. Cependant, la problématique majeure demeurant associée à

cette quête d'autonomie pour les communautés est l'absence de reconnaissance légale clairement définie dans le cadre juridique fédéral.

Comme nous l'apprenons dans l'ouvrage de Jorge Hernandez Diaz et Victor Leonel Juan Martinez (2007) sur l'institution municipale de Oaxaca, il existe une dissension importante entre les notions de territoire indigène et celui de territoire agraire au niveau fédéral notamment. Ainsi, dans l'article 106 de la loi agraire, par exemple, il est précisé que « les terres qui correspondent aux groupes indigènes doivent être protégées par les autorités dans les termes de la loi qui réglementent l'article 40. Et le second paragraphe de la fraction VII de l'article 27 de la constitution ». En revanche, il ne fait pas mention des communautés ou localités qui sont en réalité celles qui en ont la possession. En envisageant la Loi Agraire on saisit qu'elle protège seulement la terre habitée par les groupes indigènes au lieu des territoires reconnus comme ceux des communautés indigènes ou des biens communaux. Si tel avait été le cas, ce serait une reconnaissance légale de l'existence d'unités ethniques.

Dorénavant la législation de l'État de l'Oaxaca reconnaît une configuration sociopolitique légitime à la communauté indigène, notamment en affirmant son caractère de « personne morale »⁷². Cette reconnaissance concrète des communautés indigènes est ainsi sensée offrir le respect de l'autonomie des communautés indigènes faisant partie des municipalités non indigènes par les autorités locales. Cependant, la relation entre communautés et municipalités a été et demeure très diverse selon les localités. Dans certaine situation les auteurs observent que les communautés sont assimilées à la structure municipale, avec leur propre cadre institutionnel au sein duquel le conseil municipal est reconnu avec sa hiérarchie d'autorité. Dans d'autres situations, notamment au sein des municipalités dans lesquelles les agences municipales ont obtenu une capacité de négociation informelle avec les gouvernements étatique et fédéral, la relation avec la *cabecera* est considérée comme extensible, mais avec les propositions de renforcement

⁷² II. Communautés indigènes : Ensemble de personnes formant une ou diverses unités socioéconomiques et culturelles autour d'un règlement commun (...) L'État reconnaît à ces communautés indigènes le caractère juridique de personnes morales de droit public, etc. Article 30 de la « Ley de Derechos de los Pueblos y Comunidades Indígenas del Estado de Oaxaca », Cuadernos de la comisión de Asuntos Indígenas, núm 4. LVI Legislatura de Oaxaca.

du fédéralisme, les choses ont changé car maintenant la négociation doit nécessairement être établie avec le conseil municipal (Hernández-Díaz, Martínez : 2007, 175).

Comme j'ai pu le souligner à diverses reprises, une des mutations fondamentales à appréhender pour comprendre la teneur des conflits et notamment des conflits territoriaux, est celle de la décentralisation. En effet, les conflits entre *cabeceras* et *agencias* par exemple étaient beaucoup plus rares et passifs, puisque la redistribution était presque inexistante. S'il n'y avait pas de richesse à se distribuer, il existait moins de raison de se quereller. Ainsi les conflits électoraux notamment, n'obéissent pas seulement aux transformations démographiques, économiques ou socioculturelles expérimentées directement par les municipalités mais sont également le résultat de la transformation des institutions nationales et étatiques. Comme j'ai pu l'observer à San Sebastián Tutla, les conflits sont également la résultante de faits exogènes, tels que la réforme du code électoral de l'Oaxaca et de la mise en pratique des politiques de décentralisation, même si ceux-ci cristallisent principalement des tensions préexistantes.

Un nombre important de conseils ont été créés et exploitent les divisions internes des communes en encourageant notamment la croissance des demandes en ressources budgétaires. La région a également vu la naissance de diverses organisations sociales à l'origine de conflits dans le but d'accroître leur présence régionale ou étatique. Depuis plusieurs années, le besoin au sein des populations locales rencontrées se fait sentir d'établir un autre niveau gouvernemental, celui de la communauté. Les reconnaissances de leur statut de personnes morales de droit public et leur « autonomie » constituent un pas supplémentaire vers leur prise en compte comme un quatrième niveau de gouvernement. Cependant, un cadre juridique fédéral qui ne reconnaît pas cette situation et les limites du droit autochtone, le réduit à une reconnaissance déclarative sans possibilité d'exercice pratique. Il existe cependant quelques expériences en incluant celle de Oaxaca, au sein desquelles s'est établi au niveau législatif des caractéristiques faisant de la communauté un « autre » niveau de gouvernement, comme le cas de Tabasco et l'exemple de Tlaxcala.

C - La communauté : base de l'organisation

Organisation villageoise

La municipalité est un niveau politique institutionnel de l'organisation de l'État mexicain au sein duquel les habitants sont fréquemment regroupés autour de communautés. Celle-ci va au-delà du cadre légal et officiel des services publics et présente un caractère social et religieux fondamental (Beltran, 1991). Si sa forme première est née avant la conquête, désignant des communautés de propriété foncière, elle se sont transformées avec l'arrivée des Espagnols, pour constituer la base de toute l'organisation villageoise et devenir l'espace d'union entre membres d'une culture et d'un territoire. Selon Diaz-Polanco les anciennes structures hiérarchiques régionales et supra régionales préhispaniques beaucoup plus complexes se sont alors transformées en un archipel de communautés isolées entre elles, placées sous le pouvoir de l'État. Certains chercheurs prétendent que cette organisation communautaire permet aux autochtones, aujourd'hui encore, de se gouverner de façon autonome (Paoli, 2004). Alors que pour d'autres, les réorganisations territoriales de cette époque visaient précisément à soumettre les civilisations préhispaniques, en « fragmentant et en limitant leur solidarité sociale », à l'aide d'un vaste projet de « redéfinition des espaces » (Diaz-Polanco, 2003 : 20). En analysant la redéfinition de ces espaces, on perçoit une mutation progressive vers la forme actuelle de la municipalité, un chef-lieu entouré de ses villages subordonnés (ou périphéries subordonnées comme c'est le cas de la mutation territoriale de San Sebastián Tutla). Ces espaces se sont également principalement constitués autour de l'activité agricole des familles.

Cependant, il est ici fondamental de ne pas idéaliser ces organisations en les imaginant comme étant stables, pacifiques et démocratiques. Les réalités ne correspondant pas toujours à des schémas de solidarité, les communautés fonctionnent autour d'un « ensemble de cellules familiales unies par divers systèmes de coopération », mais chaque « unité de production domestique demeure indépendante » (Paoli, 2004).

Ainsi, comme j'ai pu le rencontrer, le travail est organisé de telle façon que l'on croise principalement des familles isolées et parfois même en concurrence avec les autres membres de la communauté. Je repense alors à Diego affairé dans sa « milpa » ou parcelle de jardin qui

maugréait régulièrement contre les poules du voisin qui venaient picorer ses terres et plantations. Nous entamions alors de longues conversations sur le travail manuel et lui-même regrettait ce qu'il nomme être devenue « une individualisation » de leur organisation lorsque les parcelles ont été divisées. Il évoquait alors la perte du sentiment du territoire en partage. Diego était alors dans le regret de ce fonctionnement et de leur obligation à travailler à côté de cette agriculture de subsistance pour pouvoir assurer un certain niveau de capital économique. Il était persuadé qu'en cultivant de manière collective et en partageant l'effort, le sentiment communautaire se renforcerait et avec celui-ci leur capacité à créer ensemble, loin du diktat politique. Ainsi, ils pourraient – selon lui- tendre à une réelle forme d'autonomie.

Bien qu'une forme de partage « collectif » des terres communales soit encore existante aujourd'hui encore à San Sebastián Tutla, il n'existe pas de discours émanant de la part des autorités locales évoquant une volonté de recollectivisation. En effet, il n'a pas été question lors de mes différents séjours de recherche de retrouver ces pratiques communautaires.

De la cohésion en pandémie



Figure 36 : mur provisoire érigé pour empêcher les venues extérieures à San Sebastián Tutla

(Source : page Facebook de la municipalité)

Ces discours recueillis deux ans avant le début de la pandémie sont intéressants puisque bien qu'étant éloignée de mes interlocuteurs, les échanges que je peux avoir aujourd'hui laissent entrevoir des formes de restructuration de leurs organisations. Ainsi, j'ai pu effectuer ces deux

dernières années un ensemble d'entretiens virtuels avec des habitants de communautés zapotèques de Oaxaca évoquant des mutations liées à la gestion pandémique. Les individus rencontrés lors de mes expériences de terrain avaient déjà l'habitude de travailler ensemble dès leur plus jeune âge, en se regroupant en *tequio*, ou brigades de travail communales, pour réaliser des projets qui peuvent aller de la peinture des murs d'une école à la réparation d'un réseau électrique. Les familles et leurs amis collaborent régulièrement pour faire en sorte que les petits travaux soient réalisés rapidement et que les gros travaux paraissent moins accablants. Mes interlocuteurs précisent alors qu'ils sont au cœur d'un réseau d'entraide qui est sous-jacent à leur culture depuis longtemps et auquel ils peuvent avoir confiance. Ils cherchent alors à réduire au maximum les interactions avec l'extérieur en faisant appel à leur grande capacité d'autonomie et de solidarité. Selon la chercheuse M.C. Nydia Sanchez de l'Universidad Tecnológica de Oaxaca, les familles zapotèques partagent des ressources rares comme la nourriture, l'information, l'eau et les masques faciaux dans le cadre de ce qu'on appelle la « *Guelaguetza* », à savoir la pratique du travail en commun et du don de cadeaux. On évoque aussi le grand retour des *chapulines* (sauterelles grillées) sur le devant de la scène pour remplacer la viande plus compliquée et plus chère à trouver en ces périodes troublées. L'érection des murs provisoires pour

empêcher les individus extérieurs à la municipalité est l'un des chantiers collaboratifs mis en place par le collectif d'habitants de San Sebastián Tutla.



Figure 37 : murs provisoires pour empêcher les venues extérieures à San Sebastián Tutla, et la propagation du virus SARS-COV2

(Source : page Facebook de la municipalité)

Histoires de consensus

La communauté repose aussi sur un ensemble de prises de décisions qui concernent avant tout le pan politique de leurs organisations. Le point central nécessaire au fonctionnement communautaire repose sur le consensus. Ces assemblées ne réunissent toutefois le plus souvent que les hommes mariés, excluant même de façons implicites de nombreuses femmes et jeunes (Paoli, 2004)⁷³. Les mêmes assemblées élisent, au sein de leurs membres, les responsables, ou représentants, qui devront assumer, au cours d'une période plus ou moins longue, les différentes fonctions (*cargos*) que nécessite la communauté pour sa gestion quotidienne ou qui relèvent des pratiques religieuses (Aguirre Beltran, 1991). C'est donc autour de ces assemblées, de ces décisions et de ces responsabilités que se définit l'identité communautaire et que se tissent les relations locales de coopération et d'intégration. Mais pour certains observateurs, cette organisation est plus souvent verticale qu'égalitaire (Legorreta Diaz, 1998). Le principe d'équité *pareja* est alors le plus souvent revendiqué, et mènerait parfois à des abus ou des injustices comme j'ai notamment pu le montrer lors de la partie sur la capacité du « faire taire communautaire ». Le réseau de relations rituelles et l'exigence de la prise de décision par consensus ne laissent pas toujours place à l'expression publique d'une opposition. L'intérêt de l'étude du système communautaire réside au sein de cette complexité entre un État qui commence doucement à reconnaître leurs volontés d'autonomie, des municipalités fortes et un niveau local de pouvoir représentant avant tout les sphères religieuses et sociales, autrefois davantage synonyme de consensus. Ce consensus aurait été profondément bouleversé par l'apparition de nouvelles identités qui à la fois fragmentaient les communautés et recomposaient les solidarités dans des espaces plus vastes (Beaucage, 2006).

La reconnaissance légale étudiée à San Sebastián Tutla, l'idéal communautaire aurait alors revêtu de nouvelles formes de légitimités locales. Je me suis alors intéressée à cette figure du leader communautaire et au fonctionnement et actions construisant ces légitimités. Au vu des précédentes analyses, il est fondamental de saisir ici que ces mutations du politique ont

⁷³ Bien que cette réalité soit soulignée par de nombreux auteurs spécialistes des questions communautaires dans l'État de Oaxaca, le cas de San Sebastián Tutla, en périphérie urbaine est révélateur quant à lui de profondes mutations puisque de nombreuses femmes participent aux conseils communautaires avec leurs enfants et comme évoqué dans cette thèse, certaines d'entre elles tentent même d'accéder à des postes importants au sein des palais municipaux.

permis aux autorités villageoises et aux figures communautaires de revendiquer des formes d'autonomies et de donner une visibilité à leurs territoires. Comprendre l'importance des leaders villageois dans les négociations du pouvoir au niveau local donne un éclairage sur les conditions de l'ancrage social et politique de leurs combats pour la reconnaissance du statut de leur village en *pueblos originarios*. Un autre groupe important aux côtés des représentants politiques de l'*ayuntamiento* est celui des responsables des fêtes religieuses, les *mayordomos*, qui sont chargés de l'organisation des célébrations en l'honneur du saint local. Les fêtes dédiées au saint du quartier, au saint du village et à la « Patronne » de toute la *delegación*, la Vierge de l'Assomption, sont organisées par des comités qui font partie de ce qu'au Mexique on appelle un « système de charges civiques et religieuses » (Medina 1995). Les *mayordomos* bénéficient d'une grande reconnaissance morale et pèsent donc d'un poids considérable dans les décisions politiques. Par ailleurs, les fêtes mobilisent une énorme quantité de ressources, en argent et en marchandises. Enfin, pratiquement toutes les questions liées à la vie publique du village sont réglées à travers des comités et des assemblées de secteur. Les membres de cette *mayordomia* ont à San Sebastián Tutla un bureau juste en dessous de celui des représentants politiques. Ils siègent au premier étage, porte ouverte, toujours visibles, et exercent une véritable pression sur l'ensemble de la population. Ils représentent par ailleurs la paix morale et sociale de la communauté. Cette institution symbolique possède donc un poids central sur la gouvernance locale. D'autres associations fonctionnant toutes sur ce même modèle sont les comités des sports, les comités des parents (*padres de familia*), les comités des fêtes « civiques » (chargés des célébrations des fêtes nationales), etc. Tous ces comités et relations permettent aux familles rencontrées de créer des espaces de représentation et de participation qui se recoupent et se lient sans cesse tout en instaurant également des régimes de conflictualité. C'est à travers ces tensions et négociations permanentes que se développe les nouvelles configurations de l'autonomie locale. À travers les pratiques politiques des représentants locaux qu'ils soient politiques, religieux, et sociaux, le village comme territoire et entité politique devient visible et peut s'inscrire légitimement.

Cette idée d'autonomie locale des communautés indigènes s'inscrit en grande partie dans une double logique de « résistance » contre l'État central ou du moins ses représentations et sur le plan économique, contre la pénétration de l'économie de marché. Le système des

charges associé à un nivellement des richesses, permettrait dans ce contexte d'assurer l'indépendance économique et l'autonomie politique de la communauté.

Néanmoins, ce système participatif peut paraître exigeant, énergivore et chronophage : Certains habitants rencontrés, comme Rubí, mère de quatre enfants et propriétaire de la plus grande *tienda* de fruits et légumes du village, soulignent le poids de ces charges et la complexité qu'il existe à mener tout de front, entre leurs emplois, les enfants et leurs appartenances à différents comités de quartiers. Rubí est elle-même représentante des parents d'élèves, elle occupe des charges économiques et du fait qu'elle possède un certain prestige économique et social, elle est aussi *comadre* (marraine) de plusieurs enfants. Ces liens de parrainage prennent place au cœur de ce que l'on peut nommer une famille « rituelle » : parrains, liens de compérage, relation impliquant l'entraide. L'une des principales raisons qui intervient dans le choix d'un parrain pour son enfant ou lors de son mariage est d'escompter lui emprunter de l'argent ou recevoir de sa part d'autres services sous la forme de cadeaux, d'invitations à des fêtes, d'entraide au travail, etc. Le choix des parrains n'est donc pas fortuit économiquement, les plus pauvres sollicitent les plus riches pour tenter d'en obtenir une assistance et les plus riches lient des liens avec des pauvres afin d'espérer une forme « d'exploitation ». Cette organisation communautaire permet donc de défendre une certaine continuité de l'espace territorial, de l'identité et des droits des membres de la communauté et d'assurer l'autonomie de celle-ci grâce au travail collectif gratuit. La protection procurée au travers du système des charges civiles et religieuses est clairement d'ordre hiérarchique, mais le fait que cette protection soit assumée de manière rotative amoindrit le caractère arbitraire. Cependant, si la rotation des charges permet d'accroître l'égalité du système, le fait que certains puissent en payer d'autres pour effectuer leurs charges à leur place ou que les échelons les plus prestigieux soient très onéreux souligne que le pouvoir économique détermine une forme d'inégalité et de reproduction du cadre hiérarchique malgré tout.

Ces pratiques communautaires sont mêlées à des dynamiques économiques et sociales globales fondamentales à questionner tant elles impactent les relations de pouvoirs entre les acteurs rencontrés. Les réorganisations locales observées sont donc nécessairement à analyser à l'aune d'enjeux bien plus complexes et macrosociaux que l'ethnographie menée au sein des cadres hiérarchiques de San Sebastián Tutla. Ainsi, je questionnerai dans la suite de ce travail

de recherche la capillarité entre les sphères locales et globales, notamment dans les mutations des régimes de gouvernances.

Chapitre 2 : Transformations politiques et sociales

A – Conscience globale et identités locales

Lorsque j'ai pu discuter avec les membres du bourg chef-lieu de San Sebastián Tutla, les points majeurs de leurs tensions demeurent ceux de la répartition des budgets et la défense du régime communautaire. L'*abuela*, habitante et personnalité centrale de la commune, livrait en ce sens un discours toujours plus inquiet et véhément auprès des autres membres de la communauté qui passaient chez elle. Sa belle-fille Mikaëla tenant un des commerces les plus rentables de la commune, elle avait tout loisir de tenter de convaincre sans en donner l'impression. Plus les années passaient, plus elle maugréait contre une « parodie de démocratie », s'insurgeait de la soif de pouvoir des acteurs politiques de San Sebastián Tutla. Les dernières élections en date révèlent une en ce sens les oppositions internes à la communauté et si les conflits avec les habitants de la périphérie d'El Rosario sont toujours plus importants, les membres du bourg chef-lieu eux-mêmes sont en discorde. Le conflit électoral de 2020, opposant l'ancien maire José Cenobio et l'actuel maire Carlos Velasco Navarro est le témoin direct des nouvelles modalités divisant les habitants du centre de la commune. Comme évoqué en amont dans ce travail, certains membres de la commune ont bloqué l'accès au palais municipal reprochant à l'ancien maire et à ses partisans de vouloir déstabiliser le nouveau pouvoir en place et d'avoir pillé les caisses de la municipalité en laissant la communauté dans une détresse économique. Pour la première fois de l'histoire de la commune, le nouveau maire a d'ailleurs réalisé une allocution très protocolaire, avec écharpe aux couleurs de la nation mexicaine et non de San Sebastián Tutla, dans laquelle il affirme moderniser la commune, développer les infrastructures et l'économie. Son discours a tout de celui-ci d'un chef d'État, debout, solennel devant son bureau, seul avec en arrière-plan le portrait du président mexicain Andrés Manuel López Obrador. Ce qui est le plus étonnant lorsque l'on analyse les mutations au sein de cette commune, est la tonalité du message. Si l'allocution débute bien par une référence à leur commune « terre d'us, coutumes et traditions », il n'est par la suite question que de développement économique, de citoyenneté, et d'un mouvement de modernisation, loin des discours que j'ai eu l'habitude d'entendre lors de mes premiers séjours de terrain en 2014. Ces nouvelles querelles et pratiques

discursives orientées autour de la notion d'économie et de l'opposition supposée entre modernité et tradition doivent nous interroger sur les paradigmes en jeu dans les dynamiques locales. Force est de constater à travers les éléments traités au cours de cette thèse, que les habitants du bourg chef-lieu comme ceux du quartier périphérique d'El Rosario développent des inquiétudes face aux enjeux macro-économiques tout en utilisant des éléments rhétoriques contemporains. Ces incohérences et ambivalences donnent à voir les mutations en cours et sont un exemple précieux des transformations politiques et sociales locales des communautés mexicaines.

On observe la suprématie grandissante des pouvoirs économiques sur les souverainetés territoriales, symptomatique d'une ère d'ultra-libéralisation des marchés économiques. Nous assistons à « l'émergence de nouvelles formes complexes de territoires multidimensionnels, à géométrie variable » (Laurin et al., 2001 : 9). Toutes les sphères – qu'elles soient politiques, sociales, économiques ou culturelles – sont impactées par la dérégulation et l'intensification des flux globaux, et ce, à toutes les échelles. En ce qui concerne la dimension politique, Scott affirme que « les forces qui re façonnent de nos jours la géographie économique du monde sont associées à de nombreuses tendances simultanées de réorganisation politique reflétant des déficits de gouvernance à quasiment tous les principaux points d'articulation de l'économie mondiale » (Scott, 2001 : 149).

Parallèlement à ce phénomène, nous assistons à une résurgence d'identités locales (Melucci, 1996; Dionne et al., 1997). Si ces identités s'assemblent à une conscience globale, elles s'enracinent et se réfèrent néanmoins de plus en plus par le niveau communautaire. Nul besoin de statut ou d'appartenance ethnique pour que l'espace local devienne porteur d'identité. Aussi, nous l'avons dit, l'organisation d'administration locale nécessite la mobilisation et la participation des membres de la communauté. En réponse aux bouleversements multiples causés par les flux globaux, des actions collectives innovantes voient le jour. Pour Klein, parler du local, « c'est parler du niveau de structuration et de restructuration de la société civile configurée par la négociation constante entre acteurs sociaux dont les intérêts sont divers et, souvent, divergents, mais qui parviennent à faire de leur appartenance commune à un espace géographique une base de redéfinition de leur articulation au national et au mondial (1996 : 33).

L'apparition massive de sociétés se revendiquant ancrées dans des mouvances localistes peut être comprise comme la réaction d'acteurs sociaux voulant faire face aux travers de la globalisation. Ce repli identitaire et stratégique sur le local s'illustre par le désir d'autonomie et de

participation politique à la vie quotidienne, avec pour objectif de forger un « idéal communautaire » (Dionne *et al.*, 1997), c'est-à-dire une conscience collective territoriale. Les membres des collectifs sont les acteurs d'innovations constructives afin d'établir des passerelles entre sphères sociales et politiques. Le local représente en soi un fonctionnement systémique d'actions sociales, où se déploient de nouvelles sociabilités prenant en compte l'intrication de l'individu dans la dimension globale. En somme, il s'agit de la réappropriation d'un territoire spécifique par des acteurs sociaux également spécifiques (Blaser, 2004). L'émergence de cette conscience collective territoriale apparaît précisément en réaction à l'atomisation des structures socio-territoriales, à la déstructuration des communautés, ainsi qu'à l'exclusion provoquée par l'intensification des flux planétaires. De cette dérégulation globale naît de nouveaux procédés, de nouvelles entités, et la volonté farouche d'instaurer de nouvelles régulations sociales au niveau local.

Se constituant en réseaux dont les ramifications cherchent à s'étendre au maximum, les résistances à la globalisation souhaitent garder leur caractère inclusif (Castells, 1996). A partir de l'ancrage territorial et communautaire, les actions collectives qui émanent de ces résistances tendent à relier et harmoniser un tissu social de plus en plus distendu et fragilisé. Bien souvent, ces combats se donnent au jour le jour, sur les localités mêmes, dans le but d'obtenir la reconnaissance des institutions étatiques et le droit à l'auto-gestion de leurs administrations propres. Pour Dionne *et al.*, « ce travail de redéfinition des socialités territorialisées constitue en réalité la base d'un nouveau mouvement social qui [...] contribue aux compromis sociaux qui soutiennent la gestion du social » (1997 : 39). Les mouvements communautaires préfigurent les contours d'un monde globalisé au sein duquel les entités locales s'articulent avec l'économie mondiale. Ces nouvelles formes de mobilisations sociales permettent, à l'instar des dynamiques contestataires des années 1970 en France, de repenser les formes que peuvent prendre les actions collectives et, du reste, la notion même de mouvement social.

Pertinence et évolution du concept de mouvements sociaux

Un mouvement social ne cherche pas forcément à respecter les frontières de l'État, et œuvre davantage à reconfigurer un certain type de société. Les mouvements sociaux sont divers

et anciens, allant de la Révolution française au XIXe siècle au printemps arabes de 2010, en passant par les soulèvements bolchéviques de 1917. Néanmoins, si les idéaux, les causes, les outils et les enjeux ont changé, il reste que des mouvements sociaux continuent d'éclorre, parfois de façon sporadique, mais souvent en réaction en chaîne avec d'autres manifestations. Ces luttes peuvent s'installer dans le temps, ou au contraire demeurer des épiphénomènes sans lendemain. Pour autant, l'étude des mouvements sociaux permet de comprendre les dynamiques globales d'une société contemporaine, et peuvent être perçus comme des signaux d'alertes, ou des résultantes d'un système ayant déjà montré des signes d'écroulement. En somme, « les formes d'action les moins régulées par l'ordre social peuvent être lues comme des signaux, des avertissements à propos de processus qui peuvent affecter le système entier » (Melucci, 1997: 9).

Pour Touraine, un mouvement social « se définit par la lutte d'un acteur social contre un adversaire pour le contrôle des principales ressources d'une société ou pour la direction du processus historique de développement » (Touraine, 1988 : 208). Les mouvements sociaux comportent trois principes basés sur l'identité, l'opposition et la totalité, entendu comme un enjeu fondamental. Il s'agit essentiellement d'établir des rapports conflictuels pour provoquer des changements sociétaux, et engendrer des recompositions d'ordres sociale et politique afin de redistribuer les ressources et mieux répartir les pouvoirs. Le « principe de totalité » décrit par Touraine distingue les mouvements sociaux qui tentent de remettre ou non le contrat social dans lesquels ils évoluent. En maintenant le lien avec les habitants du bourg chef-lieu de San Sebastián Tutla, j'ai pu entendre l'émergence de cette dynamique, notamment à travers les discours des jeunes, portés par Giscell, la fille de l'ancienne secrétaire. Cette militante en faveur des droits des citoyens, membres actives de « En avant la force jeune de Oaxaca »⁷⁴ crée de nombreux événements pour sensibiliser les « citoyens » à leurs droits. Aujourd'hui étudiante en droit à Mexico, elle revient périodiquement dans sa commune natale pour promouvoir une nouvelle forme de collectivité, toujours communautaire mais tournée vers la force de « la société civile » et du mouvement social global qu'elle entend notamment défendre à travers des concours locaux et nationaux d'arts oratoires.

Les mouvements sociaux possèdent deux caractéristiques absentes dans les simples mouvements de résistance : ils engendrent l'incertitude pour les élites et développent davantage

⁷⁴ « Adelante fuerza juvenil oaxaqueña » est un mouvement issu du groupe national « Adelante fuerza juvenil mexicana ». C'est un rassemblement qui se prétend indépendant mais qui est régulièrement rattaché au PRI. Il est composé de jeunes de 15 à 35 ans, mettant en œuvre tout une série d'évènements en faveur de la participation citoyenne et du « bien-être social ».

la solidarité parmi les acteurs sociaux. Ils ne revendiquent pas seulement des ressources ou des pouvoirs, mais bien une redistribution systémique plus équitable. Leurs actions ont donc pour viser de déstabiliser les fondements même d'une société, à contrario de dynamiques de résistance qui opèrent au sein même des mécanismes de revendication mis en place par les institutions. En effet, qu'elles soient démocratiques ou non, toutes les formes d'administrations politiques possèdent des appareils de régulation par lesquels les revendications sociales peuvent être maintenues. Les tensions, les discordances et les incohérences propres à l'exercice de gouvernance doivent être gérées de sorte que le régime étatique puisse essuyer les contestations. Ce programme de canalisation des oppositions et de gestions des dissensus représente ce que Foucault nomme le « biopouvoir », c'est-à-dire une « technologie fine et calculée de l'assujettissement » (1975 : 257). Le type d'actions collectives qui s'opèrent au sein du cadre prévu par la gouvernance en place diffèrent des mouvements sociaux qui, eux, sortent des canaux de régulation en se plaçant hors-cadre.

Néanmoins, du fait de cette caractéristique substantielle, les mouvements sociaux restent d'une constitution souvent non-identifiable, aux contours flous et dont le polymorphisme engendre parfois des incohérences (Melucci, 1997). Les trajectoires sont imprévisibles, car non-dirigées : « le mouvement ne peut exister sans une certaine conscience de lui-même, mais cela n'implique pas qu'il puisse s'organiser et se penser directement sur un plan politique » (Touraine, 1984 : 11). De par la diversité de leurs revendications, les mouvements sociaux manquent parfois d'homogénéité, de cohésion et de cohérence. Cette ambivalence complique la tâche des chercheurs qui tentent de trouver des similitudes afin de dessiner les contours d'un mouvement social particulier (Warren, Jackson, 2002).

Pour Melucci, un mouvement social est un ensemble d'actions collectives menées simultanément dans divers lieux, par de multiples acteurs, brochant ainsi un réseau complexe aux échelles et aux sens variés. Ce « tout » hétéroclite, non-coordonné, aux divers registres d'expression, et pourtant rassemblé et unifié derrière des discours d'opposition, participe à créer l'effet global de mouvement. S'enchevêtre au sein de ces dynamiques des désirs individuels et des nécessités de réinvention politique. Bien qu'elles ne soient pas discutées, ces protestations et initiatives « visent des objectifs convergents et s'articulent autour d'enjeux connexes, remettant ainsi en question de façon totale ou partielle l'ordre socio-territorial existant » (Klein, 1996 : 37). Aussi est-il impossible pour les chercheurs de saisir l'entièreté d'un mouvement social, mais l'étude de certains éléments ciblés permet d'en tracer certaines esquisses. Pour Tarrow,

trois caractéristiques se dégagent de ce type d'actions collectives : la défiance à des élites, l'incertitude qu'elles imposent, et la solidarité renforcée qu'elles créent (Tarrow, 1997). Par ailleurs, si trois types d'actions collectives existent (action violente, action conventionnelle et action perturbante), les mouvements sociaux actuels montrent de plus en plus leur potentiel hétéroclite et leur capacité polyvalente, en conjuguant ces différents types d'actions. Des dynamiques allant dans ce sens émergent à San Sebastián Tutla, à travers les assemblées communautaires et surtout dans les nouveaux discours des membres politiques ou des jeunes étudiants souhaitant un mouvement global. On entend dans leurs discours des volontés d'autonomie, de résistance, ou du moins de contestation envers un ancien ordre établi. Pour autant, ces discours manquent parfois de cohésion claire et de cohérence.

De l'importance des acteurs sociaux

En étant aux centres des dynamiques contestataires, les individus – qui deviennent alors des acteurs politiques – représentent les éléments les plus fondamentaux d'une étude sur le sujet, bien que tous sont pris dans un mouvement global qui les influence réciproquement. Le contexte organisationnel émanant de l'action conjointe d'une multitude d'acteurs forme un moule dans lequel les individus doivent se modérer. Les acteurs chercheraient à repousser au maximum les limites imposées par ce nouveau cadre, en utilisant une certaine marge de manœuvre et ses pouvoirs individuels dans le but de promouvoir sa participation au mouvement.

Les stratégies qu'ils mettent en place dans la démarche de recomposition sociale répondent à quatre objectifs : l'intégration sociale, la reconnaissance du local, les valeurs universelles, et la redéfinition du cadre de l'action publique. En somme, les acteurs sociaux renoncent à toute forme d'exclusion créée par une société inégalitaire. Selon eux, le changement est synonyme de mutations des rapports sociaux, avec une refonte du concept même de citoyenneté. La redistribution des pouvoirs devrait favoriser l'échelle du local, lieu dans lequel les problèmes sociaux émergent. Néanmoins, les démarches politiques locales doivent être uniformisées autour de valeurs universelles inaliénables. Enfin, la restructuration des institutions et la démocratisation de la gestion publique sont perçues comme des éléments fondateurs des revendications.

Partant de ce constat, les mobilisations s'insèrent incontestablement dans des rapports politiques qui agencent les stratégies collectives et individuelles. Les discours revendiqués lors des assemblées de « En avant la force jeune de Oaxaca » par Giscell, défendent l'objectif de faire reconnaître les acteurs sociaux issus de l'échelle locale comme étant des sujets politiques légitimes et complémentaires aux institutions étatiques.

B - Du territoire à l'autodétermination : l'ancrage territorial des mouvements autochtones

L'ensemble de ces questionnements gravitent autour d'un enjeu fondamental : celui de la territorialité. L'ancrage à la terre des peuples autochtones contient, de fait, les prémisses d'un enjeu important pour les sociétés occidentales, dont leur attachement propre au territoire devient de plus en plus aléatoire. Les contestations autochtones dépendent de processus d'identification et d'appropriation territoriales. Les soubassements de leur autonomie demeurent intimement liés au territoire. On voit alors certaines collectivités construire de nouveaux rapports au territoire, notamment sur le plan gestionnaire de celui-ci. Les actions collectives sont de fait implantées sur un territoire, recourant à des stratégies spatialisées. Cela donne à leurs luttes un ancrage territorial essentiel. Allant dans ce sens, Parajuli (2004) évoque la négociation quotidienne des « ethnicités écologiques » pour parvenir à subsister, bien qu'elles possèdent une identité commune propre aux individus marginalisés par les phénomènes multiples liés à la globalisation. Il est également mentionné l'appellation de « géographie de la différence » pour caractériser la multitude de ces collectifs possédant en commun leur volonté d'autonomie, dans un vaste mouvement social déferlant en Amérique latine. Les dynamiques autochtones de tout le continent ont fait de la question de l'autonomie le fer de lance de leur programme sociopolitique (Diaz-Polanco, 2003 ; Velasco Cruz, 2003; Lopez Barcenas, 2005).

Parmi l'ensemble des actions mises en place pour signifier l'attachement au territoire, et souhaiter la restructuration de la gestion sociale et politique des États, la plus représentative s'illustre par la revendication à l'autonomie. Cela ne passe pas exclusivement par les enjeux de

représentation politique, puisqu'une importance est donnée à l'organisation de la gestion territoriale. Qu'il soit perçu comme légitimement revendiqué grâce à une appropriation ancienne, ou qu'il soit l'objet de revendications récentes des collectifs nouvellement installés, le territoire demeure le centre des discours autour des luttes autochtones.

L'autonomie comme objectif principal

L'autonomie désirée par les collectifs autochtones est de nature territoriale, entendue comme la possibilité de gérer le développement de leur territoire de manière autonome, ce qui inclut le droit à l'autogestion et à la préservation de leur culture. Une nuance doit être apportée : l'autonomie n'est pas synonyme d'indépendance complète. La restructuration d'un ensemble sociopolitique peut s'opérer soit par une séparation, soit par une autonomie, qui revient alors à réclamer l'auto-gestion sans annuler l'existence étatique (Diaz-Polanco et Sanchez : 2002). Néanmoins, bien que les revendications autonomistes soient majoritaires en Amérique Latine, le modèle d'État-nation construit sur une idée d'unification nationale endure un processus de remise en question. Face à un monde globalisé qui affaiblit son influence et ses pouvoirs, les aspirations anti-homogénéisations et pro-décentrement, à l'inverse des positions historiquement construites par la formule étatique, suscitent de plus en plus d'intérêt. C'est la ratification par la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux qui, en reconnaissant le droit des populations à disposer d'elles-mêmes, a induit une remise en question de l'organisation territoriale des États (Badie, 1995). L'identification de plusieurs entités politiques au sein même d'un territoire engendra l'émergence du concept de multiculturalisme. Conjointement, plusieurs régions d'Amérique latine participent à un mouvement de décentralisation afin d'obtenir plus d'autonomie (Laurelli et Rofman, 1989; Boisier, 1994; Diaz-Polanco et Sanchez, 2002).

La prise en compte de l'hétérogénéité des populations présentes sur leur territoire a forcé les États à mettre à disposition des ressources pour leur assurer une survie économique, sociale et culturelle. A cette fin, les défenseurs de la cause autonomiste soutiennent la nécessité d'une affirmation politique passant par la reconnaissance constitutionnelle des entités autonomes

(Diaz-Polanco et Sanchez, 2002). Ainsi formulé, le modèle étatique ne serait pas menacé par l'élévation de nouvelles formes d'expression politique sur son territoire, qui viendraient même solidifier sa cohésion et sa légitimité. Cependant, l'acquisition du droit à l'autogestion impacterait forcément les relations entre les groupes la revendiquant et le pouvoir étatique, ainsi qu'avec les autres collectifs autochtones. Du reste, la stratégie déployée par les dynamiques autochtones réside davantage dans la mise en place, par le bas, de réseaux de pouvoir aptes à transformer les communautés en sujets politiques, dans le but de se réapproprier les prises de décisions sur leur avenir (Lopez Barcenas, 2005). En permettant à des collectifs auparavant exclus de participer aux débats politiques, l'autonomie pose des fondations davantage démocratiques au sein de la structure étatique (Lopez Barcenas, 2005). Selon Diaz-Polanco et Sanchez, l'invitation à la participation politique est sans nul doute l'élément le plus à même de se rapprocher de l'idéal autonomiste : « l'essence de l'autonomie implique la décentralisation et la démocratisation, ce qui ne peut être réellement atteint que quand s'assoient les prémices de *l'empowerment* des peuples » (2002 : 42). De plus, pour Moulaert et al. (1997), un développement local intégré ne peut se réaliser que grâce à la prise de pouvoir d'une communauté locale. Ceux-ci précisent que *l'empowerment* doit être politique tout autant que social. La revendication à une autonomie doit donc être l'addition d'une action collective, renforcée par un puissant sentiment d'identité locale.

Autour de la notion d'autonomie

De même que toutes les souverainetés ne sont pas identiques et possèdent des nuances qui leurs sont propres, on constate des échelles d'autonomie divers – en Amérique latine comme ailleurs. L'ensemble des régions assurant une gestion auto-déterminée ressemble davantage à une mosaïque faite de cas particuliers qu'à un tableau homogène réalisé à partir d'un même moule. Néanmoins, une approche consensuelle de la notion d'autonomie est apportée par Diaz-Polanco (1991: 151) :

« L'autonomie se réfère à un régime particulier qui configure un gouvernement propre (autogouvernement) pour certaines communautés intégrantes, lesquelles choisissent ainsi des autorités, qui font partie de la collectivité, exercent des compétences légalement attribuées et possèdent les facultés minimales pour légiférer sur leur vie interne et pour administrer leurs affaires ».

Quatre principes fondamentaux seraient constitutif d'un régime de gestion autonome : 1) l'unité de la nation ; 2) l'égalité de traitement pour tous les citoyens (y compris à l'intérieur des entités autonomes) ; 3) l'égalité entre groupes socioculturels qui vivent sur le territoire autonome ; 4) la solidarité et la fraternité entre les divers groupes ethniques qui composent le pays (Diaz-Polanco, 1992 ; Diaz-Polanco et Sanchez, 2002). Suivant ces quatre éléments fondateurs, un système politico-juridique autonome permet l'émergence d'authentiques collectivités politiques. En plus de demeurer parties intégrantes de la société nationale, ces groupes possèdent des droits et des pouvoirs propres à leur gestion autonome. Ce type d'administration altère les règles de base ainsi que les relations de gouvernance entre les collectivités autonomes et les différentes strates du pouvoir étatique. Il propose de nouvelles formes d'incorporation politique à l'intérieur de l'État national, reposant non plus sur des rapports de subordination mais de coordination (Diaz-Polanco, 1991). Un tel régime nécessite à la fois la reconnaissance de droits particuliers et la mise en place d'outils juridiques aptes à les protéger. En définitive, la création de structure gestionnaire ainsi que l'équilibre des rapports de pouvoir nécessitent des remises en question dans le but d'établir un milieu au sein duquel le régime autonomiste pourra se développer.

L'une des premières distinctions à apporter entre les différents types d'autonomie est d'ordre scalaire. L'auto-gestion peut s'appliquer essentiellement sur des échelles communautaire ou régionale – autrement dit, à plusieurs communautés⁷⁵. Naturellement, les impacts sont moindres dans le cas d'autonomie de communautés. En coordonnant des collectifs dispersés, l'autonomie régionale quant à elle forme un degré de pouvoir supplémentaire à prendre en compte dans un régime gestionnaire. Elle rend cohérent et homogène un ensemble disparate et déstructuré de communautés, corrigeant ainsi l'effet « d'atomisation qui freine la mise en place de projets de développement durable » (Diaz-Polanco, 2003 : 30). L'objectif est dès lors de créer une nouvelle strate décisionnelle au gouvernement, pour renforcer politiquement une puissance régionale face à la nation. Plusieurs voix dénoncent ces intentions régionales, arguant que celles-ci effacent de fait l'importance des communautés locales (Velasco Cruz, 2003).

⁷⁵ Plusieurs autres niveaux d'auto-gestion sont parfois évoqué, telle que l'autonomie municipale (située entre les échelles communautaire et régionale), ou l'autonomie d'un même peuple n'ayant pas de delimitations territoriale attitrées.

A cela, les défenseurs pro-régionaux rétorquent que la cohésion à une échelle plus grande de collectifs permettra la consolidation de leurs autonomies et, par un phénomène d'agglomération, l'agrandissement de leur territorialité.

Un autre élément distinctif caractérise les différentes natures d'auto-gestion : le plan économique, social ou politique. Dans la mesure où il n'y a pas de césure avec le régime étatique, les fonds administratifs et de développement d'un groupe autonome continuent d'être agréées par le pouvoir central, bien que l'établissement d'un système autonome de perception d'impôts et de taxes puisse avoir lieu. Par ailleurs, les flux globaux propres à notre siècle rendent irréalisable toute forme d'autonomie utopique. En ce sens, le concept d'autonomie est toujours à comprendre en tant que processus, et non en tant que fin en soi. L'auto-gestion ne peut être absolue et définitive, et doit davantage s'analyser à l'aune des relations par rapport auxquelles elles se proclame autonome, et quels sont les droits, les pouvoirs et les compétences dont elles peuvent prétendre.

En somme, peut-on réellement parler d'autonomie dès lors que le collectif la revendiquant n'est pas reconnu par le gouvernement ? Est-il possible de définir comme autonome une entité qui ne parviendrait pas – ou que très partiellement – à remodeler les relations avec l'ordre étatique, ni à instaurer un solide système politico-juridique ? Aussi, la frontière entre autonomie reconnue et résistances locales est faible, poreuse et en constante redéfinition, ce qui la rend parfois complexe à discerner.

La dernière distinction que j'évoquerai ici est celle qui oppose autonomie territoriale et autonomie fonctionnelle ou institutionnelle. Comme évoquée plus haut, la première aurait la double caractéristique d'être plus inclusive et reconnue légalement. La deuxième, au contraire, s'appliquerait sur des collectifs se regroupant afin d'établir des réseaux d'administrations parallèles, et obtiendrait sa légitimité par la reconnaissance et l'utilisation des mécanismes institutionnels alternatifs mis en place par les membres de sa communauté. De fait, l'autonomie fonctionnelle est tout aussi apte à offrir des droits et pouvoirs à ses collectifs, mais demeure davantage difficile à identifier, à légitimer et à situer géographiquement. Son caractère déterritorialiser soulèvent des enjeux multiples pour les institutions.

Selon Stavenhagen (2000 : 18), la demande d'autonomie met en relief au moins quatre enjeux fondamentaux : 1) l'identité collective des acteurs ; 2) les limites géographiques 3) les responsabilités qui lui seront octroyées ; et, finalement, 4) le cadre légal qui gouvernera les relations entre elle et l'État. Ces quatre points nourrissent les discours d'opposition à l'autonomie, qui imputent à ce type de mouvement des dangers auxquels la nation devrait faire face. Pour Diaz-Polanco (1992), ces allégations représentent des mythes dont la véracité reste à prouver dès lors que l'on a affaire à des régimes autonomes solidifiés. Ces mythes sont : 1) le lien entre l'unité nationale et le centralisme d'État d'une part, et avec l'homogénéité socioculturelle, d'autre part ; 2) la menace que l'autonomie ferait peser sur la souveraineté nationale face à des attaques extérieures ; 3) la reconnaissance de droits socioculturels par l'autonomie ne serait pas compatible avec les droits et garanties individuelles ; 4) les conflits potentiels que l'autonomie entraînerait entre les peuples d'une même entité; ainsi que 5) les conflits potentiels soulevés par la définition territoriale ou régionale de l'autonomie.

Propre à la pensée libérale qui soutient que les droits individuels soient à la base d'existence de l'État, les pourfendeurs de l'autonomie révoquent toute forme d'organisation qui aurait pour but l'autonomie communautaire ou territoriale au détriment des droits individuels. Proposition est alors faite que l'État pourrait désamorcer les revendications en créant des entités pseudo-autonomes dans le but de court-circuiter et rompre la ligne de fond des dynamiques populaires. De fait, l'unité représente la clef de voute de toute collectivité ambitionnant de s'élever en force politique. En complément de cela, une entité désirant fonder une structure autonome se doit de posséder d'un minimum de capital, tant humain que matériel (Klein, 2005; López Barcenas, 2005). Le succès de l'implantation du régime autonome réside sur la mobilisation de ses membres. Le système doit avant tout être effectif pour que la légitimation au niveau de l'État puisse avoir lieu. Par ailleurs, les actions collectives territorialisées naissent à partir d'une identité commune solide, en lien étroit avec leur territoire. La revendication à une autonomie nécessite des actes collectifs de résistance, mettant en place des institutions autonomes reposant sur une cohésion sociale de pratiques et d'organisation en auto-gestion. Pour cela, elle devra être soutenue par un réagencement de l'espace et territorialisée par des actions (Burguete Cal y Mayor, 2001). Il s'agit donc avant tout de penser la structuration légale d'un système autonome à l'aune d'une gestion interne réfléchie. Un autre défi soulevé par l'élaboration de gestion auto-déterminée demeure celui de l'inclusion. Les collectifs s'attellant à revendiquer leur droit en tant qu'entité autonome vivent souvent regroupés, provoquant des conflits

vis-à-vis des frontières territoriales et/ou administratives de l'autonomie. Le rapport avec des individus ne se sentant pas inclus dans ces mouvements populaires est au cœur des enjeux les plus actuels, tant au niveau interne qu'externe au groupe.

En ce sens, l'effectivité et la durabilité d'un régime autonome nécessite que le collectif qui la revendique ait à sa disposition suffisamment de pouvoir politique pour l'établir et le conserver. La participation des membres est indispensable, pour l'établissement du système comme pour sa gestion quotidienne (Díaz-Polanco, 1992 ; Burguete Cal y Mayor, 1998b ; Lopez Barcenas, 2005). Plusieurs cas d'autonomie ayant périclité ont montré que le soutien de la population représente une condition *sine qua none* à la perpétuation du régime. Au surplus, son élaboration impose une profonde démocratisation de la gouvernance et de la gestion locale. Le pouvoir politique nécessite la mobilisation des acteurs et leur organisation : « La conquête de l'auto-gouvernement et autres droits implique que les communautés ethniques se constituent en sujets sociaux, en forces politiques et en moteur du changement » (Díaz-Polanco, 1992: 100). Il s'agit donc d'inclure les membres des collectivités pour les élever au statut d'acteurs de leur développement. Néanmoins, cette intégration soulève de nombreux enjeux : quels outils développer pour prendre en compte des avis multiples et divergents ? Comment gérer la participation citoyenne et les dissensus qui vont de pair ? Quelles structures institutionnelles mettre en place afin d'assurer un développement démocratique où toutes les voix puissent être prises en compte ? En définitive, comment administrer un régime autonome ?

C - Décolonisation et autonomie, nouveaux paradigmes

Après des mois de terrain et de nombreux débats avec les acteurs politiques de San Sebastián Tutla autour du poids de leurs discours et de leurs luttes autonomistes, je choisis de m'interroger sur notre posture de chercheur et notre rôle au niveau local. Ces questionnements ont notamment émergé en interrogeant les liens entre les chercheurs et les individus avec lesquels nous travaillons afin de co-construire des dynamiques locales autonomistes et donner à

entendre les voix de toutes et tous. L'anthropologie décoloniale a alors toute sa place au sein de ces interrogations.

Mariana Mora, anthropologue basée à Mexico, a travaillé plusieurs années au Chiapas avec les bases de soutien zapatistes des Caracoles de Morelia et La Garrucha. Elle nous offre une vision innovante de la production des données anthropologiques (Mora, 2017). En questionnant la pratique ethnographique, l'auteure propose une méthode décoloniale et historicisée. L'auteure nous permet de comprendre pourquoi et comment mettre en une logique décolonisante dans nos recherches. Elle illustre comment les approches anthropologiques standards des communautés autochtones ont échoué selon elle, en suivant des réflexions attachées à la notion d'État-nation inclusif et à un mode de pensée marxiste eurocentrique. Le second aspect - et sans doute le point central - est la prise de conscience par l'auteure de l'impact que pourrait avoir ses propres recherches sur les communautés zapatistes. Mora développe alors les négociations, les entretiens et les discussions collectives auxquelles elle a pris part afin de cerner les motivations et les fonctionnements derrière le mouvement et son organisation. Ainsi, Mora développe l'idée que malgré les politiques multiculturelles officielles des vingt dernières années mises en place au Mexique, l'État réactive des mécanismes de subordination raciale

Le processus de recherche de Mariana Mora est en ce sens un modèle de recherche éthique. Après avoir envoyé sa proposition dans les deux sens aux assemblées communautaires et avoir fait les ajustements nécessaires, la permission lui a été accordée de faire des recherches dans douze communautés. Les acteurs rencontrés l'ont ainsi poussée à penser que les récits à propos des haciendas et les histoires de traumatismes font partie intégrante des effets des politiques de néolibéralisation contemporaines. Cet ouvrage nous permet de questionner, grâce à une méthodologie renouvelée, les stratégies plurielles à l'œuvre dans les relations de pouvoir entre l'État et les communautés locales.

Ce positionnement scientifique est un récit familier à quiconque a fait des recherches sur les mouvements sociaux au Mexique. Mora ne romance pas le mouvement zapatiste ; elle permet plutôt à ses sujets de recherche de sortir du contexte de la collecte de données. De cette manière, sa conceptualisation nous aide à comprendre les racines historiques et les pratiques actuelles des communautés zapatistes en les plaçant sur le devant de la scène. Cette idée de pouvoir est centrale dans mes propres recherches : avec le concept de « *mandar obedeciendo* » (commander), on comprend la notion d'autorité vécue par les membres de la communauté élus qui, grâce à cela, détiennent l'autorité plutôt que de devenir celle-ci. Les membres, élus pour

une durée de six mois, se partagent le leadership à travers trois principes : rotation, révocation de mandat et responsabilité. Suivant cette idée, ils perturbent l'ancien système d'autorités qui reproduisait des dynamiques racialisées sur les indigènes, en les configurant comme des personnes nées pour obéir. Par conséquent, « *mandar obedeciendo* » implique l'écoute des individus pour répondre à leurs besoins. Au cœur de cette logique, gouverner est aussi un acte d'apprentissage, la principale capacité étant celle de savoir écouter. Dès lors, puisque gouverner serait apprendre, l'auteure de ce livre présente une analyse du système éducatif des communautés zapatistes au sein desquelles les mêmes logiques autonomistes sont appliquées. Montrant l'exemple de la configuration du système éducatif à travers une assemblée et les processus de décision lors desquels même les enfants participent, Mora éclaire la praxis de « *mandar obedeciendo* ».

Enracinement de la question coloniale

Le travail précis de recension de récits de vie et de témoignages a alors fait émerger l'examen nécessaire du rôle de l'économie de l'hacienda⁷⁶ au Chiapas jusqu'au XX^e siècle. Mariana Mora défend l'idée selon laquelle, la néolibéralisation au Chiapas, et en réponse, le projet zapatiste d'exiger l'autonomie de l'État, «ne pouvait être pleinement compris dans ses manifestations locales à moins d'être lu à la lumière des expériences de vie intergénérationnelles » (idem : 10) sur les grands domaines et les haciendas. Il est ainsi nécessaire d'étudier les processus passés de racialisation, afin de cerner les moyens par lesquels le mouvement zapatiste a tenté de repousser les politiques de néolibéralisation. Elle montre que les haciendas étaient plus que des sites d'oppression économique et fonctionnaient « comme des institutions de servitude » (idem), et c'est à travers les témoignages de membres de la communauté, qu'elle raconte les récits de souffrances et de mauvais traitements racistes qui ont alimenté une motivation pour le changement et la rébellion chez de nombreux militants zapatistes. Les indigènes ont en effet dû

⁷⁶ L'hacienda est une exploitation agricole de grande dimension dans laquelle travaillaient des Mexicains au service des patrons espagnols et criollos, elle est alors devenue le lieu du pouvoir et d'une démonstration de statut social dont l'héritage est encore présent aujourd'hui. Les exploitations agricoles dites haciendas ont été abolies par la constitution mexicaine de 1917, elles furent démembrées à partir de cette date, leurs propriétaires pour la plupart indemnisés, les terres gagnées furent nationalisées, puis réparties en petites propriétés nommées ejido.

servir les criollos et les Espagnols et ont de fait incorporé leur position de servitude, institutionnalisant cette posture. Les institutions héritières de ce fonctionnement ont naturalisé des mécanismes de domination et d'infériorité (Diaz-Polanco 2003). La continuité entre le modèle de l'hacienda et les processus de néolibéralisation des années 90 réside précisément dans la racialisation des communautés autochtones et les souffrances subséquentes. Les priorités politiques nationales en matière d'aides économiques et de luttes contre la pauvreté⁷⁷ ont invisibilisées les communautés indigènes et les mécanismes de subordination à l'oeuvre au contraire de politiques orientées sur les droits culturels. Il est fondamental d'envisager le caractère racialisant des politiques publiques qui alimentent des hiérarchies sociales en dirigeant notre regard sur les effets de ces politiques pour comprendre les manières spécifiques avec lesquelles le processus de racialisation est lié à la formation de l'État mexicain. Le gouvernement mexicain aurait infantilisé les populations indigènes à travers ces programmes d'aides et maintenu une forme de domination héritée de l'époque coloniale. A San Sebastián Tutla, on retrouve des dynamiques communes. En effet, il existe bien une forme d'ambivalence avec d'un côté la légalisation d'un système normatif interne et d'un autre côté le maintien d'une relation avec l'État. En institutionnalisant les pratiques coutumières, le gouvernement oaxaquien maintient une emprise sur les volontés autonomistes locales, comme nous le voyons à travers les différentes procédures pénales analysées à San Sebastián Tutla.

Persistence des mécanismes de racialisation malgré les politiques officielles

Cette réflexion de Mora trouve une illustration dans le cas précis analysé au cours de mon travail de terrain lors de ma rédaction de thèse en février 2018 alors que je me trouvais au Mexique, dans l'État de Puebla. Nicolas, comme évoqué plus en amont au cours de cette thèse un habitant de la commune de Huehuetla, avocat et militant pour la mise en place de politiques interculturelles, s'insurgeait du terme « indien » utilisé par les propres membres de sa communauté ou par les médias et intellectuels internationaux. Nicolas avait à cœur que je comprenne à quel point ce terme entretenait une forme de néo-colonialisme. Selon lui, il s'agissait ici de

⁷⁷ Le programme Oportunidades ou encore celui dédié à reconfigurer le rapport à la terre à partir du programme de certification Procede

références utilisées à l'époque coloniale mais qu'ils n'étaient en aucun cas des indiens. En poursuivant l'utilisation de ce terme, on maintient leur posture et incorpore une spécificité raciale caduque. Mora définit quant à elle la racialisation comme « des processus de domination qui maintiennent une certaine stabilité à travers des cadres historiques ou spatiaux » (idem : 10). Plutôt que de simplement définir ce qu'est le racisme, son objectif est d'analyser ce que fait le racisme.

Kuxlejal politics débute presque sur cette nécessité fondamentale d'appréhender l'autonomie des communautés zapatistes en se focalisant sur la politique quotidienne. Il s'agit de suivre les populations dans leurs pérégrinations ordinaires pour saisir comment l'autonomie revendiquée signifie avant tout « faire soi-même » et lutter contre l'injonction du gouvernement à légaliser leurs pratiques. « L'imagination et la pratique anthropologiques peuvent être analysées comme une composante essentielle du régime de pouvoir moderne » (Escobar et Restrepo, 2010 : 86). En se positionnant comme détenteurs du savoir expert, capables de donner du sens aux réalités vécues par les populations, les travaux anthropologiques hégémoniques semblent reproduire le cadre de la colonialité. Au cœur de la problématique de la science réside la production du savoir lui-même. L'avenir des sciences humaines et sociales décoloniales se joue sans doute dans la capacité à collaborer avec les acteurs de terrain et à repenser nos catégories de représentations, notamment celle de l'autonomie. Le lien avec les travaux sur le biopouvoir de Foucault est ici fondamental puisque l'auteur nous invite à nous focaliser sur les impacts négatifs des politiques obnubilées par la prise en charge de ses populations. Elles leur retirent leur capacité d'action et finalement leur autonomie, et laissent mourir tous ceux exclus de ces programmes. En ce sens, l'avènement d'une nouvelle logique de gouvernance propre aux sociétés libérales occidentales a créé des individus non seulement disciplinés mais aussi régulés (Foucault, 1976). La politique *kuxlejal* envisage alors l'autonomie zapatiste en rejetant « l'imposition de techniques et technologies racialisées et imposées qui déshumanisent la vie, incluant les programmes d'assistance sociale gouvernementaux détenant un fondement paternaliste et raciste, les relations de pouvoir verticaux qui reproduisent le métissage *ajvalil* (terme tsotsal signifiant le gouvernement patron) au niveau local, et l'inertie de reconcentrer les terres communales en titres individuels » (Mora, 2017 : 43).

Ainsi, la politique kuxlejal représente l'avènement de l'autonomie quotidienne et pratique, en sortant des seules sphères des prises de décisions réduites aux assemblées communautaires et municipales. Elle contrecarre alors la figure racialisée portée par le gouvernement et ouvre le champ des possibles en matière d'autonomie. Cette image renouvelée de la lutte autonomiste dépasse le cadre proposé par les acteurs politiques de la communauté de San Sebastián Tutla. Si les revendications évoquent l'autonomie, leur combat semble moins catégorique en ce qu'ils souhaitent s'inscrire davantage dans un mouvement de coopération avec l'État, quitte à reproduire ces schémas de domination et subordination dont nous parle si bien Mariana Mora. Cependant, des éléments similaires semblent émerger de cette mise en comparaison des luttes autonomistes sur les territoires revendiqués comme indigènes au Mexique. En effet, nous pouvons lire une même volonté d'innovations politiques et territoriales pour réinventer des formes de politiques. La notion d'innovation est primordiale, notamment grâce à l'émergence d'espaces interculturels.

L'autonomie mise en œuvre par les membres actifs de la communauté de San Sebastián Tutla se caractérise avant tout par cette capacité à créer des formes d'innovation à travers des politiques hybrides. Ainsi, comme j'ai pu le démontrer, les activités – si elles prétendent défendre une tradition indigène – deviennent avant tout l'écho d'expressions contemporaines. La création de nouveaux postes davantage éducatifs et culturels dans leur système de charges, leur insertion dans un mouvement international (journée des peuples autochtones, manifestations culturelles indigènes transrégionales, intensification de leurs présence sur les réseaux sociaux et *a fortiori* dans le monde numérique), et enfin leur capacité à s'ancrer au sein des enjeux contemporains sur les mouvements sociaux de la société civile ; tous ces éléments prouvent leur incroyable potentiel d'adaptation et d'innovation dans des logiques interculturelles.

D - Espaces interculturels, espaces d'innovations

L'interculturalité

La notion d'interculturalité est sans nul doute née de celle de multiculturalisme. Le multiculturalisme, selon Judith Bokser (2010), comprend différentes dimensions théoriques et pratiques. En premier lieu, il est descriptif et renvoie à la présence de divers groupes ethniques et culturels au sein d'une même société ; deuxièmement, il est philosophique quant à sa dynamique normative et prescriptive face à la réalité ; et troisièmement, en se situant dans les politiques publiques qui sont formulées face à l'énonciation d'une réalité multiculturelle.

Cependant, le multiculturalisme a une composante politico-libérale qui cherche à répondre aux demandes des « minorités » ethniques, nationales ou culturelles car elles reflètent une menace pour la stabilité politique des démocraties libérales. La tendance du multiculturalisme ne repose ainsi pas tant sur les revendications authentiques des collectivités et des individus placés en situation d'inégalité et de domination, mais plutôt de faire en sorte que ces revendications cessent d'être une menace pour la conception libérale de la société.

La pensée libérale axée sur la défense et l'instauration des droits humains universels ne s'accommode pas d'éléments spécifiques des cultures et tend donc à dominer et à éteindre leur identité culturelle. La question de l'interculturalité a donc émergé face à ce débat et ces enjeux et a quitté la sphère des seuls discours intellectuels et gagne constamment du terrain parmi ceux qui élaborent les politiques publiques et surtout parmi les acteurs politiques locaux qui la pratiquent. L'interculturalité conduit à la coexistence des cultures sur un pied d'égalité. Il est polysémique, il a donc de multiples interprétations, qui dépendent du contexte de l'utilisateur. L'interculturalité est surtout considérée aujourd'hui comme un outil d'émancipation, de lutte pour une égalité réelle, ou une équité réelle, au sens non seulement très superficiel mais aussi matériel de la culture. Cela est évident dans l'identité des peuples autochtones, qui ne sont jamais identifiés seulement par leur origine mais aussi par leur occupation.

Le Conseil de l'Europe par exemple a été activement impliqué dans la mise en œuvre de l'interculturalité à travers l'apprentissage interculturel dans le travail de la jeunesse, la capacité interculturelle dans l'éducation, le dialogue interculturel dans la sphère publique et l'intégration interculturelle dans les politiques urbaines, ce qui fait particulièrement écho aux initiatives locales de San Sebastián Tutla soulevées précédemment et orientée vers la jeunesse de la *cabecera*. Le Livre blanc pour le dialogue interculturel adopté en 2008 par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, qui a synthétisé ces approches spécifiques dans un cadre conceptuel cohérent, est devenu une référence pour les juristes, dirigeants et praticiens du monde entier, qui adhèrent au paradigme interculturel et s'engagent dans la construction de politiques de promotion de la diversité. Après des consultations étendues et intensives, la ville de Mexico a été la première de la coalition mondiale en tant que ville interculturelle à envisager cette terminologie et ce concept dans le secteur juridique. Son approche holistique comprend également des efforts de modélisation pour d'autres villes qui reconnaissent le potentiel de la diversité en tant que ressource pour la créativité, la croissance et justement, l'innovation territoriale.

Dans un État comme le Mexique, la norme juridique est devenue l'instrument le plus efficace pour faire respecter le cadre des libertés fondamentales et des droits humains qui découlent de l'engagement des acteurs qui font partie des pouvoirs publics et de l'application du droit international public. Elle œuvre également à rendre plus efficace l'application des politiques qui ordonnent et régulent l'action publique et permettent aux citoyens d'interagir avec l'État. Cette réglementation juridique est basée sur ce qu'on appelle la « loi suprême de l'Union », qui se compose de la Constitution politique des États-Unis du Mexique, des lois qui en émanent et des traités internationaux approuvés par le Sénat de la République. D'autres types de systèmes juridiques qui le complètent en découlent, tels que l'émission de règlements, de normes, de déclarations, de plans et de programmes, entre autres. Il existe des dispositions juridiques dérivées des systèmes juridiques selon lesquelles chaque entité fédérale est mandatée par son organe législatif (les congrès et les législatures des États, et l'Assemblée législative dans le cas du District fédéral). En ce qui concerne les communes, il appartient non seulement aux lois générales et étatiques mais aussi aux règlements édictés par le conseil lui-même, qu'il soit élu par le mécanisme formel des élections ou par le principe des usages et coutumes comme à Oaxaca, sans oublier les municipalités autonomes qui existent dans le cas du Chiapas, produit du soulèvement populaire de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Depuis le mandat présidentiel de 2000-2006, l'État mexicain a commencé à brandir officiellement le multiculturalisme comme l'axe de gestion de la diversité dans la société mexicaine. Ceci commence dans les années 1990, quand les revendications des peuples indigènes pour le respect de leurs droits se sont fortifiées et ont acquis une visibilité sur le plan national et international. On peut constater en quelque sorte que les peuples indigènes demandaient une autonomie alors que l'État offrait une interculturalité (Dietz 2005). Les implications de ce multiculturalisme « à la mexicaine » s'observent sur le plan juridique, politique et éducatif, principalement par l'abandon de l'indigénisme assimilateur et par l'entrée dans ce que certains ont appelé une version modérée et néolibérale de la gestion de la diversité. L'éducation interculturelle par exemple a fondamentalement été orientée vers l'attention des peuples indigènes, mais avec une vision limitée de la diversité et du concept de culture. Peu à peu on a parlé de rendre transversale l'interculturalité et de la nécessité d'offrir une éducation interculturelle à tous. Autant au Mexique que dans les autres pays latino-américains, l'interculturalisation des pratiques politiques, éducatives, sanitaires et culturelles, est un domaine d'articulation émergeant de la nouvelle relation entre l'État et les peuples indigènes.

On part d'une définition transversale de l'interculturalité, comprise comme l'acquisition et le déploiement de capacités et savoirs faire qui vont au-delà de l'identité ethnico-indigène et qui transcendent l'alternative entre « ce qui est propre » et « ce qui est étranger » afin d'amplifier l'éventail des références, des savoirs et des canons culturels pour que ceux-ci rendent possible un « dialogue interculturel » (Mendoza Zuany 2006) entre les divers acteurs impliqués. Cette notion transversale de l'interculturalité est pourtant souvent perçue comme exogène, produit d'une « migration du discours » provenant du débat européen autour de l'éducation interculturelle et non pas de la tradition propre de l'éducation indigène (Mateos Cortés 2007). En choisissant d'axer ses politiques publiques en adéquation avec le cadre législatif interculturel, l'État a dû admettre la création d'espaces interculturels publics, qui comprennent des espaces physiques tels que des rues, des marchés et des magasins, des jardins d'enfants, des écoles, des universités, des centres culturels, des clubs, des salles de réunion, des espaces religieux, des musées, des bibliothèques et d'autres installations récréatives ou virtuelles telles que les médias, les espaces dans les urbanisations, les villes, les quartiers, les communautés, les parcs, entre autres, qui évitent la concentration d'espaces univoques où seuls les membres d'une culture dialoguent et stimulent la création d'espaces à multiples facettes.

Initiatives locales

Grâce à la diversité des références émanant des dialogues interculturels, les savoirs peuvent être choisis et appropriés, les individus peuvent « gérer » leur identification au cours de leur vie, et donc adapter la nature de leurs liens à autrui et de leurs projets. Le principal questionnement porte alors sur les initiatives locales⁷⁸ et sur la façon dont les espaces, ici interculturels, modèlent de possibles autonomies. Le développement d'un territoire semble dépendre en grande partie des initiatives locales à condition de pouvoir compter sur un important capital socio-territorial. Ce capital est avant tout possible grâce à ce que j'ai régulièrement évoqué au cours de cette thèse, le « sentiment du territoire », une forme de conscience territoriale qui permet aux acteurs locaux de partager une solidarité commune. Les individus sont alors à même de créer des formes de partenariats et d'alliances, finalement le renforcement des structures et réseaux locaux qui vont jouer un rôle majeur dans la mobilisation des ressources et la création de nouvelles initiatives. Cette forme « d'action collective » (Klein, 2005) provoque à travers l'exemple des communautés zapatistes appréhendées, tout comme sur mon terrain à Oaxaca la création d'entités plus ou moins autonomes participant à la territorialisation de l'autonomie.

La problématique principale de ces possibilités d'innovations autour de la notion d'interculturalité demeure bien souvent les oppositions entre groupes installés et nouveaux venus dans le paysage urbain, comme c'est le cas à San Sebastián Tutla. Pour briser cette logique de ségrégation, les solutions, pourtant, ne manquent pas ; les phénomènes migratoires, tout particulièrement, pourraient jouer un rôle déterminant. L'immigration rencontrée sur le terrain qui semble être source de tant de conflits et bloquer les possibles d'après les membres de la communauté pourrait au contraire selon les termes d'Ahmed Boubeker (2008), se vivre comme des rencontres, « On croit toujours recréer ici le monde de là-bas, mais on est ici et le monde est toujours nouveau car on ne cesse de le créer ». Frederik Barth nous apprend que les frontières interethniques, loin d'être des barrières protectrices d'identité préalablement définies de manière close, sont le lieu de construction d'identités nouvelles. Les frontières sont alors à considérer comme des lieux d'ancrages symboliques qui peuvent avoir des traductions territoriales

⁷⁸ Nous avons vu en première partie une description détaillée des manifestations et initiatives locales mises en place par le gouvernement local et les membres actifs du bourg chef-lieu, notamment à travers les nombreuses activités proposées par la Maison de la Culture, les événements scientifiques et culturels presque mensuels retransmis sur les réseaux sociaux.

– des lieux d’interactions à partir desquels se négocient les identités. Pariant sur la capacité d’innovation des groupes avec lesquels j’ai travaillé, mon regard s’est porté au-delà de leurs discours sur ce que ces proximités inter-ethniques apportent. Évidemment, leurs angoisses et replis identitaires sont nombreux face au rapprochement de la capitale d’État Oaxaca et le quartier d’El Rosario. Les discours convergent vers une perte identitaire alors que ces rapprochements semblent au contraire créer de multiples espaces d’innovations aussi bien politiques que culturels. Les mutations et adaptations politiques observées sont autant d’éléments révélateurs de l’importance de ces espaces d’innovations rendus possibles par l’interculturalité. La migration apparaît alors comme la dimension constitutive d’un processus de réinvention du territoire dans une articulation du local et du global. Un appui sur des points d’ancrage permet, en effet, de rendre compte de la construction du local à travers des dynamiques globales. De nouveaux espaces intermédiaires émergent au sein des villes et des périphéries urbaines comme de possibles interstices à travers lesquels apparaissent de nouvelles règles d’usage des espaces publics. C’est ce qu’Isabelle Stengers appelle le « cosmopolitique », un monde commun qui n’est en aucun cas un universel abstrait et qui n’est surtout jamais donné (dans tous les sens du terme), puisque toujours à construire ensemble dans la complexité, la diversité et le conflit. Les quartiers multiethniques sont des lieux où il faut trouver sa place entre le jeu de mise à distance et l’accommodement réciproques.

Cet accommodement est indubitablement source de tensions comme je le constate sur le terrain. A San Sebastián Tutla, on perçoit une volonté forte de se définir en opposition à ces nouveaux arrivants tout en revendiquant une origine zapotèque commune métissée à la culture espagnole. Contrairement à ce que nous avons vu précédemment avec les luttes zapatistes, cette communauté souligne une volonté d’interculturalité mais en proposant un imaginaire culturel excluant une partie de la population. Cet imaginaire met en relief un ensemble d’éléments, d’histoires, de récits, de fictions et d’images partagés qui ont été remodelées au cours de l’histoire pour devenir le point de référence de cette communauté « indigène ». Comment dès lors déplacer ce regard pour proposer de nouvelles formes d’appropriations culturelles qui prendraient en compte les récits de migrations et les relations avec les autres membres de la commune ? Les travaux sur ce sujet sont nombreux, l’un des plus connus est sans doute celui de Benedict Anderson, *Imagined Communities*. La question principale soulevée par cet ouvrage consiste à s’interroger sur le champ d’action qui permettrait de faire en sorte que les images construites au sein d’un imaginaire personnel puissent être partagées et socialisées. Au sein des villes qui aujourd’hui souhaitent se reconstruire ou se redéfinir, la question de la mémoire et du

patrimoine est très souvent posée, comme revendiquée à San Sebastián Tutla. La revendication de l'espace public comme lieu interculturel de réappropriation mène parfois à la création de véritables mouvements urbains.

Au sein de la communauté de San Sebastián Tutla, les sociabilités passent par cette capacité à appartenir à des organisations sociales, à travers celles-ci les membres actifs acquièrent des compétences et apprennent à s'organiser de façon autonome. Ces capacités sont toutefois à saisir au sein d'un ensemble plus vaste d'éléments nécessaires à la création de cet *empowerment*, tels que des institutions efficaces et adaptées à la circulation et à la diffusion de leurs valeurs, des instances de négociation des conflits sociaux locaux, une perception positive de l'identité et de leur appartenance. Tous ces éléments semblent en partie réunis dans la communauté zapotèque étudiée. L'institution étatique en légalisant le principe coutumier à même apporté un certain cadre positif à la mise en place de ces éléments. Mais derrière le cadre officiel de la capacité à créer un ensemble de possibles tournés vers l'autonomisation des populations locales, une certaine forme de continuité demeure dans la mise sous tutelle des instances indigènes par celles gouvernementales.

Conclusion

Conclusion

Ethnographier le conflit électoral de San Sebastián Tutla en partant du postulat qu'il s'inscrit dans des processus stratégiques de légitimation, historiquement construits à travers une crise socio-économique, constitue l'axe méthodologique majeur de ma recherche. Mon travail propose dès lors de dépasser les cadres normatifs des analyses effectuées sur l'État pour comprendre la capillarité entre celui-ci et la société. Envisager les stratégies mobilisées par les différents acteurs en compétition dans ce cadre a permis de saisir la redéfinition des rapports de forces et pouvoirs locaux ainsi que les mutations des régimes de politiques.

J'ai ainsi cherché à apporter un éclairage inédit sur les enjeux de revendications identitaires au Mexique en les analysant à l'aune de l'axe problématique central des questions de souverainetés. Penser le contemporain, nécessite comme le souligne Lomnitz (2016), d'aborder à la fois les formes sociales nouvelles et émergentes ainsi que les formes résiduelles et passées. Il a donc été nécessaire au cours de cette thèse de se soumettre à l'impératif bifocal d'analyser les mutations, les oppositions, les tensions, les stratégies et actions en train d'advenir tout comme les ancrages, les discours attachés au passé, les quotidiennetés ritualisées et les références aux mythes historiques. La principale volonté méthodologique de mon travail de recherche a été de ne pas succomber aux approches dualistes ou essentialistes, supposant d'un côté une vision positive ou négative de la démocratie revendiquée et d'un autre côté une homogénéité du discours communautaire. Ce sont avant tout les formes, les discontinuités et les ruptures davantage que les structures figées du fonctionnement des procédures coutumières qui ont été observées et approfondies.

Ainsi, j'ai notamment pu saisir la force de l'inscription et de l'intervention de l'État au sein des espaces ainsi que le poids du clientélisme et des rapports de force entre élites locales. J'ai également analysé les formes que prennent l'insertion des groupes sociaux dans la société et leur lutte pour accéder à la gestion de ces espaces. Rompre avec une vision homogénéisante des combats ou revendications des acteurs locaux a révélé la multiplicité et la complexité des enjeux de souverainetés, qu'il s'agisse de souverainetés familiales et individuelles, collectives ou politiques. Dès lors, ces différents aspects sont mis en avant dans ce travail à travers trois dimensions centrales, la première concerne les modalités du champ électoral à travers l'analyse

des discours, la seconde, les recours et enjeux internationaux des luttes locales, enfin la troisième, démontre comment les espaces étudiés sont des lieux d'innovations et de revendications identitaires aux dynamiques avant tout autonomistes. Le conflit électoral est alors un prétexte à l'analyse de mouvements de mutations socio-économiques beaucoup plus importants.

La première partie de ce travail de recherche n'est volontairement pas contextualisante, faisant de l'Histoire un élément central ou problématisant. Au contraire, le champ électoral a été privilégié pour saisir le microcosme social relativement autonome à l'intérieur du macrocosme social. La théorie du champ mobilisée a permis d'envisager la défense de l'autonomie comme un processus historique jamais inachevé ou irréversible. Appréhender les discours des acteurs locaux comme des appropriations de récits historiques a révélé les enjeux stratégiques des individus rencontrés. L'histoire est bien ici mobilisée, non pas pensée comme un fait mais envisagée à travers les récits. En effet, elle revêt trop souvent un caractère objectif et documenté. Au sein des sociétés contemporaines que j'ai interrogé à travers cette thèse, l'histoire est diffusée dans leurs groupes grâce aux documents, livres, symboles ou célébrations, permettant la cohésion et l'articulation des communautés à de prétendues origines. Les communautés en question vont alors grâce aux récits et à la mémoire collective « choisir » des éléments donnant sens à la collectivité.

Le système de charge et le vote communautaire, si l'on se réfère aux données historiques et aux discours des « anciens », n'avaient rien de luttes politiques ou d'affirmations identitaires. Mais à travers les enjeux contemporains développés et analysés à travers cette thèse, les pratiques communautaires se sont politisées et les dynamiques de pouvoir se sont révélées centrales. Les violents conflits qui ont émergé de ces mutations sont souvent revendiqués par les membres de la communauté à travers des discours indigénistes. Ainsi, ils les justifient comme des dommages collatéraux pour défendre leur identité zapotèque. Ces mouvements sont ainsi à lire à l'aune de la transition constitutionnelle, faisant de ce nouveau combat, un combat publiquement légitime.

La seconde partie de mes travaux porte sur la diffusion et la gestion internationales des revendications identitaires, culturelles et politiques des groupes identifiés comme autochtones (Bellier, 2017). Il a donc été fondamental de développer une analyse de ces dénominations. J'ai alors saisi le poids des Nations Unies dans la consécration de cette nouvelle catégorisation dans les ensembles coloniaux et postcoloniaux. Comme j'ai pu le démontrer à travers cette thèse, ces

dynamiques ont donné lieu à l'émergence d'un mouvement international et à la construction d'un espace politique transnational bien que les stratégies des acteurs locaux ne soient pas homogènes. La capacité organisationnelle mise en œuvre par les communautés co-existe avec ce que Tilly et Tarrow (2008) nomment « l'approche d'une structure d'opportunité politique » qui ouvre l'espace politique à la liberté d'expression et au droit d'association. A travers cette partie, j'ai principalement mis en relief cette énergie communautaire mobilisée comme relevant de stratégies de légitimation, principalement à des fins de modernisation et de développement. Ce que nous pouvons lire comme une forme de repli identitaire s'illustre avant tout par le désir d'autonomie et de participation politique à la vie quotidienne. L'émergence d'une « conscience collective » est alors apparue comme principale réaction à l'atomisation des structures socio-territoriales et au sentiment d'injustice sociale et économique provoquée par les réformes de décentralisation et l'intensification des flux planétaires. Le constat d'une dérégulation globale et le sentiment d'anxiété créé par celle-ci a alors fait émerger de nouvelles entités, de nouvelles luttes avec la volonté d'instaurer à minima une régulation sociale au niveau local.

Le dernier axe de mes travaux questionne les enjeux d'autonomie et de mutations sociales et politiques, notamment à travers la notion centrale de souveraineté. J'ai ainsi mis en lumière la modification et la volonté de création d'espaces de souveraineté locale, induite en partie par l'apparition de nouveaux types de politiques et discours davantage transnationaux, portés par la « démocratisation » et la décentralisation. Cette approche m'a permis de comprendre comment l'État mexicain maintient une partie de son ancrage au niveau local avec des phénomènes de cooptation, de gestion et de répression malgré des dynamiques indépendantes de l'appareil institutionnel ou l'apparition de nouveaux types de relations, comme la reconnaissance des « opposants » traditionnels comme interlocuteurs légitimes ou de nouvelles formes de conflictualités. Ces mutations aux enjeux et stratégies multiples comme mis en relief dans cette thèse ont dessiné de nouveaux espaces d'innovations et de négociations pour les acteurs locaux. Les individus soutenus par un langage communautaire et des institutions efficaces, ont pu adapter la circulation et la diffusion de leurs valeurs et imposer de nouvelles marges de manœuvre pour asseoir leur souveraineté locale. Il est précisément intéressant de souligner ici leur récente gestion de la crise pandémique. Alors que je suis en contact sur les réseaux sociaux avec plusieurs membres de la communauté, j'apprends qu'ils ont décidé de barricader leur territoire municipal (seulement le centre municipal, excluant El Rosario de cette pratique). En effet, ils ont bâti des murs de terre, de pierres et de végétation afin de rester confinés entre eux au sein de la commune et qu'aucun étranger ne puisse entrer. Tout un réseau d'aide alimentaire

et de solidarité s'est alors développé démontrant leurs capacités autonomistes et leur volonté d'asseoir une forme de souveraineté locale.



Figure 38 : centre de vaccination à San Sebastián Tutla

(Source : Page Facebook de San Sebastián Tutla)



Figure 39 : deux jeunes filles qui s'affichent pour la vaccination des 18-29 ans dans le cadre d'une politique vaccinale à San Sebastián Tutla

(Source : page Facebook de la municipalité)

De nouvelles dynamiques sont en effet à l'œuvre à San Sebastián Tutla et laissent percevoir de fortes adaptations contemporaines loin des échos passéistes de certains discours entendus lors de mes premiers pas sur le terrain. Les derniers moments passés avec Gicela devant le palais municipal laissent déjà entrevoir de fortes mutations à venir pour cette municipalité. Elle avait à cœur de me signifier à quel point elle lutterait pour leurs traditions et leurs coutumes mais qu'il lui paraissait fondamental de ne jamais se couper du contemporain et de ce qu'elle nommait la modernité. Elle avait œuvré une grande partie de sa vie à mettre en place de nombreux événements pour développer la culture zapotèque au sein de sa communauté. En effet, Gicela avait été maître d'œuvre dans la construction, le développement, la promotion et l'efficacité de la maison de la culture de San Sebastián Tutla. Ce lieu est d'ailleurs devenu avec le temps une référence dans la région pour qui souhaite pratiquer les danses, les musiques, les arts et le folklore des cultures oaxaqueniennes. Cet endroit bien que représentant le garant de leurs cultures traditionnelles se voulait pour Gicela avant tout symbole de la modernité et du dynamisme de leurs pratiques. La secrétaire municipale a également été aux manettes du concours de la reine de beauté afin de « mixer les références culturelles » et de séduire la jeunesse qu'elle prétend ne pas pouvoir convaincre sans une bonne dose de références à leur « culture de jeunes »⁷⁹. Il est ici intéressant de comprendre la dynamique à l'œuvre à San Sebastián Tutla, cette volonté de « faire du nouveau avec de l'ancien » en ne cessant jamais de s'adapter pour continuer d'exister. Gicela espérait d'ailleurs un jour pouvoir briguer le poste de présidente municipale et rompre avec ce qu'elle qualifiait elle-même de « tradition machiste », excluant tacitement les femmes des postes à responsabilité. Comme je l'ai démontré au cours de ce travail doctoral, l'ambition des membres de la commune n'est pas d'affirmer une identité culturelle et politique en opposition au gouvernement en place ou de lutter contre l'État mais bien de préserver certaines de leurs traditions, notamment pour ne pas perdre une forme de pouvoir et de légitimité. On retrouve d'ailleurs ces mêmes enjeux dans les actions menées par les jeunes de San Sebastián Tutla et leur collectif en souhaitant porter un nouveau discours modernisateur et autonomiste tout en préservant leur culture.

En partant de San Sebastián Tutla, j'avais à cœur de maintenir le lien, savoir ce qu'il adviendrait des combats modernisateurs de Gicela et sa fille et de nombreuses autres femmes

⁷⁹ J'utilise entre guillemets les termes employés par Gicela pour évoquer la mixité qu'elle juge nécessaire entre la culture zapotèque de ses ancêtres et des références contemporaines pouvant séduire la jeunesse de sa communauté.

rencontrées lors de mon parcours. En maintenant le contact avec plusieurs des interlocuteurs privilégiés, j'ai pu continuer d'observer à distance les mutations et dynamiques en cours malgré nos éloignements physiques et temporels. J'ai ainsi appris le 1er janvier 2022 que le 25 décembre avait eu lieu l'élection du « juge unique constitutionnel »⁸⁰, qualifiant pour la première fois de son histoire une femme à ce poste porteur de tant de symboliques.



Figure 40 : affiche d'annonce de la victoire de la première femme juge de Paix à San Sebastián Tutla

(Source : page Facebook de la municipalité)

⁸⁰ Comme je l'ai évoqué à de maintes reprises dans cette thèse, le juge constitutionnel du village est une sorte de juge de paix, permettant le maintien d'une certaine cohésion communautaire sans avoir à passer par les autorités officielles du gouvernement de Oaxaca. Il règle notamment les affaires intra-familiales et les petits conflits locaux.



Figure 41 : Jour de l'élection de la première femme Alcalde

(Source : page Facebook de San Sebastián Tutla)

Cette élection est d'autant plus significative pour moi que quelques années auparavant alors que je me trouvais précisément dans le bureau du juge de paix de l'époque encerclée de toute son équipe, j'évoquais la possibilité d'élire une femme à ce poste si prestigieux. J'avais alors rencontré une réprobation totale de la part de mes interlocuteurs. Ils m'avaient expliqué qu'il était envisageable de voir un jour une femme devenir présidente, un poste plus formel et administratif mais que pour être juge de paix, il fallait « savoir maîtriser ses émotions et rester neutre », ce qui leur paraissait inconcevable pour une femme. Guillermina Isabel Navarro Reyes, première femme juge de paix de l'histoire de cette commune, nous révèle alors toutes les adaptations nécessaires au maintien de coutumes en constantes mutations. Cependant, comme je l'ai souligné tout au long de mon travail de recherche, malgré les capacités d'adaptations et d'innovations des acteurs locaux rencontrés et leur volonté de créer du commun en vue de leur autonomisation, une certaine forme de continuité demeure dans la mise sous tutelle gouvernementale de leurs instances. En acceptant l'institutionnalisation de leurs pratiques, les

communautés de l'État de Oaxaca ont perdu en réelles capacités autonomistes même si elles ont gagné en mise en relief d'espaces davantage interculturels.

Ce constat aurait pu être développé à l'aune d'éléments de comparaison plus importants, notamment grâce à des analyses au sein d'autres dynamiques de divers États mexicains ou américains. L'ambition de départ de cette thèse allait précisément dans ce sens. Même si cela a été succinctement proposé à travers le regard porté aux normes internes du villages de Huehuetla dans l'État de Puebla, une véritable analyse comparée de l'adaptation des « communautés indigènes » aux mutations politiques, en interrogeant les effets de la reconnaissance des pratiques coutumières, au sein de plusieurs communes du Mexique aurait été également très intéressante. En effet, un travail centré sur l'étude de l'espace créé, développé et revendiqué comme étant indigène aurait permis de saisir plus justement, les enjeux de l'application de nouvelles formes de légitimités politiques. L'analyse de contextes et réalités locales variés aurait notamment permis l'examen en profondeur de dispositifs participatifs différents afin de saisir l'intégration des populations dites « indigènes » aux dispositifs de participation citoyenne, et les mises en place d'une institutionnalisation ou non de la participation citoyenne des communautés. Ainsi, L'étude comparée permet de sortir d'une démarche monographique, sans renoncer à une approche localisée. J'aurais dès lors pu appréhender le caractère unique ou non de la dynamique rencontrée à San Sebastián Tutla, faisant de la création d'un espace interculturel, un lieu d'innovations permettant la réalisation d'une économie, d'une légitimité politique et par la résolution de conflits, de nouveaux arrangements institutionnels. Cette légitimité institutionnelle basée sur la question de l'interculturalité et de la participation politique, économique, sociale et culturelle des « peuples autochtones » permettant dans le cas étudié la redéfinition de l'État et de son inscription au niveau local. A travers l'étude de cas différents, l'intérêt est de révéler les nouvelles dynamiques politiques vécues par les groupes locaux et principalement l'essor d'un nouvel ordre politique comme j'ai souhaité le révéler dans mon travail de recherche. Malgré un début de comparatisme et une réelle volonté de mise en place de cette option je n'ai pu sur la durée maintenir ce projet. En effet, le temps que réclame une réelle ethnographie a été trop important à San Sebastián Tutla et je n'ai pu mener un tel travail au sein de plusieurs communes. Il m'a fallu un travail de longue haleine pour saisir les ressorts de leurs relations complexes et dynamiques et comprendre le politique en acte nécessite une assiduité et une rigueur que je n'ai pu ou su développer au sein de différentes municipalités. Cependant, ce projet continue de me

paraître pertinent et je souhaite poursuivre mes recherches notamment dans ce sens, en saisissant à travers la mise en comparaison de différentes adaptations contemporaines, le développement d'un nouvel ordre politique.

Cette question du nouvel ordre politique a été centrale dans mes travaux. Fort des analyses précédentes, il sera désormais l'heure de passer du constat de la situation actuelle, posture toujours confortable, aux tentatives d'ébauches de ce qui pourrait être, ce qui représente un engagement certain pour ceux qui s'essaient à un tel exercice de pensée. Il s'agit dès lors de ne pas se focaliser sur les mécanismes d'instances plus ou moins obsolètes, mais davantage se concentrer sur les espaces d'innovations et de réinventions qui font surface (Chemillier-Gendreau, 2013). L'intensification des flux globaux et l'érosion des pouvoirs étatiques montrent à quel point l'échelon national devient limité pour l'analyse des sociétés d'aujourd'hui et de demain. Non seulement la compétition économique entre les nations les enchaîne à un libéralisme sauvage, mais en plus leurs institutions politiques – telles que les démocraties représentatives – paraissent inefficaces à la gestion d'enjeux globaux. L'idéologie capitaliste, désormais généralisée à « l'entièreté » de notre monde, met la priorité sur l'enrichissement et ne réfléchit qu'à court terme, pour satisfaire les exigences des consommateurs et des actionnaires. Quant à la démocratie représentative, celle-ci ne semble pas permettre l'élaboration de mesures politiques engagées suffisamment à long terme, puisque le rythme des élections et les mouvances populistes empêchent les représentants de se projeter à long terme et d'envisager un vivre-ensemble échappant aux enjeux d'affirmations identitaires. En ce sens, c'est par de nouvelles approches que nous devons rechercher les modalités selon lesquelles la liberté et l'idéal démocratique pourraient être les piliers de l'organisation politique globale de demain. Le défi majeur d'une telle innovation repose sur la prise en compte de la diversité des sociétés, pour forger l'outil administratif et judiciaire idéal d'un gouvernement politique. Si des esquisses de solutions ont été instaurées avec l'avènement des organisations onusiennes, le constat demeure mitigé : le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne paraît pas suffisant, à défaut de fournir des éléments d'identification d'un peuple et de leur proposer des futurs différenciés.

Bibliographie

Bibliographie

ABELES, M., « Anthropologie politique de la modernité », *L'Homme*, tome 32 n°121, 1992.

ABELES, M., *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990.

ABÉLÈS, M., *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 2008.

ABELES, M., *Le spectacle du pouvoir*, Paris, Carnet de l'Herne, 2007.

AGIER, M., *Esquisses d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2009.

AGIER, M., *L'invention de la ville*, Paris, Archives contemporaines, 1999.

ALTHABE G., HERNANDEZ V., « Implication et réflexivité en anthropologie » In : *Journal des anthropologues*, 2004.

ANDERSON B., *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso, London, 2010.

AUGÉ M., « Retour sur les « non-lieux », Les transformations du paysage urbain », *Communications* 2010/2 (n° 87).

AZIZ A., ALONSO J., « Votos, reglas y partidos », In AZIZ A et al., *México al inicio del Siglo XXI : Democracia, ciudadanía y desarrollo*, México, CIESAS-Porrúa, 2003.

BADIE, B., *La fin des territoires : essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995.

BAILÓN J., *Pueblos indios, élites y territorios. sistemas de dominio regional en el sur de México: una historia política de Oaxaca*, El Colegio de Mexico, 1999.

BALANDIER G., *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1969.

BALANDIER G., *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, 1980.

BARCENAS F., *Autonomía y derechos indígenas en México*, México, UNAM, 2005.

BARON C., ALOU M., « Action collective, décentralisation et services de l'eau en Afrique subsaharienne », *Mondes en développement*, 2011/3 (n°155).

BARTRA R., *La sangre y la tinta. Ensayo sobre la condición postmexicana*, Mexico, Oceano, 1999.

BAUMAN R., L. BRIGGS C., « Poetics and Performance as Critical Perspectives on Language and Social Life », *Annual Review of Anthropology*, Vol 19, 1990.

BAUR I., BINDER C. R., « Adapting to Socioeconomic Developments by Changing Rules in the Governance of Common Property Pastures in the Swiss Alps », *Ecology and society* 18 (4), December 2013.

BAYART J.-F., *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

BAYART J.-F., MBEMBE A., TOULABOR C., *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2007.

BEAUCAGE P., « Éclatement de l'imaginaire de l'indianité : discours et acteurs contemporains », *Les frontières du politique en Amérique latine*, 2006.

BELLIER I (dir.), *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, 2013.

BELLIER I., « Les droits des peuples autochtones. Entre reconnaissance internationale, visibilité nouvelle et violations ordinaires », *L'Homme & la Société*, 2018/1 (n°206).

BENGOA J., « Violence et émergence de l'indianité en Amérique », *Ateliers*, 2003, n°26.

BERGER M., CEFAÏ D., GAYET-VIAUD C., (dir.), « Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble », Bruxelles, Peter Lang, 2011.

BILLIG M., 2009, « Discursive psychology, rhetoric and the issue of agency », *Semen* [En ligne], 27 | 2009.

BIZBERG I., « La transformation politique du Mexique : fin de l'ancien régime et apparition du nouveau ? », *Critique internationale* 2003/2 (no 19).

BLASER M., FEIT H., McRAE G., (dir.), *In the Way of Development. Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization*, Londres et New York, Zed Books, 2004.

BLONDIAUX L., *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Seuil, « La république des idées », 2008.

BLOOM T., STEPPUTAT F., (dir.), *States of Imagination. Ethnographic Explorations of the Postcolonial State*, Durham and London, Duke University Press, 2001.

BLUNDO G., « Décentralisation et pouvoirs locaux. Registres traditionnels du pouvoir et nouvelles formes locales de légitimité (Atelier : II) », in *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 16 | 1998, mis en ligne le 15 novembre 2006.

BOISIER S., *Regionalization processes : past crises and current options*, Bibliothèque numérique des Nations Unies, 1994.

BOKSER J., *Identities in an Era of Globalization and Multiculturalism*, Brill, 2010.

BOLTANSKI L., THÉVENOT., *De la justification. Les économies de la grandeur*, NRF Essais, Gallimard, 1991.

BOURDIEU P., *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Le Seuil, 1972.

BOURDIEU P., «Le champ scientifique», *Actes de la recherche en Sciences sociales*, Numéro 2-3, 1976.

BOURDIEU P., *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.

BRUNET R., « L'organisation de l'espace a des lois », *Sciences humaines*, 1995, n°54.

BURGUETE C., ARACELY R., *Sistemas normativos indígenas y disputas por el agua en Chamula y Zinacantán, Altos de Chiapas*, Texcoco, Estado de México, Universidad Autónoma Chapingo. Dirección de Centros Regionales Universitarios, 1998.

CARRASCO E., « La comunalidad como base para la construcción de resiliencia social ante la crisis civilizatoria », *Polis*, 33 | 2012.

CASTELLS M., *La montée de la société en réseau, L'ère de l'information: économie, société et culture*, Vol. 1, Oxford, Blackwell, 1996.

CHARAUDEAU P., *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan / Institut national de l'audiovisuel, « Médias-Recherches », 1997.

CHEMILLIER-GENDREAU M., *De la guerre à la communauté universelle*, Paris, Broché, 2013.

CHEMILLIER-GENDREAU M., *Humanité et souverainetés, Essai sur la fonction du droit international*, TAP / HIST Contemporaine, La Découverte, 1995.

COCHET H., « MEXIQUE - La Réforme Agraire : 77 années d'intervention de l'État en matière foncière. », *Association pour contribuer à l'amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles*, 2009.

COLLOMBON M., *Les à-côtés du zapatisme contemporain. Réseaux de résistance et mobilisations dans le Chiapas des années 2000*, *Mouvements* 2013/4 (n° 76), 2013.

COMBES H., *Les lieux de la colère. Contester de Madrid à Sanaa* (coordonné avec David Garibay et Camille Goirand), Paris, Karthala, 2016.

COPANS J., « L'anthropologie politique en France après 1980. Une démission programmée ? », *Social anthropology*, 14, 2003.

CUAUHTÉMOC B.L., ALEGRÍA J.M.L., MARTÍNEZ V.L.J., *Mitos y daños (crítica al gobierno y magisterio)*, Editorial Siembra, Oaxaca de Juárez, Mexico, 2010.

DE L'ESTOILE B., « Savoirs anthropologiques, administration des populations et construction de l'État », numéro spécial " Anthropologies, États et Populations", *Revue de Synthèse*, n°3/4, 2000.

OLIVIER DE SARDAN J-P., « La politique du terrain », *Enquête*, 1998, n°1.

DEFFONTAINES J.P., MARCEPOIL P., MOQUAY P., *Le développement territorial : une diversité d'interprétations. Représentations spatiales et développement territorial*, Hermès Science Publications, 2001.

DEHOUE D., « L'Influence de l'État dans la transformation du système des charges d'une communauté indienne mexicaine », *L'Homme*, 1974, tome 14 n°2.

DEHOUE D., *La géopolitique des indiens du Mexique*, Paris, CNRS éditions., 2003.

DELCOURT B., « Les mirages de la citoyenneté mondiale », In JENSON J., MARQUES-PE-REIRA B., REMACLE E., (dir.), *L'État des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*, Thématique Sciences sociales, 2007.

DEVINEAU J., « Les associations de municipes dans l'État d'Oaxaca, Mexique, entre l'action collective et la politique institutionnelle », Publication en ligne sur le site de l'OPALC (observatoire politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes), avril 2009.

DEVINEAU J., « Les politiques d'équipement au Mexique : Privatisation, décentralisation et reconfiguration du pouvoir politique en milieu rural », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 17, N°3, 2010.

DI MÉO G., BULÉON, P., (dir.), *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin, 2005.

DI MEO G., *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 1998.

DÍAZ POLANCO H., SÁNCHEZ C., *México diverso: el debate por la autonomía*, México, Siglo XXI, 2002.

DÍAZ POLANCO H., *Autonomía regional: La autodeterminación de los pueblos indios*, Siglo XXI de España Editores, Broché, 2003.

DÍAZ POLANCO H., *La rebelión zapatista y la autonomía*, México, Siglo XXI, 1997.

DÍAZ POLANCO H., UGGEN J-F., *Indian Communities and the Quincentenary*, Siglo XXI, 1992.

DÍAZ POLANCO H., « Discordia en la familia liberal. La identidad y la razón en América Latina » en *Movimiento-ALAI (Quito)* Vol. XXV, N° 336, 2001.

DIETZ G., « Del multiculturalismo a la interculturalidad: evolución y perspectivas », *Academia en ligne*, 2005.

DIONNE P., ROGER J., *Le stratège du XXIème siècle : vers une organisation apprenante*, In DODIER R., ROUYER A., SECHET R., *Territoires en action et dans l'action*, PU Rennes, 2008.

DUCHESNE S., *Who's afraid of banal nationalism? Nations and Nationalism*, Blackwell Publishing, 2018.

DURKHEIM E., *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, collection Quadrige, 1985.

ELIADE M., *The Sacred and the profane*, New York, Harcourt, Brace, 1959.

ELIAS N., *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997.

ERHARD F., *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*, SEUIL, 1997.

ESCOBAR A., RESTREPO E., « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, 62 | 2009.

EVANS-PRITCHARDS E.-E., FORTES M., *Systèmes politiques africains*, Paris, PUF, 1940.

FAVRE H., « La question indienne au Mexique », In: *Politique étrangère*, 1965.

FAVRE H., *Chiapas 1993. Tentative d'analyse d'une situation insurrectionnelle*, Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2002/5.

FAVRE H., LAPOINTE, M., *Le Mexique de la réforme néolibérale à la contre-révolution: la présidence de Carlos Salinas de Gortari, 1988-1994*, L'Harmattan, 1997.

FOUCAULT M., « Deux essais sur le sujet et le pouvoir » In: DREYFUS H., et RABINOW P., FOUCAULT, M., *Un parcours philosophique*, Paris, Gallimard, 1984.

FOUCAULT M., *Il faut défendre la société, Cours au Collège de France.1976*, Paris, Hautes Etudes/ Gallimard-Seuil, 1997.

FOUCAULT M., *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Collection Bibliothèque des Histories, Gallimard, 1975.

FRAZER J.-G., *The Golden Bough. A Study in Magic and Religion*, New York, Penguin Books, 1996.

GARIBAY D., MARQUES-PEREIRA B., *La politique en Amérique latine*, collection U, Armand Colin, 2011.

GEERTZ C., *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

GOFFMAN E., *Les rites d'interactions*, Paris, Les Editions de Minuit, 1974.

GOIRAND C., « Le Nordeste dans les configurations sociales du Brésil contemporain », *CE-RISCOPE Pauvreté*, 2012.

GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R., ROUX E., « Les acteurs, ces oubliés du territoire », *Anthropos*, 2003.

HALBWACHS M., *Morphologie sociale*, Paris, Armand Colin, 1938.

HATCHUEL A., « Quel horizon pour les sciences de gestion : vers une théorie de l'action collective », *Les nouvelles fondations des sciences de gestion*, 10 (en ligne), 2000.

HERMET G., « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice. Problèmes méthodologiques de l'analyse des situations autoritaires », *Revue française de science politique* XXV, 1975, n°6.

HOBBSBAWM E., RANGER, T., (dir.), *L'invention des traditions*, Paris, Editions Amsterdam, 2012.

HOFFMANN O., RODRÍGUEZ M., *Introducción. Los retos de la diferencia, Actores de la multiculturalidad entre México y Colombia*, CEMCA-CIESAS-ICANH-IRD, México, 2007.

HOGG, M., ABRAMS, D. 1998, *Social identifications: A social psychology of intergroup relations and group processes*, Taylor & Frances/Routledge, 1988.

HONNETH A., *La Lutte pour la reconnaissance*, Collection Passages, Paris, 2000.

JAMART C., *L'État de Oaxaca (Mexique): reconnaissance des droits indigènes et gouvernance locale des territoires*, Association pour contribuer à l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER), 2009.

JUAN MARTINEZ V.-L., « De la ficción constitucional al espejismo multicultural. Derechos indígenas en la legislación oaxaqueña », *Diez Voces a Diez Años*, Oaxaca, EDUCA, 2005.

KAY B.-W., JACKSON J.-E., (eds), *Indigenous movements, self-representation and the state in Latin America*, Austin, University of Texas Press, 2002.

KLEIN W., Language acquisition at different ages. In MAGNUSSON D., (Ed.), *Individual development over the lifespan: Biological and psychosocial perspectives*,. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

L'ESTOILE B., « Le goût du passé. Erudition locale et appropriation du territoire », *Terrain*, 2001, n° 37.

LAGANIER R., VILLALBA B., ZUINDEAU B., « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Développement durable et territoires* [Online], Dossier 1 | 2002.

LAPLANTINE F., *Je, nous et les autres*, Paris, Le Pommier, 1999.

LATOUR B., *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 1989.

LAURELLI E., ROFMAN A., *Descentralización Del Estado: : requerimientos y políticas en la crisis*, Ediciones CEUR, Buenos Aires, 1989.

LE BOT Y., « Le renversement historique de la question indienne en Amérique Latine », *Amérique Latine Histoire et Mémoire*, n°10, Identités : positionnements des groupes indiens en Amérique latine, 2004.

LE BOT Y., *La guerre en terre maya : Communauté, violence et modernité au Guatemala*, Paris, Karthala, 1992.

LE BOT Y., *Violence de la modernité en Amérique latine*, Paris, Karthala, 1994.

LE BOT Y., *La Grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont, 2009.

LE SAOUT R., « Les rapports de pouvoir entre les élus et l'élite administrative locale dans les 5 municipalités urbaines », *Les enjeux des élections municipales*, Savoir/Agir, 2013, n°25.

LEGORRETA DÍAZ M.-C., *Religión, política y guerrilla en Las Cañadas de la Selva Lacandona*, Mexico, Cal y Arena, 1998.

LEVY J., LUSSAULT M., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003.

LINDBERG G., FAHLBECK., « New forms of local collective governance linked to the agricultural landscape: identifying the scope and possibilities for hybrid institutions », *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology*, Inderscience Enterprises Ltd, vol. 9(1/2), 2011.

LINHARDT D., « Avant-propos : épreuves d'État », *Quaderni*, 78 | 2012.

LOCKHART J., « Some Nahua concepts in postconquest guise », *History of European ideas*, Routledge, Volume 6, 1985.

LOMNITZ C., *La nacion desdibujada*, Malpaso, Ensayo general, 2016.

LOPEZ CABALLERO P., *Les Indiens et la nation au Mexique, une dimension historique de l'altérité*. Paris, Karthala, 2012.

LUSSAULT M., « Chapitre 1 : Action(s) ! », In LEVI J., LUSSAULT M (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*, éd. Belin, Paris, coll. Mappemonde, 2000.

MARTIGNY V., *Le retour du prince*, Paris, Flammarion, 2019.

MARTIN D.-C., *Nouveaux langages du politique en Afrique orientale*, Paris, Karthala, 1998.

MARTIN D.-C., *Sur la piste des OPNI*, Recherches internationales, Paris, Karthala, 2002.

MELUCCI A., *Quale globalizzazione? Studi di Sociologia, La società della globalizzazione: regole sociali e sogettività*, Vita e Pensiero – Pubblicazioni dell'Università Cattolica del Sacro Cuore Anno 35, Fasc. 3/4, 1997.

MENDOZA CABRERO E., *Les dirigeants des organisations publiques au Mexique. Entre le renouvellement et la rupture*, Las colecciones de documentos de trabajo del CIDE, Mexico, 1998.

MENDOZA-ZUANY R.-G., « Alternativas de generación de participación política en la Sierra Norte de Oaxaca », *Con-ciencia política*, 3(3), 2006.

METAIS J., « Maestros de Oaxaca : ethnographie post-exotique des pratiques et espaces politiques locaux au Mexique », thèse soutenue sous la direction de Alban Bensa et de Patricia Martin - Paris, EHESS Anthropologie sociale et ethnologie. Soutenue en 2014.

MINARD P., « La peste communautaire », *Le Monde diplomatique*, accès libre, mai 1992.

MOINE., « Le territoire comme un système complexe », *L'Espace Géographique*, 2006, n°2.

MONTAMBEAULT F., « Décloisonner la comparaison : dispositifs participatifs et démocratisation au Brésil et au Mexique », *Participations*, 2015/1 (N° 11).

MORA M., *Kuxlejal Politics. Indigenous Autonomy, Race, and Decolonizing Research in Zapatista Communities*, University of Texas Press, 2017.

MOULAERT F., SCOTT A.-J., *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century*, Francis Pinter, London, 1997.

NORA P., *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.

NUIJTEN M., *Community and the state: the political anthropology of organisation in Mexico*, M.C.M. English, Place of Publication London, 2003.

RAULIN A., *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2007.

RAWLS J., *Théorie de la Justice* (trad. fr, Paris, Le seuil, 1989), 1971.

RECONDO D., « Vote communautaire et suffrage individuel : une comparaison des pratiques électorales dans le sud du Mexique », *academia.edu*.

RECONDO D., *La démocratie mexicaine en terres indiennes*, Paris, Karthala, 2009.

RIVIERE C., *Anthropologie politique*, Paris, Armand Colin, 2000.

RONCAYOLO M., *La ville et ses territoires*, Paris, Editions Gallimard, 1997.

RUBIN J., « Models of Conflict Management », *Journal of Social Issues*, 50(1), 1994.

SAHLINS M., *Culture and Practical Reason*, Chicago, Chicago University Press, 1976.

SCHECHNER R., *Essays on Performance Theory 1970-1976*, New York, Drama Book Specialists, 1977.

SCOTT C.- J., *La domination et les arts de la résistance*, Paris, Ed Amsterdam, 2009.

SWARTZ M., TURNER V., TUDEN A., *Political Anthropology*, Chicago, Aldine, 1966.

TILLY C., TARROW S., *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

TÖNNIES F., *Communauté et Société*, Presses universitaires de France, Paris, 2010 [1887].

TREMBLAY P.A., « Le développement local et les enjeux du pacte social », In, P.A. Tremblay (dir) *Vers un nouveau pacte social ? État, entreprises, communauté et territoire régional*, Chicoutimi : GRIR-UQAC, 1999.

URBAN G., SHERZER J., *Nation-States and Indians in Latin America*, Austin, University of Texas Press., 1991.

URIAS B., *Historias secretas del racismo en Mexico (1920-1950)*, Mexico, Tusquets, 2007.

VELÁSQUEZ M.-C., *El nombramiento: las elecciones por uso y costumbres en Oaxaca*, Front Cover, Instituto Estatal Electoral, 2000.

WINKIN Y., *Anthropologie de la communication. De la théorie au terrain*, Paris, Seuil, 2001.

WULF C., « Les rituels, performativité et dynamique des pratiques sociales », *Hermès*, 2005.

YANNIC A., « Les Rituels à l'épreuve de la Mondialisation-globalisation », *Le Rituel, Les essentiels d'Hermès*, 2010.

YASHAR J.-D., *Contesting Citizenship in Latin America, The Rise of Indigenous Movements and the Postliberal Challenge*, Princeton University, New Jersey, Cambridge University Press, 2005.

ZAFRA G., MARTINEZ V., *Impactos de la migración en comunidades indígenas. Ciudadanía, género y generación en San Juan Guelavía*, scielo.org.mx (en ligne) 2010.

ZERMEÑO GARCIA GRANADOS S., *México: una democracia utópica, el movimiento estudiantil del 68*, México, D. F. Siglo XXI Editores (Sociología y política), 1978.

Glossaire

GLOSSAIRE, ACRONYMES ET SIGLES

Alcalde : autorité civile au sein du cabildo à l'époque coloniale, chargée de la justice. Existe encore au sein du Conseil municipal

ALENA : Accord de libre échange nord-américain

AMLO : Andrés Manuel López Obrado

APO : Assemblée du peuple de Oaxaca

ASA : Acuerdos de San Andrés, Accords de San Andrés

Ayuntamiento : Conseil municipal (constitutionnel)

Bienes comunales : « Biens Communaux », figure de la réforme agraire sous le Cardénisme

Cabecera : Chef-lieu ou « centre » d'une municipalité

Cabildo : Organe municipal à l'époque coloniale dirigé par des autorités civiles indiennes, bénéficiant d'une reconnaissance juridique qui leur permettait de conserver des avantages politiques et économiques malgré la position de vassalité à la Couronne espagnole. On emploie toujours le terme pour désigne les autorités civiles du Conseil municipal « Aguascalientes »)

CDI: Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indigènes

CEAPPO : Conseil de l'assemblée populaire des peuples de Oaxaca

CIESAS : Centre de recherches et d'études supérieures en anthropologie sociale

CIPPEO : Code des institutions politiques et procédures électorales de Oaxaca

CNC : Confederación Nacional Campesina, Confédération Nationale Paysanne

CND : Convención Nacional Democrática, Convention Nationale Démocratique

COCEI : Coalisation ouvrière, paysanne et étudiante de l'Isthme

COFIPE : Código Electoral de Instituciones y Procedimientos Electorales, Code Électoral des Institutions et Procédures Électorales
Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, CDI : Commission nationale pour le développement des peuples indigènes

CONAPO: Consejo Nacional de Población / Commission nationale de population (niveau fédéral)

CNI : Congreso Nacional Indígena, Congrès National Indigène

Colonia : En situation périphérique, la « colonia » sert ainsi à distinguer un espace urbanisé par occupation de populations étrangères à la zone, des « pueblos », villages plus anciens non agglomérés

Comuneros : Bénéficiaires des terres des Biens Communaux (Bienes Comunales)

DF : District fédéral de Mexico

Ejido : Terrain rural d'usufruit collectif créé à la suite de la révolution et de la répartition agraire.

Ejidal : Relatif à l'ejido

Ejidatarios: Bénéficiaires des terres de l'ejido.

EPR: Ejército Popular Revolucionario, Armée Populaire Révolutionnaire

EZLN : Armée zapatiste de libération nationale

FDN : Front démocratique national

Fincas : (appelée aussi hacienda) est un modèle d'exploitation agricole de type colonial/féodal apparu au Chiapas dès la fin du 17e siècle et qui a été le modèle dominant d'exploitation productive et de domination interethnique, et ce malgré la réforme agraire qui a eu lieu sous le cardénisme (1934-1940)

Finqueros : Propriétaires terriens

Haciendas : Autre nom pour désigner les grandes propriétés

Hacendados : Habitants de l'hacienda

IEE : Institut électoral de l'État fédéré

IEEPO : l'Institut d'éducation publique de l'État fédéré de Oaxaca

IFE : Institut fédéral électoral

III : Institut indigéniste interaméricain

IMSS : Institut mexicain de sécurité sociale

INEGI : Institut national de statistique et de géographie

INI : Instituto Nacional Indigenista, Institut National Indigéniste

ISSSTE : Institut de sécurité et de services sociaux des travailleurs de l'État

Juez de Paz y Conciliación Indígena : Juge de Paix et Conciliation Indigène

Juez de Paz : Juge de Paix

Mayordomo : Majordome

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

Oportunidades : programme social mis en place en 2002 (avant : Progresá, aujourd'hui : Prospera)

Palacio de Gobierno : Palais du Gouverneur

PAN : Parti d'action nationale

PANAL : Parti nouvelle alliance

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

Porfiriat : régime de dictature de Porfirio Diaz qui prend fin avec la révolution mexicaine de 1910

PRD : Parti révolutionnaire démocratique

PRI : Partido Revolucionario Institucional, Parti Révolutionnaire Institutionnel

Principales : L'autorité religieuse maximale

PROCUP : parti révolutionnaire ouvrier-paysan « Union du Peuple »

PRONASOL : Programme national de solidarité

PRT : Partido Revolucionario de los Trabajadores, Parti Révolutionnaire des Travailleurs

PT : Partido del Trabajo, Parti du Travail

SCJN : Suprema Corte de Justicia de la Nación, Cour Suprême de Justice de la Nation

SDE : Secretaría de Desarrollo Económico, Ministère du Développement Économique

SEDESOL : Secretaría de Desarrollo Social, Ministère du Développement Social (niveau fédéral)

SEP : Secretaría de Educación Pública, Secrétariat d'Éducation Publique

TEPJF : Tribunal electoral du pouvoir judiciaire de la fédération

UABJO : Université publique de Oaxaca

URO : Ulises Ruiz Ortiz (URO), gouverneur de l'État de Oaxaca

Table des illustrations

Table des illustrations

Figure 1 : l'État de Oaxaca au Mexique.....	18
Figure 2 : carte des différentes régions de l'État de Oaxaca.....	19
Figure 3 : moulin de San Sebastián Tutla.....	21
Figure 4 : ruelle de San Sebastián Tutla.....	22
Figure 5 : ruelle de San Sebastián Tutla.....	22
Figure 6 : manifestation au palais municipal de San Sebastián Tutla (2015).....	24
Figure 7 : manifestation au palais municipal de San Sebastián Tutla (2015).....	24
Figure 8 : séance photographique sur un marché de Oaxaca.....	43
Figure 9 : vue sur le quartier d'El Rosario.....	44
Figure 10 : palais municipal de San Sebastian Tutla.....	58
Figure 11 : logo de la municipalité de San Sebastián Tutla.....	96
Figure 12 : carte municipale de San Sebastián Tutla ne prenant pas en compte le quartier d'El Rosario.....	108
Figure 13 : voiture incendiée pour bloquer l'accès à la rue principale de San Sebastián Tutla.....	114
Figure 14 : blocage de l'accès au Zocalo de San Sebastián Tutla.....	115
Figure 15 : le jour des élections de toute l'équipe présidentielle de l'ayuntamiento de San Sebastián Tutla.....	126
Figure 16 : défilé d'enfants lors de la commémoration des « enfants héros » du château de Chapultepec.....	130
Figure 17 : groupe d'enfants effectuant la levée du drapeau mexicain.....	131
Figure 18 : défilé commémoratif des cultes zapotèques à San Sebastián Tutla.....	134
Figure 19 : fête de la Mayodormia (culte aux saints de San Sebastián Tutla).....	135
Figure 20 : fête de la culture zapotèque à San Sebastián Tutla.....	136
Figure 21 : l'abuela qui s'amuse avec ma fille.....	140
Figure 22: vue panoramique sur le village de Huehuetla.....	152
Figure 23 : lieu de restauration dans le centre de Huehuetla.....	152
Figure 24 : famille qui cultive le café et le fait sécher sur sa terrasse.....	153
Figure 25: nouvelle affiche en l'honneur des peuples indigènes.....	165
Figure 26 : affiche au centre de Oaxaca, représentant les contestations politiques.....	181
Figure 27 : première page du quotidien de Oaxaca, en l'honneur de la Guelaguetza.....	190
Figure 28 : concours de « reine de beauté ».....	208
Figure 29 : affiche d'une intervention à la Maison de la Culture.....	212
Figure 30 : petite place centrale de San Sebastián Tutla (Zócalo).....	221
Figure 31 : schéma qui permet de comprendre le rapprochement de San Sebastián Tutla aux autres entités urbaines.....	227
Figure 32 : manifestation culturelle à San Sebastián Tutla.....	246
Figure 33 : cavalier oaxaquenien qui parade avec son bétail lors de la manifestation culturelle à San Sebastián Tutla.....	248
Figure 34 : mur provisoire érigé pour empêcher les venues extérieures à San Sebastián Tutla.....	255
Figure 35 : murs provisoires pour empêcher les venues extérieures à San Sebastián Tutla, et la propagation du virus SARS-COV2.....	257
Figure 36 : centre de vaccination à San Sebastián Tutla.....	290
Figure 37 : deux jeunes filles qui s'affichent pour la vaccination des 18-29 ans dans le cadre d'une politique vaccinale à San Sebastián Tutla.....	290

Figure 38 : affiche d'annonce de la victoire de la première femme juge de Paix à San Sebastián Tutla	292
Figure 39 : Jour de l'élection de la première femme Alcalde	293

Annexes

Annexes

Annexe 1 : avis de la direction du système normatif interne de l'institut étatique électoral de Oaxaca

Annexe 2 : Plan municipal de développement de San Sebastián Tutla

Annexe 1 : avis de la direction du système normatif interne de l'institut étatique électoral de Oaxaca

DICTAMEN QUE EMITE LA DIRECCIÓN EJECUTIVA DE SISTEMAS NORMATIVOS INTERNOS DEL INSTITUTO ESTATAL ELECTORAL Y DE PARTICIPACIÓN CIUDADANA DE OAXACA POR EL QUE SE IDENTIFICA EL METODO DE LA ELECCIÓN DE CONCEJALES AL AYUNTAMIENTO DEL MUNICIPIO DE SAN SEBASTIÁN TUTLA, QUE ELECTORALMENTE SE RIGE POR SISTEMAS NORMATIVOS INTERNOS.



Dictamen que emite la Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos del Instituto Estatal Electoral y de Participación Ciudadana de Oaxaca, por el que se identifica el método de la elección de Concejales al Ayuntamiento del Municipio de San Sebastián Tutla, que electoralmente se rige por sistemas normativos internos, de conformidad con los siguientes:

A N T E C E D E N T E S

- I. Acuerdo para precisar los Municipios de Sistemas Normativos Internos.** Mediante Acuerdo de este Consejo General número CG-SNI-1/2012, dado en sesión especial celebrada el diecisiete de noviembre de dos mil doce, se aprobó el Catálogo General de los Municipios que elegirán a sus Autoridades mediante el Régimen de Sistemas Normativos Internos, ordenando su publicación en el Periódico Oficial del Gobierno del Estado.
- II. Solicitud a las autoridades municipales de San Sebastián Tutla.** El nueve de enero de dos mil quince, la Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos de este Instituto, solicitó a la autoridad municipal del Municipio de San Sebastián Tutla, Oaxaca, mediante oficio número IEEPCO/DESNI/421/2015, para que en un plazo no mayor de noventa días contados a partir de su notificación, informara por escrito sobre las reglas de sus sistemas normativos internos relativos a la elección de sus

autoridades o en su caso, presentara su estatuto electoral comunitario.

- III. Remisión de material gráfico a las autoridades municipales de San Sebastián Tutla.** Mediante oficio número IEPCO/DESNI/1292/2015 de fecha quince de abril de dos mil quince, la Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos de este Instituto, remitió a la autoridad de San Sebastián Tutla, material gráfico con la finalidad de que remitiera información sobre su sistema normativo interno relativo a la elección de sus autoridades en un plazo no mayor de noventa días.

- IV. Reforma Constitucional Local.** En la edición extra del Periódico Oficial del Gobierno del Estado de Oaxaca, fechada el treinta de junio del dos mil quince, se publicó el Decreto número 1263, por el que la Sexagésima Segunda Legislatura Constitucional reformó, adicionó y derogó diversas disposiciones de la Constitución Política del Estado Libre y Soberano de Oaxaca, en diversas materias, entre las que se encontraba la Política Electoral, a fin de armonizar la reforma constitucional y legal en materia electoral.
- V. Cumplimiento sobre la solicitud realizada a las autoridades municipales de San Sebastián Tutla.** Mediante el oficio número 314/2015, fechado el cinco de mayo y recibido en la Oficialía de Partes de este Instituto el siete de mayo del dos mil quince, la autoridad municipal de San Sebastián Tutla, informó por escrito sobre las reglas de su sistema normativo interno relativo a la elección de sus autoridades municipales, información que medularmente consiste en la duración del cargo, su procedimiento de elección, requisitos para participar, requisitos de elegibilidad, instituciones comunitarias que intervienen, los principios generales y valores colectivos en que se fundamenta su sistema interno y si hubo disenso en su elección anterior, cuales son las nuevas reglas consensadas aplicables.
- VI. Resolución de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.** Con fecha cinco de octubre del dos mil quince, la Suprema Corte de Justicia de la Nación, dictó resolución en las acciones de inconstitucionalidad radicadas en el expediente número 53/2015 y sus acumuladas 57/2015, 59/2015, 61/2015 y 62/2015, promovidas por los Partidos Políticos: Acción Nacional, Unidad Popular y Movimiento de Regeneración Nacional, así como por Diputados integrantes de la Sexagésima Segunda Legislatura del Estado; en el punto noveno de dicha resolución se determinó lo siguiente:

"NOVENO. Se declara la invalidez total del decreto 1290, publicado el nueve de julio de dos mil quince, en el tomo XCII, extra, del Periódico Ofi-

cial del Estado de Oaxaca, por medio del cual se expidió la Ley de Instituciones y Procedimientos Electorales del Estado de Oaxaca, a partir de que se notifiquen estos puntos resolutivos al Congreso del Estado."

CONSIDERANDO

PRIMERO. Competencia.

La dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos es competente para emitir el presente Dictamen de conformidad con lo establecido en los artículos 1 párrafo primero fracción III; 14 fracción VII; 41 párrafo primero fracciones I, II, III y XIII, 255 y 259, párrafos 3 y 4 del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca.

SEGUNDO. Derechos de los pueblos y comunidades indígenas a la autonomía y libre determinación.

En el asunto en cuestión, al tratarse de derechos colectivos de los pueblos y comunidades indígenas, es preciso tener presente que su sistema de vida, en prácticamente todos los órdenes, está entendido por una cosmovisión distinta de la que rige para las llamadas democracias occidentales. Así como que los sistemas normativos internos de los pueblos y comunidades indígenas obedecen a principios diversos de los que priman en el derecho escrito, legislado o codificado que se inscribe en la tradición romano-canónica y germánica.

La premisa antes indicada, resulta fundamental para no realizar interpretaciones y aplicaciones normativas atendiendo a códigos culturales distintos y, en ocasiones, antitéticos, porque se estaría realizando una asimilación-imposición, cuestión que se prescribe como prohibida por el Convenio 169 sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes.

En esa tesitura, de conformidad con lo establecido en los artículos 2, Apartado A, fracción III, de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos; 16 de la Constitución Política del Estado Libre y Soberano de Oaxaca; 1, 3, 4, 12, 26, fracciones XLIV, XLVII y XLVIII, 255, 257, 258 y 263 del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca; 3 de la Ley de Derechos de los Pueblos y Comunidades Indígenas del Estado de Oaxaca; 5, incisos a) y b); 7, párrafo 1, y 8, párrafo 2, del Convenio número 169 de la Organización Internacional del Trabajo

sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes; así como el artículo 1, tanto del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos como del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales; así como los artículos 4, 5, 20 y 33 de la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas, los integrantes de las comunidades indígenas tienen el derecho a elegir a sus propias autoridades de acuerdo a su libre determinación, siguiendo para ello sus normas, procedimientos y prácticas tradicionales, con pleno respeto a los derechos humanos y garantías individuales de sus ciudadanas y ciudadanos, de igual manera el derecho de las comunidades indígenas a la libre determinación se traduce en la facultad de ejercer libremente sus formas de gobierno interno y acceder a las tomas de decisiones de su propio gobierno sin menoscabo de los derechos humanos de sus habitantes.

Precisado lo anterior, de una interpretación sistemática y funcional de la normatividad antes señalada, se puede concluir que en el Estado de Oaxaca existe un sistema jurídico especial, dirigido a tutelar la elección de Autoridades Municipales elegidas por sistemas normativos internos de los pueblos y comunidades indígenas, los cuales se revisten de diversas cualidades y principios reconocidos por el orden normativo nacional e internacional. En el marco de la libre determinación, se mencionan sólo los que interesan:

- Los colectivos indígenas cuentan con atribuciones constitucionales y legales, para organizar y celebrar procesos electorales de sus propias Autoridades Municipales.
- Los pueblos originarios cuentan con atribuciones constitucionales y legales, para prescribir su propio sistema normativo regulador de sus comicios, mediante los cuales pueden definir el método, las formas y procedimientos. Sin que éstos conlleven la afectación a algún derecho individual de la ciudadanía.
- Pueden adaptar los métodos ancestrales o tradicionales, a las condiciones sociales y políticas actuales, conforme a sus propias

necesidades, mediante consensos previos al inicio de sus procesos electorales.

- Que sobre la autoridad administrativa electoral, recae un doble imperativo, por un lado, garantizar el ejercicio de los derechos políticos individuales de la ciudadanía y, por otra parte, garantizar el ejercicio de los derechos colectivos de los pueblos y comunidades indígenas.
- El deber de toda autoridad de ponderar las costumbres y especificidades culturales del pueblo o comunidad indígena de que se trate, al momento de resolver los asuntos que les atañen a dichos colectivos o personas indígenas, así como la prohibición de imponer cualquier medida que conlleve una asimilación forzada.

En ese tenor se tiene que, en consonancia con la función y naturaleza de los derechos de las colectividades indígenas y de sus integrantes, es indispensable la adopción o implementación de medidas especiales que permitan a estos sujetos, en condiciones de igualdad real respecto de los demás, la tutela completa y efectiva de sus derechos individuales y colectivos, así como de sus intereses jurídicamente relevantes, para ello, se torna necesario eliminar los obstáculos fácticos que imposibiliten o inhiban el ejercicio de sus derechos.

Ciertamente, se reconoce la diversidad cultural a partir de las características propias y específicas de cada pueblo, comunidad y municipio del Estado, como fuente generadora de sus sistemas normativos, en los cuales se retoman tradiciones ancestrales y que se han transmitido oralmente por generaciones, las cuales son enriquecidas y adaptadas con el paso del tiempo a diversas circunstancias y necesidades propias de cada pueblo o comunidad. Por lo tanto, en el Estado de Oaxaca dichos sistemas se consideran actualmente vigentes y en uso.

Bajo estas premisas, el derecho de los pueblos y comunidades indígenas del Estado de Oaxaca, lo constituye el conjunto de normas jurídicas que establecen la configuración de las formas de gobierno, la creación, organización, atribuciones y competencias de sus órganos de autogobierno, los cuales les garantizan el pleno acceso a sus derechos fundamentales reconocidos en diversos instrumentos jurídicos, vinculantes



INSTITUTO
ESTATAL ELECTORAL
y de Participación Ciudadana de Oaxaca.

TERCERO. Identificación y determinación del método de elección de los concejales municipales.

o declarativos, como el conjunto de sistemas normativos (derecho consuetudinario) en que los pueblos y comunidades indígenas se basan para autogobernarse o en la resolución de sus conflictos internos.

Para identificar sustancialmente el método de la elección comunitaria de Concejales al Ayuntamiento del Municipio objeto del presente Dictamen, debe tomarse en consideración lo siguiente:

1. El Instituto a través de la Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos, a partir del mes de enero del año previo a la elección ordinaria del régimen de partidos políticos solicitó a las autoridades municipales de San Sebastián Tutla, que informara por escrito sobre las reglas de sus sistemas normativos internos relativos a la elección de sus autoridades o en su caso, presentara su estatuto electoral comunitario respecto de la duración en el cargo de las autoridades locales; el procedimiento de elección de sus autoridades; los requisitos para la participación ciudadana; los requisitos de elegibilidad para ocupar los cargos a elegir; las instituciones comunitarias que intervienen para conducir el proceso de elección; los principios generales y valores colectivos en que se fundamente su sistema normativo interno, o en su caso la documentación respectiva; de haberse presentado disenso en la elección anterior, respecto a alguno de los puntos señalados en los incisos anteriores, señalar las nuevas reglas consensadas para la elección así como las demás documentación requerida.

Si bien es cierto que el artículo 259 numeral 1 del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca establece que en el mes de enero del año previo a la elección ordinaria del régimen de partidos políticos se debe solicitar a los municipios del régimen electoral de Sistemas Normativos Internos informen por escrito sobre sus reglas de sus sistemas normativos internos relativos a la elección de sus concejales, no obstante debido al número tan alto de municipios bajo éste régimen y a las condiciones

geográficas de nuestro estado, los requerimientos si bien es cierto se iniciaron en el mes de enero, se continuaron notificando en los meses subsiguientes.

De igual forma, la Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos de este Instituto, remitió material gráfico y realizó la aplicación de un cuestionario, sobre las reglas de su sistema normativo interno relativo a la elección de sus autoridades.

2. Que en el artículo 259, párrafo 1, fracciones I a la VII, del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca, se establece lo siguiente:

“Artículo 259

1. En el mes de enero del año previo a la elección ordinaria del régimen de partidos políticos, el Instituto a través de la Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos, solicitará a las autoridades de los municipios del régimen electoral normado en este Libro, para que en un plazo no mayor de noventa días contados a partir de su notificación, informen por escrito sobre las reglas de sus sistemas normativos internos relativos a la elección de sus autoridades o en su caso, presenten sus estatutos electorales comunitarios, conteniendo, entre otros los siguientes puntos:

I.- La duración en el cargo de las autoridades lo-

cates; II.- El procedimiento de elección de sus autori-

dades; III.- Los requisitos para la participación ciu-
dadana;

IV.- Los requisitos de elegibilidad para ocupar los cargos a elegir;

V.- Las instituciones comunitarias que intervienen para conducir el proceso de elección;

VI.- Los principios generales y valores colectivos en que se fundamenta su sistema normativo interno, o en su caso, la documentación de las tres últimas elecciones; y

VII.- De haberse presentado disenso en la elección anterior, respecto a alguno de los puntos señalados en los incisos anteriores, señalar las nuevas reglas consensadas para la elección.”

3. En ese tenor, mediante el oficio número 314/2015, fechado el cinco de mayo y recibido en la Oficialía de Partes de este Instituto el siete de mayo del dos mil quince, la autoridad municipal de San Sebastián Tutla, informó por escrito sobre las reglas de su sistema normativo interno relativos a la elección de sus autoridades.

Así entonces, la autoridad municipal de San Sebastián Tutla, cumplió con lo establecido en el artículo 259, párrafo 1, del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca, al informar por escrito sobre las reglas de su sistema normativo interno.

4. Por analogía con el criterio sustentado por la Sala Superior del Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación, en la tesis número S3EL025/97, y toda vez que la Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos de este Instituto necesitaba contar con mayores elementos e información sobre las reglas para la elección de las autoridades municipales que se rigen por Sistemas Normativos Internos, determinó la creación de elementos gráficos consistentes en un cartel convocatoria, una guía y un formato de cuestionario, así mismo en algunos casos realizó la aplicación del cuestionario referido mediante el cual se solicitaba a las autoridades municipales se ampliara la información sobre las reglas de la elección de sus autoridades municipales, dándose cumplimiento a los principios de certeza y legalidad.
5. Derivado de la documentación referida se puede identificar sustancialmente que el método de elección comunitaria consiste en lo siguiente:



INSTITUTO
ESTATAL ELECTORAL
y de Participación Ciudadana de Oaxaca.

SAN SEBASTIÁN

DATOS GENERALES

Región	Valles Centrales	Población de 18 años y más hombres	5100
Distrito Electoral	12	Población de 18 años y más mujeres	6291
Agencias Municipales	0	Porcentaje de población en situación de Pobreza	16.7 ¹
Agencias de Policía	1	Nivel de Desarrollo Humano	0.852, alto ²
Núcleos Rurales	0 ³	Lengua indígena predominante	Zapoteco
Población Total	16241	Población Hablante de Lengua indígena	822
Población Total de Hombres	7515	Población hablante de lengua indígena y español	753
Población Total de Mujeres	8726	Población que no habla español	4 ⁴
Población de 18 años y más	11391		

1. Fuente: CONEVAL, 2010

2. FUENTE, PNUD, México, 2010

3. Fuente: LXI Legislatura del Estado

4. Fuente de datos Poblacionales: ITER, INEGI, 2010



INSTITUTO
ESTATAL ELECTORAL
y de Participación Ciudadana de Oaxaca.

CARGOS COMUNI- TARIOS	
Cargos que existen en la comunidad	<p>En el sistema de cargos de San Sebastián Tutla, Centro, existen los cargos por usos y costumbres</p> <p>Los cargos que existen en la comunidad son:</p> <p>Presidente Municipal</p> <p>Síndico Municipal</p> <p>Regidor de Hacienda</p> <p>Regidor de Educación</p> <p>Regidor de Sanidad</p> <p>Regidor de Obras</p>
Edad a la que empiezan a cumplir los cargos	18
Quiénes participan en el sistema de cargos	En el sistema de cargos de San Sebastián Tutla, Centro, Oaxaca. participan los hombres y las mujeres, solo de la <i>Cabecera</i> Municipal
Características para cumplir los cargos	Ser originario y Nativo de la Comunidad
Forma en la que van subiendo en los cargos	Por escalafón, iniciando por Policía Municipal, comité del agua potable, comité de alumbrado Público, Comisariado Ejidal, Servicios Religiosos como topil de campana, topil del Alcalde Único Constitucional, comité Parroquial, Cofradía del Santísimo Rosario y

	Asociaciones Religiosas.
Existen criterios para no participar en el sistema de cargos	No se especifica.

ACTOS PREPARATORIOS A LA ASAMBLEA DE ELECCIÓN

Realizan asamblea previa	No se especifica.
Cuántas asambleas previas realizan	No se especifica.
Quién convoca a la asamblea	No se especifica.
Quiénes participan en la asamblea	No se especifica.
Puntos importantes que se tratan en la asamblea previa	No se especifica.
Existe convocatoria para la asamblea de elección	No se especifica.
Quién convoca	No se especifica.
Cuáles son las formas mediante las cuales se convoca	No se especifica.

ASAMBLEA DE ELECCIÓN

Fecha en la que se realiza la asamblea	En el mes de noviembre antes de que termine el trienio
Quién conduce la asamblea	Conducen el proceso electoral la autoridad municipal en funciones y la asamblea general comunitaria es presidida por una mesa de los debates.
Quiénes participan	Ciudadanos de la <i>Cabecera Municipal</i>

Localidad en la que se realiza la asamblea	En la <i>Cabecera</i> Municipal
Espacio físico donde se realiza la asamblea	Explanada Municipal
Qué método se utiliza para la realización de la elección	Por medio de asamblea comunitaria
Cómo se vota	A mano alzada
Requisitos para poder votar	Haber cumplido 18 años, ser originario de la comunidad.
Cómo se propone a los candidatos	Se proponen en forma de ternas
Quiénes votan	Participan en la elección los ciudadanos y ciudadanas del Municipio de San Sebastián Tutla, Centro, Oaxaca.
Qué requisitos debe cumplir la persona para ser electa	Ser originario y Nativo de la Localidad, ser responsable en sus Servicios tanto Municipales como Religiosos, como son: Policía Municipal, Comité de Agua Potable, Comité de Alumbrado Público, Comisariado Ejidal; Servicios Religiosos: Topil de Campana, Topil del Alcalde Único Constitucional, Comité Parroquial, Cofradía del Santísimo Rosario y Asociaciones Religiosas, tener un modo honesto de vivir, no tener adeudos en impuesto predial, haber cumplido con sus cooperaciones tanto Municipales como Religiosas. Haber cumplido con los Tequios.
Cuántos cargos se eligen	12

Cargos que se eligen y su duración	<p>Se elige A:</p> <p>Presidente Municipal Propietario</p> <p>Presidente Municipal Suplente</p> <p>Síndico Municipal Propietario</p> <p>Síndico Municipal Suplente</p> <p>Regidor de Hacienda Propietario</p> <p>Regidor de Hacienda Suplente</p> <p>Regidor de Educación Propietario</p> <p>Regidor de Educación Suplente</p> <p>Regidor de Sanidad Propietario</p> <p>Regidor de Sanidad Suplente</p> <p>Regidor de Obras Propietario</p> <p>Regidor de Obras Suplente</p> <p>La duración del Cargo es por tres años</p>
------------------------------------	--

**VALIDEZ DEL
ACTO**

Cómo le dan validez al acto electivo	Informarlo ante el Instituto Estatal Electoral para su conocimiento y procedimiento de legalidad
--------------------------------------	--

**CONFLICTOS ELEC-
TORALES**

Existencia de conflictos electorales	si
Tipo de conflicto	Impugnación de la Asamblea. Porque no

	permitieron que participaran en la Asamblea Ciudadanos del Fraccionamiento el Rosario
Cómo lo han resuelto	Por Sentencia del Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación

CUARTO. Principio de universalidad del sufragio.

Ahora bien, toda vez que de las reglas que se han identificado sobre el método de elección comunitaria en el municipio de referencia no se puede establecer claramente la participación de las ciudadanas y ciudadanos que integran todas las comunidades del municipio y por ende no se tiene claramente establecido la garantía de la universalidad del sufragio; conforme a lo dispuesto por los artículos 2o, apartado A, fracción III y 35 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos.

En ese tenor, dado que la universalidad del sufragio consiste en que todas las ciudadanas y ciudadanos mayores de edad ejerzan su derecho a votar independientemente de su raza, sexo, creencia, condición social o cualquier otra condición que restrinja su derecho a votar, salvo que exista una causa de las establecidas en las disposiciones legales.

Por tanto, en toda elección de concejales municipales se debe satisfacer el principio de universalidad del sufragio en sus diversas vertientes, es decir, la elección debe llevarse a cabo bajo un método democrático, promoviéndose de forma real y material la integración y participación de las ciudadanas y ciudadanos de todo el municipio en la toma de decisiones relativas a la renovación e integración de su Ayuntamiento.

En los términos expuestos, esta Dirección Ejecutiva solicita respetuosamente al Consejo General de este Instituto, efectuar una prevención a las autoridades del Municipio de San Sebastián Tutla, para que garanticen de forma real y material la integración y participación de las ciudadanas y ciudadanos de todo el municipio en la renovación de sus próximas autoridades municipales, a fin de garantizar la universalidad del sufragio en sus diversas vertientes y se garantice el derecho de votar en

condiciones de igualdad de sus ciudadanas y ciudadanos, apercibiéndolo que de no garantizar la universalidad del sufragio, no será validada su elección de Concejales al Ayuntamiento por contraponerse a lo establecido en la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos.

QUINTO. Perspectiva de género.

No obstante y dado que en el método de elección comunitaria en el municipio de referencia no se puede identificar claramente la inclusión de las mujeres en el cabildo municipal; conforme a lo dispuesto por los artículos 2o, apartado A, fracción III, de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos; 14, fracción III, y 255, párrafos 2 y 7, del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca, dentro de los fines de este Instituto se encuentra el de promover el principio de igualdad de oportunidades entre hombres y mujeres como criterio fundamental de la democracia; de igual forma, se reconoce y garantiza el derecho de los pueblos y las comunidades indígenas del Estado de Oaxaca a la libre determinación expresada en la autonomía para decidir sus formas internas de convivencia y organización política, así como para elegir, de acuerdo con sus normas, procedimientos y prácticas tradicionales, a las autoridades o representantes para el ejercicio de sus formas propias de gobierno, garantizando la participación de las mujeres en condiciones de igualdad frente a los hombres, en un marco que respete la Constitución Federal, la Constitución Estatal y la Soberanía del Estado. Las normas, procedimientos y prácticas tradicionales, garantizarán que las mujeres disfruten y ejerzan su derecho a votar y ser votadas, en condiciones de igualdad frente a los hombres; así como a acceder y desempeñar los cargos públicos y de elección popular para los que hayan sido electas o designadas.

En los términos expuestos, esta Dirección Ejecutiva solicita respetuosamente al Consejo General de este Instituto, efectuar una prevención a las autoridades del Municipio de San Sebastián Tutla, para que incorporen la perspectiva de género en la renovación de sus próximas autoridades municipales, a fin de garantizar el derecho de acceso a cargos de elección popular en condiciones de igualdad, apercibiéndolo que de no incorporar dicha perspectiva de género, no será validada su elección de

Concejales al Ayuntamiento por contraponerse a lo establecido en la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos.

Que en mérito de lo expuesto, esta Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos del Instituto Estatal Electoral y de Participación Ciudadana de Oaxaca, con fundamento en el artículo 259 del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca, determina que el método de elección de Concejales al Ayuntamiento del Municipio de San Sebastián Tutla, que electoralmente se rigen bajo Sistemas Normativos Internos, es el que se identifica sustancialmente y se precisa en el Considerando Tercero del presente documento, por tanto, en mérito de lo expuesto, esta Dirección Ejecutiva de Sistemas Normativos Internos estima procedente emitir el siguiente:

D I C T A M E N

PRIMERO. De conformidad con lo establecido en el considerando Tercero de este dictamen, se identifica sustancialmente el método de la elección de Concejales al Ayuntamiento del Municipio de San Sebastián Tutla.

SEGUNDO. En los términos expuestos en el considerando Cuarto y Quinto del presente dictamen, esta Dirección Ejecutiva solicita al Consejo General de considerarlo procedente, efectuar una atenta recomendación a las autoridades electas del Municipio de San Sebastián Tutla, para que garanticen la universalidad del sufragio e incorporen la perspectiva de género en sus acciones que, en el ámbito de competencia y atribuciones, se lleven a cabo para la renovación de sus próximas autoridades municipales, a fin de garantizar el derecho a votar y el derecho de acceso a cargos de elección popular en condiciones de igualdad y bajo una perspectiva de género.

TERCERO. Remítase el presente dictamen al Consejo General para su aprobación, en atención a lo dispuesto en el artículo 259 numeral 3, del Código de Instituciones Políticas y Procedimientos Electorales para el Estado de Oaxaca.



INSTITUTO
ESTATAL ELECTORAL
y de Participación Ciudadana de Oaxaca.

Se emite el presente Dictamen en la ciudad de Oaxaca de Juárez,
Oaxaca, el siete de octubre del dos mil quince.

**DIRECTORA EJECUTIVA
DE SISTEMAS NORMATI-
VOS INTERNOS.**

MTRA. GLORIA ZAFRA.

Plan Municipal de Desarrollo

2008 - 2010



San Sebastián Tutla

tierra de Usos, Costumbres y tradiciones

H. Ayuntamiento Constitucional

Índice

ÍNDICE DE CUADROS	iii
ÍNDICE DE FIGURAS	iii
Mensaje del Presidente Municipal	iv
Principios de Planeación	v
Marco de Referencia	vii
Diagnóstico.....	1
I. Eje Ambiental.....	2
1.1 LOCALIZACIÓN DEL MUNICIPIO	2
1.1.1 Macrolocalización	2
1.1.2 Microlocalización	2
1.2 CLIMA	3
1.3 HIDROGRAFÍA.....	3
1.4 TIPO Y USO DE SUELO	5
1.5 VEGETACIÓN	6
1.6 ESTADO DE LOS RECURSOS.....	7
1.6.1 Agua	7
1.6.2 Suelo.....	7
1.6.3 Vegetación y Fauna	8
1.7 PATRÓN DE ASENTAMIENTOS HUMANOS	9
1.8 MANEJO Y TRATAMIENTO DE RESIDUOS	9
II. Eje Social	10
2.1 ACTORES SOCIALES.....	10
2.2 PRESENCIA DE INSTITUCIONES	10
2.3 RELACIÓN ENTRE ACTORES.....	11
2.4 EXPRESIONES DE LIDERAZGO	12
2.5 RELACIONES DE PODER.....	12
2.6 TENENCIA DE LA TIERRA	12
2.7 INFRAESTRUCTURA DE SALUD	13
2.8 INFRAESTRUCTURA EDUCATIVA.....	13
2.9 PAVIMENTACIÓN.....	14
2.10 ELECTRIFICACIÓN.....	14
2.11 AGUA POTABLE.....	15
2.12 DRENAJE Y ALCANTARILLADO.....	15
2.12.1 Drenaje.....	15
2.12.2 Alcantarillado	15
III. Eje Humano.....	16
3.1 POBLACIÓN	16
3.2 VÍAS DE TRANSPORTE Y MEDIOS DE COMUNICACIÓN.....	17
3.3 MIGRACIÓN	18

3.4	<u>SALUD</u>	18
3.5	<u>EDUCACIÓN</u>	19
3.6	<u>VIVIENDA</u>	20
3.7	<u>ÍNDICE DE DESARROLLO HUMANO E ÍNDICE DE MARGINACIÓN</u>	21
3.8	<u>DESARROLLO DE LAS MUJERES E IGUALDAD DE GÉNERO</u>	22
3.9	<u>CULTURA</u>	22
3.10	<u>CAPACITACIÓN Y ASISTENCIA TÉCNICA</u>	22
IV.	Eje Económico	24
4.1	<u>PRINCIPALES SISTEMA DE PRODUCCIÓN</u>	24
4.1.1	<u>Agrícola</u>	24
4.1.2	<u>Pecuario</u>	26
4.1.3	<u>Servicios</u>	27
4.2	<u>SISTEMAS PRODUCTO</u>	28
4.3	<u>MERCADOS</u>	29
4.3.1	<u>Mercado de mano de obra</u>	30
4.3.2	<u>Mercado de bienes</u>	30
4.3.3	<u>Mercado de servicios</u>	31
4.3.4	<u>Mercado de capitales</u>	31
4.4	<u>POBLACIÓN ECONÓMICAMENTE ACTIVA</u>	32
4.5	<u>INFRAESTRUCTURA PRODUCTIVA BÁSICA</u>	32
V.	Eje Institucional	33
5.1	<u>EL MUNICIPIO</u>	33
5.2	<u>RECURSOS</u>	34
5.3	<u>SEGURIDAD PÚBLICA</u>	35
5.4	<u>TRANSPARENCIA Y ACCESO A LA INFORMACIÓN</u>	35
6.1	<u>MATRIZ DE PRIORIZACIÓN DE PROBLEMAS</u>	36
6.2	<u>ÁRBOL DE PROBLEMAS</u>	38
6.3	<u>ÁRBOL DE SOLUCIONES</u>	40
6.4	<u>MATRIZ DE SOLUCIONES ESTRATÉGICAS</u>	43
VII.	PLAN MUNICIPAL DE DESARROLLO	44
7.1	<u>MATRIZ DE LÍNEAS ESTRATÉGICAS</u>	45
VIII	Visión	50
IX.	Misión	50
X.	Objetivo General	51
10.1	<u>METAS</u>	51
XI.	INVOLUCRADOS EN EL PLAN	54
XII.	PROGRAMA DE ACTIVIDADES Y SEGUIMIENTO	61
XIII.	Bibliografía	62
XIV.	Directorio Municipal	63
XV.	Conclusiones y recomendaciones	64
XVI.	Anexos	65

ÍNDICE DE CUADROS

Cuadro 4.1 Rendimientos de cultivos.....	28
Cuadro 4.2. Sistema operativo bancario	31

ÍNDICE DE FIGURAS

Figura 1.1 Macrolocalización del municipio	2
Figura 1.2 Microlocalización del Municipio	3
Figura 1.3 Aguas superficiales. Fuente: INEGI, 1998.....	4
Figura 1.4 Aguas subterráneas. Fuente: INEGI, 1998	5
Figura 1.5 Porcentajes de ocupación de la población.....	6
Figura 2.1 Relación entre principales actores sociales.....	11
Figura 2.2 Tenencia de la tierra	13
Figura 3.1 Gráfica población total y población por sexo.....	16
Figura 3.2 Gráfica habitantes por grupo de edad.....	17
Figura 3.3 Gráfica personas con y sin servicio médico.....	18
Figura 3.4 Población analfabeta. Fuente: INEGI, 2005.....	20
Figura 3.5 Porcentaje de viviendas por localidad.....	20
Figura 4.1 Principales cultivos en la comunidad.....	25
Figura 5.1 Organigrama municipal	33
Figura 15.1 Representantes de los diversos sectores de la comunidad.....	66
Figura 15.2 Protesta a los integrantes del Consejo Municipal de Desarrollo.....	66
Figura 15.3 Protesta a los integrantes del C. M. D. (cabildo)	66
Figura 15.4 Taller participativo.....	67
Figura 15.5 Discusión y análisis en talleres participativos.....	67
Figura 15.6 Exposición de acuerdos en talleres participativos.....	67

Mensaje del Presidente Municipal

Con fundamento en las Leyes y Normas de las que se derivan las disposiciones Constitucionales para el desarrollo del municipio y la obligación de los Ayuntamientos para su aplicación. En este Honorable Ayuntamiento Constitucional de San Sebastián Tutla; hemos construido nuestro Plan Municipal de Desarrollo, que nos permitirá en forma ordenada alcanzar las metas y por consiguiente el desarrollo sostenible y sustentable que todos anhelamos.

Este documento es resultado del trabajo conjunto de las autoridades municipales; así como de los representantes agrarios, agente de Policía, representantes de Comités Comunitarios, hombres y mujeres, así como de todos los actores de nuestra sociedad; que hoy trabajando con un solo objetivo **“por el bien de nuestro pueblo”**, hemos logrado plasmar ideas que nos conducirán hacia una mejor calidad de vida; sin sacrificar a las generaciones futuras.

Este Plan Municipal de Desarrollo, no solo se plasma como una recopilación de grandes y buenos deseos; es el documento por el que nos comprometemos pueblo y autoridades, a darle un cabal cumplimiento, a corto, mediano y largo plazo; compartiendo la responsabilidad con las tres instancias de gobierno.

C. Bernardo Raymundo Cruz Navarro
Presidente Municipal Constitucional
San Sebastián Tutla, Centro, Oax.

Principios de Planeación

Para la elaboración del Plan Municipal de Desarrollo, se consideraron los principales principios de planeación, democracia, equidad y justicia. Considerando a todos los actores sociales: representantes de sectores, grupos productivos, comités de padres de familia, etc., presentes en el municipio. Considerando siempre los principios de igualdad, equidad de género y apego a la legalidad.

- Corresponsabilidad: Que la planeación refleje los esfuerzos y preocupaciones del gobierno y la ciudadanía.
- Participación informada: Que se proporcione información actualizada y suficiente que permita a la ciudadanía participar de manera asertiva en la definición de las obras, proyectos y acciones.
- Integralidad: Que se contemplen, con una visión de conjunto, todos los aspectos que se interrelacionan e inciden en el desarrollo del municipio.
- Transversalidad: Que el proceso de planeación permita integrar los esfuerzos de diferentes instituciones para propiciar el desarrollo integral.
- Sustentabilidad: Que se desarrolle el capital natural y humano de los municipios, sin poner en riesgo los recursos para las generaciones futuras.
- Equidad: Que se garanticen las mismas oportunidades y resultados para la población sin distinción de etnia, sexo, clase, credo, ideología o edad.
- Igualdad de género: Que se garanticen acciones tendientes a cumplir los derechos de las mujeres y eliminar cualquier forma de discriminación y violencia de género.
- Apego a la legalidad: Que se respeten los derechos individuales y colectivos en el

proceso de planeación.

- Autonomía Municipal. Que el Ayuntamiento haga valer la autonomía que le reconoce la Ley en el marco del Estado de Derecho y el respeto de los derechos indígenas.
- Transparencia y rendición de cuentas: Que se garantice el derecho de la ciudadanía a conocer el progreso de la gestión gubernamental, sus proyectos, resultados y cuentas.

En la identificación de las principales necesidades de la población, se planearon reuniones de consulta con los Comités Comunitarios tales como: Comités de productores rurales; Comités de Sectores (Comités de Vecinos) y otros grupos legalmente constituidos de la comunidad. De estas propuestas se identificaron las fortalezas, oportunidades, debilidades y amenazas que existen, para posteriormente priorizar las acciones que nos conducirán hacia el desarrollo integral, sustentable, armónico y participativo.

Implementando talleres participativos en los que los actores sociales analizaron las debilidades, fortalezas, oportunidades, y principalmente acciones de obras y proyectos que se deben seguir para alcanzar el desarrollo deseado.

Durante el proceso de la planeación participativa, analizamos lo que somos, lo que tenemos, lo que nos hace falta, lo que podemos encontrar y los posibles obstáculos a enfrentar para alcanzar el desarrollo como municipio en cada una de las acciones específicas. Por ello más adelante, se describen y detallan las necesidades que se consideran de atención prioritaria en todo el territorio del municipio de San Sebastián Tutla; mismas que fueron planteadas por los habitantes, en general a través de sus diversos comités.

Marco de Referencia

El **Plan Municipal de Desarrollo**, es el instrumento rector de las políticas públicas que el gobierno municipal aplicará durante su mandato para impulsar el desarrollo sustentable y consolidar la gobernabilidad democrática. Debiendo impulsar la intervención equitativa y plural de todos los Actores Sociales mediante un proceso de participación comunitaria.

En nuestra comunidad; aún se conservan las prácticas culturales que nos legaron nuestros antepasados; es por ello que en el marco de las tradiciones de las comunidades y pueblos indígenas, el desarrollo de sus lenguas, usos, costumbres, tradiciones, recursos naturales y sus formas específicas de organización social; se está dando cumplimiento a lo dispuesto por la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, la Constitución Particular del Estado; la Ley de los Derechos de los Pueblos y Comunidades Indígenas; así como a la Ley Orgánica Municipal del estado de Oaxaca.

La Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos: Artículo 115: establece las bases a las que se sujetarán los municipios como organización política, administrativa y división territorial del Estado. Determina a un municipio libre para gobernarse y manejar autónomamente su patrimonio, para responder a las necesidades de servicios públicos de sus habitantes y para formular los planes y programas de desarrollo necesarios para regir los destinos del municipio.

La Ley Municipal para el Estado de Oaxaca: Artículo 42, Fracción XXXII: señala que es atribución de los Ayuntamientos la de participar en la formulación de planes de desarrollo regional, los cuales deberán estar en concordancia con los planes generales de la materia. El Artículo 48 Fracción XI y 167 de la citada Ley: Establecen la obligación municipal de formular, elaborar, aprobar y publicar el Plan Municipal de Desarrollo dentro de los seis primeros meses de su administración, contados a partir de la fecha de instalación de los ayuntamientos, así como los programas anuales de obras y servicios públicos que de él se derivan y someterlos al Ayuntamiento para su aprobación.

MARCO NORMATIVO

El proceso de integración, elaboración, aprobación y ejecución del Plan Municipal de Desarrollo se fundamenta en las leyes Federales, Estatales y Municipales. Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos

El Artículo 12. Corresponde al Estado la rectoría del desarrollo nacional y la conducción de la política de desarrollo rural sustentable, las cuales se ejercerán por conducto de las dependencias y entidades del Gobierno Federal y mediante los convenios que éste celebre con los gobiernos de las entidades federativas, y a través de éstos, con los gobiernos municipales según lo dispuesto por el artículo 25 de la Constitución.

El Artículo 26. de la ley Nacional de Desarrollo.- El Estado organizará un Sistema de Planeación Democrática para el Desarrollo Nacional que imprima solidez, dinamismo, permanencia y equidad al crecimiento de la economía para la independencia y la democratización política, social y cultural de la Nación.

El Artículo 24. Con apego a los principios de federalización, se integrarán Consejos para el Desarrollo Rural Sustentable, homologados al Consejo Mexicano, en los municipios, en los Distritos de Desarrollo Rural y en las entidades federativas. Los convenios que celebre la Secretaría con los gobiernos de las entidades federativas preverán la creación de estos Consejos, los cuales serán además, instancias para la participación de los productores y demás agentes de la sociedad rural en la definición de prioridades regionales, la planeación y distribución de los recursos que la Federación, las entidades federativas y los municipios destinen al apoyo de las inversiones productivas, y para el desarrollo rural sustentable conforme al presente ordenamiento.

El Artículo 46.- Fracción XXXII de la Ley Municipal para el Estado de Oaxaca, señala que es una atribución de los Ayuntamientos la de participar en la formulación de Planes de Desarrollo Regional, los cuales deberán estar en concordancia con los planes generales de la materia, así como formular, aprobar y ejecutar los Planes de Desarrollo Municipal y los programas de obras correspondientes.

El Artículo 48 Fracción XI de la Ley Reglamentaria, establece la obligación municipal de formular el Plan Municipal de Desarrollo dentro de los seis primeros meses de su administración, así como los programas anuales de obras y servicios públicos que de él se derivan y someterlos al Ayuntamiento para su aprobación.

El Artículo 168 de la Ley dispone que el Plan contemple los siguientes objetivos:

- Propiciar el desarrollo armónico del municipio.
- Atender las demandas prioritarias de la población.
- Utilizar de manera racional los recursos financieros para el cumplimiento del plan y programas de desarrollo.
- Asegurar la participación de la sociedad en las acciones de gobierno municipal.
- Vincular el plan de desarrollo municipal con los planes de desarrollo estatal y nacional".

La Ley de Planeación en su Artículo 5°, establece que es responsabilidad de los Ayuntamientos conducir la planeación del desarrollo de los municipios con la participación democrática de los grupos sociales. El artículo 113 nos dice que cada municipio será gobernado por un ayuntamiento con la competencia que le otorga la constitución política de los estados unidos mexicanos, la presente constitución y las leyes que de ellas emanen.

MARCO METODOLÓGICO

Para la elaboración del diagnóstico participativo; se empleó el método de Planeación Participativa; donde autoridades municipales y comunidad en general participan para tomar acuerdos en la priorización de las acciones que permitan el desarrollo integral sustentable del municipio.

- Detectar la situación general del municipio identificar, analizar problemas, necesidades, potencialidades, oportunidades que permita dar respuesta y proponer soluciones que generen el desarrollo integral del municipio.
- Uno de los objetivos de este trabajo es el de superar la dispersión y desarticulación de actividades e iniciativas, y que esta información sirva para la toma de decisiones y organizar las actividades que se desarrollan en cada eje.

Elaborando el diagnóstico participativo a través de talleres, encuestas, entrevistas e investigación de gabinete y recorridos de campo para obtener información de la situación real de la comunidad. Además de proponer soluciones estratégicas a los problemas priorizados de la comunidad, de esta manera propiciar el desarrollo integral de la comunidad.

Diagnóstico

Las características geográficas del Municipio de San Sebastián Tutla, le confieren fortalezas para integrarlo plenamente al desarrollo urbano, el reto es colocarlo dentro de las principales poblaciones de Valles Centrales, de mayor potencial, productivo, social, político y cultural, para que sea considerado en los planes y programas de desarrollo estatal y nacional.

En el plan Municipal de Desarrollo sustentable, vigilará por la conservación y manejo sustentable de los recursos naturales, a manera que impacte favorablemente en el bienestar de las generaciones futuras. Cuidando principalmente que al generar acciones de bienestar social, infraestructura urbana y productiva; favorezca la conservación del medio ambiente.

El presente diagnóstico ofrece información en cinco ejes; ambiental, social, humano, económico e institucional, del entorno del Municipio de San Sebastián Tutla.

I. Eje Ambiental

1.1 LOCALIZACIÓN DEL MUNICIPIO

1.1.1 Macrolocalización

El municipio de San Sebastián Tutla, se localiza en la parte central del estado de Oaxaca, en la Región de Valles Centrales, perteneciente al Distrito del centro, en las coordenadas geográficas 96° 40' longitud oeste, 17° 04' latitud norte y a una altitud de 1,540 m. La superficie total del municipio es de 8.93 Km², mismos que representan 0.01% con relación a la del estado.

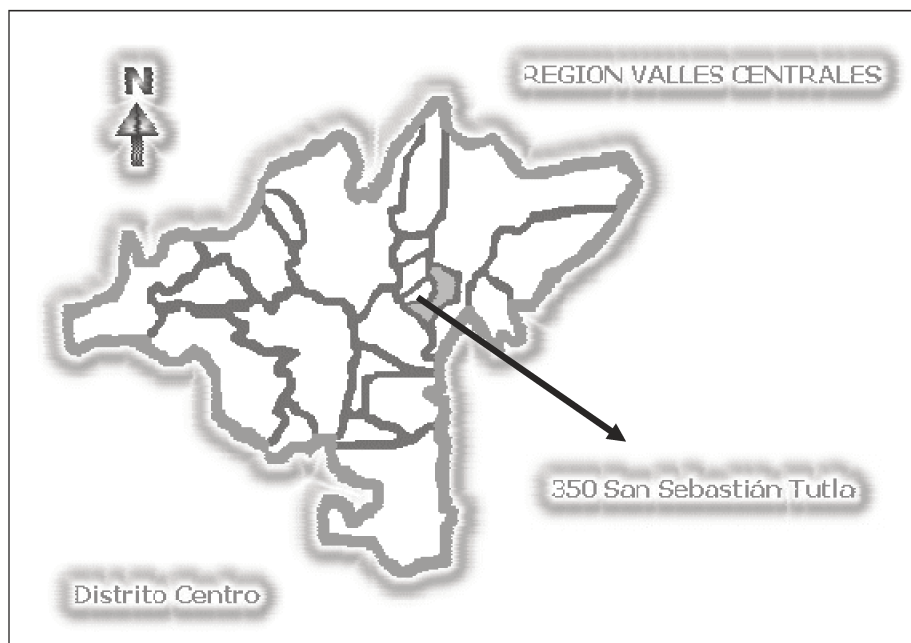


Figura 1.1 Macrolocalización del municipio.
Fuente: Enciclopedia de los Municipios de México, 1988.

1.1.2 Microlocalización

Limita al norte con San Agustín Yatareni, San Francisco Tutla y Tlalixtac de Cabrera, al sur con San Antonio de la Cal y Santa Cruz Amilpas, al oriente con Tlalixtac de

Cabrera, al poniente con Santa Lucía del Camino y Santa Cruz Amilpas. Su distancia aproximada a la capital del estado es de cinco kilómetros.



Figura 1.2 Microlocalización del Municipio.
Fuente: www.PueblosAmerica.com

1.2 CLIMA

El municipio presenta un clima seco-semicálido que corresponde a las temporadas templadas de frío en los meses de julio a enero; en los meses de febrero a mayo se tiene un clima cálido, con temperatura media anual de 18.7 °C, con una precipitación pluvial media anual de 561.4 mm.

1.3 HIDROGRAFÍA

La parte sureste del territorio municipal de San Sebastián Tutla, Centro, Oaxaca es atravesado por el río Salado que hace aproximadamente 10 años atrás fue caudaloso y existían peces; actualmente fluye agua contaminada, teniendo su desembocadura al río Atoyac, formando una cuenca con el río Atoyac de 5,700 Km²

de superficie y una subcuenca de 1,712 Km² de superficie dando lugar a la formación de una cuenca arreica, ya que no vierte sus aguas a los embalses internos ni al mar, los escurrimientos se pierden en los cauces por evaporación o infiltración, sin convertirse en corrientes subterráneas, no existe una red permanente y para tener un ordenamiento y buen uso de este recurso, es conveniente realizar un estudio de esta cuenca hidrológica ya que presenta contaminación de agua, suelo, erosión, desertificación y abatimiento de acuíferos.



Figura 1.3 Aguas superficiales. Fuente: INEGI, 1998.



Figura 1.4 Aguas subterráneas. Fuente: INEGI, 1998.

1.4 TIPO Y USO DE SUELO

El tipo de suelo localizado en el municipio es el Vertisól pélico. Es un suelo muy arcilloso, de color negro o gris. Su uso agrícola es muy extenso, variado y altamente productivo, aunque su manejo es en ocasiones problemático, debido a su dureza y consistencia. La mayor parte de la superficie es apta para la agricultura (maíz, frijol, alfalfa, tomate, ajo y chile de agua), variado y aún productivo, aunque su manejo es homogéneo; solo en las partes montañosas, es donde se nota un cambio en las partículas físicas estructurales; apto para establecer el cultivo de agave.

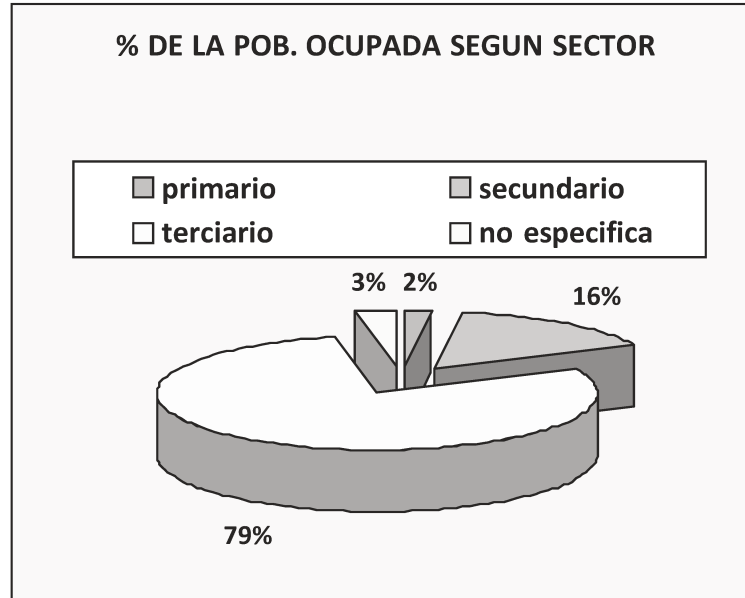


Figura 1.5 Porcentajes de ocupación de la población.
Fuente: INEGI, 2005.

Las condiciones actuales del recurso tierra en todo el territorio municipal se encuentra erosionado y existe el agotamiento de los suelos cultivables. Existiendo la erosión de varios tipos como son hídricas y el resultado de la acción acelerada desus efectos en poco tiempo, de cambio climático, riesgos de inundación, disminución y baja calidad del agua, asolvamiento y abandono de tierras.

1.5 VEGETACIÓN

La vegetación del municipio se compone básicamente de plantas semidesérticas y un chaparral bajo, en el que predomina el mezquite, el guaje y el cazaguate. La fauna aún existente la constituyen la ardilla roja, la rata de campo, el tlacuache, el zopilote y el pato mexicano.

1.6 ESTADO DE LOS RECURSOS

1.6.1 Agua

La principal fuente de abastecimiento de agua potable del municipio son las aguas subterráneas, que se obtienen a través de tres pozos localizados dentro de la comunidad. Uno de los principales problemas que se tienen para el abastecimiento del mismo es la escasez del recurso en época de sequías, debido al incremento de la demanda en la comunidad y poblaciones vecinas, pues el sistema de aguas subterráneas es compartido en los valles centrales, además del uso de aguas subterráneas para la irrigación de cultivos agrícolas.

Las aguas residuales que se generan en la comunidad son tratadas en la Planta de Tratamiento de Aguas Residuales de la población, la cual se ubica en la parte Sur. Las aguas tratadas desembocan en el río salado. Actualmente con los residuos sólidos se generan abonos que la comunidad adquiere para sus cultivos.

Una de las acciones principales a implementar es la sectorización en el suministro de agua potable a los domicilios, ya que se han detectado que las casas más alejadas no reciben el agua con la presión adecuada en comparación con las cercanas a los puntos de bombeo.

Además se ha iniciado una campaña de educación ambiental enfatizando la importancia y cuidado del agua, a los diferentes sectores de la población, principalmente a los jóvenes y niños, con apoyo de las escuelas de los diferentes niveles educativos.

contaminación por basura y la cercanía de ladrilleras que afectan directamente a la calidad del agua usada para los cultivos que requieren riego.

La tala inmoderada ha sido uno de los problemas principales en el municipio ocasionando la erosión hídrica, y debido al incremento de la intensidad de la lluvia, por el cambio climático, que ha acelerado este proceso.

Para ello, se implementará un programa de reforestación en zonas degradadas, así como un programa de educación ambiental para inculcar la separación de desechos orgánicos e inorgánicos y evitar que se arroje basura en lugares prohibidos y así evitar la contaminación de los recursos naturales.

1.6.2 Vegetación y Fauna

El cuidado de la vegetación y la fauna es importante para conservar el ecosistema existente en la cuenca que comprende los valles centrales, como un proyecto integral que involucre las partes altas como las bajas.

La deforestación es el principal problema de la pérdida no solo de la vegetación, sino también de la fauna existente al destruir su hábitat, y aumentar la erosión hídrica de los suelos.

Una de las principales acciones a implementar es la reforestación con plantas nativas de la región, además de la elaboración de un reglamento interno que sancione a quien realice tala clandestina en las áreas boscosas y caza de animales en peligro de extinción. Además de inculcar la educación en la preservación y cuidado de los bosques.

1.7 PATRÓN DE ASENTAMIENTOS HUMANOS

En el municipio de San Sebastián Tutla, los asentamientos humanos se encuentran distribuidos en la parte centro-norte de la población y abarcan el 35% de la superficie total con 214.54 ha. Los cuales se encuentran conglomerados facilitando la prestación de servicios básicos como agua, luz y drenaje. Actualmente el 95% de la población cuenta con estos servicios.

Sin embargo, el incremento de la población formando nuevos asentamientos humanos ha ido en aumento en los últimos años, lo que repercute en la demanda de más y mejores servicios básicos.

1.8 MANEJO Y TRATAMIENTO DE RESIDUOS

La basura originada por la comunidad se separa desde el momento de su recolección, implementado por parte de la Regiduría de Sanidad. La colecta se realiza los días martes, sábados (basura orgánica) y jueves (basura inorgánica). Cabe mencionar que se realizan abonos con los residuos orgánicos.

Actualmente, la comunidad cuenta con servicio de drenaje en un 95% aproximadamente, la cual es tratada en la planta de tratamiento de aguas residuales, separando los sólidos para la elaboración de composta y desembocando el agua tratada al río salado.

II. Eje Social

2.1 ACTORES SOCIALES

En el municipio se encuentran diferentes grupos, comités y/o organizaciones, cada una de ellas con diferentes funciones. Algunos son de carácter educativo, productivo o de servicios, entre ellos podemos mencionar: Presidentes de sectores, son los que representan a cada uno de los doce sectores que integran la comunidad.

1. Representantes de comités, entre ellos se encuentran:
 - Comité DIF municipal.
 - Comité de Alumbrado Público.
 - Comité de Salud.
 - Nueve Comités de Padres de Familia de los diferentes niveles educativos.
2. Representante de Bienes Comunales y Ejidales.
3. Alcalde Único Constitucional.
4. Representantes de productores y productores, se integraron un total de quince para los programas de Activos Productivos 2008.

2.2 PRESENCIA DE INSTITUCIONES

Actualmente la comunidad es beneficiaria de los diferentes programas de las Instituciones Federal o Estatal, como:

Sedesol; Programa “70 y más”, los habitantes de 70 y más años reciben un apoyo

económico bimestralmente.

Programa Oportunidades, existen 46 familias beneficiarias económicamente. Unidades Móviles, con el que se reparten despensas a familias de bajos recursos económicos, para que manden a sus hijos a la escuela.

DIF, realizan apoyos bajo el programa “Ver Bien para Aprender Mejor” y entrega desillas de ruedas a quien los necesite.

Comisión Estatal de Agua, actualmente se encuentra en la fase final del tanque elevado para la mejora del servicio de agua potable de la comunidad.

2.3 RELACIÓN ENTRE ACTORES

La relación que guardan los diferentes actores sociales y las autoridades municipales de vital importancia para conocer y satisfacer las demandas y necesidades de la población. Además de dar seguimiento a las gestiones y avances de obras o proyectos que el municipio y/o instituciones públicas o privadas desarrollan dentro de la comunidad en beneficio de la misma.

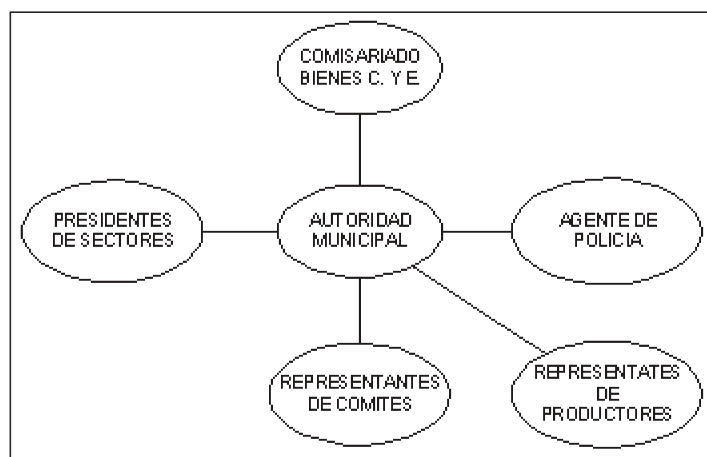


Figura 2.1 Relación entre principales actores sociales.

2.4 EXPRESIONES DE LIDERAZGO

La elección de autoridades municipales se realiza a través del régimen de Usos y Costumbres, por lo que no siempre se asume el papel de líder en el presidente o alguno de sus regidores. Sin embargo, estos cargos lo asumen personas con experiencia y que en la mayoría de los casos cuentan con el apoyo, confianza y respeto de los pobladores de la comunidad.

De la misma manera en la mayoría de las organizaciones, comités y/o representantes, actores sociales de la comunidad, la elección de sus representantes se realiza a través de reuniones y por mayoría de votos, los que no siempre asumen el papel de líder.

2.5 RELACIONES DE PODER

Las relaciones de poder en el municipio no se encuentran bien definidas, debido a que ninguna organización o persona física ha sido constituida o persigue ese fin. Lo que permite que la comunidad se conforme en armonía.

2.6 TENENCIA DE LA TIERRA

La tenencia de la tierra en el municipio se conforma en tres partes: en tenencia comunal, ejidal y pequeños propietarios, los cuales se conforman de la siguiente manera.

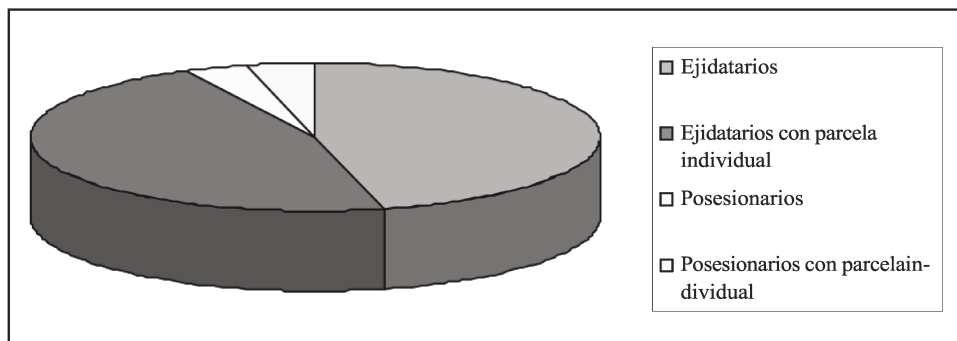


Figura 2.2 Tenencia de la tierra.

Fuente: OEIDRUS, 2008.

2.7 INFRAESTRUCTURA DE SALUD

El centro de salud de la *cabecera* municipal y del fraccionamiento El Rosario resultan insuficientes para dar atención a los habitantes del lugar, debido principalmente a las reducidas instalaciones, a la carencia de equipo y a la falta de medicamentos que resultan insuficiente para la atención médica. No se cuenta con el equipamiento necesario para atender enfermedades de cuidado intensivo o alguna hospitalización; por otra parte se deberá promover el uso adecuado de la ambulancia al servicio della población, así también, se establecerá el servicio médico de tiempo completo para brindar atención médica oportuna.

2.8 INFRAESTRUCTURA EDUCATIVA

En los tres niveles de educación con los que cuenta el municipio presenta deficiencias de infraestructura, principalmente en falta de aulas e instalaciones educativas y deportivas adecuadas, e infraestructura de higiene. Además se requiere de equipamiento en laboratorio y salas de cómputo que forman parte del aprendizaje integral de los niños y jóvenes de las escuelas, esto representa una demanda urgente por parte de los maestros y padres de familia que tienen a sus hijos en los diferentes niveles educativos.

2.9 PAVIMENTACIÓN

Aunque en su totalidad, las calles del centro de la población se encuentran pavimentadas, existen zonas que no cuentan con tan importante servicio, debido al crecimiento y la extensión de viviendas hacia lugares periféricos; que en años anteriores no eran habitables, haciendo énfasis en la continuidad de programas de pavimentación de calles y privadas, utilizando el pavimento asfáltico, concreto hidráulico. Cabe mencionar que para mantener los mantos freáticos se usará adoquín y se buscará retener la mayor cantidad posible de agua con pozos filtrantes.

2.10 ELECTRIFICACIÓN

La cobertura referente a este servicio es del 95%, en toda la población municipal; habiendo un rezago de aproximadamente el 5%, todo esto se debe principalmente a la alta dispersión de las viviendas en la periferia de la población de la *cabecera* municipal, situación que resulta prioritaria.

Así mismo, en la *cabecera* municipal; se llevará a cabo el reordenamiento del servicio de electrificación de forma subterránea de las principales calles de la población; evitando de esa manera, interrupciones frecuentes del servicio, debido a fenómenos naturales o siniestros provocados (accidentes automovilísticos y por tormentas en temporadas de lluvias).

2.11 AGUA POTABLE

El servicio del vital líquido que es uno de mayor importancia dentro de los planes de trabajo de esta administración municipal. Actualmente el suministro de este servicio es de un 95% en la población, por lo que se promoverá la ampliación de la red de distribución para cubrir la necesidad del mismo al 5% de la población faltante. Así mismo, se busca ampliar la red de distribución en zonas aptas para el establecimiento de nuevas viviendas a causa del crecimiento poblacional. Además, se implementarán programas y estrategias para el uso racional del vital líquido.

2.12 DRENAJE Y ALCANTARILLADO

2.12.1 Drenaje

Este servicio, cubre el 95% de la población, sin embargo la falta de este servicio en la parte norte de nuestro municipio; específicamente sobre la carretera Internacional, es considerada de atención prioritaria para este H. Ayuntamiento, puesto que no solamente solucionaría la necesidad de más de 400 viviendas que actualmente existen en dicha zona, sino también evitaría la posible contaminación de los mantos freáticos en la parte baja de la población que es el área de donde se extrae el vital líquido. Para ello, se implementaran proyectos estratégicos que darán solución definitiva a tal problemática.

Así mismo, se ampliará la red de drenaje hacia la parte sur de la población (camino del toro), por lo que ésta debe ser otra de las acciones prioritarias para este H. Ayuntamiento; con el objetivo de cumplir con las familias que demandan este servicio.

2.12.2 Alcantarillado

Con este servicio se pretende principalmente, realizar la limpieza y desazolve de todos los registros y alcantarillas del municipio en su totalidad, esto en fechas previas a la temporada de lluvias para evitar inundaciones y encharcamientos.

III. Eje Humano

3.1 POBLACIÓN

De acuerdo al II Censo de Población y Vivienda 2005 del INEGI, el municipio de San Sebastián Tutla, Centro, Oaxaca tiene una población de 15,922 habitantes distribuidos de la siguiente manera:

- Población masculina: 7467
- Población Femenina: 8455

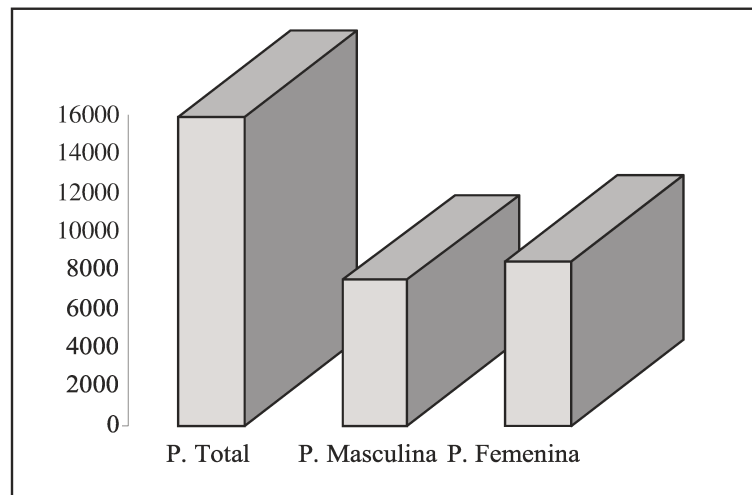


Figura 3.1 Gráfica población total y población por sexo.
Fuente: INEGI, 2005.

Los cuales están agrupados por rango de edades de la siguiente manera:

➤ Población de 0 a 4 años: 1094

- Población de 12 a 14 años: 1069
- Población de 15 a 17 años: 1187
- Población de 18 y más: 9975

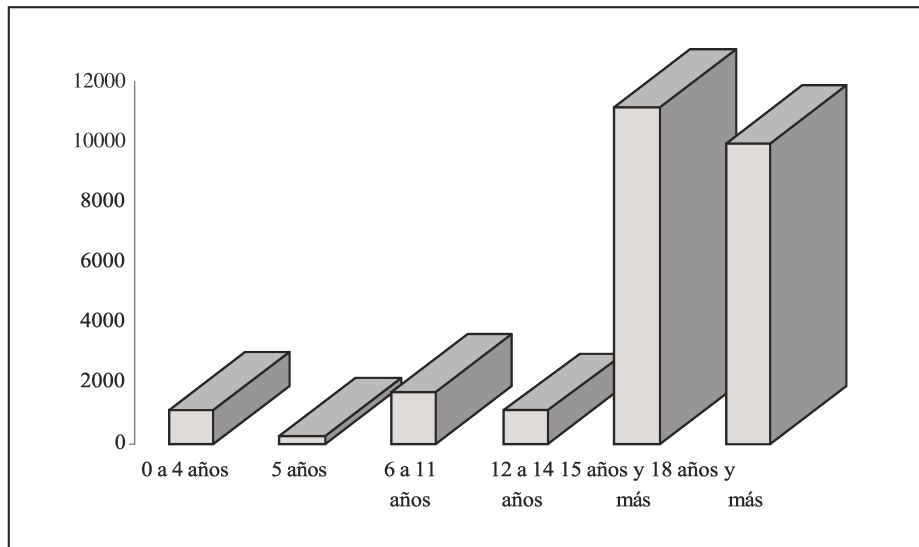


Figura 3.2 Gráfica habitantes por grupo de edad.
Fuente: INEGI, 2005.

3.2 VÍAS DE TRANSPORTE Y MEDIOS DE COMUNICACIÓN

El municipio tiene y cuenta con una gran oportunidad de estar bien comunicado tanto con la ciudad capital del estado, así también con municipios vecinos a este, encontrándose las vías de comunicación en buen estado, transitables en toda época del año. Asimismo sus caminos internos a los terrenos de cultivo se encuentran en buen estado transitorio, contando con un 30% de usuarios de teléfonos residenciales y a la vez existiendo teléfonos públicos en lugares definidos.

Existen también dos lugares a donde hay renta del servicio de Internet; antenas parabólicas, televisión, televisión de paga, venta de revistas y periódicos.

3.3 MIGRACIÓN

Uno de los problemas principales que se han presentado en los últimos años, es la migración de algunos sectores de la población, esto debido a la falta de empleos bien remunerados y al bajo rendimiento de la producción agropecuaria, debido a la baja o nula tecnificación de los sistemas de producción.

Lo que ha propiciado, el abandono de tierras, renta de tierras de agostadero, escasez de mano de obra agropecuaria.

La mayor población de emigrantes tiene como puntos de destino los estados fronterizos del sur de Estados Unidos California, Arizona y Texas.

3.4 SALUD

En la *cabecera* municipal, se cuenta con un Centro de Salud, al igual que en el fraccionamiento El Rosario. Actualmente ambos centros funcionan de manera regular, debido a la falta de medicamentos, no contar con el equipo humano y de infraestructura que la comunidad requiere para satisfacer las demandas, mejorar y eficientar el servicio; y realizar campañas de vacunación, pláticas y talleres de prevención a niños y jóvenes.

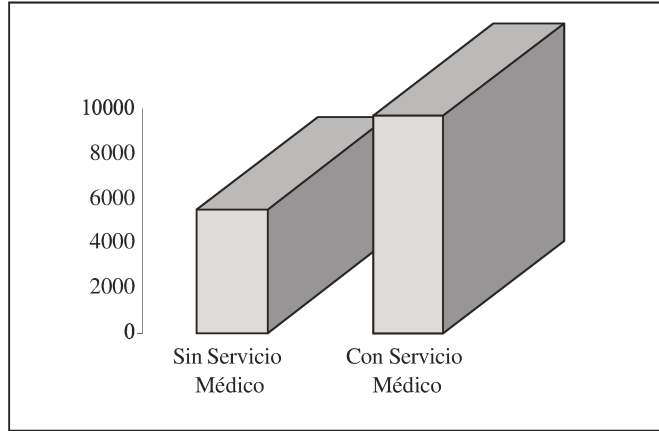


Figura 3.3 Gráfica personas con y sin servicio médico.
Fuente: INEGI, 2005.

Los principales problemas de salud que se presentan en el municipio son:

- Diarrea
- Gripe
- Tos
- Alcoholismo

3.5 EDUCACIÓN

El sistema educativo en el municipio cuenta con los tres niveles básicos de escolaridad: Preescolar, primaria y secundaria, sin embargo, aun se tiene un porcentaje de analfabetismo que es necesario abatir, además de fomentar la educación y el deporte en los niños y jóvenes de la comunidad, a través de becas escolares y deportivas, de forma integral para mejorar la calidad de vida a largo plazo en su desarrollo como futuras generaciones.

Otro asunto que ocupa a esta administración, es inducir a nuestros niños y jóvenes a la práctica del deporte y a la sana convivencia, a través del apoyo en diversas actividades que se realicen. Principalmente el mejoramiento y mantenimiento constante de las Áreas Deportivas de la población (como son el campo de fútbol y lugares recreativos)

Esto por medio de apoyos que se gestionarán ante el Instituto de la Juventud Oaxaqueña y ante el Consejo Estatal del Deporte.

De acuerdo al II Censo de Población y Vivienda 2005 del INEGI, para el mismo año existían un total de 168 personas analfabetas en la población. Para el término del presente trienio, la Autoridad Municipal a través de la Regiduría de Educación abatirá completamente dicho problema.

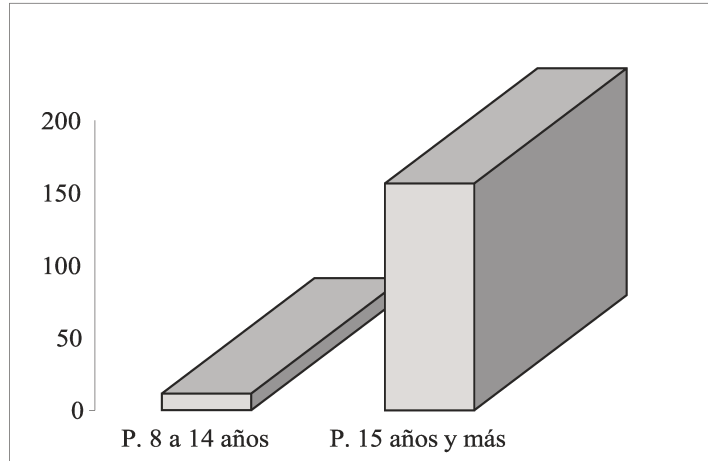


Figura 3.4 Población analfabeta. Fuente: INEGI, 2005.

3.6 VIVIENDA

De acuerdo con los datos obtenidos en el conteo de población y vivienda efectuado por el INEGI al año 2005, el municipio cuenta con 3,936 viviendas de las cuales 3,035 se encuentran en el fraccionamiento El Rosario y 892 se encuentran en la *cabecera* municipal; de estas últimas el 95% cuentan con servicio de energía eléctrica, el 95% cuentan con agua entubada y el 95% cuentan con el servicio de drenaje sanitario.

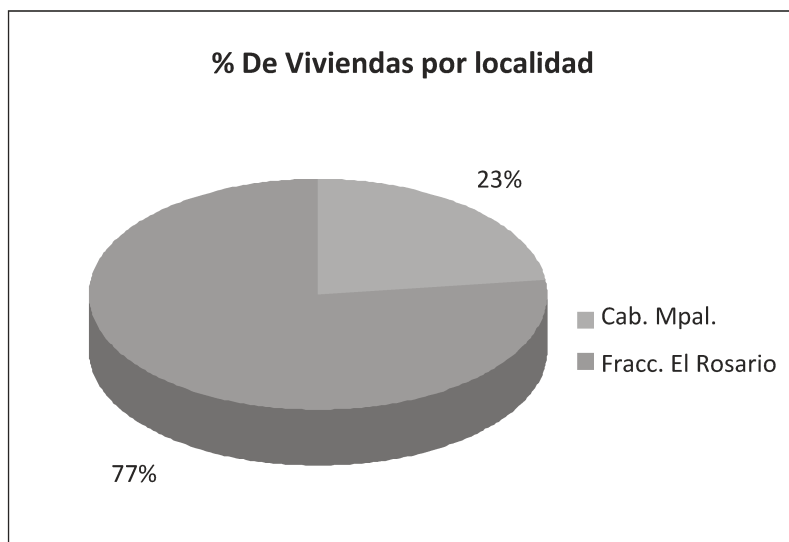


Figura 3.5 Porcentaje de viviendas por localidad. Fuente: INEGI, 2005.

Es importante considerar que en el casco de la población habitan en algunos casos hasta cuatro familias por domicilio y en la mayoría de los casos dos familias por domicilio, por lo que es preocupante para este H. AYUNTAMIENTO el sano desarrollo de las personas, ya que muestra un crecimiento constante en el índice de hacinamiento. Para solucionar este problema se planea la creación de áreas aptas para el establecimiento de nuevas viviendas, con un crecimiento ordenado dotando de la infraestructura básica, para lo cual, se proyecta la parte sur del territorio conocido como pie del cerro y otra zona conocida como “Loma del Pirú”. Es importante señalar, que este tipo de proyectos solo se podrá realizar en coordinación y con voluntad del Comisariado Ejidal y de Bienes Comunes. Al mismo tiempo se promoverá el uso de los materiales con los que contamos para la construcción de viviendas como son los materiales de la región (piedra, adobe y carrizo).

3.7 ÍNDICE DE DESARROLLO HUMANO E ÍNDICE DE MARGINACIÓN

La esperanza de vida constituye un indicador del nivel de vida y se tiene en cuenta para determinar el índice de desarrollo humano a nivel municipal en este concepto se considera entre los 50 y 60 años para los hombres y 60 a 70 años las mujeres.

En el proceso de desarrollo que ha tenido el municipio ha evolucionado adquiriendo la incidencia de la acción humana sobre su entorno, actualizando una posición entre el urbanismo y la planificación económica tratando de conseguir una distribución óptima de la población y de las actividades económicas y sociales y en consecuencia los ejes de la comunicación, equipamientos públicos de carácter municipal y de los espacios naturales libres, todo ello con el fin de ofrecer a los actores sociales una calidad de vida que permita el desarrollo de su personalidad bajo la restricción básica de la sustentabilidad.

El municipio de San Sebastián Tutla, Centro Oaxaca según CONAPO es catalogado con un grado de marginación Bajo, y clasificado como No Indígena.

3.8 DESARROLLO DE LAS MUJERES E IGUALDAD DE GÉNERO

Las mujeres juegan un papel importante en el desarrollo de la comunidad al tener la responsabilidad de educar a los niños, administrar el recurso familiar entre muchas otras ocupaciones. Sin embargo, no se restringe únicamente a las labores del hogar, ya que gran parte de los trabajadores del municipio son mujeres, que se desempeñan como secretarias, recepcionistas, asesoras del municipio, encargadas del DIF municipal, y tienen un papel importante en las decisiones que se toman en las reuniones del municipio al tener voz y voto.

Aunque, aun hacen falta acciones que promuevan el desarrollo, empleo y buena remuneración del trabajo de las mujeres, además de promover la igualdad de género.

3.9 CULTURA

Resulta necesario crear espacios para la cultura y la recreación, afortunadamente con el apoyo del gobierno del Estado y la Administración pasada, se inicio la construcción de la Casa de La Cultura, la cual concluyó en el presente trienio, dándole gran relevancia a nuestra Comunidad y mayor acceso a la cultura a los niños y jóvenes para una mejor actitud hacia el futuro.

Asimismo, es de vital importancia para nuestra comunidad, rescatar y mantener vivas nuestras raíces y tradiciones, con el fin de que las nuevas generaciones las conozcan y logren conservarlas para preservar nuestra identidad.

3.10 CAPACITACIÓN Y ASISTENCIA TÉCNICA

El desarrollo de capacidades y aptitudes es de suma importancia en el desarrollo y crecimiento de cada una de las personas y de la comunidad, esto amplia la

posibilidad de desarrollar y/o encontrar un trabajo bien remunerado; o en su caso buscar una alternativa de auto empleo. Para esto es importante conocer las expectativas de cada una de las personas y de los diferentes grupos que se encuentran dentro de la comunidad y así poder gestionar cursos de capacitación y en su caso asistencia técnica a personas o grupos productivos.

Para el personal que labora directa o indirectamente en el municipio; centro de salud, personal administrativo o de operación, etc., es importante que se realicen capacitaciones referentes a atención al público, resolución de conflictos superación personal y para que conozcan sus derechos y obligaciones; de esta manera poder brindar un servicio eficiente y de calidad para la comunidad.

IV. Eje Económico

El desarrollo económico de un pueblo contribuye directamente a elevar el nivel de vida de sus habitantes y mantenerla estable, buscando siempre los métodos ideales que permitan generar la derrama económica constante en el municipio, mismo que se verá reflejado en cada uno de sus habitantes; aprovechando de manera adecuada todos los recursos naturales y humanos, teniendo siempre como objetivo ser un municipio productor y creador de sus propias fuentes de empleo, sin quedar al margen del desarrollo estatal y nacional.

La economía del Municipio de San Sebastián Tutla se basa principalmente en las actividades agropecuarias, se produce maíz, frijol, garbanzo y alfalfa, también se producen toros, vacas, cabras y pollos.

4.1 PRINCIPALES SISTEMA DE PRODUCCIÓN

4.1.1 Agrícola

Del total de la superficie del municipio, 239.35 ha se destinan a la agricultura, de las cuales 114.21 ha se utilizan para pastizal.

Los principales cultivos que se producen en la localidad son el maíz, frijol, garbanzo y alfalfa. La producción de estos cultivos se realiza a cielo abierto con nula o baja tecnificación de la producción, por falta de recursos para su adquisición, esto debido a la poca productividad de los cultivos y bajos precios de los mismos.

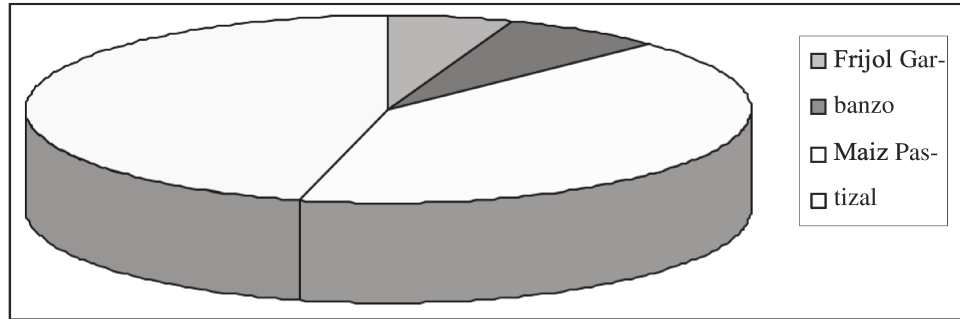


Figura 4.1 Principales cultivos en la comunidad.
Fuente: OEIDRUS, 2008.

La siembra se realiza a manera de temporal y en algunos casos se auxilian con riegos rodados, lo cual representa el desperdicio excesivo del agua. Se utilizan fertilizantes químicos de manera reservada como apoyo al desarrollo del cultivo, pero sin la adecuada valoración de los requerimientos del cultivo, mucho menos con la asesoría técnica necesaria.

Los rendimientos que se obtiene son mínimos y en la mayoría de los casos se genera el ingreso mínimo en cada cosecha, ya que no se tiene un mercado asegurado para los productos y los precios que se obtienen son muy bajos.

La mayor parte de la producción se comercializa de manera individual por los productores a tiendas locales o en la central de abastos de la ciudad de Oaxaca, en ambos casos sus ingresos son mínimos. Algunos de los productores destinan parte de su producción a la alimentación de su ganado.

La tecnificación de los sistemas de producción, implementando sistemas de riego y asesoría técnica especializada, es muy importante para mejorar la producción, aumentar los rendimientos y mejorar la calidad de vida de los productores. Además la diversificación de cultivos utilizando sistemas de agricultura protegida, como invernaderos, micro

túneles, etc., aprovechando la demanda local y regional de productos como el tomate, nopal, limón, frutas y verduras en general, beneficiaría considerablemente la economía y calidad de vida de la población.

La demanda existen de estos productos es constante durante todo el año, actualmente se abastecen de mercados regionales o en la ciudad de Oaxaca, lo cual representa adquirirlos a precios muy altos.

Con la implementación de los sistemas de agricultura protegida, se producirán en el municipio los cultivos que requiere la comunidad, proporcionándolos a precios accesibles y aprovechando el mercado existente.

4.1.2 Pecuario

La producción pecuaria se realiza a baja escala, en la mayoría de los casos comouna actividad complementaría a la agrícola. Principalmente se producen toros, vacas, cabras y pollos. La crianza de estos animales se realiza dentro de la comunidad, en zonas o lugares no aptos para este fin. Esto debido a que no se cuenta con apoyo para la adquisición de más cabezas y realizar su producción a gran escala.

La alimentación se realiza utilizando los residuos de cosecha o produciendo alfalfa por los mismos productores.

La comercialización se realiza a través del rastro municipal o con carniceros de la comunidad y en algunos casos se utilizan para autoconsumo y/o fiestas familiares.

La gestión de recursos para mejorar el sistema de producción, adquiriendo infraestructura necesaria para el manejo adecuado de los animales y apoyando la adquisición de más cabezas de ganado para aumentar la producción y abastecer al mercado local y regional es importante para mejorar la calidad de vida de los productores, y contribuir a la economía de las familias de la comunidad ofreciendo productos de calidad y precios accesibles.

La infraestructura básica necesaria por los productores de ganado de la comunidad es:

- Construcción de galeras
- Construcción de corral de manejo

4.1.3 Servicios

De acuerdo a los datos del municipio de San Sebastián Tutla, más del 60% de la población se emplea en la ciudad de Oaxaca o emprenden negocios de servicios dentro de la comunidad.

Las principales microempresas o negocios que se emprenden son:

- Carpinteros
- Carniceros
- Taxistas
- Pastelerías y lavanderías
- Restaurantes o cocinas económicas
- Mecánicos, etc.

La carpintería es un servicio existente y muy rentable en la comunidad, ya que los muebles que se ofrecen en la capital del estado son muy caros. Los carpinteros locales adquieren la madera en aserraderos de comunidades vecinas a precios accesibles, lo que repercute favorablemente en la oferta de los muebles, al ofrecerlos a precios accesibles.

Sin embargo, la falta de maquinaria y equipo especializada repercute en la abastecimiento de la demanda de la comunidad y en la calidad del producto ofrecido, por lo que es importante apoyar y gestionar la adquisición de estos equipos y maquinaria para fortalecer el desarrollo de la comunidad.

Las carnicerías que existen en la comunidad son micro empresas muy importantes en la misma, ya que abastecen a la población con este producto. La mayor parte de

la carne que se comercializa en estas microempresas se adquiere a los productores pecuarios de la población.

Es importante fortalecer estas microempresas apoyando y gestionando recursos para la adquisición de equipos necesarios para su buen funcionamiento. Pues además de ofrecer productos de calidad a precios accesibles, forman parte del fortalecimiento de la producción pecuaria y producción agrícola de la alfalfa, como parte del desarrollo integral de la comunidad.

En general, las microempresas existentes y nuevas en la comunidad, requieren del apoyo del ayuntamiento en la gestión de recursos para mejorar e implementar cada uno de sus servicios, en miras de generar un mayor ingreso a las familias que las implementan y requieren.

4.2 SISTEMAS PRODUCTO

Los principales sistemas-producto que se producen en la comunidad son: maíz, frijol, garbanzo y alfalfa. Los rendimientos promedios obtenidos son:

Cuadro 4.1 Rendimientos de cultivos.

CULTIVO	RENDIMIENTO TON/HA	SUPERFICIE SEMBRADA HA
Frijol	0.50	14.0
Garbanzo	0.73	18.0
Maíz	0.78	102.0
Alfalfa	79	8.0

Fuente: OEIDRUS, 2008.

La producción de estos cultivos se realiza de manera tradicional y de temporal, esto debido a la falta de recursos para invertir en la tecnificación de los sistemas de producción.

Los costos de producción son bajos pues la tecnificación es mínima, se utilizan fertilizantes y herbicidas que se adquieren en mercados de la ciudad de Oaxaca, algunos productores realizan riegos de auxilio a sus cultivos utilizando el sistema de riego por gravedad, desperdiciando el agua disponible. Durante todo el proceso de desarrollo del cultivo, desde la siembra a la cosecha, no se cuenta con asesoría técnica especializada que los apoye en el uso eficiente de sus recursos para mejorar y aumentar su producción.

Además no se cuenta con un mercado principal para la venta de la producción, y en la mayoría de los casos los ingresos obtenidos son mínimos.

El fortalecimiento de los sistemas producto es importante para cerrar el ciclo de aprovechamiento de los recursos, y no únicamente ser productores de materia prima.

Tecnificando los sistemas de producción y cerrando la cadena productiva, como en el caso de los productores de alfalfa. No solo requieren de la tecnificación del sistema de producción, sino además de aprovechar ellos mismos su producción adquiriendo cabezas de ganado para venta de carne o productos en pie. Lo cual generaría mayores empleos directos e indirectos y detonando el desarrollo dentro del municipio.

4.3 MERCADOS

En este concepto de transacciones o acuerdos de negocios entre compradores y vendedores en el municipio no existe un espacio formal existiendo el intermediarismo comercial; con respecto a la producción agropecuaria, vendiendo sus productos libremente.

En el aspecto del comercio regular y regulado, hay tiendas de abarrotes, carnicerías y de todo tipo de comercio, tanto en el municipio como en sus agencias municipales, estando concentrados el mayor auge de mercado en la ciudad de Oaxaca y municipios vecinos.

Teniendo poco desarrollo de mercado en la *cabecera* municipal por la cercanía a donde se concentra el mercado que surte a la mayor parte de la zona y región. Dando cavidad a un mercado de minoristas de materias primas.

4.3.1 Mercado de mano de obra

En la actualidad y dada la situación por la que atraviesa el país haciendo efecto el fenómeno de la migración es muy escasa la mano de obra para la rama agropecuaria, no se consigue gente para labores agrícolas, así como para la construcción y si la hay es gente adulta que no es muy aceptada por su bajo rendimiento.

Sin embargo, jóvenes con estudios técnicos egresados del CONALEP – CECYTE y otras escuelas no tienen trabajo por no existir fuentes de empleo que les brinde la oportunidad de ingresar al campo laboral. Existiendo mano de obra calificada en trabajo técnico especializado, dando origen al desempleo, migración a centros urbanos y a Estados Unidos de Norteamérica en cualquier época del año.

4.3.2 Mercado de bienes

Dada la situación prevaleciente en el país, el municipio se ha vuelto un lugar como muchos otros de consumismo y poco productivo. Llegando a las comunidades venta de todo tipo de productos de diferentes lugares, tales como: de Oaxaca y Puebla, llevando productos de abarrotes, artesanías, vinos y licores, frituras, textiles.

4.3.3 Mercado de servicios

Los servicios que se ofrecen en el municipio están concentrados en la capital del estado de Oaxaca por ser un lugar turístico nacional y extranjero ya que ahí se encuentran hoteles (de una a cuatro estrellas), restaurantes de calidad, fondas y loncherías. Asimismo centros comerciales en abarrotes, ropa, artesanías, bares, cantinas, centros nocturnos, discotecas, centros culturales, locales de renta de Internet y centros de cómputo, gasolineras, y aeropuerto internacional.

Además, de oficinas de gobierno tanto federal como estatal. Dentro del territorio municipal se localiza un motel, dos hoteles de dos estrellas, dos restaurantes, talleres mecánicos, loncherías, tiendas de abarrotes, carnicerías, peluquerías, estéticas y la fabricación de bloks y cantinas.

4.3.4 Mercado de capitales

El mercado de capitales está concentrado en la ciudad de Oaxaca, capital del estado, ya que como hemos mencionado es un centro de recepción turística y comercial.

Cuadro 4.2. Sistema operativo bancario

SISTEMA OPERATIVO BANCARIO	
BANCOMER	CAJAS DE AHORRO Y PRÉSTAMO CASAS DE CAMBIO
BANAMEX	
HSBC	
BANORTE	
BANRURAL	
SANTANDER	

Fuente: Encuestas, 2008.

Siendo estos los receptores de moneda nacional y extranjera del turismo, migrantes y comercio.

En el municipio y localidad de San Sebastián Tutla, Centro Oaxaca solo hay prestamistas o agiotistas locales. A los que acuden los actores sociales de bajos ingresos y los migrantes a los Estados Unidos.

4.4 POBLACIÓN ECONÓMICAMENTE ACTIVA

El INEGI considera a la población de 12 años en adelante con capacidad para el trabajo. En el municipio existen 12,900 personas con 12 años o más, las cuales constituyen el 81% la población económicamente activa (PEA) y el 19% forman la población económicamente inactiva (PEI).

4.5 INFRAESTRUCTURA PRODUCTIVA BÁSICA

En este concepto el territorio municipal esta rezagado pues no cuenta con una infraestructura formal, ya que la irrigación de sus terrenos lo hacen rústicamente a través de bombas de gasolina y manguera formando los propios productores retenes rústicos de agua o posos noria con sistema de bombeo.

Asimismo existe una planta de tratamiento de aguas residuales con el sistema WETLANDS de pantanos artificiales, de flujo subterráneo que se construyó en 1996 y en 1999 se construyeron los lechos de secado, esta planta se proyectó para una población de 2000 habitantes; con un gasto aproximado de 2.2 L.P.S. desechando las aguas residuales ya tratadas al río Salado. En este trienio (2008-2010) se tiene contemplado la construcción de una Unidad de Riego, la cual utilizará las aguas tratadas de la planta de tratamiento.

Además y de manera particular de algunos productores, se cuentan dos tres naves de invernadero que generalmente se ocupan de la producción de tomate.

V. Eje Institucional

5.1 EL MUNICIPIO

El municipio de San Sebastián Tutla se rige por usos y costumbres, nombran trimestralmente a los integrantes del cabildo a través de una asamblea general y por mayoría de votos, la asamblea nombra a un presidente, un síndico, cuatro regidores; cada uno con una suplente, siendo un total de doce integrantes, todos los nombramientos son honoríficos. Una vez integrado el cabildo, este nombra a un tesorero y un secretario, los cuales reciben una compensación económica.

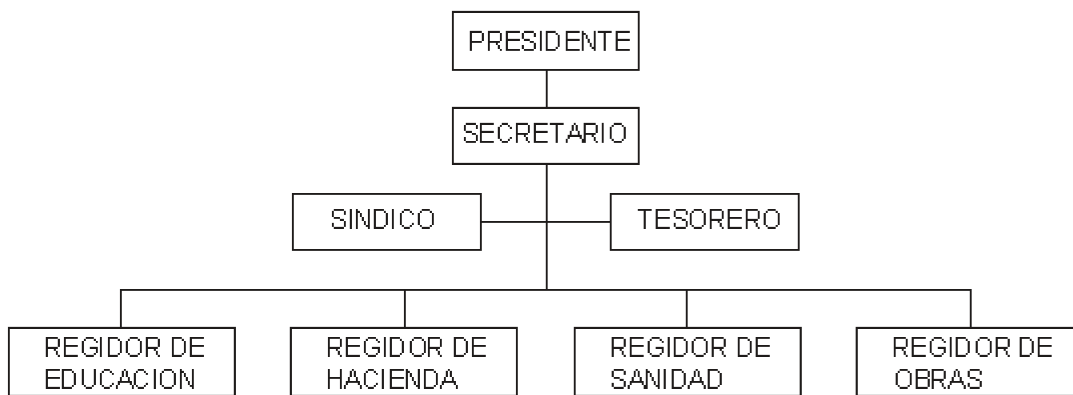


Figura 5.1 Organigrama municipal
Fuente: Municipio San Sebastián Tutla.

En las asambleas trimestrales también se nombran a 70 policías voluntarios; que se encargan de apoyar a la policía municipal; la cual percibe un ingreso, los voluntarios se nombran por usos y costumbres y no reciben ninguna compensación o gratificación por sus servicios. Además anualmente cada 25 de Diciembre se nombra

por usos y costumbres a un alcalde, un primer suplente, un segundo suplente y un tesorero; también se nombra al comité de alumbrado público.

Dentro de la jurisdicción del municipio se encuentra la Agencia de Policía El Rosario y el Fraccionamiento El Rosario, el primero representado a través del Agente Municipal y el segundo por un representante elegido por el Fraccionamiento, que los representan en las reuniones municipales y que hacen valer su voz y voto, y dan a conocer sus necesidades. Además el cabildo realiza visitas periódicas a estos sectores para conocer y resolver sus necesidades.

5.2 RECURSOS

El municipio recibe recursos del Ramo 33 y 28, además de los propios de la recaudación de los impuestos, cuota por recolección de basura, agua, drenaje y aportaciones voluntarias.

Actualmente el municipio recibe del Ramo 28 la cantidad de \$7, 215,936.00, del ramo 33 la cantidad de \$10, 978,200.00 y de recursos propios \$1, 600,000.00 con un total de \$19, 694,136.00

Cuenta con 50 empleados que laboran en cada una de las áreas que atiende el Ayuntamiento. Además de contar con tres patrullas, seis camionetas, un autobús, un volteo, una retroexcavadora, cuatro contenedores de basura y una grúa pluma.

El municipio cuenta con un comité de alumbrado público, que es el encargado del mantenimiento y buen funcionamiento del mismo. Además del DIF municipal que se integra por las esposas de los integrantes del cabildo y de sus suplentes, que se encargan de gestionar y otorgar apoyos y programas a los habitantes de bajos recursos.

El alcalde es una autoridad no municipal con personalidad jurídica que realiza las funciones de un agente de ministerio público, y tiene a su cargo un tractor agrícola que brinda servicio a la comunidad.

El Comisariado Ejidal y de Bienes Comunales es un organismo externo del municipio, que representa a los comuneros y ejidatarios de la comunidad y es el encargado de gestionar y apoyar en todas las acciones y proyectos enfocados al desarrollo agrario.

5.3 SEGURIDAD PÚBLICA

La seguridad dentro del municipio está integrada por un cuerpo de policías de tiempo completo que vigila y protege a la ciudadanía; los cuales perciben sueldo, cuentan con tres vehículos exclusivos para dicho fin. Además son apoyados por los policías voluntarios que se nombran en la asamblea municipal.

Sin embargo, estos recursos no son suficientes ante la demanda de seguridad de la población y debido a la superficie o cobertura que se debe atender. Además del incremento de robos o asaltos violentos consecuencia de la cercanía con la capital del estado.

5.4 TRANSPARENCIA Y ACCESO A LA INFORMACIÓN

El presidente y su cabildo tienen la obligación de rendir cuentas ante la asamblea general del ejercicio de los recursos que percibe el municipio. Además cada una de las obras que se realizan es validada por la asamblea y apoyada por el Consejo de Desarrollo Municipal.

El acceso a la información es libre, los habitantes del municipio tienen acceso a la información que desean, presentando una solicitud a la Autoridad Municipal.

6.1 MATRIZ DE PRIORIZACIÓN DE PROBLEMAS

Problema	Escasez de Agua	Servicio de Salud Deficiente	Falta servicios básicos	Falta de empleos	Falta apoyo al campo	Falta equipo a la policía
Escasez de Agua						
Servicio de Salud Deficiente						
Falta infraestructura educativa						
Falta de empleos						
Falta apoyo al campo						
Falta equipo a la policía						

Problema	Escasez de Agua	Servicio de Salud Deficiente	Falta servicios básicos	Falta de empleos	Falta apoyo al campo	Falta equipo a la policía
Frecuencia	5	2	6	3	5	4
Jerarquía	3	6	1	5	2	4

Problemas en Orden de Prioridad

Problema 1: Falta de servicios básicos, actualmente el 5% de la población no cuenta con los servicios básicos necesarios para su óptimo desarrollo, debido al incremento actual de la población por nuevos asentamientos. Se requiere de la ampliación de estos servicios, además de la demanda de infraestructura en los tres niveles educativos, debido al aumento de la población, para ofrecer un servicio educativo de calidad.

Problema 2: Falta apoyo al campo, los productores agropecuarios requieren de apoyos para fortalecer e impulsar la producción del campo, para evitar el abandono del mismo y la migración de los productores.

Problema 3: Escasez de agua, debido al incremento de la demanda de este recurso y a la sobreexplotación de los mantos acuíferos se ha observado la escasez de este vital líquido, por lo que afecta a todos los habitantes de la comunidad, ya que en época de sequías disminuye su disponibilidad.

Problema 4: Falta de equipo a la policía, debido al incremento de la delincuencia y al efecto de la cercanía de la capital del estado, la policía municipal requiere de equipo para realizar adecuadamente su trabajo, además de cuidar su integridad física y patrimonial de todos los habitantes de la comunidad.

Problema 5: Falta de empleos, lo que ha causado el abandono del campo, lamigración y el abaratamiento de la mano de obra en trabajos en la capital del estado, lo que afecta a la economía de la mayor parte de la comunidad y en su desarrollo.

Problema 6: Servicio de Salud deficiente, lo que representa en poco uso del servicio por la comunidad y el que busquen otras alternativas en hospitales privados. Afectando directamente a la economía familiar.

6.2 ÁRBOL DE PROBLEMAS

Los problemas son hechos que afectan a la población o a un grupo de la población derivados del Diagnóstico Participativo y que se analizan de acuerdo a sus causas y efectos y de esta manera buscar las posibles alternativas de solución. En el municipio de San Sebastián Tutla, se han identificado diversos tipos de problemas, mismos que se presentan a través del árbol de problemas, que podemos observar a continuación:

CAUSAS	PROBLEMAS	EFFECTOS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Instalaciones educativas en mal estado. ➤ Faltan equipos educativos de alta tecnología. ➤ Incremento de la población en las escuelas. ➤ Nuevos asentamientos humanos. ➤ Servicios en mal estado. 	Falta de servicio básicos	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nivel educativo deficiente. ➤ Niños y jóvenes propensos a enfermedades. ➤ Actividades en las escuelas que no se realizan. ➤ Dificil acceso a calles y casas. ➤ Calles en mal estado. ➤ Fugas en las líneas existentes de drenaje. ➤ Problemas de salud.

CAUSAS	PROBLEMAS	EFFECTOS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poco apoyo por parte del municipio. ➤ Se requieren de muchos requisitos para acceder a créditos. ➤ No se cuenta con asesoría técnica especializada. ➤ No existe capacitación a los productores agropecuarios. ➤ Poco interés por formar grupos de productores y buscar nuevas alternativas de financiamiento. ➤ Falta de mercados. ➤ Apoyos públicos (federales estatales) muy deficientes. 	Falta apoyo al campo	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ingresos mínimos en las familias. ➤ Abandono del campo y lotificación de terrenos agrícolas. ➤ Migración. ➤ Reducción de la producción agropecuaria. ➤ Contaminación de acuíferos. ➤ Desperdicio de recursos propios. ➤ Mala calidad de vida.

CAUSAS	PROBLEMAS	EFFECTOS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sobre explotación de los acuíferos. ➤ Incremento de la demanda. ➤ Lluve poco. ➤ Falta cultura en el cuidado del agua. ➤ Deforestación. ➤ Baja eficiencia en el suministro de agua potable. ➤ No existen obras de captación de agua de lluvia. 	<p>Escasez de agua</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poca agua para consumo. ➤ Reducción de la producción. ➤ Venta de tierras. ➤ Migración. ➤ Personas propensas a enfermedades y problemas de salud. ➤ Más pobreza.

CAUSAS	PROBLEMAS	EFFECTOS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Falta de equipo a la policía municipal. ➤ Aumento de la delincuencia. ➤ Capacitación a la policía en el trato a personas, derechos y obligaciones. ➤ Aumento de las demandas. 	<p>Falta de equipo a la policía</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Servicio deficiente. ➤ Se expone la seguridad de los habitantes. ➤ Se expone la vida de los policías.

CAUSAS	PROBLEMAS	EFFECTOS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ No existe desarrollo de capacidades. ➤ Mucha gente desempleada. ➤ Poco apoyo para empresas de auto empleo. ➤ Mano de obra barata. ➤ No existen alternativas de empleo. 	<p>Falta de empleo</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Desempleo ➤ Poco ingreso al seno familiar. ➤ Migración. ➤ Mala calidad de vida. ➤ Deficiencias alimenticias y desarrollo personal.

CAUSAS	PROBLEMAS	EFFECTOS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Falta de infraestructura. ➤ Falta de medicamentos. ➤ Falta de equipo adecuado ➤ No existe capacitación a empleados del centro de salud. ➤ Faltan talleres y cursos para mejorar la salud de la comunidad. ➤ Malos hábitos alimenticios. ➤ Médicos no capacitados. 	<p>Servicio de salud deficiente</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Se recurre a médicos privados. ➤ La economía familiar se ve afectada. ➤ Solo se atienden enfermedades comunes, como tos y diarrea. ➤ No se utiliza adecuadamente el servicio. ➤ Poca confianza en el servicio.

6.3 ÁRBOL DE SOLUCIONES

Definiendo las causas y efectos de los problemas, se analizaron las posibles soluciones que se presentan en el árbol de soluciones.

CONJUNTO DE SOLUCIONES	SOLUCIÓN ESTRATÉGICA	CONSECUENCIA FAVORABLE
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Construcción de infraestructura educativa necesaria en los tres niveles educativos. ➤ Ampliación y mantenimiento de la red de drenaje. ➤ Mantenimiento y pavimentación de calles. ➤ Falta de servicio eléctrico y mantenimiento. ➤ Fomentar la gestión, seguimiento y construcción de servicios que requiere la comunidad. 	<p>Ampliación y mejora de los servicios básicos</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Atención a la demanda de la comunidad. ➤ Mejorar las condiciones de vida de la comunidad. ➤ Nivel educativo de calidad en la comunidad en sus tres niveles. ➤ Mejorar la calidad de vida de la comunidad.

CONJUNTO DE SOLUCIONES	SOLUCIÓN ESTRATÉGICA	CONSECUENCIA FAVORABLE
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Buscar nuevas y mejores alternativas de financiamiento a productores agropecuarios. ➤ Asesoría técnica especializada de tiempo completo a los productores. ➤ Fomentar la creación de grupos de trabajos. ➤ Construcción de un mercado comunitario tipo tianguis. ➤ Capacitación continúa a productores. 	Fortalecimiento del campo agropecuario.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mejorar el ingreso familiar. ➤ Mayor producción del campo. ➤ Tecnificación de los sistemas de producción. ➤ Oferta de productos a mejores precios en la comunidad. ➤ Mejor calidad de vida.

CONJUNTO DE SOLUCIONES	SOLUCIÓN ESTRATÉGICA	CONSECUENCIA FAVORABLE
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Reforestación ➤ Fomentar el uso eficiente del agua. ➤ Recargar los mantos acuíferos. ➤ Programas de cultura del agua. ➤ Construcción de pozos de absorción. ➤ Eficientar el suministro del agua. 	Uso y manejo eficiente del agua.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aumentos de la producción agropecuaria. ➤ Inversión al campo. ➤ Mayores ingresos. ➤ Mejor calidad de vida.

CONJUNTO DE SOLUCIONES	SOLUCIÓN ESTRATÉGICA	CONSECUENCIA FAVORABLE
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Adquisición de equipo necesario al cuerpo de policía. ➤ Capacitación continúa a la policía municipal. ➤ Adquisición de vehículos y motocicletas. ➤ Servicio de línea telefónica directa con la comunidad. 	Equipar al cuerpo policiaco	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mayor seguridad. ➤ Respuesta inmediata ante problemas. ➤ Mayor confiabilidad en el servicio de seguridad. ➤ Policías capacitados.

CONJUNTO DE SOLUCIONES	SOLUCIÓN ESTRATÉGICA	CONSECUENCIA FAVORABLE
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fortalecimiento de micro empresas de autoempleo. ➤ Desarrollo de capacidades para aumentar la obtención de mejores empleos. ➤ Propiciar la creación de empresas que generen empleos. ➤ Gestionar el apoyo gubernamental o privado de micro empresas. 	<p>Impulsar la creación de empleos</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mejor calidad de vida. ➤ Mayores empleos. ➤ Arraigo de la población. ➤ Mayor nivel económico.

CONJUNTO DE SOLUCIONES	SOLUCIÓN ESTRATÉGICA	CONSECUENCIA FAVORABLE
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Construcción de infraestructura necesaria. ➤ Capacitación continua a médicos y personal del centro de salud. ➤ Implementar talleres y cursos de salud integral a la comunidad. ➤ Adquisición de equipos y medicamentos necesarios. ➤ Fomentar el uso del servicio del centro de salud en la comunidad. 	<p>Servicio de salud de calidad</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mejor calidad de vida. ➤ Mayor capacidad por los médicos y personal del centro de salud. ➤ Mayor uso del servicio por la comunidad. ➤ Menor riesgo de enfermedades.

6.4 MATRIZ DE SOLUCIONES ESTRATÉGICAS

Propuesta de solución	Que problemas resuelve	Quiénes estamos de acuerdo	En cuánto tiempo lo lograremos	Qué riesgos corremos por no hacerlo	Quiénes se van a beneficiar
Ampliación y mejora de los servicios básicos	<ul style="list-style-type: none"> - Deficiencia educativa <ul style="list-style-type: none"> - Niños y jóvenes propensos a enfermedades - Calles en mal estado - Deficiencia en el suministro eléctrico - Falta de servicio de drenaje 	<ul style="list-style-type: none"> - Autoridad municipal - Comité de padres de familia - Representantes de sectores Productores 	1-3 años	<ul style="list-style-type: none"> - Problemas de salud - Bajo nivel educativo - Servicio eléctrico deficiente 	Todos los habitantes
Fortalecimiento del campo agropecuario	<ul style="list-style-type: none"> - Abandono del campo <ul style="list-style-type: none"> - Migración - Falta de empleos - Falta de apoyos al campo - Poca producción agropecuaria - Pocos ingresos al seno familiar 	<ul style="list-style-type: none"> - Autoridad municipal - Comité de padres de familia - Representantes de sectores - Productores 	1-3 años	<ul style="list-style-type: none"> - Migración - Abandono del campo - Lotificación de terrenos agrícolas 	Productores agrícolas y pecuarios
Uso y manejo eficiente del agua.	<ul style="list-style-type: none"> - Falta de agua - Deficiencia en el suministro - Sobreexplotación de acuíferos 	Todo el Consejo	1-3 años	<ul style="list-style-type: none"> - Problemas de salud - Migración - Abandono del campo 	Todos los habitantes
Equipar al cuerpo policiaco	<ul style="list-style-type: none"> - Seguridad deficiente - Se expone la vida de los policías - Poco equipo al cuerpo policiaco 	Todo el Consejo	1-2 años	<ul style="list-style-type: none"> - Se expone la integridad física y patrimonial de la población - Se expone la integridad física de la policía 	Todos los habitantes
Impulsar la creación de empleos	<ul style="list-style-type: none"> - Falta de empleos - Nivel de vida deficiente de la población - Falta de desarrollo de capacidades - Mano de obra barata 	<ul style="list-style-type: none"> - Autoridad municipal - Presidentes de sectores - Productores 	1-3 años	<ul style="list-style-type: none"> - Migración 	Micro empresarios de la población

Servicio de salud de calidad	<ul style="list-style-type: none"> - Falta de infraestructura y equipo de salud - No hay medicamentos - Se expone la vida de los habitantes - Falta de capacitación a empleados del C. de Salud 	Todo el Consejo	1-3 años	<ul style="list-style-type: none"> - Servicio deficiente - Se afecta la economía familiar 	Todos los habitantes
------------------------------	---	-----------------	----------	---	----------------------

VII. PLAN MUNICIPAL DE DESARROLLO

El plan municipal de desarrollo es el resultado del análisis de los problemas y soluciones estratégicas, a través del Diagnóstico Participativo, que se pondrán en marcha con el fin de alcanzar los objetivos y metas que el Consejo de Desarrollo Municipal Sustentable de San Sebastián Tutla podrá en marcha para el óptimo desarrollo del mismo Municipio. Delimitando compromisos y responsabilidades en cada una de las actividades que involucran los proyectos estratégicos.

7.1 MATRIZ DE LÍNEAS ESTRATÉGICAS

Proyecto estratégico	Objetivo general	Objetivos específicos (Proyectos)	Metas
Ampliación y mejora de los servicios básicos	Mejorar los servicios básicos que requiera la comunidad para su óptimo desarrollo	<p>FOMENTO</p> <p>Concientizar a los usuarios en el uso adecuado de los servicios básicos e infraestructura.</p>	Reglamentar el uso eficiente de los servicios básicos.
		<p>ORGANIZACIÓN</p> <p>Fortalecer y consolidar a los diversos comités y sectores de la comunidad.</p>	<p>Integrar un comité por cada sector, con sus derechos y obligaciones.</p> <p>Un Patrón de usuarios actualizado.</p>
		<p>INFRAESTRUCTURA</p> <p>Construcción de infraestructura necesaria en los tres niveles educativos.</p>	<p>Construcción de un aula de medios.</p> <p>Construcción de dos módulos de baños.</p> <p>Construcción de un aula didáctica.</p> <p>Techado y piso de dos plazas cívicas.</p> <p>Remodelación de un módulo de baños.</p>
		Ampliación de la red de drenaje de la comunidad.	Ampliación de la red de drenaje en la Calzada del Toro y Carretera Internacional.
		Mejorar la calidad del servicio eléctrico del casco municipal.	Cableado subterráneo de la red eléctrica del casco municipal.
		Mejorar el estado de las calles de la comunidad.	Pavimentación de 20 calles y privadas.
		<p>CAPACITACIÓN</p> <p>Capacitar a los integrantes de los comités y usuarios.</p>	12 cursos de capacitación a los diversos comités de la comunidad en el uso adecuado y eficiente de los servicios.

Proyecto estratégico	Objetivo general	Objetivos específicos (Proyectos)	Metas
	Elevar la productividad del campo agropecuario	FOMENTO Fomentar el uso sustentable de los recursos naturales.	Realizar pláticas mensuales en el cuidado y conservación de los recursos naturales. Programa de manejo sustentable de los recursos agrícolas.
		ORGANIZACIÓN Fortalecer a los grupos y productores agropecuarios.	Contar con un padrón de productores agropecuarios. Elaborar un reglamento interno en cada uno de los grupos de productores.
		INFRAESTRUCTURA Implementar sistemas de riego por aspersión.	Construcción de una unidad de riego utilizando las aguas tratadas de la planta de tratamiento. Diez sistemas de riego tecnificados. Conversión de sistemas de riego rodado a aspersión.
		Implementación de infraestructura y equipamiento agrícola	Adquisición de 2 tractores e implementos para uso de la comunidad. Construcción de 6 naves de invernaderos tecnificados. Construcción de un mercado local tipo tianguis. 100 Cabezas de ganado de doble propósito. Construcción de 3 galeras y corrales de manejo para ganado.

Fortalecimiento del campo agropecuario	de la comunidad.	<p>CAPACITACIÓN</p> <p>Establecer un programa de asesoría y capacitación continua a productores.</p>	<p>6 cursos de capacitación a productores en sistemas de producción de agricultura protegida.</p> <p>6 cursos en el uso y manejo de sistemas de riego.</p> <p>12 cursos de capacitación en el uso eficiente de los recursos naturales y agroquímicos.</p> <p>6 cursos en producción pecuaria de alta tecnología.</p>
--	------------------	--	--

Proyecto estratégico	Objetivo general	Objetivos específicos (Proyectos)	Metas
Uso y manejo eficiente del agua.	Mejorar el servicio de distribución de agua potable y recargar los mantos acuíferos.	FOMENTO Fomentar la concientización en el uso eficiente del agua.	Establecer un programa en el cuidado y uso eficiente del agua.
		ORGANIZACIÓN Organizar el comité de agua potable.	Realizar el reglamento del comité del agua potable. Actualizar el padrón de usuarios.
		INFRAESTRUCTURA Sectorización y ampliación del suministro de agua potable.	Sectorizar el suministro de agua potable. Suministro del servicio de agua potable a nuevos asentamientos.
		Construcción de obras de captación de agua.	Construcción de 50 pozos de absorción de agua. Construcción de 5
		Reforestación y sembrado de árboles dentro de la comunidad.	Reforestación de la zona montañosa de la comunidad. Recuperación de áreas verdes dentro de la comunidad.
		CAPACITACIÓN Cursos de capacitación en el uso eficiente del agua.	12 talleres de concientización en el uso eficiente del agua. 12 cursos de capacitación y talleres en la importancia de la tecnificación de los sistemas de riego. 6 cursos del manejo y aprovechamiento de aguas residuales. 6 cursos sobre la importancia en el cuidado de los recursos naturales.

Proyecto estratégico	Objetivo general	Objetivos específicos (Proyectos)	Metas
Adquisición de equipo para el cuerpo policiaco	Fortalecer el servicio de seguridad de la comunidad	FOMENTO Fomentar e Impulsar la creación de un número de emergencia municipal.	Establecer un programa de organización entre vecinos.
		ORGANIZACIÓN Impulsar la creación de la policía ciudadana	Reglamentar la creación de la policía ciudadana.
		INFRAESTRUCTURA Adquisición de equipo especializado al cuerpo de policía municipal.	Adquirir 20 equipos de protección y armamento para la policía municipal. Adquirir cuatro motocicletas para patrullaje en la población.
		CAPACITACIÓN Establecer un programa de capacitación al cuerpo de policía.	12 cursos de capacitación en desarrollo humano. 12 cursos de adiestramiento al cuerpo policiaco.

Proyecto estratégico	Objetivo general	Objetivos específicos (Proyectos)	Metas
Impulsar la creación de empleos	Mejorar la calidad de vida de la	FOMENTO Fomentar la creación de micro empresas.	Programa para incentivar la creación de micro empresas de autoempleo.
		ORGANIZACIÓN Fortalecer y consolidar a empresas de servicios.	Padrón actualizado de micro empresas de la comunidad. Integrar un comité de representación de micro empresarios.
		INFRAESTRUCTURA Implementar la adquisición de equipos e infraestructura necesaria para micro empresas.	Adquirir 30 equipos y herramientas para micro empresas como carpinterías, reposterías, carnicerías, cocinas, etc.

	población.	CAPACITACIÓN Cursos de capacitación a emprendedores de la comunidad y de desarrollo de capacidades.	12 cursos de capacitación en calidad de servicio y desarrollo 6 talleres de reposterías, carpinterías, cocina, etc.
--	------------	--	---

Proyecto estratégico	Objetivo general	Objetivos específicos (Proyectos)	Metas
Servicio de salud de calidad	Fortalecer el servicio de salud de la comunidad	FOMENTO Impulso al mejoramiento integral de la salud	Establecer un programa de mejoramiento de la salud.
		ORGANIZACIÓN Fortalecer y mejorar el comité del centro de salud.	Reglamentar la integración del comité del centro de salud. Padrón de usuarios del servicio de salud y sus necesidades.
		INFRAESTRUCTURA Establecer la infraestructura necesaria por los centros de salud.	Construcción de muros y techado del centro de salud. Construcción de infraestructura necesaria.
		INFRAESTRUCTURA Impulsar el abastecimiento del centro de salud.	Adquirir medicamentos necesarios para el centro de salud. Adquirir 20 equipos especializados.
		CAPACITACIÓN Cursos de capacitación a médicos y empleados del centro de salud.	12 cursos de capacitación a empleados del centro de salud para proporcionar servicios de calidad. 6 talleres a la comunidad en el cuidado al preparar alimentos. 12 talleres y cursos a la comunidad sobre acciones de prevención de enfermedades y acciones de mejoramiento de su salud.

VIII Visión

Ser un municipio con desarrollo integral pleno; con una población capaz de auto emplearse en actividades económicas y productivas; que le permitan la autosuficiencia alimentaría; mostrándose así como ejemplo de desarrollo para otras comunidades del estado y del país, tanto en el ámbito socioeconómico como en el desus tradiciones, usos y costumbres.

IX. Misión

Somos un Ayuntamiento en busca del fortalecimiento y consolidación productiva; que requiere de programas, proyectos y acciones que nos incentiven en la búsqueda del desarrollo integral; a través del manejo sustentable de nuestros recursos naturales, económicos, humanos y culturales. Beneficiando con ello a cada uno de los habitantes del municipio de San Sebastián Tutla. Propiciando en forma constante, un impacto benéfico y significativo para todas las familias del territorio municipal, a través de la gestión efectiva para agilizar la realización y puesta en marcha de los programas, proyectos y todas las acciones que se consideren prioritarias.

X. Objetivo General

Propiciar el desarrollo armónico del Municipio con el fin de aprovechar las oportunidades que se nos ofrecen al ser un Municipio cercano a la Capital del Estado, mostrando a toda la fuerza económica y voluntad que podemos generar, así como decidir el camino que deseamos, donde nuestra población sea un motor principal en la economía, generando fuentes de trabajo por medio del comercio tradicionalmente llamado “tianguis”, promover el turismo local y estatal a través de su gastronomía y raíces culturales; realizando actividades que trasciendan a través del tiempo.

Es por ello, que tenemos un gran compromiso para poner nuestro granito de arena en consolidar la grandeza, de nuestro pueblo; observando siempre las reglas y políticas formuladas por nuestro Gobierno.

10.1 METAS

Nuestra meta como ayuntamiento es: impulsar y fortalecer todos los programas, proyectos y acciones que promuevan el desarrollo sustentable de nuestra comunidad, porque las metas no solo se visualizan a tres años, se deben retomar y darle seguimiento a lo que vale la pena continuar, se debe iniciar lo que es conveniente empezar y debemos rectificar lo que es necesario transformar, sólo así avanzaremos.

Como gestores y promotores de este Municipio debemos solucionar conjuntamente cada una de las problemáticas que se presenten en la Comunidad, tomando en cuenta el respaldo y desempeño de las Regidurías.

El planteamiento que presentamos; es el de gobernar conjuntamente con la ciudadanía, considerando principalmente:

Características y situación geográfica del Municipio, para la realización de proyectos regionales detonadores en la economía del lugar; por lo que se proponen los siguientes **ejes de desarrollo**:

I. Ambiental; para mejorar la calidad de vida de la comunidad, se promoverán acciones para concientizar a la población en el cuidado del medio ambiente, contribuir e implementar acciones en mejorar y conservar áreas verdes y siembra de árboles.

II. Humano; para impulsar el nivel de vida de los habitantes a través de la puesta en marcha de proyectos que impactarán en el ámbito de la salud, educación y vivienda de las personas, en una mejor calidad educativa y en elevar los valores culturales; así como la capacitación y asistencia técnica a los diferentes grupos productivos.

III. Social; considerando la participación ciudadana basada en acuerdos sociales y políticos, a través de comités; y así lograr acciones para mejorar la calidad de vida de los habitantes dotándoles de la infraestructura de salud, infraestructura educativa, agua potable, electrificación, pavimentación, drenaje y alcantarillado necesarios para su desarrollo.

IV. Económico; para apoyar en la mejora de la calidad de vida de los habitantes, se

pretende impulsar la creación de empresas familiares y buscar fuentes de financiamiento para proyectos productivos para mejorar rendimientos todos los sectores (agrícola, ganadero, forestal y de servicios); detonando en la ampliación del comercio en la comunidad, como lo sería

“un tianguis ganadero, agrícola, artesanal y un “mercado municipal”. De tal manera que impacte en la generación de empleos para favorecer la economía de los hogares.

V. Institucional; De igual manera, se plantea un sistema de **Seguridad e impartición de Justicia** con equidad e imparcialidad; aplicando y respetando la Leyes y reglamentos, para una convivencia social pacífica y armónica, así como la autonomía municipal.

Cada uno de los objetivos y metas planteadas tiene como propósito dar solución a los problemas que se viven actualmente, priorizando recursos y acciones para cada fin, para lograr así el desarrollo integral sustentable.

XI. INVOLUCRADOS EN EL PLAN

Es de gran importancia y utilidad conocer a las instituciones, dependencias y/o agrupaciones que deben o pueden intervenir en el desarrollo del plan municipal, ya que con ello se pueden acceder a ciertos recursos o apoyos para concretar cada uno de los proyectos de las diferentes líneas estratégicas, dentro del marco de la Ley de Desarrollo Rural Sustentable.

PROYECTOS	INVOLUCRADOS DE LA COMUNIDAD	INVOLUCRADOS DEL SECTOR PUBLICO			INVOLUCRADOS DEL SECTOR PRIVADO	ORIGEN DE LOS RECURSOS	
		DEPENDENCIAS MUNICIPALES	DEPENDENCIAS ESTATALES	DEPENDENCIAS FEDERALES		INTERNOS	EXTERNOS
FOMENTO Concientizar a los usuarios en el uso adecuado de los servicios e infraestructura.	Comité de padres de familia, presidentes de sectores.	Regidor de Obras	ICAPET			X	X
ORGANIZACIÓN Fortalecer y consolidar a los diversos comités y sectores de la comunidad.	Comité de padres de familia, presidentes de sectores.	Regidor de Obras				X	
INFRAESTRUCTURA Construcción de infraestructura necesaria en los tres niveles educativos.	Comité de padres de familia, presidentes de sectores.	Regidor de Obras	IEEPO	SEDESOL		X	X
Ampliación de la red de drenaje de la comunidad.	Comité de padres de familia, presidentes de sectores.	Regidor de Obras	SECRETARIADE OBRAS PÚBLICAS, CEA			X	X
Mejorar la calidad del servicio eléctrico del casco municipal.	Comité de padres de familia, presidentes de sectores.	Regidor de Obras	COPLADE	CFE, SEDESOL		X	X
Mejorar el estado de las calles de la comunidad.	Comité de padres de familia, presidentes de sectores.	Regidor de Obras	SECRETARIADE OBRAS PÚBLICAS, COPLADE			X	X

<p>CAPACITACIÓN</p> <p>Capacitar a los integrantes de los comités y usuarios en el uso adecuado de los servicios.</p>	<p>Comité de padres de familia, presidentes de sectores.</p>	<p>Regidor de Obras</p>	<p>CEA, ICAPET</p>	<p>CNA</p>		<p>X</p>	<p>X</p>
---	--	-------------------------	--------------------	------------	--	----------	----------

PROYECTOS	INVOLUCRADOS DE LA COMUNIDAD	INVOLUCRADOS DEL SECTOR PUBLICO			INVOLUCRADOS DEL SECTOR PRIVADO	ORIGEN DE LOS RECURSOS	
		DEPENDENCIAS MUNICIPALES	DEPENDENCIAS ESTATALES	INTERNOS		INTERNOS	EXTERNOS
FOMENTO Fomentar en el uso sustentable de los recursos naturales.	Productores, Comisión de Desarrollo Rural	Ayuntamiento	SEDER,	SAGARPA, SEMARNAT, INE		X	X
ORGANIZACIÓN Fortalecer a los grupos y productores agropecuarios.	Productores, Comisión de Desarrollo Rural	Ayuntamiento	SEDER			X	
INFRAESTRUCTURA Implementar sistemas de riego por aspersión..	Productores, Comisión de Desarrollo Rural	Ayuntamiento	SEDER, COPLADE, CEA	SAGARPA, SEDESOL		X	X
Implementación de infraestructura y equipamiento agrícola	Productores, Comisión de Desarrollo Rural	Ayuntamiento	SEDER, COPLADE, CEA	SAGARPA, SEDESOL		X	X
CAPACITACIÓN Establecer un programa de asesoría y capacitación continua a productores.	Productores, Comisión de Desarrollo Rural	Ayuntamiento	SEDER, COPLADE	SAGARPA, SEDESOL		X	X

PROYECTOS	INVOLUCRADOS DE LA COMUNIDAD	INVOLUCRADOS DEL SECTOR PUBLICO			INVOLUCRADOS DEL SECTOR PRIVADO	ORIGEN DE LOS RECURSOS	
		DEPENDENCIAS MUNICIPALES	DEPENDENCIAS ESTATALES	DEPENDENCIAS FEDERALES		INTERNOS	EXTERNOS
FOMENTO Fomentar la concientización en el uso eficiente del agua.	Presidentes de sectores, Comité del agua.	Ayuntamiento	SEDER, CEA			X	
ORGANIZACIÓN Organizar el comité de agua potable.	Presidentes de sectores, Comité del agua.	Ayuntamiento				X	
INFRAESTRUCTURA Sectorización y ampliación del suministro de agua potable.	Presidentes de sectores, Comité del agua.	Ayuntamiento	COPLADE, OBRAS PÚBLICAS, CEA	CONAGUA, SAGARPA		X	X
Construcción de obras de captación de agua.	Presidentes de sectores, Comité del agua.	Ayuntamiento	COPLADE, SEDER, OBRAS PÚBLICAS, CEA	CONAGUA, SAGARPA		X	X
Reforestación y sembrado de árboles dentro de la comunidad.	Presidentes de sectores, Comité del agua.	Ayuntamiento	COPLADE, SEDER, OBRAS PÚBLICAS, SEMARNAT	CONAGUA, SAGARPA		X	X
CAPACITACIÓN Cursos de capacitación en el uso eficiente del agua.	Presidentes de sectores, Comité del agua.	Ayuntamiento	COPLADE, SEDER, OBRAS PÚBLICAS, CEA	CONAGUA, SAGARPA		X	X

PROYECTOS	INVOLUCRADOS DE LA COMUNIDAD	INVOLUCRADOS DEL SECTOR PUBLICO			INVOLUCRADOS DEL SECTOR PRIVADO	ORIGEN DE LOS RECURSOS	
		DEPENDENCIAS MUNICIPALES	DEPENDENCIAS ESTATALES			INTERNOS	EXTERNOS
FOMENTO Fomentar e Impulsar la creación de un número de emergencia municipal.	Presidentes de sectores	Regidor de Educación, Ayuntamiento	Secretaria de Protección Ciudadana, Coplade			X	X
ORGANIZACIÓN Impulsar la creación de la policia ciudadana	Presidentes de sectores	Regidor de Educación, Ayuntamiento	Secretaria de Protección Ciudadana, Coplade			X	
INFRAESTRUCTURA Adquisición de equipo especializado al cuerpode policia municipal.	Presidentes de sectores	Regidor de Educación, Ayuntamiento	Secretaria de Protección Ciudadana, Coplade			X	X
CAPACITACIÓN Establecer un programa de capacitación al cuerpode policia.	Presidentes de sectores	Regidor de Educación, Ayuntamiento	Secretaria de Protección Ciudadana, Coplade			X	X

PROYECTOS	INVOLUCRADOS DE LA COMUNIDAD	INVOLUCRADOS DEL SECTOR PUBLICO			INVOLUCRADOS DEL SECTOR PRIVADO	ORIGEN DE LOS RECURSOS	
		DEPENDENCIAS MUNICIPALES	DEPENDENCIAS ESTATALES	DEPENDENCIAS FEDERALES		INTERNOS	EXTERNOS
FOMENTO Fomentar la creación de micro empresas.	Productores, Comisión de Desarrollo Rural	Regidor de Educación, Ayuntamiento	Seder, Coplade, IE Empleo	Sagarpa, Sedesol		X	X
ORGANIZACIÓN Fortalecer y consolidar a empresas de servicios.	Comisión de Desarrollo Rural	Regidor de Educación, Ayuntamiento				X	
INFRAESTRUCTURA Implementar la adquisición de equipos einfraestructura necesariapara micro empresas.	Comisión de Desarrollo Rural	Regidor de Educación, Ayuntamiento	Seder, Coplade, IE Empleo	Sagarpa, Sedesol		X	X
CAPACITACIÓN Cursos de capacitación a emprendedores de la comunidad y de desarrollo de capacidades.	Comisión de Desarrollo Rural	Regidor de Educación, Ayuntamiento	Seder, Coplade, IE Empleo	Sagarpa, Sedesol		X	X

PROYECTOS	INVOLUCRADOS DE LA COMUNIDAD	INVOLUCRADOS DEL SECTOR PUBLICO			INVOLUCRADOS DEL SECTOR PRIVADO	ORIGEN DE LOS RECURSOS	
		DEPENDENCIAS MUNICIPALES	DEPENDENCIAS ESTATALES	DEPENDENCIAS FEDERALES		INTERNOS	EXTERNOS
FOMENTO Impulso al mejoramiento integral de la salud	Presidentes de sectores, Comité de salud	Regidor de Sanidad	Secretaria de Salud, Coplade	Sedesol		X	X
ORGANIZACIÓN Fortalecer y mejorar el comité del centro de salud.	Presidentes de sectores, Comité de salud	Regidor de Sanidad	Secretaria de Salud, Coplade	Sedesol		X	
INFRAESTRUCTURA Establecer la infraestructura necesaria por los centros de salud.	Presidentes de sectores, Comité de salud	Regidor de Sanidad	Secretaria de Salud, Coplade	Sedesol		X	X
INFRAESTRUCTURA Impulsar el abastecimiento del centro de salud.	Presidentes de sectores, Comité de salud	Regidor de Sanidad	Secretaria de Salud, Coplade	Sedesol		X	X
CAPACITACIÓN Cursos de capacitación a médicos y empleados del centro de salud.	Presidentes de sectores, Comité de salud	Regidor de Sanidad	Secretaria de Salud, Coplade	Sedesol		X	X

XII. PROGRAMA DE ACTIVIDADES Y SEGUIMIENTO

Proyecto Estratégico	Actividad	Responsable	Seguimiento												
				1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Ampliación y mejora de los servicios básicos	Seguimiento de obras prioritizadas	A. Municipal Reg. de Obras R. de Educación	PROGRAMADO	X	X	X	X								
			REALIZADO												
Fortalecimiento del campo agropecuario	- Gestión ante dependencias gubernamentales y privadas - Seguimiento a proy. Municipalizados	A. Municipal Comisión de Desarrollo Rural	PROGRAMADO	X	X	X	X								
			REALIZADO												
Uso y manejo eficiente del agua	Gestión y seguimiento de proyectos	A. Municipal Reg. de Obras	PROGRAMADO				X	X	X	X	X	X			
			REALIZADO												
Adquisición de equipo para el cuerpo policiaco	Gestión ante dependencias	A. Municipal Reg de Sanidad	PROGRAMADO				X	X	X	X	X	X			
			REALIZADO												
Impulsar la creación de empleos	- Gestión de proyectos - Seguimiento a proy. municipalizados	A. Municipal R. de Hacienda	PROGRAMADO				X	X	X	X	X	X			
			REALIZADO												
Construcción de infraestructura y		A. Municipal	PROGRAMADO				X	X	X	X	X	X			

XIII. Bibliografía

1. Censo General de Población y Vivienda., INEGI, 2005
2. Anuario Estadístico del Estado de Oaxaca 2007.
3. Ley Orgánica Municipal para el Estado de Oaxaca
4. Ley de Planeación para el Estado de Oaxaca
5. Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos
6. Lineamientos metodológicos para la Planeación del Desarrollo Municipal;
Grupo Interinstitucional., COPLADE, Oaxaca, 2008.
7. www.PueblosAmerica.com. Visitado en Noviembre de 2008.
8. Enciclopedia de los Municipios de México, 1988.
9. Carta Topográfica 1:50 000. 1998. INEGI (VARIAS)